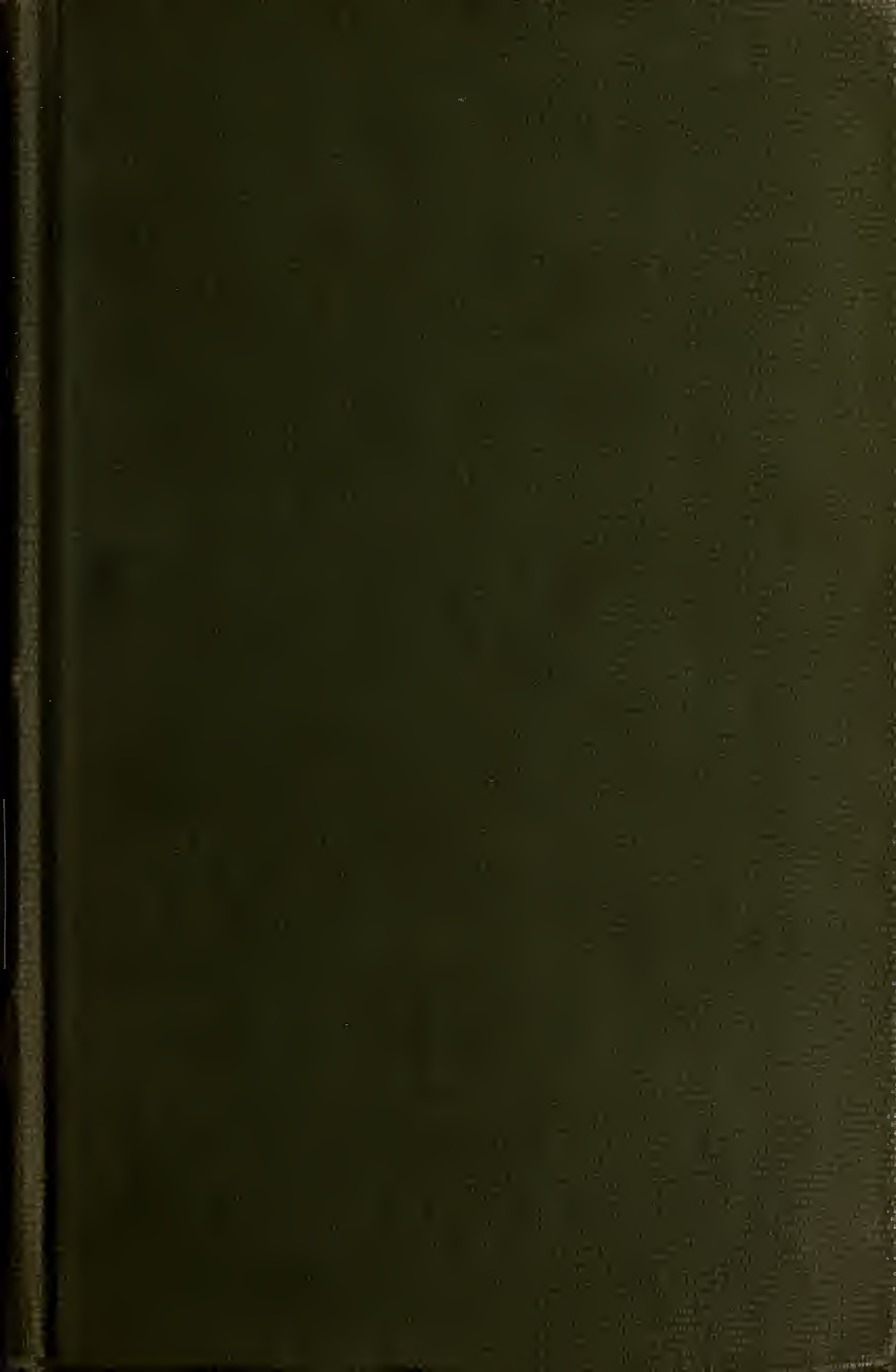



THE LIBRARY OF CONGRESS
1800

HISTOIRE

DU PAPE

ALEXANDRE VI

ET DE

CÉSAR BORGIA.

TYPOGRAPHIE DE MARCELLIN-LEGRAND, PLASSAN ET COMP.

IMPRIMERIE DE PLASSAN ET COMP., RUE DE VAUGIRARD, N° 15.



HISTOIRE

DU PAPE

ALEXANDRE VI

ET DE

CÉSAR BORGIA,

Par E.-M. Masse.

PARIS,
JULES LEFEBVRE ET COMPAGNIE,
RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, N° 18;
AUDIN, QUAI DES AUGUSTINS, N° 25.

1830.


LIBRARY OF CONGRESS,
CITY OF WASHINGTON.

AVERTISSEMENT.

Ce n'est par aucun motif de détraction, dans aucun but hostile que nous avons écrit cette histoire. Nous avons cherché à faire connaître le pontificat d'Alexandre VI, comme toute autre époque où nous aurions cru trouver quelque leçon pour l'âge présent. L'histoire, si elle est exacte, autant du moins qu'il est possible de la rendre telle, ne saurait jamais passer pour un acte de médisance. Il faut éviter seulement qu'elle n'arrive à la calomnie. Les personnages dont nous avons à retracer les actions ont su faire en sorte d'ôter cette crainte à leurs historiens futurs.

Ne pas confondre l'Église occupée d'objets terrestres avec l'Église telle qu'elle fut instituée pour nous faire marcher dans la route du bien, tel a été constamment notre soin. C'est le désir et l'usage du pouvoir temporel qui a corrompu

tant de pontifes, et qui, de nos jours encore, nuit assez gravement au clergé. Quand l'Église se mêle aux affaires de ce monde, elle n'a pas droit de se plaindre, si ses actes sont jugés par des mondains.

Les auteurs italiens chez qui nous avons puisé la connaissance des faits ont eu cette même attention, qui a été obligatoire pour nous, de ne pas confondre les deux points de vue sous lesquels se présente l'Église. Ces auteurs, pour la plupart contemporains d'Alexandre VI et de César Borgia, sont Machiavel, Paul Jove, le cardinal Bembo, Guichardin, Tommaso Tommasi. Le récit publié sous le nom de ce dernier étant le plus complet, nous l'avons presque toujours suivi.

Que si quelques esprits timides ou pieux sont alarmés d'un tableau où la cour des Papes est présentée aux yeux dans une nudité si épouvantable, et qui n'est voilée que par la dignité de l'histoire, nous nous permettrons de leur rappeler un de ces contes de Boccace, qui ont un si grand air de vérité; c'est celui où un riche marchand de draps, de Paris, le bonhomme Giannotto ou Jeannet de Civigni, fait tant d'ef-

forts pour convertir à la religion chrétienne un de ses confrères, très-riche aussi, le juif Abraham. L'enfant de Jacob résiste long-temps; mais enfin dans les paroles de son ami, il trouve une chaleur désintéressée qui le séduit. Me voilà prêt, lui dit-il, à me faire chrétien, mais il faut auparavant que j'aille à Rome pour voir celui qui est le vicaire de Dieu sur la terre. Je prendrai connaissance de ses façons d'agir, comme aussi de ce que font ses frères les cardinaux; et, s'ils me paraissent tels qu'il convient à des hommes dont la religion prétend être meilleure que la mienne, je me ferai chrétien. L'idée de ce voyage à Rome épouvanta le bon Jeannet de Civigni. Il pensait à tout ce que l'Hébreu allait trouver dans la capitale du Papisme. Il voulait détourner Abraham de ce voyage; mais Abraham insista, et le pauvre convertisseur crut que toutes ses peines allaient être perdues. Abraham vit Rome, le Pape et ses cardinaux, puis retourna à Paris. Mon ami, c'en est fait, dit-il à son confrère, qui en fut dans le ravissement, je veux être chrétien comme toi. Ces gens de là-bas font tout ce qu'ils peuvent pour perdre la religion chrétienne, pour la réduire à rien; et, si elle subsiste, si, loin de s'affaiblir, son empire augmente, il n'y a que l'Esprit-Saint qui

puisse faire un tel miracle, et prouver par là qu'elle n'a pas besoin d'autre fondement qu'elle même. Quelques jours après, le bon Jeannet de Civigni mena son ami Abraham à Notre-Dame, et pria les clercs de lui conférer le baptême. Il fut, avec toute la joie qu'on peut imaginer, son parrain.

Nous n'avons pas besoin d'aller à Rome pour nous convertir. Nous n'avons qu'à rester où nous sommes et comme nous sommes. Seulement il est à désirer que certaines gens d'intrigue et d'ambition ne cherchent pas trop à nous déranger.

AVANT-PROPOS.

L'époque où l'Italie devint un théâtre en quelque sorte choisi par les puissances de l'Europe pour déployer leurs forces nouvellement acquises, et se disputer la supériorité, doit être considérée comme la plus importante de nos temps modernes. Là, finit proprement le moyen âge, et commence une ère nouvelle, qu'on peut supposer terminée à la révolution française, origine tumultueuse d'une autre période que nous voyons se développer.

Les guerres d'Italie, dit Robertson, donnèrent naissance à tant de prétentions opposées, excitèrent parmi les nations diverses un esprit si général de dis-

corde et de rivalité, devinrent la source et le prétexte de tant de querelles, qu'il ne pouvait manquer d'en résulter des convulsions extraordinaires dans l'organisation politique de toute l'Europe.

Elles ne devaient pas amener de moindres changemens dans l'administration intérieure des États. Les préparatifs nécessaires pour une expédition éloignée, la paie régulière d'armées constamment sur pied, le soin de leur subsistance dans un pays étranger, des siéges à former, des villes à défendre, des négociations succédant aux batailles, et attaquant avec de l'or la conscience des grands, plus facile à vaincre d'ordinaire que l'honneur des peuples, tout augmenta prodigieusement les charges de la guerre, et, donnant lieu à de nouvelles taxes progressivement accrues, plaça dans les opérations du fisc et dans les espérances du commerce, le germe des révolutions à venir.

Ce n'était point assez : il aurait fallu, pour maintenir le culte catholique dans toutes ses possessions et prérogatives, que Rome restât invisible aux nations chrétiennes; et les guerres d'Italie déchirèrent jusqu'à certain point, aux yeux de toute l'Europe, le voile qui couvrait les mystères de cette cour. L'influence de cette révélation a été grande, comme on sait; elle a contribué à produire chez les peuples pauvres, austères et réfléchis du Nord, contre l'autorité spirituelle de Rome, une opposition analogue à celle qui s'y était formée autrefois contre son empire temporel.

Les différens États de l'Italie n'avaient vu depuis long-temps leur tranquillité troublée par l'invasion d'aucun ennemi étranger; et, pour les affaires de guerre comme pour celles d'administration, il s'était formé dans leur sein un système qui leur était particulier. Pour concilier les intérêts et balancer la puissance des

princes entre lesquels l'Italie était partagée, on s'engageait dans des négociations perpétuelles et interminables, conduites avec toute la subtilité d'une politique tortueuse et raffinée; les ressources les plus ténébreuses de l'intrigue étaient connues des Italiens; tous les artifices, même les plus abjects, étaient à leur usage.

En attendant que les maximes de cette science politique, née dans la fange des factions et dans les querelles de voisins, tous également faibles, inquiets et jaloux, fussent importées par les Italiens dans les affaires de l'Europe, ils les employaient avec un art infini à régler les opérations des petits États dont elles faisaient toute la force; car on ne peut pas donner ce nom de force à leur régime militaire. Lorsqu'ils prenaient la voie des armes, leurs querelles se décidaient en des combats burlesques et par des victoires innocentes, qui ne coûtaient point de sang

aux vaincus. Machiavel dit, en parlant du combat livré en 1440 entre les Florentins et Nicolò Piccinino, général des troupes milanaises, que, dans une lutte de quatre heures, il ne périt qu'un homme; encore ce ne fut point d'aucune blessure qu'il eût reçue, mais parce qu'étant tombé dans la mêlée, il fut foulé aux pieds des chevaux. En ce temps, le poison et le poignard réussissaient mieux que les armes des *Condottieri*.

Ces lâches mercenaires, qui composaient la seule force militaire du pays, n'étant propres qu'à une guerre de parade, furent saisis d'épouvante à l'aspect d'une guerre réelle que Charles VIII apportait; et les succès merveilleux de ce prince, qui, du pied des Alpes s'avança vers Naples avec autant de célérité que s'il eût traversé son propre royaume, furent dus au sentiment que les défenseurs de l'Italie eurent d'abord de leur faiblesse, et à l'opinion promptement établie

chez eux, que l'impétuosité de la valeur française, la *rabbia francese*, était irrésistible.

Après ce coup d'œil sur la situation générale de l'Italie, considérons un moment les principaux États qui se disputaient son territoire, et qui jouissaient tous d'une juridiction souveraine et indépendante.

Il n'y avait de royaume que celui de Naples. Venise, Florence et Gênes avaient adopté la forme républicaine. Milan obéissait à des princes qui n'avaient pris que le titre de ducs. La souveraineté des papes était d'une nature particulière, et n'avait rien de commun avec les autres formes de gouvernement tant anciennes que modernes, si ce n'est peut-être avec le Kaliphat des Arabes. Par sa dignité comme par l'étendue de ses domaines, le pape tenait le premier rang.

Les successeurs de saint Pierre avaient songé de bonne heure à se donner un cer-

tain degré de puissance temporelle qui secondât et appuyât leurs décrets spirituels. Dans la pensée de quelques-uns, cette puissance parut vouloir repousser toute limite; mais le succès n'avait pas entièrement répondu à leurs efforts; la générosité des aventuriers normands qui fondèrent le royaume de Naples, ainsi que la piété de la comtesse Mathilde, furent plus avantageuses au Saint-Siége, que des prétentions auxquelles le glaive, toujours plus puissant sur la terre que les clefs du ciel, n'avait pu prêter son appui dans l'origine.

Cependant, par une conséquence du système féodal, les forces d'un État n'étaient point encore à l'entière disposition du souverain; et les papes, à cet égard, n'avaient pas plus d'avantage que les autres potentats européens, excepté pourtant le roi de France, à qui l'expulsion totale des Anglais, la ruine des nobles, fruit de guerres longues et opiniâtres par

eux soutenues suivant les lois du service féodal, et bien plus encore la politique de Louis XI, avaient procuré une concentration de forces depuis long-temps inconnue.

Pendant les troubles et les désordres que les siècles précédens avaient vus régner en Italie, les nobles les plus puissans et les chefs des factions populaires avaient envahi le gouvernement de plusieurs des villes principales; après les avoir fortifiées, après s'être entourés de troupes mercenaires, ils avaient cherché à se rendre indépendans. Les pays que l'Église avait précédemment acquis, étaient remplis de petits tyrans qui ne laissaient aux papes que l'ombre de la souveraineté. Les barons romains, restes prétendus des anciennes familles patriciennes, contestaient souvent aux papes leur autorité dans Rome même.

Au douzième siècle, une opinion s'était répandue, que les fonctions des ec-

clésiastiques étant purement spirituelles, toute propriété, toute juridiction civile attachée à ces fonctions, était illicite, et que les gens d'Église, à l'exemple des apôtres, ne devaient attendre leur subsistance que des dîmes ou des dons volontaires du peuple. Les barons romains, adoptant ces principes avec chaleur, et cherchant à faire revivre l'image de leur ancienne liberté, avaient rétabli un sénat revêtu de l'autorité suprême, et remis la puissance exécutive tantôt à un principal sénateur, tantôt à deux, et quelquefois à un magistrat distingué par le nom de patrice.

Mécontens de cet état de choses, les papes fixèrent leur résidence à Avignon. Pendant leur absence, le peuple de Rome vint à se rappeler que, dans ces murs soumis tantôt à de petits barons, tantôt au pape, habitèrent jadis les conquérans et les législateurs du monde. La fierté de l'ancien peuple-roi parut renaître aux

bords du Tibre, et l'on s'y montra également ennemi des nobles et de la juridiction papale. Un homme doué de cette éloquence populaire qui exerce tant d'empire dans les momens opportuns, Nicolas Rienzi essaya de réaliser les vœux du peuple dans une constitution nouvelle; mais, trop ambitieux pour s'oublier lui-même, trop exalté par les circonstances pour rester dans une atmosphère de bon sens et de raison, il ne tarda pas de succomber et d'entraîner dans sa chute l'édifice républicain dont il avait fait la base de son pouvoir. Ainsi, pendant une longue période de temps, l'autorité de ces mêmes pontifes, qui faisaient trembler les plus grands monarques de l'Europe, resserrée dans les bornes les plus étroites au sein même de la capitale, fut souvent presque anéantie, soit par l'inquiétude et la turbulence du peuple, soit par les prétentions des nobles à l'indépendance.

Tandis que la juridiction spirituelle

s'était agrandie par une persistance de vues admirable, par une fixité d'intention que rien n'ébranlait, les papes, dans leur administration civile, n'avaient pas suivi un plan uniforme et constant. Ils purent élever quelque ouvrage d'ostentation pour laisser après eux un monument de leur pontificat; pour calmer et faire taire la populace de Rome, ils crurent quelquefois nécessaire de fonder des établissemens utiles : et pourtant, même alors, ils songeaient encore plus à Rome, capitale du monde chrétien, qu'au peuple confié à leurs soins; mais en quoi chacun d'eux mettait en général peu de négligence, c'était à profiter pour leur famille du court espace d'un règne accordé à des vieillards, et, dans un État où les changemens de maître étaient plus fréquens que partout ailleurs, on ne songeait le plus souvent qu'à détruire ce qui était fait, qu'à renverser ce qu'on trouvait établi.

C'était là un principe de faiblesse qui aurait amené la défaillance et l'anéantissement, si les ruses de l'intrigue n'avaient constamment suppléé à la force des armes; mais, à la cour des papes, la finesse et l'adresse dans les négociations furent pour la première fois réduites en système; et Rome, à cet égard, fut l'école de l'Italie. Ce fut encore par les papes que s'introduisit l'usage de soudoyer des troupes mercenaires, usage qui a dû faire perdre tout sentiment vrai de patriotisme, et détacher les peuples de leurs gouvernemens, même de ceux qui avaient adopté les illusions démocratiques.

Une autre force que l'intrigue et l'astuce venait au secours du gouvernement papal. Si un souverain se croyait forcé de résister aux papes, princes temporels, le respect dû à ces mêmes papes, considérés comme chefs de l'Église et vicaires de Jésus-Christ, l'empêchait ordinairement de pousser ses opérations contre

eux jusqu'aux dernières extrémités ; et les premières ouvertures d'accommodement étaient par lui acceptées. Il est vrai que, dans la suite, lorsque les papes se mêlèrent plus fréquemment dans les querelles des rois, et s'engagèrent, comme parties principales ou comme auxiliaires, dans tous les grands démêlés qui s'élevaient en Europe, la vénération qu'on gardait pour leur sacré caractère commença à s'affaiblir par degrés, et s'éteignit bientôt presque entièrement.

Après le pape, la puissance d'Italie qui avait le plus de liaisons avec le reste de l'Europe, c'était la république de Venise. L'esprit de ce gouvernement, où une aristocratie sévère et partiale plaçait le pouvoir dans un petit nombre de citoyens, pour abaisser et opprimer tout le reste, devait être nécessairement timide et jaloux. Les nobles vénitiens se défiaient de leurs propres sujets, et craignaient de leur permettre l'usage des

armes. Le peuple ne fournissait que des ouvriers et des marins. La force militaire de la république consistait en mercenaires étrangers, qui même n'avaient jamais pour chefs des nobles vénitiens, dont l'autorité aurait pu devenir dangereuse pour la liberté publique. C'était ordinairement un soldat de fortune qu'on plaçait à la tête des troupes; mais toujours inquiète et soupçonneuse, la république nommait deux nobles pour suivre l'armée lorsqu'elle entrait en campagne; ces nobles, appelés *provéditeurs*, ressemblaient assez aux représentans du peuple envoyés par notre Convention nationale; ils observaient tous les mouvemens du général, et le gênaient plus d'une fois dans ses opérations.

C'était dans sa marine et son commerce que Venise avait fondé sa véritable force. Ses richesses servirent longtemps à déguiser les vices de sa constitution, et la mirent en état d'entrete-

nir au besoin des armées nombreuses.

La turbulence et la licence démocratiques dominaient à Florence, comme la sévérité et les précautions aristocratiques à Venise. Mais cette république était loin d'être militaire. Livrée au commerce, ce n'était point par les plus braves de ses citoyens, mais par les plus riches qu'elle devait être un jour asservie. A l'époque dont nous nous proposons de retracer l'histoire, les Médicis, en conservant ces formes républicaines auxquelles le peuple était fort attaché, exerçaient un pouvoir que leur contestaient les anciennes familles; mais, soit dans l'exil, soit au sein de leur patrie, l'influence de ces riches fabricans de laine était grande sur les destinées du pays. La jalousie des Médicis concourut, avec l'esprit de commerce des Florentins, à mettre la force militaire de la république sur le même pied que celle des autres États d'Italie.

Par les révolutions violentes et multi-

pliées que le royaume de Naples avait subies, les vices de la féodalité y étaient devenus plus grands et plus intolérables que dans le reste de l'Europe. Le trône avait été occupé par tant de princes d'un sang étranger, que la noblesse napolitaine et le peuple avaient peu d'attachement pour la famille des souverains et aussi peu de respect pour leur personne.

En même temps, le secours des barons ayant été réclamé plus d'une fois, et toujours payé fort cher par les divers prétendans au trône, la haute noblesse était devenue trop puissante, et s'était portée à des usurpations trop hardies, pour permettre au prince de former aucune de ces entreprises favorables à l'autorité royale, qui avaient si bien réussi à d'autres monarques dans ce siècle et le précédent. Aussi le royaume de Naples était-il celui où l'on remarquait le plus de turbulence, et dont les souverains jouissaient du pouvoir le moins étendu. Fer-

dinand Ier, qui commença son règne en 1468, essaya, il est vrai, d'abaisser la puissance des nobles; et son fils Alphonse crut la détruire d'un seul coup, en faisant périr ceux des barons qui avaient le plus de considération et de crédit; mais en vain faisait-il couper des têtes, en vain les faisait-il saler et placer dans ses appartemens comme des trophées de ses victoires et des gages de ses espérances, il irritait la noblesse au lieu de l'affaiblir, et se rendait odieux au peuple, que l'inhumanité des chefs révolte toujours. C'est même au ressentiment de ces outrages, qu'il faut attribuer, en grande partie, la facilité et la rapidité avec lesquelles Charles VIII conquit le royaume de Naples.

Le duché de Milan n'avait dans sa constitution politique et dans son gouvernement, rien d'assez remarquable pour mériter qu'on s'y arrêtât. Mais les liaisons de ses princes avec les rois de

France, et les droits que ceux-ci prétendirent avoir par la suite à la succession de cette fertile province, exigent qu'on se prête à quelques rapides considérations.

Pendant les longues et sanglantes querelles qu'excitèrent en Italie les factions fameuses des Guelfes, qui voulaient être libres sous la bannière des papes, et des Gibelins, qui cherchaient à l'être aussi avec le secours des empereurs, la famille des Visconti s'était distinguée parmi ceux des Milanais qui tenaient au parti impérial; pour récompense de leur zèle et de leurs services, ils avaient obtenu la dignité de vicaires perpétuels de l'empire en Italie. Plus tard, créés ducs de Milan, ils eurent avec ce titre la propriété de la ville et de son territoire, qu'ils possédèrent comme un fief héréditaire. Le sang de France s'allia bientôt à celui des Visconti, et se donna des droits à leur succession. A la mort du dernier prince

de cette maison, en 1447, Charles, duc d'Orléans, fit valoir certaines clauses contenues dans le contrat de mariage de sa mère Valentine Visconti. Alphonse, roi de Naples, produisit un testament que le dernier prince avait fait en sa faveur. De son côté, l'empereur prétendit que, par l'extinction de la descendance masculine, le fief retournait au seigneur suzerain. Le peuple de Milan déclara qu'il ne voulait point de maître, et une espèce de république fut instituée. Mais pendant toutes ces contestations, la province qui en était l'objet échut en proie au bâtard d'un simple paysan.

Jacques Sforza était devenu, par ses talens et par son courage, un des plus distingués et des plus puissans *Condottieri*. François Sforza, son fils naturel, qui lui succéda dans le commandement des aventuriers attachés à sa fortune, avait épousé ensuite une fille naturelle du dernier duc. François, fondant sur

ce titre des prétentions, les soutint avec une valeur et une habileté extraordinaires. Il monta sur le trône. La sagesse et les talens qu'il déploya firent oublier bientôt aux Milanais le peu de solidité de ses droits, et ses domaines passèrent sans opposition à son fils, puis à son petit-fils. Celui-ci fut assassiné par son grand-oncle Ludovic, surnommé le More, qui s'empara de Milan, et dont les droits à ce duché furent établis par l'investiture que lui donna l'empereur Maximilien, en 1494.

Louis XI, qui prenait plaisir à abaisser les princes de son sang, et qui admirait les talens politiques de François Sforza, n'avait pas voulu permettre au duc d'Orléans de disputer à un aventurier la possession du Milanez. Ludovic le More entretint ensuite une liaison si intime avec Charles VIII, pendant la plus grande partie du règne de ce monarque, que les prétentions de la maison d'Or-

léans restèrent inactives jusqu'au temps de Louis XII.

Telle était la situation de l'Italie, lorsqu'Alexandre VI monta sur le trône pontifical. Son ambition et celle de son fils, César Borgia, changèrent la face des choses, surtout dans les États romains. Le père, par sa constante adresse à détruire l'influence des Français quand elle devenait trop menaçante; le fils, par une adresse non moins grande à profiter de leur crédit quand il renaissait, parvinrent également à leurs fins. L'Italie ne fut point assujettie par une puissance étrangère; et tous ces tyrans de la Romagne, qui, avec le titre de vicaires, s'étaient rendus maîtres absolus des terres de l'Église, furent exterminés. Des crimes nombreux furent commis, mais le Saint-Siége recouvra sa puissance temporelle. César Borgia, en croyant se faire un royaume, ne travailla que pour les successeurs de son père. Tout lui

échappa au moment où il croyait avoir tout acquis. Il mourut loin de cette Italie qu'il avait long-temps épouvantée par ses forfaits, et il mourut de la mort des braves.

En traçant l'histoire d'une élévation qui fut due à beaucoup d'habileté, mais plus encore à d'exécrables crimes, nous avons pensé plus d'une fois à cette autre grandeur qui fut improvisée de nos jours par la seule force du génie, par l'ascendant de la gloire et l'opportunité des circonstances, sans aucun mélange de forfaits odieux; et venant à réfléchir que l'une s'était évanouie comme l'autre, pour ne laisser qu'un souvenir, à la vérité bien différent, nous avons éprouvé ce mépris pour les choses humaines qui devrait être naturel à tout homme qui a vécu; et si nos lecteurs le partagent, nous croirons avoir assez bien rempli notre devoir d'historien.

Au reste, nous avons emprunté les faits

dont se compose cette histoire, aux récits des auteurs italiens contemporains, ou qui ont vécu dans les temps les plus rapprochés de l'époque. Souvent, nous n'avons pas cru pouvoir mieux faire que de traduire ces récits.

HISTOIRE

D'ALEXANDRE VI,

ET DE

CÉSAR BORGIA.

César Borgia eut pour père Rodrigue Lenzolio, qui, né d'une des sœurs de Calixte III, avait su, mieux que les autres neveux du Pontife, obtenir de lui ces faveurs, ces hautes préférences, ces priviléges du sang, qu'on appelle à Rome népotisme, et qui alors étaient plus éclatans que jamais. Calixte avait donné à Rodrigue son propre nom de Borgia.

La mère de César se nommait, selon quelques-uns, Catherine; selon d'autres, Rose. On l'appelait plus généralement la *Vannozza* : c'é-

tait peut-être le nom de son obscure famille. Celle de Rodrigue tenait un rang distingué à Valence, en Espagne, et le neveu chéri de Calixte était venu fort jeune encore à la cour de Rome, pour donner un vernis de politesse aux qualités odieuses qu'il tenait de la nature.

La Vannozza, artificieuse comme la plupart de ses compatriotes italiens, était devenue la plus adroite courtisane de son temps. Rodrigue, tout en se livrant aux poursuites de l'ambition la plus effrénée, ne négligeait point les plaisirs. Il y portait cette extrême licence de mœurs qui paraît être, aux yeux de certains grands, un privilége du pouvoir. Parmi toutes les femmes qui cherchèrent à le captiver, la Vannozza réussit le mieux. Jusqu'au moment où on le vit monter aux dignités les plus éminentes de l'Église, il lui accorda tous les honneurs publics d'une compagne légitime. La fécondité de cette femme fut un lien nouveau dont elle enchaîna son amant. Il eut d'elle quatre garçons et une fille.

César, le second par la naissance, devint le premier dans l'affection des auteurs de ses jours, non tout-à-fait à cause des agrémens de sa personne, car sa complexion extrêmement sanguine

donnait, dit-on, à son visage un teint et un air repoussant (*), mais par la hauteur et la vivacité de son esprit, qualités toujours chères à des parens ambitieux. La Vannozza fit la première éducation de César et de ses autres fils. On présume bien quels sentimens cette femme leur inspira.

Parvenu à l'âge où les soins maternels ne sont plus nécessaires, et après avoir acquis toute l'instruction qui peut être puisée dans les basses classes, César, à qui son père, profitant d'un abus alors commun, avait déjà fait obtenir l'archevêché de Pampelune, fut envoyé à Pise, dont l'université était célèbre en ce temps-là par la quantité de noblesse qu'on y voyait accourir. De jeunes princes ainsi que des cardinaux, revêtus de la pourpe avant la maturité de l'âge, y venaient chercher des connaissances qui, dans un siècle si dissolu, étaient pourtant jugées indispensables pour arriver aux dignités de l'église.

(*) *Quòd faciem atro rubore suffusam tuberculis qui sanien leviter expuerunt redundantem, oculosque introrsus recedentes, et atroci vipereoque obtutu scintillantes ac igneos ostenderet, quos nec amici quidem et familiares contuendo ferre possent*, etc. Paul Jove.

Ce ne fut point seulement aux travaux de l'esprit que s'appliqua César, avec un succès dont il donna des preuves dans les thèses publiques ; les exercices du corps furent pour lui une autre carrière de triomphes. A la lutte, à la course, au jeu de bagues, dans l'adresse à lancer des javelines ou à faire voler la tête d'un taureau furieux, le jeune archevêque n'avait point d'égal.

Cependant la chaire apostolique fut laissée vacante, en 1492, par la mort d'Innocent VIII, prince de la maison Cibo. Les cardinaux se formèrent en conclave au nombre de vingt-trois. En y comprenant les absens, ils n'étaient pas plus de vingt-sept en ce temps-là. On a observé que les papes à qui l'Église doit l'augmentation progressive de ces grands dignitaires, furent précisément ceux qui les respectèrent le moins, et qui ne craignirent pas d'en persécuter plusieurs, d'en condamner à l'exil et même à la mort. Sous le grand Sixte-Quint, le nombre des cardinaux fut limité pour toujours à soixante-dix. Ce nombre rappelait celui des vieillards que Moïse choisit dans tout Israël, pour l'accompagner sur la montagne où il allait recevoir la loi.

Rodrigue Lenzolio était le premier du sacré

collége par l'ancienneté, le crédit et la richesse, mais bien certainement le dernier par le mérite de la conduite et les mœurs. Une feinte modération, des manières pleines d'humilité, et surtout de larges promesses lui gagnèrent d'abord ceux de ses collègues qui, ne lui étant opposés que par des motifs d'intérêt particulier, se trouvaient d'autant plus propres à se laisser corrompre. Les autres, que n'éblouissait point l'éclat de l'or, et à qui des airs étudiés, mais nouveaux et démentis par toute une vie antérieure, n'imposaient nullement, furent contraints néanmoins de céder au torrent de l'intrigue.

Complices forcés d'une extravagante élection, ils ne purent repousser de leur esprit un sinistre présage. Il leur sembla qu'ils donnaient, avec les clefs de Pierre, le glaive de Paul à un homme qui n'en ferait usage que pour les exterminer. Présage vérifié dans la suite, quand le repentir accrut la punition sans diminuer la faute. Mais laissons jouir quelque temps encore de leurs lucres à la chancellerie, de leurs beaux palais, de leurs meubles somptueux, ces hommes qui viennent de mettre leur conscience à l'encan, et qui seront choisis pour premières victimes.

Rodrigue Lenzolio, autrement dit le cardinal Borgia, est donc monté au siége de saint Pierre. Il a pris le nom d'Alexandre VI. L'avis de son exaltation vient d'être porté à toutes les cours chrétiennes ; et partout on blâme ce choix d'un homme, dans la vigueur de l'âge, et qui, placé auparavant à la tête des affaires par son oncle, avait déjà donné des preuves nombreuses de dissolution, de rapacité, de perfidie. On rapporte que Ferdinand Ier, roi de Naples, un des princes les plus distingués de son temps par ses lumières, et qui, sans la mort du pape Calixte, allait voir, peut-être, son royaume envahi par des armes étrangères que secondaient les intrigues de Rome, dit à quelques-uns de ses plus familiers, en apprenant la nomination de Rodrigue : « Je suis » loin de m'en réjouir, et, selon moi, aucune » personne de bon sens ne doit s'en féliciter. » Borgia fut toujours un méchant homme, et le » sera encore quoique pontife. Mais quand même » il serait bon et juste, quand même son élection » serait agréable à tous les autres princes, elle ne » saurait l'être à ceux de la maison d'Aragon, » encore qu'il soit né leur sujet et qu'il leur doive » le principe et les progrès de sa fortune : il est » d'un caractère à nous haïr d'autant plus que » ses obligations envers nous sont plus grandes. »

César Borgia, qui poursuivait ses études et ses exercices à l'université de Pise, comme nous l'avons déjà dit, ne pouvait être un des derniers à qui la grande nouvelle serait apportée. Depuis qu'on ne voyait plus des soldats s'élever à l'empire, et de simples pâtres s'asseoir sur le trône du monde, était-il en effet un événement qu'on dût s'empresser davantage à publier que le transport de la tiare dans une famille dont elle assurait la fortune.

La joie de César fut extrême ; elle devait passer toutes les bornes pour être en rapport avec l'audace de son ambition. Une seule chose peut-être en modéra l'essor : dans l'arrogance effrénée de ses désirs, le bâtard du Pape s'était attendu à cette élévation de son père. Impatient de recevoir des hommages plus empressés et plus bas que ceux dont il pouvait être l'objet à l'université de Pise, il se rendit à Rome en poste avec quelques-uns de ses familiers. Ses espérances n'y furent point trompées ; il se vit traiter comme un homme qui, bientôt revêtu de la pourpre, allait participer dans la ville sainte à l'exercice du pouvoir suprême. Descendu au Vatican, il alla sans retard baiser les pieds du Pape, qui l'attendait au milieu de ses autres fils et de plu-

sieurs cardinaux. Sa Sainteté le reçut avec des marques d'affection assez bien mesurées; elle l'embrassa, le baisa au front, l'interrogea sur sa santé et sur son voyage. César répondit qu'il était fort au service de Sa Sainteté, et que son voyage n'avait pu qu'être heureux, ayant eu pour but de venir l'adorer sur un siége qu'elle avait si bien mérité.

A ce compliment, le Pape, qui s'était penché pour faire accueil au jeune homme, se redressa; prenant un air plus grave, et laissant son fils à genoux, il crut devoir parler ainsi, d'un ton à se faire entendre de tous ceux qui étaient présens :

« Nous sommes bien persuadé, César, de la » joie que vous avez ressentie en apprenant que » la bonté divine, sans avoir égard à notre faible » mérite, nous avait élevé à de si hautes fonc- » tions. Votre joie devait en effet répondre à l'a- » mour que nous avons pour vous; elle est de » plus autorisée par les espérances que votre mé- » rite vous permet de concevoir. Mais si ces es- » pérances s'élèvent plus haut qu'il ne convient » (et je dis ceci pour vous autant que pour vos » frères), elles vous égarent, et vous n'embrassez

» que des illusions. Nous avons aspiré avec ar-
» deur, il faut l'avouer, au Souverain Pontificat,
» et, pour y atteindre, nous avons suivi toutes
» les voies qui sont offertes à l'habileté humaine,
» mais avec l'intention, une fois arrivé au but, de
» faire concourir tous les moyens que nous aurions
» en main à procurer le meilleur service de Dieu
» ainsi que la plus grande gloire et exaltation de
» la chaire apostolique, afin d'effacer le souvenir
» de nos erreurs passées, et de tracer à nos suc-
» cesseurs un sentier remarquable, dans lequel
» ceux qui ne voudront pas se montrer saints, à
» l'exemple de nos plus anciens devanciers, pour-
» ront du moins, sur nos pas, marcher comme
» Pontifes. Dieu, qui nous a secondé dans les
» moyens, attend de nous la fin que nous nous
» sommes proposée. Tromper son attente, ce se-
» rait s'exposer à toutes les rigueurs de sa justice.
» Une attache trop grande à vos intérêts particu-
» liers peut seule nous écarter de l'honorable
» but. Nous déplorerons toute notre vie les fau-
» tes par lesquelles nous avons connu quel tort
» font au Saint-Siége les préventions de la faveur.
» Plaise à Dieu que notre oncle Calixte, d'heu-
» reuse mémoire, n'en porte pas la peine plus
» que des siennes propres. Il était orné de toutes

» les vertus, il avait les intentions les plus sain-
» tes ; mais il aimait les siens, et nous en parti-
» culier, par-dessus tout. Cette affection désor-
» donnée lui fit accumuler sur un petit nombre
» de têtes les bénéfices destinés, par leur institu-
» tion, à récompenser les mérites de plusieurs ; il
» versa dans notre maison ces trésors qu'on n'aurait
» point dû amasser aux dépens des pauvres, ou
» dont il aurait fallu faire un plus saint usage ;
» il démembra des États de l'Église le duché de
» Spolète et d'autres riches domaines, pour nous
» les donner en fiefs ; il chargea notre faiblesse
» des fonctions les plus importantes et les plus
» relevées : la vice-chancellerie, la préfecture de
» Rome, le généralat de l'Église nous furent dé-
» volus. Par nos sollicitations, furent élevés aux
» dignités éminentes des hommes qui n'y por-
» taient d'autre titre que notre bienveillance ; et
» tous ceux dont le mérite et les qualités distin-
» guées nous faisaient ombrage, se trouvèrent
» écartés. Pour dépouiller Ferdinand d'Aragon
» du royaume de Naples, une guerre difficile et
» sanglante fut entreprise, dont l'issue, si elle
» était favorable, ne pouvait servir qu'à notre
» grandeur, tandis que, malheureuse, elle devait
» faire la honte et le deuil du Saint-Siége. Tou-
» tefois, avec tant d'efforts et de soins, notre on-

» cle Calixte ne put si bien établir notre fortune, » qu'à sa mort elle ne se trouvât en butte à la » furie du peuple et aux ressentimens de ces ba- » rons romains, qui n'avaient pu voir, sans en » être blessés, notre secret penchant pour la fac- » tion opposée à la leur. Aussi, non-seulement » nous fallût-il perdre une partie de nos gran- » deurs et de nos biens, mais nous dûmes encore » dérober notre tête à l'orage par un exil volon- » taire.

» De tout cela, nous avons appris que Dieu » sachant déjouer les mesures des hommes, » quand elles ne sont pas selon la justice, c'est » une grande erreur, dans les souverains pontifes, » de songer au bien de leur maison, qui ne sau- » rait être que passagère comme eux, plutôt » qu'à celui de l'Église, dont la durée doit être » éternelle. Si vous et vos frères vous consentez » à marcher dans ce droit chemin que nous vous » indiquons, notre secours ne vous sera jamais » refusé; mais si vous pensez que notre affection » doive servir d'instrument à vos projets ambi- » tieux et déréglés, nous vous faisons connaître » que nous sommes Pontife pour l'Église et non » pour vous, et que, vicaire de Jésus-Christ, nous » voulons travailler dans l'intérêt de tous les

» chrétiens, et sans aucun égard aux vues par-
» ticulières que vous pourriez avoir. »

Tibère, à son avénement, parla-t-il mieux? Quand il eut fini, le Pape donna sa bénédiction à César, qui était encore à genoux, puis il se retira dans ses appartemens les plus reculés, laissant chacun des auditeurs fort étonné d'une mercuriale à laquelle on s'attendait si peu.

César surtout fut plein de trouble et de confusion; il parvint difficilement à dissimuler sur son visage et dans sa contenance l'effet de ces paroles, qui le rejetaient si loin du terme où l'avaient porté déjà ses espérances, et qui démentaient si cruellement les félicitations déjà reçues. A peine Sa Sainteté fut-elle partie, que, remontant à cheval, il se rendit en hâte au logis de sa mère, moins impatient de la revoir après quelque temps d'absence, que de laisser auprès d'elle éclater son dépit. L'accueil tendre qu'il en reçut contrasta heureusement avec les rigueurs dont il avait à se plaindre, et divers motifs de consolation lui furent présentés par cette femme.

« Nul ne connaît mieux que moi, dit La Van-
» nozza, l'humeur du Pape, et je sais quel fonds

» on peut faire sur le grave discours qu'il a
» cru devoir solennellement tenir. Jamais il ne
» parle mieux que lorsqu'il a l'intention d'agir
» mal. »

Quelle que fût au reste l'opinion d'une personne qui devait le connaître, il est certain que les commencemens d'Alexandre VI furent aussi louables que la suite et la fin de son pontificat se montrèrent dignes d'exécration. Il pourvut si libéralement aux besoins de l'Annone ou grenier public, que, de mémoire d'homme, on n'avait vu régner une telle abondance ; des aumônes furent distribuées avec le plus grand ordre dans les divers quartiers de la ville, afin que cette abondance ne restât pas stérile pour les indigens ; et parce que la justice n'est pas pour les peuples un moindre besoin que la facilité d'avoir des subsistances, il forma, pour juger les causes criminelles, une nouvelle commission de quatre docteurs dont la réputation était irréprochable. De plus, pour maintenir dans le cercle rigoureux des lois ceux qu'il chargeait de punir les infracteurs, il créa une inspection des prisons, qui devait empêcher toute injustice ainsi que tout déni ou même tout retard de justice. Lui-même, et à toute heure du jour, il donnait

audience à quiconque se présentait, éclaircissant les questions les plus difficiles avec cette sagacité profonde, cette rectitude de sens, partage des hommes qui paraissent vraiment nés pour l'empire. Si quelqu'un, sous prétexte de prendre intérêt à sa santé, l'engageait à se livrer d'abord moins vivement aux affaires, afin qu'il pût y vaquer plus long-temps, il répondait qu'on l'avait fait Pape pour gouverner, non pour se gouverner (*). A la connaissance que, dans sa vie privée, il pouvait avoir acquise des hommes les plus distingués par leur mérite, soit dans les cloîtres, soit dans le clergé séculier, il joignit, en arrivant au pouvoir, une exacte recherche de tous ceux qui seraient propres à donner de l'éclat aux plus éminentes places de l'Église. Aussi, non-seulement la Cour de Rome fut bientôt pleine d'illustres prélats, soutenus avec magnificence par le trésor public, mais la cité même devint comme un théâtre où se montrèrent tout ce que la chrétienté fournissait alors de personnages plus remarquables. Mais, quoi! s'écrie le cardinal Gilles de Viterbe, dans un écrit relatif au pontificat d'Alexandre, l'aurore fut belle, et le soleil ne brilla point : *Non tamen illuxit sol.*

(*) *Per governare, e non per governarsi.*

Les cardinaux, les ambassadeurs, la tourbe des courtisans pressaient chaque jour le Pape d'élever au cardinalat César, son fils, et Jean Borgia, son neveu. Se donnant l'air de céder forcément à ces hautes sollicitations, il nomma d'abord Jean, qui était le plus âgé, archevêque de Mont-Réal; Jean Borgia, sous le précédent règne, avait pris part au gouvernement de Rome; il avait même occupé, pendant quelque temps, à la vice-chancellerie la place de son oncle; mais en tout genre il s'était montré plus corrompu que lui. On prétend qu'il ressentit un des premiers les atteintes de ce mal si terrible alors, et dont les ravages ne furent aperçus en Italie qu'à l'arrivée des Français.

Après ce choix qui compromettait la pourpre romaine, le Pape s'abstint d'en revêtir César, trop jeune encore selon lui, dépourvu d'expérience et n'ayant pas acquis assez de mérite. Cependant, pour lui préparer les voies, il lui conféra, entre autres dignités ecclésiastiques, le riche archevêché de Valence, dont il avait joui lui-même dès sa première jeunesse.

En ce temps où les Pontifes n'avaient pas les mains liées pour verser sur leurs parens le tré-

sor des dignités ecclésiastiques, les grandeurs civiles, moins communes, excitaient davantage l'ambition. César, qui entrevoyait pour lui plus d'avancement par l'épée que par le bâton pastoral, se prêtait de mauvaise grâce aux premiers pas qu'on lui faisait faire dans la hiérarchie de l'Église. Néanmoins, comme les admonitions solennelles du Pape lui avaient fait craindre d'abord de n'avoir rien, la prudence lui conseilla de paraître se contenter de peu; d'ailleurs, dans la carrière des honneurs du siècle, devait passer avant lui François, son frère aîné, que le roi de Castille et d'Aragon venait de créer duc de Gandie. Il accepta donc l'archevêché de Valence, avec l'intention de prendre conseil du temps, de gagner l'esprit de son père et de faire valoir tous les moyens de ruse ou de violence qui s'offriraient à lui.

Jamais la cour papale n'avait répandu tant d'éclat. Outre les ambassadeurs ordinaires, qui, pour chacune des couronnes, étaient généralement au nombre de deux, l'un ecclésiastique et l'autre laïque, on y voyait réunis les ambassadeurs extraordinaires de tous les potentats chrétiens, qui s'étaient empressés d'envoyer leurs félicitations au nouveau Pontife. Par des intri-

gues et des crimes dont nous devons le récit à nos lecteurs, des villes puissantes, de nombreux domaines enlevés à l'Église n'étaient pas encore rentrés en son pouvoir; et toutefois elle avait en ce moment plus de prépondérance qu'elle n'en eut par la suite; les heureux commencemens d'Alexandre avaient surtout appelé la splendeur de ces hommages qu'on rendait au Saint-Siége.

Mais le temps est déjà venu où le Pontife va se montrer tel qu'il était en effet, soit que tant d'honneurs lui eussent enfin troublé la tête, soit qu'il fût trop difficile à un caractère comme le sien de se contraindre plus long-temps, soit plutôt qu'ayant essayé ce qu'on pouvait faire avec les hommes de bien, il crut qu'on ferait davantage avec des pervers. L'ambition, la volupté, le désir immodéré d'élever sa famille l'occuperont de nouveau tout entier. Aussi, dès la seconde année, il glissa dans une liste de promotions, où figuraient quelques noms recommandables, celui de César Borgia, qu'on appela dès ce moment le cardinal *Valentino* ou de Valence. Ce n'est pas qu'il se fût rendu plus digne qu'auparavant de cet honneur; tout au contraire, il semblait avoir pris à tâche de déshonorer d'avance le sacré chapeau : et parce qu'il était alors inouï qu'un

bâtard l'eût jamais reçu, Alexandre, subornant de faux témoins, donna César au monde pour le fils légitime d'un autre père.

Mais à peine le nouveau cardinal se vit-il embarqué sur cette mer, où son ambition comptait voguer à pleines voiles, qu'une tempête s'éleva au loin, et menaça bientôt, sinon de renverser, au moins d'arrêter ses espérances. Ici nous avons besoin de remonter plus haut.

L'Italie, à cette époque, voyait à la tête de ses divers États des princes livrés outre mesure aux combinaisons de la politique, jaloux de supplanter leurs rivaux, inquiets à l'excès, continuellement en garde contre les dangers les plus lointains, vivant au milieu des craintes les plus abjectes, et, toutefois, présumant beaucoup de leur habileté dans le maniement des affaires. Cette façon d'être pouvait devenir à chaque instant un germe fécond de révolutions.

Ferdinand d'Aragon, roi de Naples, était le plus âgé comme le plus ancien dans l'exercice du pouvoir. Sa puissance égalait, si même elle ne surpassait pas celle de tout autre prince d'I-

talie, depuis surtout qu'il avait mis un terme aux troubles excités dans son royaume par le parti Angevin, dont les chefs étaient ceux de la noblesse même, et que la paix avait ramené dans cette contrée les richesses qui lui sont naturelles. Plus renommé encore par sa prudence que par ses forces, il avait su maintenir les affaires du pays ultramontain dans un juste équilibre. L'influence des monarques étrangers ne lui était pas moins suspecte que celle des princes italiens.

Tant que Laurent de Médicis vécut, Ferdinand avait entretenu avec lui et avec le duc de Milan une ligue offensive très-étroite, et pourtant ce fut par Ferdinand lui-même que s'élevèrent les premiers nuages dont la sérénité de l'Italie fut troublée; ce fut par lui que commencèrent à se relâcher les nœuds d'une alliance jugée si longtemps indispensable.

Le pouvoir des Pontifes romains avait de tout temps inquiété celui des rois de Naples, tant à cause du voisinage que par rapport aux prétentions du Saint-Siége, qui, regardant les successeurs de Tancrède comme des vassaux, avait plus d'une fois, au moyen des armes soit spiri-

tuelles, soit temporelles, provoqué au soulèvement un peuple très-mobile de sa nature et fort ami des nouveautés. Ferdinand avait plus qu'un autre des motifs de crainte. Depuis son avénement, tous les Papes, à commencer par Calixte III, et en exceptant Pie II (Æneas Piccolimini), autant attaché à la maison d'Aragon qu'il était ennemi de la France; tous, disons-nous, avaient contesté la légitimité de ses droits à l'héritage d'Alphonse, dont il n'était que le bâtard; tous avaient armé ou intrigué contre lui. L'élévation d'Alexandre VI rendit plus vives d'anciennes appréhensions. Ferdinand, comme nous l'avons déjà vu, connaissait cet Espagnol, en faveur de qui précédemment la maison d'Aragon n'avait pas cru devoir accueillir certaines traditions de parenté. Pour mettre un frein à l'ambition du nouveau Pontife, ambition stimulée de quelque ressentiment, et que d'humbles discours n'avaient pu dérober aux yeux d'un prince habile, Ferdinand forma des liaisons encore plus étroites que par le passé avec Pierre de Médicis, successeur de Laurent, son père, mais qui n'avait hérité ni de sa prudence, ni de ses lumières. Ces liaisons nouvelles, une affaire assez importante dans la politique du temps les révéla bientôt.

Un certain Franceschetto Cibo, fils naturel du pape Innocent VIII, et beau-frère de Pierre de Médicis, possédait l'Anguillara, Cerveti et autres petits châteaux dans le district de Rome. Ferdinand et Pierre s'entendirent pour engager Franceschetto à se dessaisir de ces places en faveur de Gentile Virginio Orsino, parent commun des deux princes. Le marché fut conclu moyennant quarante mille ducats, en partie avancés par le roi de Naples.

Ce changement de possesseur paraissait d'autant plus favorable aux vues de Ferdinand, qu'Orsino était un des plus puissans barons de Rome, et que, chef de toute la faction guelfe, il pouvait encore, par ses alliances, compter sur les Gibelins, qui avaient à leur tête deux principaux membres de la famille Colonna, Prosper et Fabrice.

Mais ces pratiques donnèrent des inquiétudes à Louis-le-More. Détenteur des États de Jean Galéas, son neveu, qui avait pour femme Isabelle, fille d'Alphonse, duc de Calabre, et petite-fille de Ferdinand; il vit des intentions hostiles dans ces mesures dirigées contre le pape, et se crut menacé lui-même. Le pontife, de son côté,

n'apprit pas avec indifférence la vente faite à son insu. Ce grief n'était pas le seul.

Ferdinand et le duc de Calabre avaient en ce même temps montré de la répugnance pour un projet dont l'ambition d'Alexandre eût été flattée, et qui aurait mêlé le sang des Borgia au noble sang d'Aragon.

Louis-le-More, ne voulant pas que les ressentimens du pape fussent stériles, s'occupa de les faire servir aux desseins qu'il formait déjà sur le royaume de Naples, et que le besoin de sa sécurité propre lui conseillait. Contre Ferdinand, qu'il supposait vouloir prendre les intérêts de Jean Galéas, il imagina d'armer le roi de France, qui avait bien aussi quelques prétentions à débattre avec l'ennemi de la maison d'Anjou.

Charles VIII régnait alors. C'était l'un des plus puissans rois qui eût occupé le trône de France depuis le premier Charles. Il n'avait plus besoin, pour faire la guerre, de ces réunions hétérogènes de grands vassaux, plus à craindre souvent que l'ennemi même. Ses bandes étaient soldées, il pouvait les mener où et contre qui il voulait. Les capitaines qu'il mettait à leur tête, il les pre-

nait dans les premiers rangs comme dans les derniers. Les guerres contre les Anglais, où s'était fait une grande consommation de braves, avaient porté à la tête de la milice de simples gentilshommes, des roturiers même. Il avait quelques pièces d'artillerie; cette arme était encore inconnue au-delà des monts. Avec tous ces avantages, il était extrêmement avide de gloire, et il cherchait tous les moyens d'en acquérir dans quelque haute entreprise.

Envoyer des ambassadeurs, corrompre des conseillers par présens et par promesses, faire intervenir les nonces du pape, tels furent les moyens publics ou secrets qu'employa le duc de Milan pour déterminer le roi de France; ils n'étaient pas absolument nécessaires. L'entreprise fut donc résolue; on commença d'imposans préparatifs; de grandes forces tant de terre que de mer furent rassemblées.

On répandait le bruit que l'occupation projetée de Naples devait servir d'appui à une entreprise devenue désormais indispensable contre les Turcs, qui resserraient chaque jour davantage le territoire de Venise, et menaçaient de plus en plus toute la chrétienté. On publiait dans tout

le royaume, soit pour flatter le monarque, soit pour augmenter la confiance dont on avait besoin, qu'en la personne de Charles devait s'accomplir la prédiction de quelques anciens devins, par qui la domination universelle avait été promise à la couronne de France; on répétait le pronostic des astrologues qui, dans le nombre huit, avaient lu avec assurance que ce jeune fils de Louis XI obtiendrait l'empire de l'Orient et de l'Occident.

Le pape et le cardinal Valentin furent alarmés. Ils n'avaient pas cru, en prenant part aux démarches de Louis-le-More, qu'il dût en sortir un effet pareil. Leur but avait été seulement d'effrayer Ferdinand et Alphonse, afin de les trouver plus favorables aux intentions de la famille Borgia. Ce but, ils venaient de l'atteindre.

L'Aragonais altier n'avait pas plutôt aperçu les annonces de la tempête, que, se tournant vers l'Église, il avait demandé le secours du saint Père dans une cause commune, puisqu'elle intéressait un royaume feudataire du Saint-Siége. Don Frédéric, second fils de Ferdinand, prince d'Alta-Mura, duc d'Andria et grand-amiral du royaume, vint auprès du pape avec une

suite des plus illustres personnages, soit prélats, soit officiers de la couronne, et dans toute la pompe qui pouvait flatter le plus la vanité des Borgia. Ses instructions voulaient qu'il accordât au souverain pontife tout ce qu'il avait paru désirer jusqu'alors; rien ne devait coûter pour obtenir l'appui de Rome dans la prochaine lutte. Tout se passa au gré des deux puissances.

Le pape, néanmoins, ne permit pas qu'on rendît encore publics tous les articles de cet accord. Mais il trouva bientôt qu'il avait été plus facile naguère de suivre les impulsions données par Louis-le-More qu'il ne l'était aujourd'hui de tenir les promesses faites à Ferdinand. Autant Charles VIII, dans ses idées de jeunesse et de gloire, avait prêté l'oreille aux précédentes insinuations de l'Église, autant il repoussait les tentatives actuelles d'Alexandre pour le maintien de la paix. Démarches des agens du pontife à Paris, représentations auprès des ambassadeurs ordinaires et extraordinaires de France à Rome, brefs d'abord remplis de prières et d'admonitions paternelles, puis mêlés de reproches et de menaces, rien ne réussit. Charles, ayant pris pour le temps de son absence les mesures qu'il crut nécessaires, fit marcher une partie de

son armée, et s'achemina bientôt avec le reste vers le royaume de Naples.

La seule nouvelle de son départ fit sur Ferdinand une telle révolution qu'il en mourut. Ainsi fut victime de la première atteinte portée à la tranquillité de l'Italie et par lui-même, ce prince, long-temps modèle de prudence et d'habileté. On était alors au commencement de l'année 1494.

Alphonse, qui succédait au trône ainsi qu'aux alarmes de son père, envoya de nouveaux ambassadeurs au pontife pour lui prêter obéissance : telle du moins parut être leur mission. Cette ambassade fut magnifique, moins pourtant au dehors et dans le cérémonial que par les riches présens dont elle était chargée pour le pape et pour le cardinal Valentino, dont le crédit auprès d'Alexandre augmentait de jour en jour. Il s'agissait d'obtenir d'abord l'investiture du royaume que les papes n'avaient pas eu la force de refuser à Ferdinand, mais qu'ils n'avaient accordée que pour lui seul, ensuite l'assistance d'un légat apostolique à la cérémonie solènnelle du couronnement, et, ce qui importait le plus, le

ferme établissement de la confédération déjà formée.

Dans les derniers jours de Ferdinand, les nœuds de cette confédération avaient paru se relâcher de la part du pontife, soit par le peu d'attachement qu'il montrait d'ordinaire pour sa parole, soit parce qu'il espérait obtenir de meilleures conditions à mesure que les besoins du roi de Naples deviendraient plus pressans, soit par un autre motif, que l'on explique ainsi:

Le cardinal de la Rovère, dit de Saint-Pierre Ez-Liens, ennemi du pape, ayant eu le soupçon qu'on voulait se défaire de lui pour parer de ses riches dépouilles les fils d'Alexandre, avait quitté Rome l'année précédente, et s'était retiré à Ostie : en sa qualité de sous-doyen du sacré-collége, il possédait cette ville à titre d'évêché. Le pape, à la veille des événemens, ne voyait pas sans inquiétude une place de cette importance au pouvoir d'un homme qu'il avait à craindre. Le cardinal était ami intime de Ferdinand; et par le moyen de ce dernier, il fallait obtenir que l'exilé volontaire retournât à Rome où il paraîtrait moins redoutable, et c'était, à ce qu'on

pense, dans cette vue, qu'Alexandre montrait un refroidissement dont il voulait tirer parti.

Mais l'entrée du roi Charles en Italie ne permettant pas d'ajourner plus long-temps les préparatifs de défense, le pape confirma enfin la ligue, et les articles tenus secrets jusqu'alors furent rendus publics. Voici la substance du traité :

Le pape et le roi de Naples devaient armer, pour la cause commune, le même nombre d'hommes. L'acte d'investiture serait renouvelé en faveur d'Alphonse; mais toutefois avec une moindre redevance envers le Saint-Siége. Un légat apostolique irait faire à Naples la cérémonie du couronnement. Don Louis d'Aragon, fils d'un don Henri, qui était frère naturel d'Alphonse, serait élevé au cardinalat. Le roi paierait sur-le-champ trente mille ducats au pontife. On fiancerait dès ce moment madame Sanche, fille naturelle d'Alphonse, avec Geoffroi Borgia, l'un des fils d'Alexandre, en attendant que l'âge de l'un comme de l'autre permît la consommation du mariage. On assignait à Geoffroi, pour la dot de sa femme, outre la principauté de Squillaci et les terres de Cariati, une pension de

dix mille ducats, plus le commandement de cent hommes d'armes aux frais du roi, ainsi que la charge de protonotaire, qui était l'une des sept principales du royaume, à condition néanmoins que, servant d'otage pour les promesses d'Alexandre, il habiterait auprès de son beau-père. Le duc de Gandie, fils aîné du pape, devait être pourvu par le roi d'un établissement de douze mille ducats de rente et du premier des sept offices principaux qui viendrait à vaquer; moyennant quoi, pendant la vie et aux frais de son père, il aurait constamment au service de l'un et de l'autre prince un corps de trois cents hommes d'armes. Au cardinal Valentino appartiendraient les plus riches bénéfices ecclésiastiques, qui alors et par la suite seraient disponibles dans le royaume. Par le dernier article, Alphonse s'engageait à mettre tout en œuvre pour déterminer le cardinal de la Rovère à retourner auprès du pape. S'il échouait dans ces sollicitations, les armes des deux souverains devaient se réunir pour enlever de vive force le château d'Ostie à son possesseur. C'est à quoi l'on fut bientôt réduit.

Le cardinal, ne voulant pas commettre sa vie à la foi des *Catalans*, ainsi appelait-il les Bor-

gia, prit la fuite sur un brigantin, laissant le château assez bien muni et sous les ordres du préfet de Rome, son frère. Débarqué à Savone, sa patrie, il se rendit à Avignon dont il était légat. De cette ville, le roi Charles, avec des marques d'estime et d'affection peu communes, le fit venir à Lyon, où il se trouvait pour lors au milieu de tous ces seigneurs italiens, qui, mécontens de la fortune, cherchaient dans le tumulte des révolutions à se la rendre plus favorable.

Le pape nomma légat *à Latere*, pour le couronnement, son neveu, le cardinal Jean, archevêque de Montréal, qui prit aussitôt la route de Naples avec toute la pompe que l'orgueil des Borgia put imaginer pour relever davantage cette légation, exercée par un neveu du Pontife auprès d'un roi, parent et ami. Geoffroi Borgia partit en même temps pour son mariage.

Alexandre était bien dans la ferme résolution de s'opposer autant qu'il serait en lui aux desseins des Français contre Naples; il ne voulait pourtant pas se fermer tout retour aux changemens, variations ou délais que les circonstances pouvaient rendre nécessaires. Le légat, après

avoir déployé toute la magnificence possible dans le couronnement promis et dans la cérémonie des fiançailles, devait, comme de lui-même et de son propre mouvement, porter Alphonse à permettre que les deux fiancés vécussent à Rome, et procurassent ainsi, par leur présence, à un père avancé en âge la satisfaction de voir auprès de lui l'espoir de sa maison. Le roi de Naples sentait trop en ce moment le besoin de l'alliance pontificale ; il consentit au départ demandé.

L'entrée des deux époux à Rome fut accompagnée de toute la pompe imaginable. Le pape et le cardinal Valentino, son digne instrument, auraient voulu que la réception des deux bâtards fût aussi éclatante que le triomphe d'un des plus grands généraux du peuple-roi. Lucrèce Borgia, sœur du jeune époux et femme de Jean Sforza, seigneur de Pesaro, ne montra pas moins de zèle en cette occasion. Elle jouissait à la cour papale d'un crédit dont les âges précédens n'avaient offert l'exemple qu'une fois dans la personne de la fameuse Marosie. L'empressement des personnages invités fut plus grand encore qu'on n'avait osé le prétendre.

L'affluence des cardinaux et des prélats, le

choix de la salle auraient donné à cette réception l'apparence d'un consistoire, si la jeune épouse et Lucrèce n'eussent été assises aux côtés du pape, si les dames de la plus haute distinction n'eussent fait partie de l'assemblée, et si les divertissemens qui eurent lieu n'eussent plutôt rappelé la cour du dernier roi d'Assyrie que celle des pontifes romains.

C'était la veille de la Pentecôte. Le lendemain fut célébrée avec une pompe non moins profane la descente du Saint-Esprit sur la terre. On trouve dans un journal tenu par le maître des cérémonies que le pape vint à la basilique des saints apôtres; que Sanche, sa bru, et Lucrèce, sa fille, se placèrent auprès de lui sur une chaire de marbre d'où les chanoines de saint Pierre ont coutume de chanter l'épître et l'évangile ; qu'un grand nombre de femmes étaient avec elles, occupant tout le jubé et l'espace d'alentour avec beaucoup d'irrévérence et au grand scandale du peuple.

Ainsi, tant à Naples qu'à Rome, le temps et l'argent se dissipaient en jouissances de vaine gloire, tandis qu'on voyait pénétrer au sein de l'Italie les torches qui devaient l'incendier. Le

roi Charles avait fait des armemens de mer considérables dans les ports de Marseille, de Ville-Franche et de Gênes. Cette dernière ville, tenue alors sous l'obéissance du duc de Milan par la faction des Adornos, qui reconnaissaient pour chef Jean Louis de Fiesque, se trouvait ainsi à la dévotion de Charles. De tels préparatifs portèrent le plus grand nombre à croire que l'entreprise contre Naples serait exécutée par mer, comme celle dont Jean, duc de Calabre, fils du roi René, avait eu la conduite autrefois.

Cependant une armée considérable venait se joindre en Lombardie aux troupes que le duc de Milan devait fournir lui-même. Alphonse, voyant alors que l'orage était inévitable, fit consentir le pape à une entrevue. On choisit dans le district de Rome Vicovaro, terre de Virginio Orsino, de ce puissant baron que, dans les circonstances actuelles, les deux souverains avaient également intention de flatter. Le pape s'y rendit le premier avec quelques membres du sacré-collége, cinq cents chevaux et de l'infanterie. Alphonse vint ensuite avec mille chevaux et bon nombre de fantassins. Le Valentino alla au-devant de lui, escorté de six cardinaux, deux desquels, c'étaient les plus anciens, se mettant aux côtés du

roi, le conduisirent vers le Pape ; le baisement des pieds, du genou et de la main se passa comme à l'ordinaire.

Alphonse n'employa pas tout son temps à s'entretenir des affaires qui l'avaient amené ; il eut soin d'étudier César Borgia, dont l'influence à la cour de Rome allait toujours croissant, et qui, par sa dissimulation présumée, excitait la curiosité d'un prince habile et soupçonneux. Le congrès se termina par un banquet où le Pape et le roi se trouvèrent. A la fin du repas, Alphonse fit présenter au Pontife deux vases d'or valant plus de deux mille ducats; présent qui serait bien mince de nos jours; mais en ce temps-là il parut magnifique pour un roi : Colomb venait à peine de découvrir le Nouveau-Monde.

Dans cette entrevue, on résolut surtout d'opérer plusieurs diversions qui ne furent pas heureuses. Frédéric, frère d'Alphonse, forma une entreprise inutile sur Gênes ; Ferdinand, duc de Calabre, fils du roi, marcha par la Romagne vers la Lombardie, dans le dessein d'y soulever les peuples en faveur de Jean Galéas, son beau-frère. Mais en ce même temps les Colonnes,

ayant pris parti pour la France, se jetèrent sur le château d'Ostie, que le pontife avait enlevé au cardinal de la Rovère après sa fuite : cette circonstance força le pape à rappeler les troupes qu'il avait données au duc de Calabre; tandis que le roi Charles, passant par la Toscane, était déjà reçu à Florence plutôt en maître qu'en allié.

Il n'entre pas dans notre plan de faire connaître tous ces détails, qui d'ailleurs n'ont pas été négligés par les illustres historiens de cette époque; nous devons nous occuper plus particulièrement de César Borgia, dont le rôle commence à devenir plus actif.

Le pape Alexandre et le cardinal son fils, par cette prévention trop ordinaire aux esprits passionnés qui croient immanquable le succès de leurs amis, et celui de leurs ennemis impossible, s'étaient figuré que le moindre contre-temps arrêterait l'impétuosité française, et que l'armée de Charles serait bientôt ruinée faute d'argent, de vivres et des objets nécessaires à son entretien. Quand on apprit que non-seulement elle avait traversé la Toscane, mais qu'elle s'approchait d'Ostie, bien qu'elle protestât de son respect pour les États de l'Église ; quand on sut que

les Colonnes, après avoir défendu leur château de Nettuno contre Alphonse, étaient sur le point de se réunir aux Français, pour tirer vengeance des injures qu'ils disaient leur avoir été faites par les Borgia, ceux-ci se regardèrent comme perdus.

Dans cette extrémité, César vint comme otage à Marino, terre des Colonnes, où le cardinal Ascagne Sforza, peu de mois auparavant, avait cherché un refuge contre les mauvaises intentions du pape. Il engagea vivement ce prince de l'Église à se rendre auprès du roi Charles pour ménager un accord. Le pape avait auparavant chargé de cette mission François Piccolomini, cardinal de Sienne, qui fut depuis son successeur au pontificat sous le nom de Pie III; mais sa majesté n'avait pas voulu voir un neveu de Pie II, de ce pontife qui s'était montré si chaud partisan des Aragonais et si contraire au parti d'Anjou; c'est pourquoi Alexandre avait jeté les yeux sur le cardinal Sforza, qui, ayant à se plaindre de Sa Sainteté, serait moins suspect au roi. Le cardinal vint en conséquence recevoir ses instructions à Rome, où Alexandre, l'esprit le plus abject quand il s'agissait d'intérêt, l'accueillit de la manière la plus distinguée. As-

cagne Sforza, néanmoins, attendit d'être bien avant sur la route de Florence pour autoriser les Colonnes à renvoyer César Borgia ; car ce fut alors seulement qu'il se crut hors des périls dont l'invitation du pontife et sa perfidie connue l'avaient menacé.

Charles ne voulut pas se prêter à un arrangement qui aurait pu déplaire aux Florentins, dont il avait été si bien reçu ; il désirait toutefois que le pape ne craignît plus aucun mauvais dessein sur Rome ; en conséquence, il annonça par un manifeste le projet de faire la guerre aux Turcs. Le recouvrement du royaume de Naples, dont les ports orientaux offriraient plus de facilité pour cette haute entreprise, n'était qu'une opération secondaire. Il engageait le père commun des chrétiens à ne pas s'opposer au passage des Français ; il promettait le remboursement de toutes les dépenses qui seraient faites pour son armée ; et en finissant, il menaçait de punir un refus, qu'il regarderait comme un outrage envers Dieu même, dont il allait défendre la cause contre les Infidèles.

Peut-être les Borgia auraient-ils compté sur la parole de Charles, qui passait d'ailleurs pour

avoir acheté les droits d'un Paléologue sur l'empire grec; mais ce prince avait à sa suite les cardinaux Sforza, Savello, Colonne et de la Rovère, leurs plus grands ennemis; c'étaient en même temps les membres les plus puissans du sacré-collége, par leur naissance, leurs richesses, leurs adhérences, et on leur supposait le dessein de faire assembler un concile pour déposer Alexandre. Aussi, les mesures les plus promptes furent-elles prises pour écarter les Français.

On réunit à Rome toutes les troupes du Saint-Siége; on fit des enrôlemens nouveaux; César et les autres fils du Pape distribuèrent au peuple des armes et de l'argent. Alexandre crut en outre qu'il fallait appeler au secours de la ville sainte l'armée du duc de Calabre, et, à cet effet, il dépêcha vers ce prince le cardinal de Montréal.

Charles cependant venait d'envoyer à Rome le cardinal Sforza, Prosper Colonne et avec eux le seigneur de La Trémouille et le président de Gannay, pour former avec le Saint-Père un accord dans le sens du manifeste. Mais Alexandre, à qui la vue des préparatifs dont il s'occupait et l'approche du duc de Calabre avec son armée

enflaient le cœur et conseillaient la perfidie, fit arrêter un soir dans son palais les cardinaux Sforza, Sanseverino et de Luna, l'évêque de Cézène, auditeur de la chambre apostolique, Prosper Colonne et Jérôme Tuttavilla, tous partisans déclarés du roi de France. Le lendemain au matin, Colonne et Tuttavilla furent enfermés au château Saint-Ange; Sforza et Sanseverino restèrent au palais sous bonne garde ; l'auditeur de la chambre apostolique fut relâché, et le cardinal de Luna reçut la commission d'aller à Ostie et d'exiger que cette place, où les Colonnes étaient entrés peu de mois auparavant, fût rendue.

Cependant les troupes du duc de Calabre entrèrent dans Rome, et le même jour furent arrêtés, contre le droit des gens et avec des violences inouïes jusqu'alors, le seigneur de La Trémouille et le président de Gannay, qui étaient venus comme ambassadeurs du roi. Le Pape néanmoins les fit relâcher peu de temps après ; mais il ne voulut point écouter les propositions qu'ils avaient à lui faire, et refusa constamment de livrer passage, d'accorder des vivres à une armée qui venait, disait-il, troubler la paix de l'Italie. Les ambassadeurs firent quelques dé-

marches auprès de César, dont ils ne furent pas mieux reçus. Fondant de hautes espérances sur la maison d'Aragon, César ne pouvait entendre prononcer le nom même de la France ; il ne se doutait pas que bientôt toute sa fortune reposerait sur l'appui d'une couronne qu'il haïssait tant.

Les Borgia, père et fils, avaient une telle crainte que les succès de Charles en Italie ne vinssent à renverser tout ce qu'ils avaient fait jusqu'alors pour l'élévation de leur maison, qu'ils auraient voulu former contre lui une ligue de tous les princes chrétiens. Alexandre essaya principalement d'animer l'empereur Maximilien, en lui représentant Charles VIII comme un ambitieux qui revendiquait la puissance dont avait joui Charlemagne, et voulait faire passer de nouveau la couronne impériale sur la tête des rois de France ; mais on s'aperçut bientôt que toute cette ardeur n'était que passagère.

L'armée du roi de France ne fut pas plus tôt arrivée sur les frontières des États romains, que les résolutions du Pape redevinrent incertaines et flottantes. Craignant d'irriter davantage, par ses préparatifs de défense, le jeune et pétulant

monarque, il entra de nouveau en pourparlers. Au nombre de ses commissaires, il imagina de mettre le cardinal de Sanseverino, dont la maison, d'origine française, était en faveur auprès de Charles. A cet effet, il délivra ce prince de l'Église, à qui précédemment il avait donné pour prison le palais pontifical. Mais les propositions dont il le chargea n'étaient pas dépourvues d'ambiguité, et facilement pouvait-on voir qu'Alexandre cherchait à gagner du temps plutôt qu'à faire un accord.

Cependant les Français étaient entrés dans la campagne de Rome ; déjà leurs excursions s'étendaient jusqu'au *Monte-Mario.* Les Colonnes, s'étant emparés de tout le pays depuis Nettuno jusqu'à Ostie et s'approchant des portes de Rome, interceptaient les communications. Les Ursins, s'accommodant à la fortune du vainqueur, avaient mis, avec de justes réserves, leurs États et leurs personnes au service du roi, et le peuple de la ville éternelle, donnant déjà des marques de cette inconstance qui n'est pas un signe de bonheur, s'agitait et faisait craindre une révolution.

Le Pape est alors profondément consterné. Il

ne sait plus que recommander, les larmes aux yeux, sa personne à ses familiers et serviteurs; quant à Rome, il est prêt à l'abandonner, emmenant les cardinaux, à qui, dans un consistoire, il a fait promettre de le suivre. Mais César, qui, dans cet abandon de Rome, voyait la ruine entière de toutes ses espérances, ranime le courage du Pontife, l'assurant que le peuple osera défendre la ville et le successeur de saint Pierre. En effet, il mit tout en œuvre pour gagner ceux qui jouissaient de quelque influence, et le Pape caressa, d'après son conseil, les agens des nations allemande, flamande et bourguignonne. Ces nations formaient à Rome un corps de peuple assez considérable; mais on ne trouva pas de ce côté les dispositions désirées, et l'on soupçonna le cardinal de Gurck, français d'origine et créature de l'empereur Maximilien, de s'opposer auprès de ces gens-là aux vues de César et du Pontife.

Les choses en étaient enfin à ce point qu'il paraissait plus facile au roi d'entrer qu'au Pape de se défendre, lorsque, la veille de Noël, de nouveaux ambassadeurs vinrent, de la part de Charles, toujours effrayé d'avoir à combattre le chef de l'Église, qui ne l'était pas moins de ne

pouvoir résister; ils demandèrent, pour la dernière fois, le passage dans Rome. Ces ambassadeurs étaient le sénéchal de Beaucaire, le maréchal de Gié et ce même président de Gannay déjà venu. Il fallut que le Pape congédiât Ferdinand, duc de Calabre, avec ses troupes, et qu'il fournît, sauf remboursement, aux besoins de l'armée française pendant tout le temps qu'elle resterait dans l'État de l'Église.

Ces conditions paraissaient dures au Saint-Père, et même il ne les trouvait pas sans péril; sa conscience lui reprochait d'avoir naguère, avec Louis-le-More, appelé le roi en Italie, et de s'être ensuite ligué contre lui avec ses ennemis. Voyant bien toutefois que, dans les circonstances actuelles, de deux maux il fallait choisir le moindre ou le plus incertain, il accéda aux désirs du prince, et le lendemain, qui était le jour de Noël, il envoya le cardinal de Montréal, son neveu, avec ordre de mettre à la disposition de Sa Majesté son entrée à Rome de la manière et dans le temps qui seraient jugés convenables. Le matin même, avant la messe, il exposa brièvement au duc de Calabre, en présence de tous les cardinaux, la nécessité de céder à la fortune de Charles, pour ne pas exposer à la fureur des

ennemis, à l'insolence des soldats, aux injures des armes, la dignité pontificale et les choses saintes de Rome; puis il le pria de se retirer avec son armée en des lieux où plus facilement sa valeur pourrait obtenir les avantages qu'il lui avait toujours souhaités, ajoutant que le roi de France accorderait un sauf-conduif pour sa personne et pour ses troupes jusqu'aux frontières du royaume de Naples. Le jeune prince répondit qu'il partirait sur-le-champ, puisqu'aussi bien ses services n'étaient plus agréables à Sa Sainteté ni au sacré-collége; quant au sauf-conduit, il remercia très-poliment le Saint-Père, et dit, en montrant son épée, que les Aragonais ne connaissaient d'autre sauvegarde que celle qu'ils portaient constamment avec eux. Les cardinaux Caraffa et Valentino l'accompagnèrent jusqu'à la porte de Saint-Laurent, et le dernier témoigna au prince que cette soumission forcée au roi Charles n'altérerait point l'union formée par le sang, l'amitié et l'intérêt entre sa famille et la maison illustre d'Aragon; il jura de lui donner des marques d'une inviolable fidélité aussitôt qu'il s'en offrirait l'occasion.

Ce fut le dernier jour de l'an 1494 que le roi Charles entra dans Rome, avec la plus belle

armée qu'on eût vue encore depuis celles des conquérans du monde, et dans tout l'appareil d'un vainqueur et d'un maître. Le peuple admira surtout ces lansquenets, ces hallebardiers allemands et suisses, d'une belle taille et dont les vêtemens bigarrés, courts et étroits ne déguisaient nullement les formes d'un corps vigoureux. Cinq mille arbalétriers gascons, moins grands et de moins bonne mine que les Allemands et les Suisses, n'imprimaient pas un moindre respect par la rudesse de leurs traits et l'aisance guerrière de leurs mouvemens. Puis venait la noblesse, à cheval, parée de sayons de drap de soie, d'armets empanachés et de chaînes d'or; deux mille cinq cents hommes de cette troupe brillante étaient armés de toutes pièces; deux fois autant ne l'étaient qu'à la légère. Trente-six pièces d'artillerie de différens calibres rendaient cette armée plus imposante encore.

Le Saint-Père avait envoyé son maître de cérémonies au roi, et avait engagé ce jeune monarque à donner ses ordres pour l'entrée solennelle à laquelle il désirait, disait-il, qu'on donnât toute la pompe possible. Le roi avait déclaré qu'il entrerait de nuit et sans pompe;

toutefois, l'illumination des rues, les innombrables torches qu'on portait dans les rangs et les ténèbres de la nuit donnèrent à cette entrée, qui se fit par la porte *del Popolo*, une majesté extraordinaire. Un historien dit que les armes, sur lesquelles se réfléchissaient tant de feux, en étaient plus menaçantes, et que les soldats paraissaient beaucoup plus grands et plus terribles. Les cris sans cesse répétés de *viva Francia*, *Colonna e Vincola* (on entendait par ce dernier nom le cardinal de Saint-Pierre-Ez-Liens ou *in Vincola*), firent sur le peuple une profonde impression.

Le maître des cérémonies, pendant un long temps qu'il marcha et s'entretint avec le roi, voulut apprendre à Sa Majesté tout ce qu'elle aurait à faire dans les entrevues particulières ou publiques avec le Saint-Père, et comment elle devait traiter, soit dans le palais pontifical, soit au dehors, les cardinaux, les fils du Pape et les autres seigneurs de la cour. Mais Charles, ne voulant prendre leçon pour tout cela que de sa propre courtoisie, y fit peu d'attention ; en revanche, il se montra fort curieux de tout ce qui avait rapport au genre de vie, au caractère et au gouvernement du Pontife, à ses amis intimes, à

ses ministres, à ses fils et surtout au cardinal Valentino. Les questions du prince relativement à ce dernier furent si multipliées et embrassèrent tant de détails, que le maître des cérémonies, dans le journal qu'il nous a laissé, avoue n'avoir pas toujours pu y répondre.

Le roi descendit au palais de Saint-Marc. On logea dans le voisinage un bon nombre de cavalerie et d'infanterie; le reste de l'armée fut réparti chez les habitans. Des canons furent placés dans toutes les rues qui aboutissaient au palais habité par le roi. Le maréchal de Gié demanda et obtint les clefs de la porte du Belvédère et des autres portes de Rome, moins pour la sûreté du prince que pour lui donner une marque d'honneur récemment accordée au duc de Calabre. Le Pape se tenait au Vatican, et ne paraissait en public que pour ses fonctions sacrées, attendant qu'un accord fût conclu; mais cet accord rencontrait plusieurs difficultés.

A l'exception des cardinaux Caraffa et Orsino, tout le sacré-collége, y compris même César Borgia, rendit visite au roi. César, qui naguère, en témoignant ses regrets au duc de Calabre, n'avait fait que rendre la sincérité de ses pen-

sées, voulu en faire accueillir le mensonge dans son compliment à Charles. Si le Pape avait adhéré à la ligue des ennemis du roi, lui dit-il, c'était parce que, dans toute l'Italie, on ne voyait qu'un prétexte dans cette expédition projetée contre les Turcs; mais depuis que le Souverain Pontife s'était assuré des intentions réelles de Sa Majesté, intentions exprimées dans le manifeste, il avait eu recours à tous les expédiens pour rompre l'alliance avec le roi de Naples, et maintenant il promettait de concourir au succès d'une entreprise glorieuse, par tous les moyens qui seraient au pouvoir du Saint-Siége et de la maison Borgia.

Cependant plus d'un cardinal, plus d'un baron romain pressait le roi de ne pas laisser échapper une occasion si favorable d'arracher l'Église au joug d'une autorité qui, honteusement acquise, était exercée plus honteusement encore. Mais Charles, tout occupé de ses projets sur Naples, dont le succès devait lui ouvrir les chemins de l'Orient, ne voulut pas se mêler des affaires de l'Église plus que ses intérêts présens ne le demandaient. D'ailleurs, soit par argent, soit au moyen de brillantes promesses, Alexandre avait déjà gagné ceux qui, par leurs conseils,

influaient le plus sur l'esprit du jeune prince. Il s'était servi des mêmes voies pour arriver enfin à la conclusion d'un accord. L'article qui présentait le plus de difficultés était la remise à faire du château Saint-Ange, où le Pape s'était retiré avec les cardinaux Caraffa, de Montréal, Orsino et Valentino. L'obstination à demander, d'une part, ce gage de la fidélité papale, et de l'autre, à le refuser, fut quelque temps si forte, qu'on fut sur le point d'en venir à une rupture ouverte. Deux fois l'artillerie française se mit en mouvement pour enlever de vive force le château contesté. Enfin, le roi, circonvenu par les amis secrets que s'était acquis Alexandre, et persuadé par les discours des cardinaux Pallavicini, d'Alexandrie, Carvajal et Riario, qui négociaient ostensiblement, se désista; l'accord fut ainsi conçu :

Il devait y avoir entre le Pape et Sa Majesté bonne amitié et ferme alliance. L'investiture du royaume de Naples était dès ce moment accordée à Charles. En attendant la conquête et la prise de possession, il occuperait, pour l'avantage et la commodité de ses armées, les places fortes de Civita-Vecchia, de Terracine et de Spolète (mais cette dernière ne lui fut jamais remise). Oubli et rémission de tous les torts reprochés

soit aux cardinaux, soit aux barons romains qui avaient suivi le parti du roi. Moyennant une somme de vingt mille écus incontinent payée par Sa Majesté, le Pape devait lui remettre Zizim ou Gem, frère de l'empereur turc Bajazet; c'était un personnage que bientôt nous ferons mieux connaître. Le dernier article obligeait le cardinal Valentino à suivre la personne du roi en qualité de légat apostolique, ou plutôt, en effet, comme otage de la fidélité de son père.

Ceux qui connaissaient Alexandre ne croyaient pas que la paix conclue dût avoir plus longue durée que le séjour du roi et de ses troupes dans les États de l'Église. Les cardinaux qui avaient pris le parti de Charles dans l'intention de venger avant tout leurs injures personnelles se plaignirent d'une telle paix, la trouvant inopportune, inconvenante et tout-à-fait inutile aux intérêts du roi, non moins que dangereuse pour ceux qui avaient embrassé sa cause; les cardinaux Sforza et de Luna en eurent même un tel ressentiment qu'ils n'attendirent pas dans Rome le jour fixé pour l'entrevue entre le Pape et le roi; dès la veille, ils se mirent en route pour Milan, emportés par de mauvais desseins et prêts à susciter de nouvelles révolutions.

L'entrevue eut lieu dans le jardin secret du Vatican. Le roi de France, à l'invitation d'Alexandre, ayant passé la matinée dans les appartemens de ce palais, se mit à descendre au jardin avec sa suite, dès qu'on lui eut annoncé que le Pape, venant du château Saint-Ange, entrait dans une galerie qui, du côté opposé, l'amenait à sa rencontre. A mesure que Sa Sainteté parut dans le jardin, le roi, allant au-devant d'elle, s'agenouilla à la distance voulue par le cérémonial romain; mais le Pape feignit de ne pas s'en apercevoir; de hautes plantes, qui se trouvaient entre les deux personnages, lui facilitèrent ce jeu d'étiquette; il attendit que Charles, arrivé plus près, en fût à sa troisième génuflexion; alors, comme s'il n'eût fait seulement que de voir le prince, il tira sa calotte, s'avança vers lui pour l'empêcher de se mettre à genoux, le soutint par les bras et le baisa très-affectueusement au front. Il ne voulut point se couvrir avant que le roi n'eût remis lui-même son chaperon, en quoi il l'aida de sa main.

Après un mutuel échange de politesses, Charles pria instamment le pontife d'agréger au sacré-collége Guillaume Briçonet, évêque de Saint-Malo, qui jouissait de la plus grande autorité à la

cour, et de qui dépendait presque entièrement l'administration du royaume. Le Pape répondit qu'il allait satisfaire immédiatement aux désirs du roi, et il donna ordre qu'on apportât sur-le-champ une robe et un chapeau de cardinal ; ce qui fut fait. Cet empressement fit croire au prince que la cérémonie allait avoir lieu dans le jardin même ; mais ce fut dans la salle dite du *Perroquet* *, où le Pape conduisit le roi par la main.

Le roi demeura un mois à Rome. Il y eut bien dans l'intervalle quelques désordres. La populace, que l'aspect des grands et forts soldats allemands avait d'abord intimidée, s'était enhardie en voyant les effets du vin sur eux. Plusieurs avaient été attaqués et assassinés dans les mauvais lieux, par ces lâches meurtriers, si communs alors dans les grandes villes et surtout à Rome. Un certain Vicino, de la maison des Ursins, avait fait couper les mains à des Français dont il avait apparemment à se plaindre. Le roi exigea qu'on lui tranchât la tête ; et des rigueurs nécessaires exercées à propos amenèrent enfin plus de sécurité pour les troupes.

* *Del papagayo.*

Ce fut le 28 janvier que Charles quitta Rome, accompagné du cardinal Valentino, suivant l'accord. Les cardinaux de son parti le suivirent également. Aucun d'eux ne voulut faire acte de soumission auprès du Pape, à l'exception pourtant du cardinal de Gurck. Mais ni le Pontife Suprême, ni le prince de l'Église n'eurent à s'applaudir de cette démarche, dont le résultat fut une plus forte inimitié. Car Sa Sainteté, par des paroles orgueilleuses et piquantes, ayant réveillé la pétulance ordinaire du cardinal, celui-ci reprocha au Pape son élection simoniaque, le débordement de ses mœurs, les scandales de sa famille, la méchanceté de son esprit, sa dissimulation habituelle, sa mauvaise foi, et surtout ses intelligences secrètes avec le Grand-Turc, qu'il avait informé des préparatifs du roi de France et de ses desseins contre l'Orient.

Le roi s'arrêta le premier soir à Marino, où il apprit qu'Alphonse, avec une précipitation qui démentait les preuves de courage précédemment données, avait, sur quatre galères, passé en Sicile avec ses trésors les plus précieux, laissant le royaume de Naples et le soin de la guerre à Ferdinand, qui, autant aimé du peuple que son père en était haï pour ses anciennes cruau-

tés, fut incontinent salué roi par les Napolitains.

Le jour suivant, Charles s'étant arrêté à Velletri, le Valentino attendit que la nuit fût venue pour s'évader de l'habitation qu'on lui avait préparée et sortir de la ville sans être reconnu; il s'était déguisé en garçon d'écurie: à un demi-mille de distance, il trouva un de ses familiers qu'il avait fait à dessein rester en arrière avec deux bons chevaux, et ils prirent à toute bride le chemin de Rome, où ils arrivèrent avant le jour. Les Français ne s'aperçurent de la fuite du cardinal que le matin, à l'heure où il devait faire sa cour au roi. Charles ordonna sur-le-champ à Philippe, sire de Bresse, qui fut peu de temps après duc de Savoie, de partir pour Rome, ce qu'il fit le même jour, et de porter au Pape des plaintes très-vives, en lui donnant à entendre qu'on n'ignorait point la part qui lui était due dans cette évasion concertée d'avance.

Ce qui confirmait les Français dans cette idée d'une connivence entre le Pape et son fils, c'était l'affectation que le cardinal avait mise à se faire suivre, en partant, de dix-neuf fourgons,

qui paraissaient être richement chargés. A la première halte, il en fit déballer deux; on en tira un superbe buffet d'argent, qu'il portait avec lui pour son usage, et qui devait faire supposer que le reste des bagages n'était pas moins précieux. Après cette montre trompeuse, il fit recharger les deux bêtes de somme, ordonnant aux conducteurs d'aller lentement, et de reprendre avec elles la route de Rome aussitôt qu'ils seraient hors de la vue des Français. Quand la fuite du cardinal eut été connue, la soldatesque se jeta sur les fourgons, qui n'étaient plus qu'au nombre de dix-sept; mais au lieu du riche butin qu'elle se promettait, elle ne trouva que des pierres et des objets de nulle valeur.

Outre les satisfactions orales que le Pape en cette occasion essaya de donner à monseigneur de Bresse, il dépêcha au roi l'évêque de Nepi et de Sutri, son secrétaire, pour assurer plus expressément encore que l'évasion de son fils avait eu lieu sans la moindre connivence de sa part. Le peuple envoya de son côté monsignor Porcari, doyen de la Rote, avec deux autres gentilshommes, pour témoigner le déplaisir que cette fuite avait causé, et pour supplier le roi de ne pas l'imputer à crime aux citoyens.

Le roi ne pensa pas qu'il fallût alors punir cette conduite, quoiqu'il la ressentît vivement, et que la participation du Pape ne lui parût point douteuse. Il n'en connaissait peut-être pas tous les motifs. En voici un qui, mentionné par un seul des historiens de l'époque, expliquerait assez bien la précaution que prirent Alexandre et César pour se livrer plus commodément à un renfort de haine contre le roi Charles.

Dans les premiers jours qui suivirent l'occupation de Rome, et sans doute en représailles de provocations et d'injures reçues, furent attaquées et pillées par les soldats, avec meurtre de quelques-uns des habitans, un certain nombre de maisons appartenant à des particuliers opposés aux Français ou seulement ennemis de ceux qui tenaient le parti du roi. De ce nombre fut la riche maison de la Vannozza. Plusieurs domestiques de cette opulente courtisane furent maltraités; elle ne fut pas elle-même à couvert des outrages. Qu'on imagine ce qui dut se passer dans le cœur d'une femme avare et altière qui, au sommet des grandeurs, se vit réduite à subir les insultes de la soldatesque, et sous les yeux de laquelle furent pillées tant de

richesses, fruit d'un long manége, d'iniquités sans nombre et d'un bonheur toujours croissant! Elle aurait voulu courir tout en fureur au palais pontifical; des considérations l'arrêtèrent. Elle songea un moment à soulever le peuple contre les Français, à faire mettre leurs quartiers à feu et à sang; mais elle craignit d'attirer par-là sa ruine entière, celle de son fils, du Pape, et de Rome. Se bornant à mander auprès d'elle le Valentino, elle le fit entrer dans un des appartemens les plus dévastés, et lui tint ce discours :

« Vous avez bien compris maintenant, lui » dit-elle, vous avez bien vu de vos propres yeux » les effets de votre politique si raffinée. Vous » avez cru devoir chasser vos bons amis, pour » introduire vos ennemis ; vous avez voulu mettre des serpens dans notre sein ; faut-il donc » s'étonner s'ils nous mordent, s'ils nous infectent de leur rage, s'ils nous tuent? Mais plût à » Dieu que la connaissance de ma fortune et leur » fureur les eussent portés à me tuer, je ne survivrais point à mes désastres, à mes offenses ; » et, ce qui m'est plus cruel encore, à votre » ignominie; car voilà bien certainement ce que » mes offenses sont pour vous. C'est à cause de » vous que mon riche mobilier a été la proie de

» la rapacité française, et ma réputation le but » de leurs plus atroces injures. Sans mon âge, » un vil fantassin aurait peut-être osé me cou» vrir d'opprobre, et sa barbare fureur se serait » jouée de toutes mes résistances. C'est parce » que je suis votre mère, que Charles, votre en» nemi mortel, a voulu, dans mes propres ou» trages, faire jouir l'univers de votre honte. Si » cette cité avait été emportée de vive force par » les plus implacables ennemis du nom chrétien, » je n'aurais pas subi de plus grandes horreurs : » et celui qui ose nous traiter avec cette inso» lence barbare qu'un Turc ne se permettrait » point, est fêté dans nos palais, y est servi » comme un maître ! Que votre père, vous et vos » frères, vous soyez capables de vous résigner, » moi je ne le suis point. S'il faut que je déses» père d'être vengée, il vaut mieux pour moi que » je termine par le poignard une vie désormais » insupportable, et que je me venge du moins » sur ce même sein qui, pour vous avoir con» çu, engendré et nourri, a été la cause de mes » maux. J'ai perdu l'honneur et le bien, je sau» rai perdre encore la vie. »

Les paroles de cette dame, toujours efficaces sur l'esprit du cardinal, accrurent ses ressenti-

mens contre les Français ; toutefois, pour apaiser le courroux de sa mère, il lui montra l'accueil fait au roi Charles comme une concession à la nécessité des temps ; les troupes d'Aragon et du Pape n'ayant pas été jugées capables de lutter avec celles de France, bien supérieures par le nombre et la discipline, ainsi que par leur précédente fortune. Il essaya de faire voir combien peu importante devait paraître la perte éprouvée, en comparaison de la ruine totale de la maison Borgia, ruine qu'une plus longue résistance aurait amenée sans doute. Il ajouta que l'insulte ne devait point être imputée à la volonté du roi, mais à l'insolence de la soldatesque, et qu'il fallait dissimuler pour ne pas irriter davantage une armée étrangère, toujours prompte à se précautionner par des rigueurs contre les haines qu'elle soupçonne, et à punir celles qu'on lui témoigne. Cette insulte, au reste, pouvait bien avoir été suggérée par les ennemis secrets de leur maison, qui, par des irritations réciproques, cherchaient à mettre les armes aux mains des soldats, pour causer enfin cette ruine qu'une soumission commandée par le besoin avait su écarter. Il finit par dire qu'on devait supporter le temps présent, tout fâcheux qu'il pût être, et attendre que l'avenir amenât

le moment heureux où la vengeance pourrait prendre son cours.

Catherine ne laissa pas sans réplique les raisons qu'apportait le cardinal; et, ne voulant point les admettre, elle lui dit à la fin qu'il ne la regardât plus comme sa mère, s'il ne songeait à la venger. A quoi le Valentino répondit qu'il voulait bien n'être plus traité comme son fils, si dans peu la vengeance qu'elle attendait n'était pas complète.

Ce fut dans la vue de se livrer plus facilement avec le pape aux projets d'une haine, non produite, mais ranimée par l'affront fait à la Vannozza, que le cardinal avait si imprudemment violé un des articles de la convention. Il n'entre pas dans notre plan de faire connaître les circonstances de la conquête de Naples; nous dirons seulement que dans moins d'un mois le roi Charles soumit un des royaumes les plus florissans, le mieux pourvu de forteresses, de soldats et de capitaines qu'il y eût alors en Europe. Les cruautés du premier Ferdinand et d'Alphonse, la fuite de ce dernier, le désir des nouveautés, l'avidité des soldats qui voulurent prévenir l'étranger dans le pillage des richesses

du roi et des particuliers, les vues intéressées des capitaines, toutes ces causes concoururent à la rapidité d'une défection dont l'histoire napolitaine devait par la suite fournir d'autres exemples, et forcèrent Ferdinand à s'éloigner sans avoir tiré l'épée. On raconte qu'en sortant du port il jeta un dernier regard sur la capitale du royaume qui lui échappait, et fit à son désastre l'application de ces paroles du psalmiste : *Nisi dominus custodierit civitatem, frustra vigilat, qui custodit eam.*

Nous avons promis de faire plus particulièrement connaître l'Ottoman Gem ou Zizim, dont nous avons déjà parlé, et qui mourut subitement à Naples au *Castello Capuano*, ancienne demeure des rois Angevins, où il avait suivi Charles.

Gem était fils de ce Mahomet qui s'empara de Constantinople, et frère du sultan Bajazet, alors régnant. Second par la naissance, il était supérieur à son frère par toutes les qualités de l'esprit et du corps; il eût sans doute égalé en mérite l'auteur de ses jours. Se connaissant lui-même, connu des princes et du peuple dans l'Asie mineure surtout, il s'était laissé mettre à

la tête d'un soulèvement que ne seconda point la fortune. Il combattit contre son frère dans les plaines de Brousse, fut vaincu et forcé à prendre la fuite. Se confiant à la générosité des chrétiens, et aveuglé par des désirs illégitimes de vengeance, il chercha un asile à Rhodes auprès des chevaliers de Saint-Jean. Les chrétiens, qui auraient pu se servir de lui pour porter la guerre dans les entrailles de l'islamisme, ne virent dans sa confiance qu'un moyen d'obtenir une honteuse paix ou un profit plus honteux encore. Le grand-maître d'Aubusson, créé depuis cardinal par Innocent VIII, le fit garder comme prisonnier; ensuite, pour plus de sûreté, il l'envoya en Provence, d'où quelque temps après, aux termes d'un accord passé entre Innocent et le grand-maître, il fut conduit à Rome, où il resta sous l'entière dépendance du Pontife. Instruit de ces particularités et désirant tenir son frère loin de ses États, Bajazet, pour gagner l'esprit du Pape, lui fit d'abord présent du fer de lance avec lequel fut percé le flanc de Notre-Seigneur. Peu de temps après, il convint avec le Saint-Père de payer chaque année quarante mille ducats d'or, à titre de pension, pour l'entretien de Gem. Cette somme, qui était fort considérable pour le temps, parut à

Bajazet devoir satisfaire l'avariee des pontifes, et les empêcher de risquer un avantage certain contre les chances d'une entreprise quelconque dont Gem pourrait être l'instrument ou le prétexte. Gem vécut avec assez d'agrément à Rome pendant les dernières années d'Innocent, et les premières d'Alexandre. Il était de toutes les fêtes de la cour papale; et quand il se trouvait aux cavalcades du duc de Gandie, celui-ci prenait toujours la gauche.

Lorsque Charles se préparait pour son expédition de Naples, que devait suivre une entreprise plus importante contre l'Orient, il fut entendu que la présence de Gem dans son armée aiderait au soulèvement des peuples contre Bajazet. Mais à mesure que le roi s'avançait en Italie, Alexandre, qui voyait toujours s'accroître la difficulté de lui résister, en conservait pourtant le désir; enfin cette raison d'État, qui inspire tant de conseils sots ou pervers, lui suggéra l'idée de recourir, conjointement avec Alphonse, aux secours du Grand-Turc. Ils envoyèrent fort secrétement auprès de la Porte Camillo Pandone, de la part du roi, et Giorgino Bucciardo, de Gênes, en qualité de nonce apostolique.

Le nonce, après avoir reçu de Bajazet toutes les démonstrations désirables de bienveillance et d'honneur, retournait en la compagnie de Casini Dautio, que le sultan envoyait à Rome complimenter le Saint-Père. Mais il eut le malheur de faire naufrage entre Sinigaglia et Ancône. Le navire, le nonce et l'ambassadeur turc, furent pillés par Jean de la Rovère, préfet de Rome et seigneur de Sinigaglia. Informé de leur prochaine arrivée, il les attendait sur la côte pour enlever non-seulement leurs papiers, mais encore l'argent que Bajazet envoyait au Pape, et qui s'élevait à plus de cinquante mille ducats d'or, somme due à Sa Sainteté pour les arrérages de la pension depuis la mort d'Innocent. Jean de la Rovère relâcha les naufragés; mais l'argent, quoi que pût faire Alexandre, soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de la seigneurie de Venise, à qui, disait-il, appartenait le droit de protéger des Turcs dans le golfe Adriatique, l'argent ne fut point rendu. Quant aux papiers, le préfet de Rome, ennemi du Pape, les envoya au roi Charles, qui était encore à Florence.

Outre les instructions données par le Pape à son envoyé, il se trouva cinq lettres du Grand-

Turc au Saint-Père. Deux étaient des lettres de créance. Par la troisième, on remerciait le Pape de l'avis qu'il avait donné sur les desseins du roi de France; on promettait un puissant secours à Alphonse, et les bons offices de la Porte auprès des seigneurs de Venise en faveur de Naples. La quatrième contenait la demande du chapeau pour Nicolas Cibo, archevêque d'Arles, qui avait été nonce auprès du sultan sous le pontificat d'Innocent VIII et depuis l'avénement d'Alexandre. La dernière était relative à Gem. Elle fut publiée en latin, ainsi que les autres lettres, après avoir été traduites par le savant grec Lascaris, assisté de l'évêque de Famagouste, et d'un certain Marcel de Constantinople, secrétaire du prince de Salerne. Bajazet offrait pour la mort de son frère deux cent mille ducats, et la tunique sans couture de Notre-Seigneur.

Quoique le nonce eût perdu ses lettres, il en savait le contenu; il put le faire connaître. L'appât d'une forte somme, le désir de contrarier Charles, décidèrent, à ce qu'il paraît, Alexandre et le Valentino. Ils avaient le secret d'un poison lent qui n'avait ni odeur, ni goût particuliers, et qui ressemblait parfaitement, disent les historiens, au sucre en poudre. Quand Gem fut livré

au roi par un accord écrit et moyennant vingt mille écus payés sur-le-champ, il portait la mort dans son sein. Au moment où cet infortuné prit congé du Saint-Père et du cardinal, il leur témoigna, de la manière la plus tendre, sa reconnaissance pour les bons traitemens qu'il avait reçus à la cour de Rome, et les pria de les recommander à son nouveau protecteur. Cette recommandation n'était pas nécessaire; il est présumable que le jeune roi Charles, en emmenant Gem, avait cru le soustraire à la mort; mais il ne connaissait pas encore assez bien les Borgia. La mort de Gem causa une grande satisfaction à Bajazet, et le prix du sang fut acquitté.

Quand le Valentino se vit de nouveau dans Rome, délivré qu'il se crut des armes françaises, il commença le cours des vengeances promises par lui à sa mère. La ville et la campagne furent inondées de sbires et de coupe-jarrets à ses ordres, qui faisaient toutes sortes d'insultes, de violences et de dommages, tant aux sujets du roi qu'à ses partisans. Les assassinats se joignirent au vol et au pillage. On compte parmi les Français qui perdirent la vie, un fils du cardinal de Saint-Malo, de ce Guillaume Briçonet

qui avait été fait prince de l'Église dans la salle *del Papagayo.* Le crime fut commis entre Baccano et l'Isola; il eut pour fruit trois mille écus que le malheureux emportait avec lui. Les Suisses qui se trouvaient à Rome furent les plus maltraités de tous ceux qu'on se mit à poursuivre. On avait remarqué que les principaux acteurs des violences exercées au palais de la Vannozza, étaient des soldats de cette nation. Le Valentino, ne pouvant tirer vengeance des coupables, s'en prit à leurs compatriotes. Il y en avait cent cinquante au service du Pape, tous enrichis non moins par leurs épargnes et celles de leurs pères que par les profits de leur industrie particulière. César voulut qu'ils fussent licenciés, et que dans un terme très-court ils eussent à sortir de Rome et ensuite des États de l'Église. Ces malheureux, obéissant à la dure nécessité, avaient décidé de partir un matin tous ensemble avec leurs femmes, leurs enfans et leur bagage. Déjà cinquante franchissaient la porte; environ quarante se trouvaient dans l'Église de Saint-Pierre, offrant à Dieu et au saint leurs dernières prières dans la ville de Rome; le reste était sur la place; quand tout-à-coup deux mille Espagnols, la plupart de Valence ou de Catalogne, qui étaient à la solde du Pape, se

jetèrent d'abord sur les soixante Suisses qui étaient plus à portée, tuant, blessant, ou poursuivant ces malheureux jusque dans les appartemens même du palais pontifical. Tous furent dépouillés de leurs habits, de leurs bagages et de leur pécule. Plusieurs même de ceux qui étaient dans l'église ne furent pas épargnés. Quant aux Suisses qui étaient déjà sortis de la ville, ils se réfugièrent, en apprenant le sort de leurs camarades, dans une maison voisine, s'y barricadèrent et se défendirent avec tant de valeur, qu'ils donnèrent le temps au capitaine des gardes de venir à leur secours avec des forces suffisantes. Il est à croire qu'un tel secours ne leur fût pas venu, s'il n'eût été appelé par l'indignation publique.

Ces vengeances pourtant ne satisfaisaient point les Borgia ; car elles n'atteignaient ni les intérêts, ni la personne du roi, dont ils apprenaient avec dépit les succès journaliers. C'est pourquoi ils résolurent de former contre lui une ligue des principales puissances de l'Europe chrétienne. Ils y réussirent par le moyen de l'ambassadeur de Venise, et surtout par les intrigues du cardinal Ascagne Sforza. On a vu précédemment ce prince de l'Église suivre le

parti du roi; mais, n'ayant pu entraîner Charles dans ses mouvemens particuliers de haine contre Alexandre, il s'était tourné subitement vers celui qu'il n'avait pu abattre, et son zèle nouveau égalait ses animadversions passées.

Quand l'affaire eut acquis sa maturité, le Pape, jetant sur des intérêts personnels le voile sacré de la religion, du bien public et des avantages du Saint-Siége, réunit en une congrégation, dite d'État, un grand nombre de cardinaux, la plupart ses créatures. Dans cette assemblée, il exposa succinctement les progrès de Charles et fit entrevoir à quoi l'on devait encore s'attendre. Il montra ces progrès comme un juste sujet d'alarmes pour les puissances, comme un torrent qu'il leur convenait d'arrêter. Quant à lui, ajouta-t-il, son but unique étant de faire en toutes choses ce qui convenait le mieux au vicaire du Christ, au père commun des fidèles, il engageait ceux qui devaient porter avec lui le poids du gouvernement de l'Église à l'aider de leurs conseils dans une circonstance aussi grave. Il n'y eut aucun de ces cardinaux qui ne comprît quels conseils leur étaient demandés.

Comme doyen du sacré-collége, c'était au

cardinal de Naples à porter le premier la parole. Il était sujet dévoué d'Alphonse, et il s'exprima ainsi :

« Je n'ignore pas, Très-Saint-Père, que plu-
» sieurs des plus sages princes d'Italie ont désiré,
» ont appelé les armes du roi Charles; que d'au-
» tres ne les ont ni redoutées, ni repoussées : cette
» conduite peut s'expliquer par le besoin géné-
» ralement senti de réprimer avec les forces de
» la France, je ne sais quelles mauvaises dispo-
» sitions qui se trouvaient en nous. Mais aujour-
» d'hui que le remède, opérant plus qu'on ne
» croyait, au lieu de guérir le mal en a causé un
» pire, peut-on aimer le bien public et croire en
» même temps qu'il ne convient point d'arracher
» des entrailles de l'Italie les fondemens de cet
» empire français? Notre crainte qu'un souverain
» italien n'acquière la suprématie sur tous les
» autres et ne les soumette à ses lois s'est dissi-
» pée : mais nous voyons clairement tout ce
» qu'un souverain étranger peut faire, en met-
» tant le pied dans notre pays. Que signifie, en
» effet, pour quiconque est initié aux intérêts de
» la politique, l'occupation de Serezana, de Se-
» rezanello, de Pietra-Santa, de Pise et de Li-
» vourne dans la Toscane; celle de Civita-Vec-

» chia, d'Ostie et de Terracine dans les terres de
» l'Église? Ne voit-on pas que Charles, en allant
» à Naples, s'est fait donner les clefs les plus im-
» portantes de ces États, pour s'en ouvrir les
» portes quand il retournera triomphant, et pour
» les assujettir à son pouvoir ainsi que le reste de
» l'Italie? De quel autre avenir nous menaçait-
» il, quand il imposait de si dures conditions
» aux Lucquois, aux Siennois, aux Florentins
» et à Votre Sainteté même? De quel autre ave-
» nir, si ce n'est de notre asservissement à tous?
» Mais supposons, quoique bien gratuitement,
» que le roi s'abstienne de tout autre violence
» envers le Saint-Siége, est-ce donc une situa-
» tion digne d'un Pontife romain que cette dé-
» pendance honteuse, cette attention continuelle
» au moindre signe de qui peut se faire obéir par
» la force? Bien que le trône pontifical reste à
» Rome, autant vaudrait qu'il retournât à Avi-
» gnon, car les Papes ne seront plus que les
» premiers chapelains des rois de France. Dans
» cet état de choses, Votre Sainteté doit regarder
» comme une faveur du ciel cet appel fait par les
» plus grands potentats chrétiens, à une ligue in-
» dispensable dont elle aurait dû avoir la première
» inspiration. Je conclus à ce qu'on empêche in-
» continent le roi Charles de s'établir dans ses

» conquêtes, jusqu'à ce jour mal assurées. Le mal » deviendrait irréparable si l'on tardait davan- » tage. »

Raphaël Riario, autrement dit le cardinal de Saint-George, bien que parent et ami du cardinal de la Rovère, qui était auprès du roi, avait néanmoins la confiance du Pape. Appelé à cette congrégation, il crut devoir parler en ces termes :

« Je croirais, Très-Saint-Père, trahir la con- » fiance de Votre Sainteté, et blesser la religion » de cette assemblée, si je ne disais librement » ce que la conscience et la raison me dictent » dans une affaire de si haute importance. Il est » question de former une ligue contre un roi » très-chrétien, et de la sanctifier en quelque » sorte par l'adhésion et le nom de l'autorité » pontificale ; mais dans l'examen des motifs, on » écarte précisément ceux qui démontreraient la » justice ou l'injustice de cette ligue. Si une af- » fectation pareille avait lieu dans le conseil de » tout autre prince, je ne dirai pas chrétien, » mais infidèle, elle mériterait certainement » notre blâme ; et vous croyez que le monde en- » tier se taise, quand, au sein d'une congréga- » tion présidée par Votre Sainteté, et composée

» de nos premiers prélats, on s'occupe d'au-
» tres objets que du service de Dieu et du
» maintien de l'Église? Je pense qu'un Pontife
» romain pourrait se dispenser d'entreprendre
» une guerre, alors même qu'elle lui serait dé-
» montrée comme très-juste; mais qu'il prenne
» les armes sans un motif équitable et saint, et
» par les seules raisons que la passion apporte et
» fait valoir, je ne saurais ni le comprendre, ni
» l'approuver. Le roi de France est parvenu, il
» est vrai, à la conquête du royaume de Naples;
» cet accroissement de puissance est contraire
» aux vœux des princes Italiens, et ne peut que
» rendre ses armes encore plus redoutables, sur-
» tout aux États voisins. Est-ce donc là une raison
» suffisante pour former une ligue contre lui? Et
» s'il a de légitimes droits, faut-il qu'on les lui
» dispute, par cela seul que la jouissance de ce
» qui lui est dû en ferait un prince trop puis-
» sant? Ces droits sont ceux de la maison d'An-
» jou; avec le comté de ce nom et la Provence,
» ils sont entrés dans l'héritage des rois très-
» chrétiens; ces droits, l'investiture donnée par
» les Souverains Pontifes ne les a-t-elle pas sou-
» vent et solennellement confirmés? Votre Sain-
» teté elle-même, dans les premiers articles de
» l'accord stipulé avec le roi Charles, accord dont

»je ne vois pas comment elle peut se départir,
»n'a-t-elle pas promis à ce prince une investi-
»ture nouvelle du royaume de Naples? Si cette
»investiture n'a pas été encore octroyée, Votre
»Sainteté en est-elle moins engagée à la donner,
»maintenant que Charles a été salué Roi par
»les Napolitains? Certes, Votre Sainteté n'aurait
»pas pris un tel engagement, si les titres de
»Charles ne lui avaient paru légitimes. Et s'ils le
»sont en effet, s'il y joint cette possession ac-
»tuelle, qui, en matière d'État, rend juste l'in-
»justice même (*), sous quelles couleurs Votre
»Sainteté peut-elle violer sa parole envers un
»prince qui n'a pas violé la sienne? Je sais qu'un
»souverain à qui sont inspirés de justes sujets de
»crainte pour ses domaines, a droit de préve-
»nir les violences qu'on cherche à lui faire.
»Mais quelles craintes de ce genre Votre Sain-
»teté peut-elle avoir? Quand Charles était dans
»ces murs avec une armée, qui, à un signal,
»pouvait abattre le Saint-Siége et élever le trône
»d'un nouvel Empire romain, ne l'a-t-on pas
»vu, constant dans son respect pour le vicaire
»du Christ, rendre à Votre Sainteté les mêmes

(*) *Ch' in materia di stato suol render giusta l'ingiustitia medesima.*

» hommages que ses ancêtres rendaient à vos
» augustes prédécesseurs? Loin d'employer la
» force qu'il avait en main, n'est-ce pas seule-
» ment par des supplications et par des traités
» qu'il a voulu subvenir aux besoins de son en-
» treprise? Maintenant qu'il est maître d'un puis-
» sant royaume en Italie, ses moyens seront plus
» grands pour abattre, quand il voudra, l'édifice
» temporel de l'Église. Mais qui donc a oublié
» que les rois de France n'usèrent jamais plus
» volontiers de leurs forces que pour l'exaltation
» du Saint-Siége, et la ruine de ses ennemis? Ils
» furent plus puissans que Charles VIII, en Italie
» et ailleurs, Pépin, Charlemagne, Louis-le-Pieux
» et leurs premiers successeurs, soit à l'empire,
» soit seulement au royaume de France; que
» n'ont-ils pas fait pourtant en faveur de l'Église?
» Et si les Souverains Pontifes ont déchu quel-
» quefois de leur grandeur, soit à Avignon, soit
» à Rome, on sait bien que c'est en général
» par la mauvaise volonté d'autres princes que
» les rois de France. Mais peut-être comme sou-
» verains de Naples seront-ils plus dangereux?
» Leur maison a possédé ce royaume pendant
» cent cinquante ans; où sont les outrages que
» le Saint-Siége en a reçus? les empiétemens,
» les usurpations, dont les successeurs de saint

» Pierre aient eu à se plaindre? La maison d'A-
» ragon est venue ensuite ; le premier de ses
» princes a porté en même temps les couronnes
» d'Aragon, de Naples et de Sicile; l'Italie a-t-
» elle été épouvantée de cette réunion de sceptres
» dans une même main; la paix, le repos uni-
» versel en ont-ils été troublés; a-t-on formé des
» ligues? Pourquoi, dans un cas pareil, ne pas
» tenir une conduite semblable? Les Français ne
» sont pas plus ambitieux ni moins observateurs
» de la foi donnée que les Espagnols. Et si le suc-
» cès de la ligue projetée ne répondait point aux
» vœux de Votre Sainteté, aurait-elle le droit de
» se plaindre comme Pontife de ce qu'elle aurait
» à souffrir comme ennemi particulier et volon-
» taire? »

Ces libres paroles de Riario, quoique sans effet sur des esprits décidés d'avance, furent recueillies par le Pape et son fils; on verra par la suite combien profondément ils en éprouvèrent l'atteinte. Le cardinal de Saint-George, dans ses avis politiques, ne s'élevait point à la hauteur du temps; les principes qu'il osait émettre à la cour d'Alexandre VI, ne furent même jamais bien franchement à l'usage des hommes d'État; ils ont un code tout différent du nôtre;

leur instrument, c'est la force; leur juge, le succès : quelquefois cette force n'est que dans nos mépris, mais que leur importe?

Cependant les nœuds de la ligue se serraient étroitement entre le Souverain Pontife, l'empereur Maximilien, Ferdinand et Isabelle, l'un roi, l'autre reine d'Aragon et de Castille, la république de Venise, et le duc de Milan. Le motif ostensible était la défense commune et une garantie réciproque des puissances liguées. On laissait la faculté d'y entrer sous des conditions voulues à ceux qui en auraient le désir; Charles même y était appelé. Mais par de secrets articles, et dans le but d'arracher au nouveau souverain de Naples une possession qui excitait de si fortes alarmes, il fut convenu qu'on attaquerait bientôt Charles sur plusieurs points, et que chacun des premiers ligués emploierait à cette guerre les hommes et l'argent qui seraient en son pouvoir. Combien la nouvelle de cet acte, que les ministres des puissances conclurent à Venise, causa de joie au Pape et au cardinal, son fils, c'est ce qu'il serait difficile de rendre, ainsi que l'ostentation et l'apparat avec lequel on le promulga dans Saint-Pierre, le jour de Pâque fleurie, après la distribution des Rameaux. Sa

Sainteté entonna un *Te Deum* solennel, et l'évêque de Concordia prononça un discours élégant, qui fut répandu avec profusion par l'art de l'imprimerie, récemment découvert.

Le roi Charles, pour dissimuler l'impression fâcheuse qu'il reçut de cette nouvelle, fit jouer au château de l'*Œuf* des comédies où l'on mettait en scène les princes confédérés et les personnages qui avaient agi dans cette affaire. Toutefois, il sentit si vivement à quels dangers il allait se trouver exposé, qu'après avoir reçu à Naples, avec la pompe accoutumée, les insignes de la dignité royale, il résolut de repasser en France. L'entreprise qu'il avait conçue en faveur de la Grèce, avorta. Le diadème d'empereur d'Orient, que, d'après son contrat avec un Paléologue, il avait cru devoir porter, quand il fit son entrée triomphale dans la cité de Naples, ne fut qu'une couronne d'illusion. Cependant le bruit de ses dispositions prochaines s'était répandu dans les contrées malheureuses qu'il voulait affranchir. Il devait, disait-on, d'Otrante aller à Volone dans la haute Albanie; de Volone, il aurait marché sur Constantinople.

La ligue avait été signée à Venise le 1er du

mois d'avril; elle fut publiée à Rome le 12, et Charles, dès le 20 mai, nonobstant les difficultés de sa position et les raisons qui militaient contre son nouveau dessein, reprit le chemin de Rome avec l'élite de ses troupes; le reste fut dispersé dans les plus importantes places du royaume, et Gilbert de Montpensier, avec le titre de vice-roi, eut le commandement en chef.

Il était dans les désirs de Charles de s'aboucher avec le Pape, pour essayer d'enlever à la ligue un appui si important au temporel et surtout au spirituel. A cette fin, quelques jours avant son départ de Naples, il avait envoyé à Rome le sire de Saint-Pol, frère du cardinal de Luxembourg. Au moment de se mettre en route, il dépêcha l'archevêque de Lyon pour assurer plus fortement le Pape de ses dispositions à resserrer les liens de l'amitié passée, et à faire ce qui serait le plus agréable à Sa Sainteté, ne demandant en retour que le renoncement d'Alexandre à la ligue, et l'investiture déjà promise du royaume de Naples.

D'un côté, le Pape et le Valentino ne voulaient point abjurer l'inimitié qu'ils ressentaient pour

Charles; de l'autre, ils répugnaient à quitter Rome : en conséquence, avant que le roi partît de Naples, ils avaient sollicité avec instance auprès du sénat de Venise et du duc de Milan l'envoi de troupes suffisantes pour interdire à Charles l'entrée de la cité pontificale, et opposer la force à ses violences probables. Mille chevau-légers et deux mille hommes de pied leur furent envoyés d'abord; mille hommes d'armes devaient suivre. Mais en même temps on leur rappela l'exemple de Ferdinand, on leur montra le peu de fond qu'il fallait faire sur des soldats italiens, éloignés de leurs provinces natales, que peut-être ils seraient bientôt appelés à défendre; et on leur conseilla de ne pas attendre à Rome l'arrivée du roi, afin que la majesté pontificale ne fût point exposée aux hasards d'une périlleuse défense.

Informé de ces négociations et de leur résultat peu satisfaisant pour le Pape et son fils, qui, d'ailleurs, n'étaient encore engagés dans aucune hostilité ouverte, le roi conservait l'espoir de réussir auprès d'eux; et dès l'abord, ils ne se montrèrent pas éloignés d'acquiescer à la demande qui leur était faite; mais bientôt, craignant qu'il n'y eût pas plus de sincérité de la

part du roi qu'ils n'en avaient mis eux-mêmes dans toute leur conduite envers lui, et préférant les espérances dont la ligue flattait leur constante haine contre les Français, ils sortirent de leur capitale et se retirèrent à Orviète, laissant au cardinal Jean de Morton la surintendance du gouvernement de Rome, et le soin de recevoir Charles avec les honneurs qui lui étaient dus.

Charles ne tarda point de paraître. Il ne voulut pas entrer au Vatican dont les clefs lui furent offertes au nom du Pape, et se contenta d'un simple logement en *Transtevère;* peut-être pour ne pas se trouver en vue du château Saint-Ange, qui paraissait vouloir faire résistance et qu'il n'avait pas dessein d'attaquer. Avec les forces qu'il avait alors et les mauvaises dispositions des habitans et même de la garnison du château envers les Borgia, il est presque hors de doute que, si Charles eût mis de côté le respect dû à l'Église par le premier de ses fils, il aurait pu se rendre maître absolu de Rome, de tout l'État ecclésiastique, et y joignant avec non moins de facilité la Toscane, fonder en Italie un empire plus grand et plus puissant qu'aucun de ceux qu'on avait vus s'y établir depuis Constantin. Mais, loin qu'un tel projet entrât dans

sa pensée, il restitua Civita-Vecchia et Terracine au Pape, remit la citadelle d'Ostie au pouvoir du cardinal de Saint-Pierre-Ez-Liens, et, partant de Rome après trois jours, il se dirigea du côté de Viterbe.

Alexandre, le voyant s'approcher, et lui supposant toujours des intentions analogues aux siennes, prit le parti de s'enfuir à Pérouse, dans le dessein, s'il était poursuivi, de traverser l'Ombrie jusqu'à Pesaro, où l'appelait son gendre Jean Sforza et Lucrèce, sa fille, tout prêt à s'embarquer même pour la ville de Venise, s'il ne pouvait trouver de sûreté que dans les lagunes. Mais tandis que le Pape fuyait des périls qui n'existaient point, Charles en allait chercher que tout autre aurait fui, et pouvant s'embarquer ou suivre du moins la route de Gènes, qui va le long de la mer, il tira droit vers Pontremoli, dans la vue d'attaquer les forces considérables que la ligue y avait déjà rassemblées.

Alexandre, rassuré par la route que Charles avait prise, retourna de Pérouse à Rome avec son fils et tous ceux qui avaient partagé sa fuite. Bientôt ils apprirent l'échec éprouvé à Rapallo

par quelques troupes de France avec lesquelles le cardinal de la Rovère, ainsi que Frégose et plusieurs autres exilés de Gènes avaient voulu s'emparer de la Ligurie au nom du roi Charles; la révolte des Napolitains, qui avaient rappelé le roi Ferdinand, et la bataille du Taro, dont les troupes de la ligue s'attribuaient l'avantage. Alors, toutes les craintes qui pouvaient leur rester encore s'étant évanouies, leur esprit se monta à un degré d'arrogance extraordinaire.

Le Pape, à l'instigation de la ligue, envoya présenter par un de ses huissiers, au roi de France, qui faisait en ce moment à Turin quelques dispositions pour secourir Novare, un monitoire bien propre à faire voir qu'on ne le craignait plus. En vertu de l'autorité pontificale, on le sommait de quitter l'Italie dans dix jours, et on ne lui accordait qu'un même intervalle de temps pour rappeler ses troupes du royaume de Naples, sous peine de se voir contraint par les censures ecclésiastiques à comparaître en personne devant le Saint-Siége.

Charles, dit-on, répondit qu'il ne comprenait pas pourquoi Sa Sainteté lui ordonnait ainsi de repasser les monts, tandis que les confédérés

avaient voulu, mais en vain, sur les bords du Taro, empêcher sa sortie; qu'il ne voyait pas davantage pourquoi ses troupes devaient être rappelées de Naples, n'y étant allées que du consentement et avec la solennelle bénédiction de Sa Sainteté; quant à la menace de le faire venir en personne à Rome, il ne la comprenait pas non plus, puisque Sa Sainteté s'était retirée, lorsqu'elle avait appris qu'il devait y passer, et n'avait pas voulu recevoir les hommages qu'il se promettait de rendre au chef de l'Église : néanmoins, il ne refuserait pas d'y retourner, en prenant les précautions nécessaires contre ses ennemis; mais il priait Sa Sainteté de vouloir bien l'attendre cette fois.

Au reste, Charles et la majeure partie des siens désiraient retourner en France. Une paix précipitée et peu sûre fut conclue avec Ludovic Sforze, à qui l'on céda la possession de Novare, et l'on se mît en route pour Paris, renonçant aux affaires de la Lombardie et laissant celles de Naples dans une situation désespérée.

Quand César Borgia vit le roi de France hors de l'Italie, sa joie fut extrême. Il pouvait maintenant donner l'essor à son ambition long-temps

comprimée. Alexandre ne fut pas moins content, quoique les vues de l'un et de l'autre fussent opposées.

Le Pape se voyait en mesure d'élever aux plus hautes dignités le duc de Gandie, et de fonder sur lui la grandeur future de sa maison. Le cardinal songeait, au contraire, à supplanter son frère et voulait s'approprier adroitement tout ce qui, dans le principe, n'avait pas été destiné pour lui-même.

Jean, duc de Gandie, avait reçu de la nature un visage assez agréable et un caractère porté à la douceur. Dans un siècle aussi dissolu, on ne songeait point à lui faire un reproche de son penchant à la volupté. Par l'aménité de ses manières, comme par sa modération au sein des grandeurs paternelles et des siennes propres, il s'était fait autant aimer que César, son frère, avait inspiré de haine et de crainte. Bien que le Pape fît plus d'état de César, à cause de son aptitude aux affaires, des artifices de son esprit, et de son habileté peu commune à exécuter le mal; toutefois, dans sa tendresse et ses affections, il paraissait pencher davantage vers l'autre, qui, d'ailleurs, étant l'aîné, avait dû être

En ce même temps, néanmoins, il avait poursuivi les Colonnes qui, par surprise, s'emparèrent du château d'Ostie et s'y réfugièrent. Il les avait déclarés privés de leurs États et domaines ; il avait fait raser leurs palais ; mais l'arrangement qu'il se vit obligé de conclure avec le roi de France, dont la famille Colonne suivait alors le parti, était venu arrêter le cours de cette autre persécution. Quand le départ des Français lui eut laissé le champ libre, les hostilités recommencèrent contre les Ursins, qui étaient restés fidèles à la France, tandis que les Colonnes étaient entrés dans le parti d'Aragon.

Virginio et les autres chefs des Ursins, après le départ de Charles et sur son invitation, ainsi que par les intrigues de Camille Vitelli, ami zélé du roi, s'étaient mis à la solde des Français avec six cents hommes d'armes, et, traversant les terres de l'Église, s'étaient portés dans l'Abruzze, malgré les défenses du Pape, qui pourtant alors n'osa pas donner carrière à son ressentiment, parce que les affaires de France paraissaient vouloir se relever dans le royaume de Naples : vaines apparences, qui s'évanouirent bientôt, et laissèrent arriver pour Alexandre le moment où il pourrait se venger.

Les puissans secours que les Vénitiens envoyèrent et par terre et par mer, le zèle des autres confédérés à remplir leurs engagemens, l'abandon où les troupes de France furent laissées, réduisirent bientôt celles-ci aux dernières extrémités; enfin elles capitulèrent, non sans avoir fait auparavant tout ce qu'on devait attendre de leur courage.

Un des articles les plus importans de la capitulation accordait le retour en France au duc de Montpensier, lieutenant de Charles, après toutefois qu'il aurait rendu les places de guerre occupées encore par ses troupes. Les Ursins et Paul Vitelli, frère de Camille, qui était mort dans un combat, pouvaient également sortir du royaume de Naples; mais le Pape, les poursuivant comme coupables de lèze-majesté pontificale et de rébellion envers le Saint-Siége, engagea Ferdinand à les retenir prisonniers. Le cardinal Jean Borgia, son légat auprès du même prince, agit en même temps avec vigueur à l'effet d'obtenir que Paul Vitelli fût remis en son pouvoir. Ce dernier s'était livré à la foi du marquis de Mantoue, général des troupes vénitiennes, qui l'emmena avec lui; mais Ferdinand, pour complaire au Pape, n'ayant égard ni à l'honneur,

En ce même temps, néanmoins, il avait poursuivi les Colonnes qui, par surprise, s'emparèrent du château d'Ostie et s'y réfugièrent. Il les avait déclarés privés de leurs États et domaines; il avait fait raser leurs palais; mais l'arrangement qu'il se vit obligé de conclure avec le roi de France, dont la famille Colonne suivait alors le parti, était venu arrêter le cours de cette autre persécution. Quand le départ des Français lui eut laissé le champ libre, les hostilités recommencèrent contre les Ursins, qui étaient restés fidèles à la France, tandis que les Colonnes étaient entrés dans le parti d'Aragon.

Virginio et les autres chefs des Ursins, après le départ de Charles et sur son invitation, ainsi que par les intrigues de Camille Vitelli, ami zélé du roi, s'étaient mis à la solde des Français avec six cents hommes d'armes, et, traversant les terres de l'Église, s'étaient portés dans l'Abruzze, malgré les défenses du Pape, qui pourtant alors n'osa pas donner carrière à son ressentiment, parce que les affaires de France paraissaient vouloir se relever dans le royaume de Naples : vaines apparences, qui s'évanouirent bientôt, et laissèrent arriver pour Alexandre le moment où il pourrait se venger.

Les puissans secours que les Vénitiens envoyèrent et par terre et par mer, le zèle des autres confédérés à remplir leurs engagemens, l'abandon où les troupes de France furent laissées, réduisirent bientôt celles-ci aux dernières extrémités; enfin elles capitulèrent, non sans avoir fait auparavant tout ce qu'on devait attendre de leur courage.

Un des articles les plus importans de la capitulation accordait le retour en France au duc de Montpensier, lieutenant de Charles, après toutefois qu'il aurait rendu les places de guerre occupées encore par ses troupes. Les Ursins et Paul Vitelli, frère de Camille, qui était mort dans un combat, pouvaient également sortir du royaume de Naples; mais le Pape, les poursuivant comme coupables de lèze-majesté pontificale et de rébellion envers le Saint-Siége, engagea Ferdinand à les retenir prisonniers. Le cardinal Jean Borgia, son légat auprès du même prince, agit en même temps avec vigueur à l'effet d'obtenir que Paul Vitelli fût remis en son pouvoir. Ce dernier s'était livré à la foi du marquis de Mantoue, général des troupes vénitiennes, qui l'emmena avec lui; mais Ferdinand, pour complaire au Pape, n'ayant égard ni à l'honneur,

ni à la foi jurée, fit emprisonnner au château de l'Œuf, d'abord Virginio et Paul Ursins, ensuite Jean Giordano, fils de Virginio, et Bartoloméo d'Alviano, son parent. Le duc d'Urbin, lieutenant-général de l'Église, enleva à leurs gens, dans l'Abruzze, les armes et les chevaux.

Bientôt après, on tint à Rome un consistoire où les Ursins, déclarés rebelles, furent condamnés à perdre leurs biens ; et l'on résolut d'envoyer des troupes pour faire exécuter cette sentence. A l'issue de l'assemblée, le Pape, revêtu de ses habits pontificaux et suivi de tout le sacré-collége, se rendit à Saint-Pierre, pour donner, avec toute la pompe imaginable, les enseignes du généralat de l'Église au duc de Gandie.

S'il se fût agi d'une expédition contre les Turcs ou de toute autre importante guerre, on n'eût pas déployé plus de faste et d'appareil. Ami de son frère, César n'aurait pu voir sans envie cette prodigalité d'honneurs militaires décernés au duc; que ne dût-il pas éprouver dans les mauvaises dispositions où il était déjà ! Aussi le duc de Gandie, qui triomphait ainsi avant d'avoir combattu, n'eut-il pas plus tôt cessé de

vivre, que César voulut recevoir des honneurs militaires semblables.

Le 27 octobre 1496, et non pas dans les premiers jours de 1497 comme l'a écrit Guichardin, sortirent de Rome le cardinal Légat, attaché à l'armée papale, le duc de Gandie et les autres chefs de guerre, avec toutes leurs troupes, armes et provisions, et ils prirent leur marche vers les terres des Ursins. Dans l'espace d'un mois, la plupart de ces terres furent enlevées, à l'exception de trois places fortes situées sur le lac de Bracciano : Anguillara, Trivignano, ainsi que le château qui donne son nom au lac, et où les proscrits avaient cru devoir concentrer leurs moyens de résistance.

Dans cette guerre improvisée, se signalèrent par leur mérite un homme et une femme de la maison des Ursins. L'un était ce même Bartoloméo d'Alviano, retenu prisonnier par le roi Ferdinand, et qui, un peu avant la mort de ce prince, survenue presque au milieu de son triomphe, avait réussi à briser ses fers. Tout seul et fort jeune encore, il avait mis à rassembler des troupes, à munir et fortifier les trois places, à rejeter les avances de l'ennemi, à

faire des sorties heureuses, une habileté, une présence d'esprit qu'on eût à peine rencontrées dans les capitaines de l'expérience la plus consommée. L'autre fut Bartoloméa, sœur de Virginio, femme d'un grand courage, aussi pleine de prudence que d'attachement pour sa maison; se portant où sa présence était le plus nécessaire, rassemblant des troupes, les excitant à se défendre, prodiguant ses richesses, son or, ses bijoux, et convertissant ses habits les plus somptueux, même ses robes de noce, en sayons pour les pauvres soldats.

La valeur de ces deux personnages n'empêcha point l'Anguillara et Trivignano de se rendre; les assiégeans y exercèrent toutes sortes de cruautés. Mais le château de Bracciano se défendit avec obstination, et, dans une des vigoureuses sorties d'Alviano, César Borgia, qui se livrait au plaisir de la chasse près de Monte-Mario, ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval.

Le roi de France n'abandonna point les Ursins. Il envoya à leur secours Charles, fils naturel de Virginio, et Vitellozzo Vitelli, sinon avec de nombreuses troupes, du moins avec de fortes sommes d'argent pour lever des hommes. Leurs

vieux soldats les joignirent. Ils furent aidés par les Baglioni, par Jean de la Rovère, préfet de Rome, et par plusieurs autres seigneurs, qui craignaient d'être dépouillés à leur tour au profit de la maison Borgia. Les Colonnes et les Savelli ne suivirent point cet exemple de générosité, qui l'était en même temps de prudence. Autant ils s'étaient montrés ennemis des Borgia, autant devinrent-ils leurs plus chauds partisans, se refusant ainsi à croire ce qu'on disait pourtant dans la rue : *que si les Borgia allaient dîner sur les terres des Ursins, ils comptaient bien souper sur celles des Colonnes.*

Le duc de Gandie, ayant appris que Charles Orsino et Vitellozzo Vitelli s'avançaient avec plus de trois mille hommes de pied et un nombre proportionné de chevau-légers et d'hommes d'armes, jugea qu'il était dangereux de les attendre sous les murs de Bracciano, dont la garnison, seule encore, l'inquiétait; il vint à leur rencontre. Le combat fut opiniâtre, et tel qu'on devait l'attendre de soldats et de capitaines qui, des deux côtés, étaient l'élite de la milice italienne.

La cavalerie des Ursins plia un moment; et,

dans cet échec passager, Rosseto, très-vaillant capitaine des Vitelli et Franciotto Orsino, depuis cardinal, restèrent prisonniers des Colonnes. Mais Vitellozzo étant parvenu à rengager le combat, les Ursins mirent tant d'ardeur à faire oublier leur courte défaite, que les troupes de l'Église leur cédèrent enfin la victoire. Drapeaux, munitions, artillerie tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Cinq cents hommes furent tués ou pris; le reste se sauva honteusement. Le duc d'Urbin et Jean-Pierre de Gonzague, comte de Nuvolara, se trouvèrent au nombre des prisonniers. Le légat apostolique eut une peur si grande, qu'il en mourut peu de jours après.

Le Pape, à cette nouvelle, fut assailli de ces terreurs qui succédaient si promptement en lui à l'audace. La paix vint heureusement à son secours. Virginio ne put en profiter, il était mort huit jours avant la bataille; on eut quelques soupçons d'empoisonnement.

Alexandre, avant la conclusion de la paix, avait demandé à Frédéric, successeur du roi Ferdinand, deux de ses généraux, Prosper Colonne et le célèbre Gonzalve de Cordoue. Ne pouvant plus les employer à combattre les

Ursins, il les fit marcher contre le château d'Ostie, qui fut repris. Les services de Gonzalve furent si agréables au Pape, que ce général espagnol reçut à Rome les plus grands honneurs. On dit même que la rose d'or lui fut accordée ; c'était la plus haute distinction que pouvait donner le Saint-Père. Dans les quatre années précédentes, l'empereur, le roi de France, le doge de Venise, et le marquis de Mantoue, l'avaient reçue.

Cependant la présence de Gonzalve à Rome suscita quelques pointilleries de préséance. Le fier Castillan refusait de céder le pas au duc de Gandie, tout allié que fût celui-ci à la maison d'Aragon. Les difficultés s'aplanirent enfin, et le duc obtint une solennelle reconnaissance de ses droits. On choisit, à ce dessein, la fête de l'Annonciation, où le Pape devait aller à l'Église de la Minerve en grande cérémonie. Gonzalve vint de son palais au-devant du cortége pontifical, et se plaça immédiatement après tous les cardinaux à la gauche du duc de Gandie, qui, prévenu de cette démarche, affecta d'étaler sur sa personne comme dans sa suite un luxe extraordinaire, et tel qu'à peine il aurait pu convenir au fils légitime du plus grand potentat

d'alors. Mais cette pompe orgueilleuse, cette jouissance d'amour-propre si éclatante fut la dernière que la tendresse d'un père eut le temps de lui permettre. Elle précéda de bien peu ses funérailles.

Le Pape ayant vû manquer tous les projets d'agrandissement formés en faveur de son fils, et qu'il fallait poursuivre aux dépens des barons romains, s'occupa néanmoins d'entretenir des semences de guerre entre les principaux d'entre eux, les Ursins et les Colonnes, cherchant ainsi à profiter du tort qu'ils pourraient mutuellement se faire. Mais ils s'aperçurent des intentions d'Alexandre, et déconcertèrent ses mesures en jurant tout à coup la paix. Sa Sainteté comprit alors qu'elle ne pourrait accroître la grandeur de son enfant qu'aux dépens de l'Église elle-même; en conséquence, le 7 juin de cette même année un consistoire fut tenu où l'on proposa d'ériger en duché la cité de Bénévent, et de la donner au duc de Gandie avec Terracine, Pontorno et leurs territoires.

Les cardinaux souscrivirent au démembrement. Mais cette dernière marque de faveur fut dans l'âme atrocement ambitieuse de César un

arrêt de mort contre son frère. Toutefois il ne prévoyait pas sans plaisir que la jalousie d'un amour incestueux pourrait être prise pour le motif d'un attentat qui, imputé seulement à l'ambition, aurait trop révolté les esprits (*).

Le jour qui suivit la tenue du consistoire, Lucrèce Borgia se rendit au monastère de Saint-Sixte, et s'y enferma, sans que le motif de cette retraite soudaine fût soupçonné. Les courtisans s'épuisaient en conjectures. On apprit enfin que, pour des raisons à lui connues, le Saint-Père avait prononcé la dissolution du mariage contracté par elle avec Jean Sforza, seigneur de Pesaro. L'union durait depuis quatre ans. On leur laissa la faculté de convoler à de secondes noces; ce que bientôt ils firent l'un et l'autre.

Le vendredi de la même semaine, un autre

(*) Selon Guichardin, César avait pour second rival son propre père, qui, lorsqu'il fut élevé sur la chaire pontificale, démaria sa fille une première fois, pour la donner à un seigneur de haut rang, Jean Sforza; devenu ensuite jaloux de son gendre, il poursuivit la dissolution du second mariage, en faisant apporter devant des juges corrompus certaines preuves et témoignages d'impuissance qu'on reçut de confiance.

consistoire eut lieu. Le cardinal Valentino y fut nommé légat *à Latere*, pour aller à Naples procéder au couronnement solennel de Frédéric. Après l'assemblée, il fut accompagné par tout le sacré-collége à ses appartemens, où il se renferma, moins pour vaquer aux soins du départ, que pour concerter avec ses sicaires l'exécution d'un crime, depuis long-temps médité. Le moment lui paraissait opportun : ce voyage qu'il allait faire devant le dérober pour quelques mois aux regards scrutateurs des Romains et de son père. D'ailleurs, il ne pouvait se résoudre à partir, en laissant au pouvoir d'un rival cette sœur corrompue, dont il était non moins épris que son frère. En conséquence, il fut convenu avec ses sbires, à la tête desquels était un nommé Don Michelotto, espagnol, que le départ de Rome aurait lieu le 15 de juin, et serait précédé dans la nuit par l'assassinat du duc.

La Vannozza, prévenue du départ, voulut réunir, la veille, tous ses fils, et les invita à souper dans une vigne délicieuse, qu'elle possédait auprès de San-Pietro in Vincola. Le Valentino accepta l'invitation, persuadé qu'elle ne pouvait nuire à son projet. Tous les autres frères et les principaux parens acceptèrent aussi. On

s'amusa beaucoup et César autant que les autres.

Après le souper et un peu de promenade, César prit assez promptement congé de sa mère, sous prétexte de vouloir faire également ses adieux au Pape avant de se mettre au lit; et, se hâtant de retourner à son palais, afin d'avoir tout le temps nécessaire, il sortit en même temps que le duc de Gandie, qui avait aussi des raisons pour se hâter. Ils marchèrent ensemble, avec quelques-uns de leurs serviteurs, jusqu'auprès du palais Borgia, qui était habité par le cardinal Sforza. Le duc, se séparant alors de son frère, lui dit, avec la liberté dont ils avaient coutume d'user ensemble, qu'avant de se retirer dans son palais il voulait passer quelques heures auprès d'une dame qui était fort de son goût. Le Valentino lui répondit qu'il en était fort le maître, et ils se quittèrent.

Le duc renvoya ses gens, à l'exception d'un estafier et d'un autre serviteur de cette espèce, qui, le soir même, était venu sous le masque lui parler à la vigne, et qui l'abordait souvent ainsi au palais pontifical. Arrivé à la place de la Giudecca, il congédia l'estafier en lui disant de

venir à une heure indiquée l'attendre en cette même place, d'où il retournerait au palais, si son maître ne paraissait point.

César alla prendre congé de son père, reçut sa bénédiction, et on ne le vit plus nulle part jusqu'à son retour de Naples, où sa suite avait eu ordre de le devancer. Le duc de Gandie ne reparut pas non plus ; mais ce fut pour toujours.

Les circonstances de sa mort ont été diversement racontées. On prétend néanmoins qu'après avoir fait ses adieux au Pape, le Valentino, remonté à cheval, alla, suivi des quatre scélérats qui devaient concourir au crime, attendre que son frère, au retour de sa visite nocturne, passât en un lieu qu'il ne pouvait éviter ; et que le duc, ayant paru, en effet, avec le second estafier dont nous avons parlé déjà, fut assailli par cinq assassins ; vainement il essaya de les attendrir, en se faisant connaître, ils lui eurent bientôt arraché la vie. Les meurtriers emportèrent son cadavre ; et le valet qu'on crut mort fut laissé sur le carreau.

Cet homme néanmoins attira par ses gémisse-

mens les habitans d'une petite maison voisine, qui le portèrent sur un lit; mais il expira avant d'avoir pu raconter ce qui lui était arrivé ainsi qu'à son maître.

Les gens du duc s'étonnèrent de ne pas le revoir le lendemain; leur étonnement, à mesure que le jour s'en allait, se convertit en alarmes, à chaque instant plus vives. Le Pape, quoique troublé de quelques fâcheux pressentimens, s'efforçait de croire que son fils, surpris par le jour dans quelque aventure galante, attendait le retour de la nuit pour se retirer; mais la nuit vint et le duc ne reparut point. Le jour suivant, des bruits sinistres commencèrent à s'épandre; ils vinrent jusqu'aux oreilles du Pontife. Sa douleur fut extrême. Qu'on s'informe, disait-il à chaque instant; qu'on cherche à savoir comment a péri l'infortuné!

Les serviteurs du Pape s'occupèrent avec empressement des recherches commandées. Le corps du duc ne fut retrouvé nulle part. Alors, on pensa, et la pratique de ces temps-là autorisait cette idée, que, pour dérober les traces du forfait, on avait bien pu jeter le cadavre dans le Tibre. On interrogea tous ceux qu'on supposait

avoir pu, soit de leur maison, soit de leur barque, connaître ce qui s'était passé les nuits précédentes sur les bords du fleuve. Un certain Georgi, esclavon de nation, qui apportait dans son bateau des bois à Ripetta, fit la déclaration suivante :

Ayant, dit-il, le mercredi 14 du mois, mis à terre mon chargement, je me reposais dans ma barque, à la fraîcheur de la nuit, veillant à ce que d'autres ne se chargeassent pas de ce que j'avais déchargé, quand sur les cinq heures (une heure après minuit, selon la manière française de compter les divisions du jour), je vis deux hommes à pied qui, de la ruelle à gauche de notre église de Saint-Jérôme, portaient leurs pas vers la grande rue. Par leur manière d'aller, de çà et de là, ils montraient assez qu'ils n'avaient pour but que d'observer si personne ne passait dans la rue; ce dont s'étant assurés, ils se renfoncèrent dans la ruelle, d'où sortirent peu de temps après deux autres hommes, qui prirent la même précaution et firent signe à leurs compagnons d'avancer; ils reparurent aussitôt, précédés d'un homme monté sur un cheval sur la croupe duquel était placé un cadavre, dont la tête et les bras pendaient d'un côté, et les

pieds de l'autre. Les deux hommes qui les premiers étaient venus à la découverte, aidaient à empêcher que le corps ne tombât. Le cavalier et ses assistans s'avancèrent vers le fleuve, tandis que les autres faisaient sentinelle dans la rue, et s'étant approchés du lieu d'où les immondices de la ville tombent dans le Tibre, celui qui était à cheval fit tourner la croupe vers la rivière; alors les deux autres prirent le cadavre l'un par les bras, le second par les pieds, puis, après l'avoir deux ou trois fois balancé avec force, ils le lancèrent dans les ondes aussi loin qu'ils purent du bord. Après quoi, le cavalier demanda s'il avait disparu. Ils répondirent : Oui, Seigneur; et, sur cette réponse, ayant piqué son cheval, il s'aperçut, en tournant la tête, que quelque chose flottait sur l'eau. Qu'est-ce donc? dit-il, je vois quelque chose de noir sur la rivière! Ils répondirent : C'est le manteau, Seigneur. Aussitôt l'un d'eux, y jetant des pierres, le fit plonger. Ensuite, ils se retirèrent par la grande rue, et entrèrent dans la ruelle qui mène à Saint-Jacques. C'est tout ce que j'ai pu voir, et tout ce que je puis dire, en réponse aux questions qui m'ont été faites.

Les serviteurs du Pape demandèrent alors à cet homme pourquoi il n'avait pas révélé le fait

au gouverneur. Il répondit avec la même sincérité : Depuis que j'exerce mon métier sur le fleuve, j'y ai vu jeter de la même manière plus de cent cadavres, sans qu'on ait pris aucune information. Voilà pourquoi je n'ai pas cru devoir parler, ne pensant pas qu'on y mettrait cette fois-ci plus d'importance que par le passé.

Après ce renseignement, qui n'était que trop clair, les gens du Pape firent assembler tous les bateliers et mariniers, promettant une bonne récompense à celui qui trouverait le corps. Aussitôt, on se mit à l'œuvre ; et, le soir du même jour, furent tirés hors de l'eau deux cadavres, dont l'un était celui de l'infortuné duc. On y remarquait neuf blessures ; la plus considérable était à la gorge. Rien n'avait été dérangé à ses vêtemens ; ses gants étaient à la ceinture, et son argent dans la bourse. Décemment couvert et placé dans une barque, il fut aussitôt transporté au château Saint-Ange, et revêtu des ornemens militaires affectés au généralat de la Sainte-Église. Vers la nuit ses principaux serviteurs le portèrent à l'Église de la Madonna del Popolo, avec toute la pompe funéraire, dont le clergé et la cour pouvaient honorer le fils du Pape. Toute la ville le pleura ; car, malgré les petits dé-

fauts qui pouvaient lui être reprochés, on l'aimait généralement et l'on ne trouvait d'odieux en lui que sa condition d'avoir un méchant père et un frère plus méchant encore.

Alexandre, qui l'avait chéri avec excès, le pleura de même. Il crut long-temps que l'envie, excitée par l'éclat de sa famille, avait inspiré ce meurtre, et il refusait d'ajouter foi aux insinuations de ceux qui essayaient de lui montrer la main d'où le coup était parti. Ne voulant pas survivre à son fils bien-aimé, il s'enferma dans le plus reculé de ses appartemens; là, il ne prenait ni repos, ni nourriture. Enfin, il se laissa fléchir par les prières de ses plus familiers serviteurs, qui, de la porte, le suppliaient de les laisser entrer; il leur ouvrit et se prêta aux consolations qu'ils lui donnèrent. Bientôt même, il parut avoir oublié qu'il eût eu ce fils, dont la perte lui avait été si cruelle, et auquel il avait cru ne devoir pas survivre. On pense généralement que la crainte de César Borgia, à qui de pareilles démonstrations auraient pu déplaire, le retint. Mais César aurait-il jamais attenté aux jours d'un Pape, dont la grandeur était l'unique base sur laquelle il fondait ses espérances?

Le Valentino, pour éblouir les yeux du public et empêcher qu'on ne lût dans les siens, donna toute la solennité possible aux cérémonies qu'il était venu sanctionner par sa présence. Le roi de Naples parut ne pas vouloir se laisser aveugler par tant de beaux dehors; et si, en effet, le cardinal et sa dernière œuvre ne lui étaient pas inconnus, de quel sinistre augure dut être pour ce prince une couronne ainsi posée sur sa tête par des mains tout fraîchement souillées du sang fraternel !

Après avoir pris beaucoup de temps pour ses fonctions de légat, il crut devoir prolonger encore son séjour, sous le prétexte des grandes chaleurs. Enfin, il fut de retour à Rome le 5 septembre. Le lendemain, il fit son entrée solennelle, et son père le reçut en consistoire. Il ne fut pas plus question entre eux de l'infortuné duc de Gandie que s'il n'eût jamais existé.

Le retour de César à Rome devint le signal des plaisirs. Il y eut de grandes parties de chasse. Outre un grand nombre de courtisans, et plusieurs cardinaux de leurs plus intimes amis, Alexandre et son fils s'y faisaient accompagner d'ordinaire par quatre cents chevaux et

six cents hommes de pied. Ce fut à l'occasion de ces chasses que le Valentino, préparant la voie à d'autres changemens, commença de porter un habit laïque à la française.

Maître désormais de l'esprit de son père, il se livra sans retenue à tous les excès, en ayant soin toutefois de ne quitter pas un certain air de grandeur, qui, avec une libéralité adroite et l'usage d'une autorité despotique, produisait chez les petits non moins que chez les grands un mélange d'intérêt, d'assujettissement et de crainte, propre à le faire autant respecter que le plus puissant monarque du monde. La force auprès de lui tenait lieu de justice; tout ce qu'il était en son pouvoir de faire, il le faisait. Entouré d'hommes capables de tous les coups de main, il en avait infesté non-seulement la cour, mais la ville; et Rome, déjà si corrompue, était bien véritablement alors une caverne de voleurs, un réceptacle d'iniquités. Quand il le fallait, néanmoins, le Pape et César savaient frapper leurs propres agens et punir eux-mêmes les complaisances ou les crimes qu'ils avaient encouragés, demandés et salariés.

Ferdinand et Isabelle se plaignirent vivement

par leurs ambassadeurs de ce qu'une dispense avait été accordée pour marier une religieuse professe, restée seule héritière de la couronne de Portugal, avec un fils naturel du dernier roi; ce qui portait un notable préjudice aux prétentions des deux souverains. Leurs plaintes furent d'autant mieux accueillies, que le père et le fils avaient dessein de former une alliance de famille avec Frédéric, roi de Naples, ami et parent des deux monarques espagnols.

Le cardinal Valentino crut devoir nier que la dispense eût été accordée avec le consentement du Pape; et il accusa de faux l'archevêque de Cosenza, alors secrétaire des brefs apostoliques. Ce prélat fut enfermé au château Saint-Ange. On lui fit son procès. On allégua qu'il avait expédié cent onze mille faux brefs, pour des grâces insolites ou qui ne pouvaient être du tout accordées; telles, par exemple, que la dispense envoyée à l'héritière de Portugal. Pour comble d'artifice, des personnes affidées engagèrent l'archevêque à se reconnaître coupable, afin d'éviter, par sa soumission, les peines dont il était menacé. On lui fit même entrevoir qu'une fois les monarques espagnols apaisés, il rentrerait en grâce. On ajouta que peut-être même,

pour l'indemniser de ce qu'il aurait à souffrir dans le moment, des dignités nouvelles lui étaient réservées.

L'archevêque donna dans le piége. Il n'eut pas plus tôt confessé son délit que le procès, appuyé des aveux du coupable, fut lu en consistoire; deux jours après une sentence intervint, qui le privait de toute dignité, de tout bénéfice ecclésiastique, avec dégradation des ordres sacrés. Ses biens, qui n'étaient pas d'une médiocre valeur, passèrent dans les mains du Valentino. On mitigea la sentence en ce qui regardait la dégradation; mais le malheureux prélat, condamné à une prison perpétuelle, y mourut bientôt de douleur.

Don Pedro Aranda, évêque de Calahorra, éprouva un sort semblable, mais par l'imputation d'un délit différent. Il était majordome du palais apostolique. Tant qu'il resta pauvre, les Borgia le virent avec amitié; mais les richesses qu'il sut acquérir excitèrent leur cupidité. Ses plus proches domestiques l'accusèrent de ce crime qui attira le feu du ciel sur quatre villes en Palestine. De telles infamies étaient

alors si communes, et trouvaient des juges si doux, que, peu de jours auparavant, deux cent trente accusés de divers états et professions n'avaient eu à subir que la honte d'un renoncement solennel et d'une amende honorable. Il n'en fut pas ainsi pour l'évêque de Calahorra et pour un sien bâtard, également compromis, mais envers lequel pourtant on fut moins rigoureux. L'évêque ne racheta sa vie que par l'abandon de plusieurs places lucratives.

Cependant les projets des Borgia pour l'agrandissement de leur maison, étaient toujours poursuivis avec la même ardeur. Lucrèce épousa don Alphonse d'Aragon, duc de Bicelli et prince de Salerne, fils naturel d'Alphonse II, et frère de dona Sencia. Un autre mariage se traitait entre une fille même du roi Frédéric et le cardinal Valentino, qui était diacre, mais se proposait de renoncer aux ordres déjà reçus et au chapeau. Frédéric pourtant ne se prêtait pas à cette autre alliance avec autant de facilité qu'à la première. On demandait pour dot la principauté de Tarente. L'accorder, c'était donner trop de puissance à un gendre tel que César; c'était introduire dans sa famille un feu caché, qui dévorerait bientôt tout le royaume.

Alexandre et son fils, désespérant de surmonter l'hésitation du roi de Naples, commencèrent à tourner leurs intrigues vers la France. Ils ne voyaient plus de succès pour eux qu'au milieu des agitations nouvelles dont cette puissance pourrait être l'instrument, et ne se faisaient pas scrupule de rompre, s'il le fallait, leurs engagemens avec la confédération qu'ils avaient tant concouru à former. D'ailleurs, les princes d'Aragon, en faisant la paix avec Charles, avaient montré qu'ils ne tenaient guère eux-mêmes à l'alliance italienne. Mais Charles mourut sans laisser de fils; et Louis, duc d'Orléans, lui succéda sous le nom de Louis XII. Ce changement arrêta des deux côtés les démarches déjà faites.

Le Valentino, ne sachant pas encore ce qu'il pouvait se promettre du nouveau roi de France, fit reprendre avec plus de vivacité que jamais les négociations relatives à son mariage avec la fille du roi Frédéric. Les espérances que lui faisait concevoir cette union, n'avaient pour limites futures que celles mêmes du royaume. Mais Frédéric, qui dès long-temps connaissait les Borgia, ne se laissait point endormir à la voix des syrènes. En vain le duc de Milan, menacé

par Louis XII, qui voulait faire valoir ses droits à la succession des Visconti, droits qu'il tenait de son aïeule Valentine, engagea Frédéric à ne pas irriter le Pape, dont on aurait bientôt besoin, si l'Italie était de nouveau attaquée; Frédéric resta inflexible. Il répondit que le danger d'une seconde incursion française paraissait à la vérité imminent, mais qu'il se reprocherait davantage les suites bien autrement dangereuses d'une alliance qu'il aurait lui-même formée.

Cependant les craintes du duc de Milan se réalisèrent; le Pape, n'espérant plus rien pour son fils du côté de Naples, se tourna tout-à-fait vers la France. Deux mois après l'avènement de Louis XII, il envoya trois nonces extraordinaires pour le complimenter, et l'engager en même temps à faire donner à César cette même fille de Frédéric, nommée Charlotte, qui était élevée depuis quelque temps à la cour de France, et sur le sort de laquelle il s'imaginait que Louis voudrait bien s'arroger quelques droits. Louis promit d'aider César, tant sur ce point que dans ses autres poursuites d'honneurs et de grâces, à condition que le Pape, à son tour, non-seulement favoriserait le roi dans ses entreprises de Milan et de Naples, mais pour le

moment lui accorderait la dissolution de son mariage avec Jeanne de France, stérile et difforme, qu'il n'avait épousée qu'en vue de ne pas irriter Louis XI, dont elle était fille, dissolution qui devait être suivie des dispenses nécessaires pour épouser Anne, duchesse de Bretagne, et veuve du roi Charles. De plus, il demandait le chapeau pour Georges d'Amboise, archevêque de Rouen, son ministre et son ami.

Alexandre condescendit à ces diverses demandes, et résolut de courir avec son fils la fortune de la France, par qui seulement il espérait alors d'élever sa maison. Il tint un consistoire, où le cardinal César, qui s'était auparavant concerté avec son père, déclara que, depuis ses premières années, son inclination l'avait porté vers le siècle; que c'était seulement pour obéir aux ordres absolus de Sa Sainteté qu'il était entré dans l'Église, avait accepté la pourpre et reçu l'ordre sacré du diaconat; mais qu'il reconnaissait plus que jamais combien il lui était impossible de rester dans un état auquel ses dispositions naturelles étaient si contraires. En conséquence, il suppliait humblement Sa Sainteté d'avoir égard à des penchans invincibles, et de permettre qu'il rentrât dans

le siècle, et contractât un légitime mariage. En même temps, il pria les seigneurs cardinaux d'intercéder pour lui auprès du Souverain Pontife, à qui il résignait toutes les églises, abbayes et dignités qu'il pouvait avoir reçues. Les cardinaux, d'un accord unanime, remirent la décision au Pape, qui, déclarant à son tour ne pouvoir pas plus long-temps forcer des inclinations si marquées, accepta la renonciation, et accorda la dispense demandée.

César se hâta de quitter la pourpre et d'endosser l'habit français. Le même jour, il reçut M. de Villeneuve, que le roi lui envoyait exprès pour l'accompagner dans son voyage à Paris. Après avoir pendant un mois prodigué à ce gentilhomme toutes les caresses imaginables, et tous les honneurs dont pouvait être flatté un envoyé du roi, il partit avec lui pour la cour de France, emmenant à sa suite Paul Jordan Orsino, et plusieurs autres principaux barons et chevaliers de l'État Ecclésiastique. S'il faut en croire les bruits du temps, il se fit également accompagner d'un trésor, tel que pouvait le désirer l'ambitieux César, allant dans une cour étrangère du premier ordre épouser une fille de roi, et voulant étaler une pompe analogue à ses hau-

tes prétentions. On cite, comme un trait de magnificence inouï à cette époque, un nombre considérable de superbes chevaux, ferrés d'or.

Ferdinand et Isabelle, voulant rompre les intrigues de la France avec Rome, envoyèrent auprès d'Alexandre deux ambassadeurs extraordinaires, qui, malgré la demande qu'ils en firent, ne purent être reçus en plein consistoire, et n'obtinrent qu'à grand'peine d'être présentés au Pape, entouré de six cardinaux seulement. Ces ambassadeurs se plaignirent du changement d'état accordé à César, et surtout de son voyage à la cour de Louis XII. Ils demandèrent à Sa Sainteté, au nom des peuples chrétiens dont le repos allait être menacé, de vouloir bien rappeler l'ex-cardinal, et de le faire rentrer dans son ancien état.

Le Pape répondit que la chose était faite, et que d'ailleurs il n'avait pas été possible qu'elle ne le fût point. Les ambassadeurs passèrent des plaintes aux vifs reproches; des humbles supplications, aux menaces. On s'échauffa des deux côtés; l'altercation en vint au point que, les ambassadeurs ayant demandé qu'on fît venir un notaire et des témoins pour recueillir leur pro-

testation solennelle, selon le commandement qu'ils en avaient reçu de leur cour, le Pape, indigné, les fit sortir de sa présence, en leur disant qu'ils allassent protester chez eux.

Après un voyage où il fut magnifiquement accueilli partout, arriva à la cour de France César Borgia, que nous appellerons à l'avenir le duc de Valentinois; Louis XII, voyant qu'il tenait beaucoup au nom de Valence, quoiqu'il eût résigné l'archevêché de cette ville espagnole, lui accorda l'investiture de Valence en Dauphiné, avec le titre de duc et une pension de vingt mille francs, outre pareille somme à lui assignée pour la conduite de cent lances.

La pompe de son entrée et la splendeur habituelle de son train obtinrent les applaudissemens unanimes d'une cour accoutumée à l'éclat. La manière pourtant dont il rechercha d'abord ses avantages, dans les négociations qui eurent lieu, se trouvant un peu étrangère aux coutumes françaises, alors encore assez franches et loyales, malgré les exemples de Louis XI, excita quelque indignation, même dans l'esprit de Sa Majesté et des principaux ministres. Pensant qu'il vaut toujours mieux compter sur les

espérances des hommes que sur leur reconnaissance, et bien qu'il eût apporté la bulle de dispense pour le mariage du Roi, avec Anne de Bretagne, il supposa ne l'avoir pas reçue encore, ajoutant qu'il l'attendait chaque jour. A vrai dire, son père en la lui remettant, lui avait conseillé de la faire valoir pour le mieux et de la publier dans le temps qui lui paraîtrait le plus opportun. Mais le roi fut instruit de cette finesse. Il consulta ses théologiens. Ceux-ci répondirent que, pour la sûreté de la conscience, il suffisait d'être certain qu'une bulle avait été expédiée, bien que, par la faute d'autrui, la publication n'eût pas lieu. Alors, il contracta publiquement et consomma son second mariage, le premier ayant été déjà solennellement déclaré nul.

Le duc de Valentinois, se voyant ainsi déjoué, prit le parti de présenter la bulle. On rapporte qu'ayant su par qui le secret avait été trahi, il fit emprisonner quelque temps après cet imprudent révélateur, qui était un évêque, ancien nonce ordinaire du Pape en France.

Le roi et le duc désiraient avec une égale ardeur la confédération projetée. Ils touchaient au moment d'avoir aplani tous les obstacles qui

pouvaient se rencontrer encore. Le mariage de César avec la princesse Charlotte paraissait assuré, le roi ayant donné sa parole, sans autre réserve que le consentement de la princesse elle-même, consentement qui ne paraissait pas douteux. Le bruit public à la cour donnait ce mariage comme très-prochain. A Rome, il passait non-seulement pour conclu, mais pour consommé.

Cependant, la ferme résolution de la jeune princesse déconcerta les espérances de la politique. Elle déclara ne vouloir point pour mari un prêtre, fils de prêtre, un fratricide, un homme infâme par sa naissance, et plus encore par ses mœurs. On ne sait point s'il faut absolument faire honneur de ce noble refus à la princesse, ou si le roi Frédéric son père l'exigea. Quelques-uns même ont écrit que Louis XII, se jouant d'Alexandre et de son fils, l'avait secrètement suggéré.

Pour rendre son union avec le Pape plus ferme que par un mariage avec la fille de son compétiteur à la couronne de Naples, le roi eut la pensée de faire entrer le duc de Valentinois dans sa propre famille, en lui donnant la fille du

roi de Navarre, à condition que le Pape ferait à cette princesse deux cent mille écus de dot, et élèverait au cardinalat Monseigneur d'Albret, son frère, promotion qui eut lieu peu de temps après.

Quand le projet de mariage avec la princesse Charlotte eut échoué, le duc de Milan ne manqua pas de proposer au Pape une ligue nouvelle entre Sa Sainteté, les Florentins, le roi Frédéric et lui. Cette ligue devait aider Alexandre à combattre les vicaires de l'Église, contre les prétentions desquels il avait, ainsi que son fils, tourné ses pensées ; et de plus, on promettait une forte somme pour acheter à César un bon État en Italie.

Le Pape, à l'effet d'endormir ses voisins, feignit de prêter l'oreille à ces propositions; il voyait bien qu'en ce moment l'alliance avec les Français était plus avantageuse, par la chaleur que donnait à leurs desseins un règne nouveau. Florence, un des plus désirables appuis de toute entreprise, soit contre Milan, soit contre Naples, flottait encore; et cette hésitation même faisait ranger sous les bannières de la France les ducs de Savoie et de Ferrare, les vicaires de

l'Église ; et, ce qui était d'un plus grand poids, la république de Venise. Menacée par les grands préparatifs de Bajazet, sur terre et sur mer, elle ne voulait pas s'attirer sur les bras un second ennemi, non moins puissant et avec lequel il n'était pas possible de rester neutre. D'ailleurs, les anciennes inimitiés qui existaient entre cette république et le duc de Milan, peut-être aussi la promesse d'être appelée au partage des conquêtes à faire, étaient des motifs de détermination assez puissans. On disait alors publiquement à Venise, qu'il valait mieux avoir pour voisin un roi qu'un traître. Cette qualification odieuse, Louis-le-More se l'était attirée, non-seulement par ses fourberies habituelles, mais par ses anciennes intrigues, dans les affaires des Vénitiens avec Pise, et tout récemment encore par des manœuvres concertées avec le roi de Naples, pour lancer Bajazet dans une guerre à laquelle cet ambitieux sultan n'était déjà que trop porté.

Le Pape, ayant bien considéré cet état de choses, demanda que la première condition de son alliance avec Louis XII fût remplie. En conséquence, un courrier extraordinaire vint bientôt apprendre à Sa Sainteté que le mariage

entre le duc de Valentinois et Mademoiselle d'Albret, avait été célébré le 10 mai, et consommé le 12. Elle apprit en même temps que, le jour de Pentecôte, le duc son fils avait reçu des mains mêmes du roi l'ordre de Saint-Michel, le plus recherché alors dans toute la chrétienté.

Du moment qu'à ces conditions et à d'autres plus tard connues, le roi se fut assuré d'Alexandre et de César; et que, d'un autre côté, l'alliance eut été conclue avec les Vénitiens, à qui furent promises Crémone et la Ghiaradadda, il résolut de se mettre en marche. Son conseil n'était pourtant pas de cet avis, pensant qu'on n'avait pas amassé encore des sommes suffisantes, et qu'une année de plus, employée aux préparatifs de la guerre, en assurerait d'autant mieux le succès.

En vertu de sa résolution propre et particulière, le roi fit partir pour le Piémont, où l'on tenait son parti, le nombre de troupes qu'il crut nécessaire, sous la conduite de Trivulce ou Trivulzio, italien, de Louis de Ligny, français, et d'Évrard Stuart, dit d'Aubigny, écossais. Il se rendit lui-même à Lyon, pour presser les mouvemens et passer les monts au besoin. Le duc de

Valentinois, le cardinal de la Rovère et plusieurs seigneurs italiens, mécontens de l'état actuel des choses dans leur pays, étaient à sa suite.

Les succès de Louis ne furent pas moins prodigieux dans le Milanais que ceux du roi Charles l'avaient été dans le royaume de Naples. Les Sforzes se virent tout à coup délaissés par leurs parens et amis, trahis par les capitaines même en qui leur confiance était plus grande et paraissait le mieux fondée, abandonnés par leurs sujets, qui, dans un changement prochain, croyaient voir, ainsi qu'ont fait tant d'autres peuples, le remède aux maux soufferts. A l'approche de l'ennemi tombèrent les citadelles les mieux fortifiées. Les Français d'un côté, les Vénitiens de l'autre, s'avançaient en vainqueurs. Vainement le duc, aux abois, essaya sur le peuple de la capitale l'effet d'un discours très-pathétique ; sous ses propres yeux, le trésorier-général fut assassiné, et il se vit contraint, avec son fils et le cardinal Ascagne, d'abandonner Milan, après avoir confié le château à la foi de Bernardino da Cortè. La cour de l'empereur Maximilien fut son asile; il vint y demander protection et secours.

On ne saurait dire à quel point l'arrivée des troupes de France, en Italie, et leurs premiers succès élevèrent l'audace du duc de Valentinois et de son père. Ils se communiquaient par des courriers fréquens leurs espérances et leurs desseins ambitieux.

Or, il arriva que le Pape, après un consistoire tenu fort secrètement, envoya au duc son fils, alors à Lyon, auprès de Louis XII, un certain Giacomo, qui avait été maître d'hôtel de César, dans les temps de son cardinalat. Les dépêches confiées à ce Giacomo renfermaient des instructions sur la manière d'employer les forces du roi et de faire servir son autorité à l'agrandissement des Borgia, ainsi qu'à l'oppression des plus grands princes d'Italie. Le duc de Milan n'avait pas encore quitté ses États; il fut averti à temps par son ambassadeur à Rome, qui avait pénétré le secret de ces dépêches; on arrêta le maître d'hôtel à son passage dans la capitale de la Lombardie, et on le contraignit de livrer les pièces mystérieuses dont il était porteur.

Le Pape, à cette nouvelle, fut saisi de rage. Ludovic Sforze, qui savait de quoi Alexandre

était capable, fit prévenir son ambassadeur et les gens du cardinal Ascagne qui étaient encore à Rome. Ils eurent le temps de sauver leurs personnes et leurs biens, avant que le Pape eût donné l'ordre de fermer les portes de la ville et de ne laisser sortir personne, sans une expresse permission du gouverneur; ordre que suivit immédiatement celui d'arrêter tous les individus attachés au service des Sforzes. Un seul valet de chambre, ignorant ce qui se passait, se trouva pris. L'archevêque de Gènes, les évêques de Sestri et d'Alatri, Monsignor Marini, protonotaire du Saint-Siége, en même temps que du duc, toutes personnes attachées au cardinal Ascagne, se retirèrent dans le palais Colonna.

Alexandre envoya lui-même le gouverneur et son secrétaire des brefs signifier au cardinal Colonne de livrer sur-le-champ tous ceux qui s'étaient réfugiés auprès de lui. Le cardinal fit des représentations qu'on n'écouta point, et auxquelles on opposa même des ordres encore plus rigoureux. Craignant les suites d'une plus longue résistance, il trouva le moyen de faire entretenir et amuser dans ses appartemens le gouverneur et le secrétaire des brefs, tandis que, profitant de la nuit, il s'évadait de son palais

avec les serviteurs du cardinal Ascagne et se dirigeait vers sa terre de Nettuno.

Le gouverneur et le secrétaire s'étant aperçus du tour qu'on leur avait joué en donnèrent avis au Pape, qui, transporté de fureur, manda incontinent, quoiqu'il fût un peu plus de minuit, monsignor Luigi Capsa, évêque de Pesaro et régent de la chancellerie. Il le fit garder toute la nuit par le dataire, et, le lendemain, après les plus sanglans reproches sur des intelligences qu'il lui supposait avec le cardinal Ascagne, il lui demanda un état détaillé des biens appartenant à ce prince de l'Église, puis le congédia, mais dans un état de saisissement et de peur tel que peu de temps après ce pauvre régent de la chancellerie mourut.

Le même jour furent exercées par le gouverneur de Rome et ses officiers les plus scrupuleuses perquisitions dans le palais du cardinal Ascagne; mais on ne trouva point ce qu'on cherchait, et l'on sut bientôt que les objets les plus précieux avaient été portés dans un monastère de femmes. Alexandre les fit enlever, et se les appropria. Il y avait, entre autres curiosités, les douze apôtres en argent.

Un nommé Pierre Caldès, connu sous l'appellation de Piétro, employé dans les appartemens secrets du Pape, eut le sort, peu rare en ces temps-là, d'être tué par trahison et jeté dans le Tibre. Il fut apparemment soupçonné d'avoir trop parlé.

Cette découverte des intrigues tramées par les Borgia pour l'élévation de leur maison tourna d'abord, comme on voit et comme nous aurons occasion de le voir encore, au préjudice des Sforzes; et les tentatives faites pour déjouer des projets ambitieux n'ayant pas réussi, ne servirent, avec des hommes armés de tant d'impudence et d'audace, qu'à rendre l'exécution de ces projets plus prompte et plus sûre.

Commençant par ce qui dépendait plus particulièrement de lui, Alexandre déclara sa fille, Lucrèce Borgia d'Aragon, gouvernante à vie de Spolète et de son duché, avec tous les émolumens, droits et juridictions compétens. Et d'autant que les actes les plus avantageux et les plus agréables paraissaient ne plus l'être, s'ils n'étaient accompagnés d'un faste, d'un éclat qui réjouît sa vanité et fît le tourment des envieux, il voulut que la princesse allât se mettre

en possession de son gouvernement, sous la conduite de don Geoffroi, son frère, et avec la suite la plus brillante. Il faut observer que, dans ce même temps, don Alphonse d'Aragon, son mari, venait de l'abandonner, sans prendre congé du Pontife, dont le ressentiment fut très-vif; il s'était retiré dans une terre des Colonnes comptant passer de là dans le royaume de Naples, pour la ruine duquel les Borgia conspiraient assez visiblement avec la France.

Lucrèce ne se montrait jamais en public à Rome, qu'avec un cortége de deux cents chevaux, montés par les premières dames et les plus illustres cavaliers de la ville. Elle avait toujours à sa suite les prélats attachés au palais et les intimes du Pape. Dans les solennités de l'année sainte, on vit des évêques lui dire la messe, pendant que d'autres lui donnaient le bras ou lui rendaient de ces services qu'on exige seulement des plus bas domestiques.

Un jour après le départ de Lucrèce pour son gouvernement, le cardinal Jean Borgia, petit-neveu du pape, fut déclaré en consistoire légat *à Latere* de tout le monde chrétien. Le faste ordinaire des Borgia fut déployé dans cette occa-

sion. On donna au légat une suite nombreuse d'archevêques, d'évêques, de prélats et de cavaliers de la plus haute distinction, toutes personnes qui fondaient de grandes espérances sur la fortune d'un petit-neveu de Sa Sainteté, mais qui ne se doutaient guère que le duc de Valentinois saurait bientôt arrêter ce cardinal dans sa marche, comme nous le verrons ci-après.

Cet essor que prenaient le pape et les siens devenait chaque jour plus audacieux et plus vaste; car les nouvelles qu'on recevait du roi Louis étaient chaque jour plus favorables. Le plus important succès fut la reddition du château de Milan. Le gouverneur s'était laissé corrompre par l'or que lui offrit Trivulce.

Louis XII partit de Lyon, suivi de sa cour et du duc de Valentinois, qui pénétrait toujours plus avant dans ses bonnes grâces.

Le Pape, comme à l'envi des succès du roi, voulut ajouter à son domaine propre ce qui restait de biens au cardinal Ascagne ainsi qu'à ses adhérens. Il se rendit en conséquence, accompagné de quatre cardinaux et de sa cour, à

Népi, ville qu'il avait auparavant donnée lui-même au cardinal Sforze, pour le récompenser de son suffrage au conclave, et dont il lui plaisait maintenant de se remettre en possession. Lucrèce et Geoffroi, son frère, vinrent trouver le Pape en ce lieu. Don Alphonse, mari de Lucrèce, y vint aussi, poussé par son mauvais génie, et séduit par des caresses nouvelles malgré les raisons qu'il avait eues précédemment pour s'éloigner.

Après un séjour agréable à Népi, Alexandre, de retour à Rome, crut qu'il était temps de songer à dépouiller les barons Romains pour enrichir ceux de ses fils et de ses neveux qui ne pouvaient point acquérir par la voie des armes, comme le duc de Valentinois se préparait à le faire. Sous prétexte de je ne sais quel délit, fut tout à coup enfermé au château Saint-Ange monsignor Jacomo Caëtano, protonotaire apostolique, fils d'Honorato : en même temps, le fils unique d'un autre Caëtano, jeune homme plein d'espérances, qui était resté dans le monde comme l'unique soutien de cette maison, fut pris en trahison et étranglé. Sa Sainteté déclara que Sermoneta et autres lieux relevant des Caëtano étaient dévolus à la chambre apos-

tolique ; mais, dans le fait, il en fit une vente simulée à Lucrèce, qui parut les acheter de la chambre au prix de quatre-vingt mille écus.

Cependant le 6 octobre de l'an 1499, le roi de France fit son entrée solennelle à Milan, avec toute la magnificence et la pompe qu'on devait attendre d'un tel prince, de la plus brillante cour de l'Europe, d'une armée qui, pour ainsi dire, n'avait pas versé une goutte de sang ni perdu un seul homme, et d'une ville qui, s'étant d'elle-même soumise, n'avait rien à regretter de cette splendeur, de cette opulence, qu'elle montrait alors au plus haut degré.

De tous les princes Italiens à qui Louis XII avait fait des promesses, le duc de Valentinois fut le premier à reconnaître qu'elles étaient sincères. Outre une déclaration solennelle de la protection que lui accordait le roi dans l'entreprise formée contre les vicaires de la Romagne, trois cents lances, commandées par Ives d'Allègre furent mises à sa disposition, ainsi que quatre mille Suisses, sous les ordres du bailli de Dijon. Le premier corps était à la solde du roi ; le second devait être à celle du Pape. Cinquante mille ducats furent en outre prêtés à la chambre

apostolique par le commerce de Milan. Le légat Jean Borgia et le cardinal de la Rovère cautionnèrent cet emprunt. Le cardinal de la Rovère, qui jusqu'alors s'était méfié des Borgia, se laissa, dans cette occasion, entraîner par l'amitié étroite qui le liait au roi. Mais cette complaisance ne devait point sauver les maisons de Montefeltre et de la Rovère, quoique toutes deux eussent été mises sous la spéciale protection de la France, et qu'en ce même temps Jean de la Rovère, préfet de Rome, eût été nommé capitaine général des Florentins, confédérés avec Louis.

Tandis que César se disposait ainsi à faire valoir le sort des armes contre les vicaires de la Romagne, Alexandre mettait en avant, pour la même cause, divers prétextes de raison et de justice.

Durant les révolutions suscitées en Italie par les Guelfes et les Gibelins, ainsi que pendant la longue absence des Papes, retirés à Avignon, la plupart des villes de la Romagne, de la Marche et de l'Ombrie avaient été usurpées par des familles qui, selon les circonstances, avaient obtenu, soit des Empereurs, soit des

Souverains Pontifes, la confirmation d'un pouvoir qui cherchait à se faire légitimer. Mais depuis que les armées impériales ne se montraient plus avec tant de prépondérance en Italie, c'était à l'autorité du Saint-Siége que ces familles usurpatrices avaient eu surtout recours. Elles reconnaissaient le domaine suprême et direct de l'Église, recevaient l'investiture des mains pontificales, s'obligeaient à un cens annuel, et prenaient, au gré de leur Suzerain, successeur des apôtres, le titre de seigneur ou de comte, de marquis ou de duc, mais plus généralement celui de vicaire de l'Église.

On déclara, non pas simplement en consistoire, mais par sentence de juges, que lesdits seigneurs, ou n'avaient pas payé le cens aux termes convenus, ou avaient enfreint les conditions de l'investiture et manqué à leurs devoirs de vassaux. A raison de quoi on prononça que leurs domaines rentraient en la possession de l'Église, et celle-ci nommait pour son capitaine-général, le duc de Valentinois, avec charge de les recouvrer, ou plutôt de les prendre pour lui-même, sous une investiture nouvelle.

Voici quels étaient ces seigneurs : les *Sforza*,

de Pesaro, les *Malatesti*, de Rimini, les *Manfredi*, de Faenza, les *Riarii*, d'Imola et de Forli, les *Varani*, de Camerino, les *Montefeltri*, d'Urbino. Mais afin de porter des coups plus assurés, on résolut de ne fulminer la bulle qu'au moment où l'on serait en mesure de l'appuyer vivement par les armes.

Après un mois de séjour, le roi partit de Milan, où il laissa Trivulce, gouverneur d'une conquête mal affermie. Le duc de Valentinois partit aussi; et tandis qu'il faisait marcher sa troupe vers Imola, dont la prise devait être son opération première, il se rendit en poste à Rome, y entra incognito, et y resta trois jours, pendant lesquels il eut de longues et secrètes conférences avec le Pontife, puis il rejoignit son armée, emmenant avec lui les troupes de Sa Sainteté; et, sans plus de retard, il se présenta devant la ville menacée.

Peu propre à une défense, et abandonnée de ses maîtres, qui s'étaient retirés à Forli, Imola fut obligée de se rendre à composition, ainsi que le château. D'Imola, le duc vint avec rapidité se jeter sur Forli. Dans cette place était entrée, avec toutes les forces de l'État, Catherine

Sforza, veuve de Jérôme et mère d'Oltaviano Riario, femme d'une rare prudence et d'un courage viril, mais qui, privée de tout sécours, ne pouvait pas résister long-temps aux armes pontificales. Si pourtant l'attentat audacieux d'un de ses sujets eût réussi, cette femme généreuse aurait pu voir son État et l'Italie entière délivrés de la tyrannie des Borgia.

Un certain Tomasino, musicien du Pape, était retourné de Forli, sa patrie, à Rome, avec une lettre supposée de la communauté de Forli, par laquelle Sa Sainteté était suppliée d'admettre les habitans à composition : cette lettre était imprégnée d'un poison si subtil et si violent, qu'il eût suffi de l'ouvrir pour s'en infecter et mourir peu de jours ou même peu d'heures après. Tomasino portait sa lettre dans une canne percée. Pour s'introduire auprès du Pape, il fit demander un de ses compatriotes portant le même nom que lui, et sous la garde duquel était une porte des appartemens pontificaux. Il lui confia son dessein. L'un et l'autre étaient fort attachés à leur seigneur ; une prompte résolution fut prise. On ne sait par quel moyen Alexandre découvrit ce qui se tramait contre sa personne. Les deux Tomasino furent arrêtés,

conduits au château et forcés à des aveux. Le musicien, à qui l'on demanda s'il n'avait pas songé qu'en voulant éxécuter un tel crime, il courait à une mort certaine, répondit qu'il n'avait eu qu'une pensée, à savoir que la dame Catherine Sforza, dont il était le sujet, une fois le Pape mort, serait délivrée de la guerre que lui faisait le Valentino.

Le matin de ce même jour et avant l'arrestation de ces deux hommes, le cardinal Raphaël Riario, oncle des seigneurs d'Imola et de Forli, prétextant d'aller à la chasse, avait passé de Rome à Monté-Rotondo. Delà, ne gardant avec lui que trois serviteurs, il s'était rendu par des chemins peu fréquentés à Sarzane. Mais Catherine ne put se dérober aux efforts dirigés contre elle. Déjà les murailles étaient entamées; les fossés comblés offraient un accès à l'ennemi; les défenseurs de la ville ne voyaient plus de résistance à faire. Catherine pourtant n'avait accueilli encore aucune proposition; elle ne voulut céder qu'à la nécessité, et consentit à se retirer, suivie des siens, dans le château, qui se présentait comme un dernier refuge.

Cette retraite se fit avec tant de confusion,

par une soldatesque découragée, que les assaillans purent entrer sur les pas des assiégés. Le carnage fut horrible. Catherine, restée prisonnière, fut envoyée au château Saint-Ange. Elle dut, peu de temps après, sa délivrance, à l'intercession d'Ives d'Allègre et de la république de Florence. Jean de Médicis, fils de Pierre François, l'épousa par la suite, et la rendit mère de cet autre Jean, qui fut un des plus illustres capitaines de son siècle, et qui donna le jour à Cosme, premier grand-duc de Toscane.

On eût pu penser que les habitudes cruelles du duc de Valentinois, se contenteraient des victimes que la guerre lui offrait; les choses pourtant n'allèrent point ainsi. Dans le même temps qu'il faisait aux Riario une guerre ouverte, il dressait des embûches à son propre parent, le cardinal Jean Borgia, nommé, comme nous l'avons dit, légat *à Latere*, et le faisait empoisonner, sans autre motif, peut-être, que le penchant à la douceur dont ce prélat, ami du feu duc de Gandie, avait donné des marques.

Ce fut au camp devant Forli, à sa propre table, et en violant tous les droits de l'hospitalité, que César fit administrer le poison. Le cardinal,

qui devait se rendre à Rome, prit la poste en se levant de table. Arrivé à Urbino, il ressentit les premières atteintes; mais, voulant braver un mal inconnu, il poursuivit sa route. Ayant appris que Forli venait de succomber, il se décida à rebrousser chemin pour aller féliciter le duc de sa victoire. La mort l'arrêta à Fossombrone.

Son corps fut porté à Rome, et enseveli sans pompe à Santa-Maria del Popolo, où son ami, le duc de Gandie, l'attendait. On ne fit aucune recherche sur les causes d'une mort si prématurée.

César n'était pas encore entré dans Forli, lorsqu'il fit assassiner à Rome Don Juan Cerviglione, homme de naissance et bon soldat, qui était alors capitaine des gardes de Sa Sainteté, et s'était rendu fort coupable, sans doute, puisqu'il n'avait pas voulu que sa femme, de la maison Borgia, se prêtât aux impudiques fantaisies du duc. Le malheureux fut atteint par des coupe-jarrets à la solde de César, un soir qu'il retournait chez lui, après avoir soupé chez des amis, qui voulaient l'empêcher de sortir seul, sachant à quelles inimitiés il s'était exposé. Un des assassins, lui demandant son nom,

l'arrêta par un coup porté dans la poitrine ; un autre fit tomber sa tête à ses pieds.

Le gouverneur de Rome, ayant porté plainte au Pape de ce crime, put s'apercevoir que la réussite le rendait, aux yeux de Sa Sainteté, beaucoup moins odieux qu'un autre attentat de ce genre, qui n'avait pas été accompli et pour lequel naguère elle avait montré une vive indignation. C'était contre Monsignor Degli Spiriti, de Viterbe, protonotaire participant, et homme fort riche, que ce coup, dont, en apparence, on eut tant d'horreur, avait été dirigé. Nous verrons plus tard ce même prélat engagé en d'autres périls, par suite de ses liaisons avec les Ursins, dans le palais desquels il chercha un asile en cette première occasion.

Ainsi, la guerre ouverte faite par le père et le fils, sous la protection d'un roi puissant et victorieux, contre les princes qu'on ne pouvait déposséder que par la force, donnait une activité nouvelle à cette guerre secrète du poignard et du poison, qui fournissait des dépouilles et procurait des trésors pour alimenter la première.

Après Monsignor Degli Spiriti, vint le tour

de Monsignor Agnelli, de Mantoue, archevêque de Cosenza, clerc de la chambre apostolique et vice-légat de Viterbe. Ce qu'il possédait fut partagé en trois lots : le duc de Valentinois eut les biens et l'argent; François Borgia, l'archevêché; et la place de clerc de la chambre fut vendue, pour la somme de cinq mille six cents ducats, à Venturo Ben-Assai, marchand siennois, qui devint par-là homme d'importance à la cour.

Alexandre avait établi pour règle que tous les biens ecclésiastiques vacans lui étaient dévolus. Il ne reconnaissait, ni à cardinal, ni à prêtre, la faculté de tester. S'il arrivait que quelqu'un d'entre eux eût disposé par testament de biens non possédés à titre de bénéfice, Alexandre substituait aux exécuteurs testamentaires le gouverneur de Rome, qui ne savait remplir cette charge qu'en envoyant au palais pontifical tout ce qu'avait laissé le défunt en mobilier et en espèces, laissant au dataire le soin de vendre les bénéfices. Le trafic des bénéfices prit une si grande extension et devint si scandaleux, à ce que rapporte le cardinal Bembo dans ses histoires, que les princes séculiers se virent contraints de défendre à leurs sujets d'y prendre

part, sous peine d'exil et de confiscation des biens.

Cinq mois ne s'étaient pas encore écoulés depuis la fuite des Sforzes et l'entrée des Français à Milan que la plus grande partie de la noblesse et du peuple, lassée de la domination étrangère, avait engagé les anciens seigneurs à venir reprendre possession du pays. Les Sforzes rassemblèrent le plus de troupes qu'ils purent, surtout parmi les Suisses, ces auxiliaires intéressés, que les ducs de Milan avaient les premiers pris à leur solde; puis ils rentrèrent dans leurs États par cette même route de Cômo, qui les en avait vus sortir. Ils furent reçus avec un tel essor d'enthousiasme, que Trivulce n'ayant pas assez de soldats pour le comprimer et pour repousser l'ennemi, demanda des secours à Venise; il rappela, en même temps, Ives d'Allègre et le bailli de Dijon, qui étaient avec leurs troupes dans l'armée du duc de Valentinois. Celui-ci, trop faible alors pour de nouvelles entreprises, reprit le chemin de Rome avec ses soldats, qu'il ne voulut pas envoyer au secours de Trivulce.

L'entrée du duc à Rome fut un triomphe où

se déploya tout le faste de la famille. C'était le 26 février de l'année 1500. Quoiqu'en un temps de jubilé, on se livra aux folies du carnaval avec une licence extrême. Ce fut apparemment cette licence qui inspira au duc l'idée de représenter, dans une mascarade, le triomphe de Jules César avec des chars et des costumes antiques. Il figura comme personnage principal dans cette représentation, qui plut infiniment au Pape. Sur ses enseignes, on voyait écrit en lettres d'or : *O Cesare o nulla*, ou César ou rien.

Le quatrième dimanche de carême, il fut élevé à la dignité de général et gonfalonier de la Sainte-Église. Dans le serment qu'il prêta en cette occasion, il se qualifia : *César Borgia de France*. La décoration précieuse de la Rose d'Or fut un accessoire de son grade.

Une querelle qui survint au milieu des fêtes entre deux soldats, dont l'un était bourguignon, et l'autre, français, troubla la joie du gonfalonier. Autant soigneux alors de ne pas déplaire à la France, qu'il avait été auparavant pour elle un implacable ennemi, il voulut en vain, par les plus brillantes offres, arrêter la fureur du bour-

guignon qui était l'offensé. Cet homme persista; il y eut un duel, et le français fut tué. César dit qu'il eût préféré à ce malheur la perte de vingt mille ducats. Les hommes étaient chers en ce temps-là, mais seulement les hommes de guerre; car, du reste, on s'assassinait pour peu de chose.

L'affectation que les gens de la maison d'Autriche mirent à fêter leur compatriote vainqueur, la joie que montra Dona Sancia d'Aragon, femme du prince de Squillaci, blessèrent vivement le duc. Cette princesse fut bientôt punie de sa partialité dans la personne de sa tante, la reine Béatrix de Hongrie, dont le Pape cassa le mariage avec le roi Ladislas, qui, après avoir reçu d'elle sa fortune, la trouvait maintenant trop vieille. Béatrix fut de plus condamnée à payer vingt-cinq mille ducats pour les frais de la sentence.

Tandis que les ennemis de la France faisaient éclater une joie si ridicule pour la victoire d'un soldat bourguignon, ils avaient à s'affliger des nouveaux malheurs arrivés aux Sforzes. La promptitude avec laquelle le roi Louis envoya des secours, et la trahison des Suisses forcèrent

le duc de Milan à quitter une seconde fois ses États. Découvert par ces perfides auxiliaires, dont il avait pris l'habit, pour assurer sa fuite, il tomba au pouvoir des Français.

Le cardinal Ascagne, son frère, également trahi par ceux en qui sa confiance devait être plus entière, fut pris par Charles Orsino, *Condottiere* des Vénitiens, et mené à Venise avec ce qui restait des trésors de la famille.

Il serait difficile d'imaginer les transports d'Alexandre et de son fils, en apprenant ces derniers revers des Sforzes; les espérances de leur ambition s'accrurent à l'infini. On publia les nouvelles successives, qui venaient de la haute Italie, au son des tambours et des trompettes, ainsi qu'aux acclamations de *Francia! Francia! Orso! Orso* (*)! Des feux de joie furent de toutes parts allumés; on se livra aux réjouissances les plus vives, comme si l'on eût repris Constantinople sur les Turcs. Ces fêtes mondaines étaient mêlées aux graves cérémonies de la semaine sainte, et aux solennités du jubilé, qui avaient attiré à Rome plus de deux cent mille pélerins.

(*) *Orso! Orso!* était le cri de guerre des Ursins.

Le Pape envoya, Dieu sait à quelles intentions, l'évêque de Tivoli à Venise pour réclamer le cardinal Ascagne, comme son sujet. Mais, prévenu par le roi de France, il ne crut pas devoir insister dans sa demande. Le cardinal fut donc remis aux ministres du roi. On le conduisit d'abord au château de Milan, les mains libres et en habit de cardinal, tandis que les prélats, les protonotaires, les abbés et les gentilshommes de sa suite étaient attachés sur de viles montures. De là il fut transféré au château de Bourges, d'où il sortit quand l'Église fut délivrée du chef sacrilége qui la déshonorait.

Le duc, son frère, resta jusqu'à la fin de ses jours prisonnier dans la tour de Loches : fin peu digne de ce prince, si l'on considère ses talens et ses qualités toutes royales, mais qui paraît bien méritée d'un autre côté, quand on se rappelle qu'il osa le premier appeler en Italie des armes étrangères.

La domination des Français sur l'État de Milan se trouvant ainsi assurée, et le roi ne pouvant pas s'occuper encore de l'entreprise contre Naples, ni terminer les arrangemens de paix ou de ligue avec les princes voisins, les forces de la

France au delà des monts restaient à la disposition et au service de ceux des confédérés qui pouvaient en avoir besoin. Louis envoya d'abord aux Florentins, sous le commandement de Beaumont, et pour les aider à recouvrer Pise, six cents lances par lui payées, et sept mille Suisses avec bon nombre de Gascons, aux frais de la république. Il joignit à cet envoi l'artillerie et les munitions nécessaires.

La retraite de César et de ses troupes, quand il s'était agi d'opérer dans le Milanais, avait blessé le roi ; néanmoins, sentant de quelle importance étaient, pour l'entreprise de Naples, les secours de plusieurs sortes qu'Alexandre et son fils pouvaient donner, il leur promit son assistance d'autant plus volontiers, que la légation de tout son royaume venait d'être accordée par le Pape à un Français, le cardinal de Rohan, et non plus à un étranger ; ce qui pouvait être d'une grande importance pour l'avenir.

Alexandre et le duc de Valentinois, armés d'une confiance d'autant plus forte que ce même cardinal de Rohan, qu'ils pouvaient regarder comme leur créature, gouvernait pour le roi en Lombardie, pensèrent que l'exécution de leurs

desseins était désormais infaillible, s'ils pouvaient y employer beaucoup d'argent. Pour en amasser, les moyens employés jusqu'à ce moment par le fisc pontifical ne suffisant point, il fallait recourir à ce qu'il y avait de plus expéditif, c'est-à-dire aux assassinats, aux envahissemens de domaines, aux extorsions de toute espèce.

A ces moyens violens et impies on pouvait en joindre de sacrés qui ne seraient pas moins efficaces. L'invasion des Turcs dans les États du roi de Hongrie et de la république de Venise, fournit le prétexte d'un appel hypocrite au zèle, à la générosité de tous les princes chrétiens. Mais, pénétrant les vues secrètes de Rome, les princes restèrent sourds à sa voix.

Une nouvelle tentative, faite dans un consistoire secret, où furent appelés les ambassadeurs de toutes les Puissances, n'ayant pas été plus heureuse, Alexandre résolut de n'avoir recours qu'à lui-même pour arriver à ses fins. En conséquence, il fulmina deux bulles. La première établit, pour trois ans, la dîme sur tous les biens ecclésiastiques, de quelque nature, de quelque origine qu'ils fussent; les revenus des œuvres

pies, ceux même des cardinaux ne furent point exceptés. Par la deuxième bulle, tous les biens des Hébreux furent assujettis, également pour trois ans, à la rétribution d'un vingtième.

Ces deux impositions produisirent des sommes considérables. Tant d'argent, à l'exception de celui qu'on recueillit dans les États de Venise, au lieu de servir contre les ennemis du nom chrétien, comme on le disait, fut employé par le duc de Valentinois, dans une guerre plus sacrilége qu'aucune de celles dont les Turcs menaçaient l'Europe. Ces divers genres d'extorsion ne suffisaient point cependant; car, outre les dépenses de la guerre, il fallait encore pourvoir à celles qu'imposaient le luxe de César et son goût effréné pour les plaisirs, goût qui n'éprouvait aucune altération, aucune atteinte des affaires les plus sérieuses.

Un trafic d'indulgences commença. Tous les fidèles, en payant le tiers des frais qu'aurait pu leur coûter le pélerinage à Rome, eurent l'avantage de faire descendre sur leur tête le pardon du jubilé, à l'égal de ceux, qui, suivant les rites anciens, n'avaient manqué à aucune des visites requises dans les basiliques de la ville pon-

tificale, expressément désignées. Des seuls États de Venise, on recueillit, par ce moyen, sept cent quatre-vingt-dix-neuf livres d'or, somme très-considérable pour ce temps-là et qui prouverait au besoin que, dans ce pays, les grands crimes, pour lesquels surtout il faut des indulgences, étaient fort communs.

On donnait pour motif à cette levée d'argent l'intention d'armer un bon nombre de galères, pour aider les Vénitiens contre les Turcs; mais tout le secours accordé fut spirituel, et consista dans un *Ave Maria* que les fidèles eurent ordre de réciter à midi, au son de la cloche; pratique depuis ce temps convertie en une obligation perpétuelle que ce même son rappelle.

Un double accident fut sur le point d'arrêter tout d'un coup le Pape et son fils, dans le cours de ces impiétés, qu'ils regardaient comme des actes de triomphe.

La veille de la Saint-Pierre, une pièce de fer d'un poids énorme, se détachant du campanille de l'ancienne église pontificale, tomba aux pieds d'Alexandre, dans l'instant qu'il passait avec le cardinal Capuano, se rendant à la tribune des

bénédictions. Le lendemain, comme il était dans son appartement avec ce même cardinal et Monsignor Peto, son *cameriere* secret, un ouragan terrible renversa une cheminée, qui rompit la toiture, et, traversant le plancher supérieur, vint tomber à l'étage où il se trouvait. Ses deux compagnons, qui, par son ordre, avaient aux premiers chocs de la tempête, fermé les fenêtres, voyant tout à coup l'appartement encombré de débris, sautèrent sur les parapets des croisées, et se mirent à crier aux gardiens de la porte : *Le Pape est mort! Le Pape est mort!* Le bruit fut porté aussitôt dans toute la cité, par l'effet d'un désir commun à tous, et l'on peut s'imaginer quelle commotion il y eut.

L'écroulement ayant cessé, et la poussière s'étant dissipée, le cardinal et le *cameriere* descendirent de l'endroit qu'ils avaient pris pour refuge, et s'approchant de la place où ils avaient laissé le Pape, ils y trouvèrent sans vie Lorenzo di Mariano Chigi, gentilhomme siennois; deux autres personnes, tombées comme lui avec le plancher supérieur, étaient mourantes. Cependant ils criaient en vain : *Padre Santo! Padre Santo!* Le Saint-Père ne répondait point, et leur croyance fut d'abord qu'il avait péri, quand ils

vinrent à le découvrir enfin tout étourdi du coup, et blessé, quoique non grièvement, en plusieurs parties du corps. La poutre, qui s'était cassée au milieu, avait laissé les deux bouts dans les murs latéraux, et l'un de ces bouts avait fait voûte au-dessus du baldaquin du trône pontifical. Les blessures du Pape provenaient de quelques éclats, et l'on put sans grande peine le porter dans une chambre pour recevoir les secours de l'art.

La nouvelle se répandit à l'instant, et dans le palais et dans la ville. Le duc de Valentinois accourut aussitôt, et les grands feignirent alors autant de joie pour la conservation inespérée du Pontife, que le bruit de sa mort leur en avait fait réellement éprouver. Sa Sainteté voulut rendre à Dieu et à la Vierge de solennelles actions de grâce, dans l'église del Popolo, qui, sans doute, mérita ce choix par un portrait de la Vannozza qu'on y vénérait sous les attributs d'une sainte, dans une chapelle à gauche du maître-autel. La même femme, sous des attributs de déesse, avait été peinte par un bon maître, dans les appartemens du Pape au Vatican. Après toutes les cérémonies qui eurent lieu avec toute la pompe dont se piquaient les Borgia,

Sa Sainteté offrit un grand et riche calice, plein de trois cents écus d'or, que le cardinal de Sienne eut bien soin de faire voir au peuple, en les versant sur le maître-autel.

Ces marques de piété n'empêchèrent pas néanmoins le Pape et son fils de parcourir la carrière de crimes dans laquelle ils étaient entrés. A quelques jours de là, pour s'assurer la possession de Sermoneta, on fit périr de poison, au château Saint-Ange, Monsignor Caëtano qu'on y avait emprisonné, comme nous l'avons dit, sous de faux prétextes. Afin de laisser croire que sa mort avait été naturelle, on le laissa conduire à sa sépulture dans l'église de Saint-Barthélemy, par les serviteurs et amis de sa maison, au nombre desquels se montrèrent tous les familiers du cardinal Farnèze. Le corps était couvert; mais la mère affligée et les sœurs du défunt osèrent chercher et mettre en évidence les traces du poison.

Don Alphonse d'Aragon, mari de Lucrèce, eut, à la même époque, un sort pareil. Ce parent n'était plus au gré des Borgia, depuis que leurs intérêts se trouvaient appuyés sur la France, et que, de concert avec Louis XII, il

était question de dépouiller le roi de Naples, oncle d'Alphonse. L'infortuné jeune homme, qui avait d'abord bien jugé sa situation, s'était éloigné, comme nous l'avons dit; mais bientôt des séductions furent employées, auxquelles il ne sut point résister, et il reprit le chemin de Rome, où, parmi les témoignages d'affection qu'on lui donna, il faut compter un combat de taureaux, à la manière espagnole. Ce prince et César y jouèrent un rôle brillant; ils tuèrent avec l'épée plusieurs de ces animaux, après les avoir irrités à coups de dards et de flèches, suivant l'usage.

Cette fête sanguinaire devait servir comme de prélude à la mort du prince. Peu de temps après, se rendant, le soir, à une invitation de César, il fut attaqué par une troupe d'hommes armés, sur l'escalier de Saint-Pierre, et laissé pour mort. Les assassins s'échappèrent par ce même escalier, et se rendirent à la place où les attendaient quarante hommes à cheval avec lesquels ils sortirent de la ville. Le prince fut trouvé respirant encore; on le porta au palais, dans son appartement.

Pour assoupir des soupçons que toutes les cir-

constances éveillaient, César fit arrêter et peu de temps après décapiter, comme coupable de ce meurtre, François Marie Gazella, oncle maternel d'Alphonse.

Les blessures n'étaient cependant pas mortelles, et il ne fallait pas qu'Alphonse vécût! Don Michelotto, ministre des plus grands forfaits de César, se chargea d'étrangler le prince dans son lit. On lui fit des funérailles, sinon tout-à-fait en rapport avec sa condition, du moins assez décentes. Mais comme un bruit de guérison s'était déjà répandu, il fut de nouveau question d'écarter les soupçons. En conséquence, des gens de justice saisirent quelques-uns des médecins et chirurgiens qui l'avaient soigné, ainsi qu'un certain bossu, son valet de chambre. On ne relâcha ces personnes qu'après quelque temps, et lorsque les esprits ne s'occupèrent plus du prince.

Bien qu'elle fût accoutumée à changer de mari, selon les caprices et les intérêts de sa famille (Alphonse avait été le troisième), Lucrèce ne supporta pas sans trouble et sans douleur cette manière de la rendre veuve. Ne dissimulant point les sentimens fâcheux qui l'agitaient,

elle quitta la cour, et se retira à Népi, avec toute sa maison et une suite de six cents chevaux.

Vers ce temps-là, vint à Rome, de la part du roi, ce même seigneur de Villeneuve qui avait eu précédemment la mission d'accompagner le duc de Valentinois en France. On vit pareillement arriver Marie Giorgi, ambassadeur extraordinaire de la république de Venise, chargé non-seulement de traiter les affaires courantes, mais encore de porter au Pape et à son fils des lettres qui leur conféraient la noblesse vénitienne, distinction que depuis long-temps ils recherchaient l'un et l'autre.

Ces ambassadeurs de deux puissances, qui prêtaient leur appui au duc, ayant réglé ce qu'il pouvait y avoir encore d'incertain dans ses intérêts, il ne manquait plus, pour marcher sur la Romagne avec l'armée, qu'une bonne promotion de cardinaux, à dessein d'en tirer de fortes sommes d'argent, de se faire des créatures, de contenter les couronnes amies, et d'acquérir des sujets à qui l'on pût confier des légations brillantes, dont le but serait toujours d'amasser de l'or. La liste ne put être arrêtée qu'après trois consistoires. Les élus furent au nombre de douze,

parmi lesquels on remarqua deux Borgia, Amédée d'Albret, fils du roi de Navarre et beau-frère du duc de Valentinois, ainsi que Marc Cornaro, noble vénitien.

Ceux des nouveaux princes de l'Église qui se trouvaient pour lors à Rome reçurent immédiatement la barrette des mains du Pape, et furent admis à faire leur cour à César, qui les retint à dîner. Ils s'y trouvèrent avec les cardinaux Jules Paul et Ursins, avec Vitellozzo Vitelli, Jean Paul Baglione et Jacques Santa-Croce, tous personnages qui étaient alors intimes amis du duc, mais qu'il traita presque tous dans la suite plus cruellement encore que ses ennemis actuels.

Des légats apostoliques, choisis parmi les nouveaux princes de l'Église, partirent pour leur destination respective. Mais comme des levées d'argent, par les moyens que nous avons signalés, demandaient plus ou moins de temps, César recourut à des emprunts. Augustin Chigi, frère de ce Laurent qui avait péri au palais pontifical, et l'un des gentilshommes les plus riches comme les plus magnifiques de son temps, ne se borna point à lui prêter des sommes consi-

dérables, il fit fondre sa vaisselle pour la convertir en monnaie.

Ainsi muni, et après avoir joint ses troupes à celles que le roi de France lui accordait, il se mit en marche pour la Romagne, se dirigeant sur les places dont la conquête avait été interrompue par les causes précédemment expliquées. A son approche, tomba en son pouvoir la ville de Pésaro. Jean Sforza en avait été mis en possession, pour avoir porté pendant quatre ans à la cour des Borgia le titre de mari de Lucrèce. Ne voulant point exposer ses sujets, qu'il aimait, aux horreurs inévitables d'une conquête disputée, il prévint par sa fuite l'arrivée du duc.

Pandolfo Malatesta, seigneur de Rimini, suivit cet exemple. Maître de ces deux places, où il laissa garnison, le duc passa incontinent au siége de Faënza, qui était alors possédée par Astor Manfredi, jeune homme de dix-huit ans. Bien que la crainte de déplaire au roi de France eût écarté de lui les Bentivogli, ses propres parens, ainsi que les Vénitiens et les Florentins, qui, aux termes de traités existans, auraient dû le secourir, Astor Manfredi fut si bien secondé dans sa défense par le zèle et l'amour de ses su-

jets, et si fidèlement servi par quelques soldats étrangers pris à sa solde, que le duc de Valentinois, après de longs et vains efforts, leva le siége.

Avant d'arriver sous les murs de Faënza, César avait fait occuper par Denis de Naldi, capitaine, né dans la contrée, et depuis peu de temps engagé à son service, la terre de Bersighella, le vieux château et le nouveau, avec toute la vallée de Lamona. Il comptait avoir le château de Faënza, au moyen de quelques intelligences pratiquées avec le gouverneur, qui l'avait été auparavant de tous les États d'Astor. L'intrigue ayant été découverte, le traître fut arrêté par les habitans eux-mêmes, dont la résistance acquit un degré nouveau d'énergie.

L'approche de l'hiver, qui fut rigoureux cette année, força le duc de Valentinois à prendre ses quartiers dans les terres voisines, non sans un profond dépit. Contraint de laisser reposer quelque temps ses fureurs guerrières, il s'abandonna sans réserve aux autres passions qui le subjuguaient. Césène, Forli, Imola, furent les théâtres divers d'une licence que la politique même réprouvait, dans une domination nou-

velle. Parmi ces excès, il en est un qui, en raison des circonstances, ne peut être oublié dans notre récit.

Élizabeth Gonzague, duchesse d'Urbin, envoyait à J. B. Caracciolo, capitaine général de l'infanterie vénitienne, une de ses filles que ce gentilhomme napolitain avait épousée, et qui était remarquable par sa beauté autant que par l'éducation brillante dont ses parens l'avaient dotée. Cette jeune personne traversait la Romagne avec une suite convenable à son rang, lorsqu'elle fut rencontrée par le duc de Valentinois. Ne cherchant point à réprimer la passion que cette vue excita en lui, et certain que, pour la satisfaire, il ne pouvait recourir qu'à la violence, il fit partir de Césène une troupe de gens à cheval, qui tombèrent sur l'escorte, tuèrent ou mirent en fuite ceux qui la composaient, et enlevèrent la demoiselle.

Un de ceux qui avaient pris la fuite porta la nouvelle à l'époux. Il se trouvait à Venise. Qu'on juge de son désespoir! Transporté de fureur, il se rendit au palais ducal, se présenta au doge, au conseil des dix : Permettez-moi, seigneurs, dit-il, de venger l'affront qui m'a été fait, de

perdre cette vie que j'avais consacrée à votre service, ou d'ôter de ce monde le plus infâme scélérat qui jamais ait souillé la terre de sa présence, un monstre dont la naissance fut un crime, triste présage de tous ceux qui devaient remplir ses jours. Souffrez que j'essaie de punir l'oppresseur de l'Italie, le fourbe ambitieux qui se sert de vous pour arriver à ses fins, et qui voudra vous soumettre à son joug, du moment qu'il l'aura imposé aux autres princes, dont, par ses intrigues et à son avantage, vous êtes, à tort, devenus les ennemis.

Le bruit de l'enlèvement était déjà parvenu aux seigneurs de Venise. Ils étaient vivement indignés, tant pour l'action en elle-même que pour l'injure faite à la république, dans la personne d'un de ses capitaines les plus illustres. Les plaintes de Caracciolo accrurent leur ressentiment. Ils tâchèrent cependant d'apaiser leur capitaine, et lui promirent de regarder son malheur comme un affront fait à eux-mêmes, si Borgia du moins ne donnait pas satisfaction.

Le même jour on fit partir pour Imola, où le duc était alors, Louis Manenti, secrétaire du conseil. Il avait charge de témoigner ce qu'é-

prouvait la Seigneurie pour une insulte à laquelle tant de services rendus ne l'avaient point préparée, et devait demander avec instance, au nom de la république, le prompt renvoi de la demoiselle. En outre, et dès le lendemain, fut appelé auprès des seigneurs de Venise l'ambassadeur de France, qui entra si bien dans leur ressentiment pour une injure dont son maître lui-même se trouverait offensé, que, de son propre mouvement, il se rendit à Imola pour appuyer les démarches du secrétaire Manenti. Peu satisfait encore, le sénat écrivit au Pape pour se plaindre et obtenir réparation.

Le duc répondit que, loin d'avoir commandé l'enlèvement, il n'en avait connaissance aucune; il promit de n'épargner rien pour en découvrir les auteurs, et satisfaire par leur punition, le roi, la république et lui-même, dont le nom avait été, dit-il, si effrontément compromis. Veuillez bien croire, ajouta-t-il, que je n'aurai jamais recours à la violence pour avoir de belles filles, tant qu'il en viendra vers moi sans contrainte et de bon gré.

Ces réponses, dans lesquelles il persista, don-

nèrent lieu, de la part des Vénitiens, à plus d'une lettre et d'un message. Toutefois la guerre qu'ils avaient à soutenir contre les Turcs, ne leur permettant pas de rompre avec le Souverain Pontife, ils renvoyèrent à un autre temps le soin de leur vengeance, et s'occupèrent de modérer la douleur de Caracciolo, qui, dans la durée de ces pourparlers, était devenu capable de consolation.

Cependant le duc avait trop d'esprit pour ne pas voir que ce fréquent usage de la fraude, de l'injustice, de la violence, ne pouvait que le rendre odieux aux princes comme aux peuples. Mais il avait vu de bonne heure que, dans sa situation, il ne pouvait rien acquérir ni garder sans fraude, sans injustice, sans violence; et, préférant la haine dans la grandeur, à l'amitié dans la médiocrité, il s'appliquait cette maxime de Néron : *Oderint dùm metuant*, qu'il croyait autant convenable à ceux qui fondent de nouveaux États par la force, qu'elle l'est peu à quiconque n'a qu'à jouir de possessions héréditairement acquises. La seule réputation qu'il recherchât était celle de vaillant et habile capitaine; et rien ne le détournait des soins à prendre pour l'obtenir.

Les rigueurs de l'hiver ne l'empêchèrent point de bloquer étroitement la place de Faënza. Comptant sur de nouvelles intelligences, il tenta, mais sans succès, une escalade nocturne, puis se jeta sur Rossi et les autres terres de la principauté. Au retour du printemps, il ramena toute son armée sous les murs de la place; il les fit battre pendant plusieurs jours; après quoi, les troupes françaises et espagnoles qu'il avait à sa solde donnèrent un assaut; elles furent repoussées avec perte. Trois jours après, de plus vigoureuses tentatives furent faites; il se montra le premier au haut de la muraille; mais la résistance opiniâtre qu'il trouva le contraignit de se retirer avec deux mille hommes de moins, parmi lesquels se trouvèrent Ferdinand Farnèze et autres gens de marque.

Cependant les bourgeois que n'avaient effrayés ni l'armée du duc, ni les excommunications lancées par le Pape, considérant les maux qu'ils avaient déjà soufferts, la disette de vivres qui commençait à se faire sentir, et les dangers d'une résistance qui, en face d'une si forte armée, deviendrait tôt ou tard inutile et les exposerait à tous les désastres d'une ville enlevée par la force, songèrent à capituler. Les

troupes étrangères d'abord, puis les gens du pays firent connaître leur sentiment au jeune seigneur. Il fut convenu qu'on livrerait les murs de la patrie, à condition que la vie et les biens des habitans seraient garantis de toute insulte, et que le prince aurait la faculté de se choisir une retraite où il jouirait du revenu de ses terres.

Le duc ne trahit point la parole donnée aux habitans, il s'abstint même d'entrer de sa personne dans la ville ; mais il ne fut pas si scrupuleux à l'égard d'Astor. L'amour de ses sujets, l'alliance des Vénitiens et des Florentins, sa parenté avec les Bentivogli, et même, selon quelques historiens, son excessive beauté, furent cause que son vainqueur le retint auprès de lui, pour l'envoyer ensuite au château Saint-Ange, où, avant d'être mis à mort, il devait servir aux infâmes voluptés d'un homme qui méprisait autant les lois de Dieu que celles de la nature. Un an après, on trouva le malheureux prince noyé dans le Tibre ; auprès de lui étaient deux jeunes hommes, l'un de quinze ans, l'autre de vingt-cinq, une dame fort belle, et quelques autres personnes qui, l'ayant suivi, avaient partagé sa triste destinée.

En même temps que le Pape recevait des nouvelles de cette victoire, après laquelle, et en vertu d'une investiture donnée avec le consentement du consistoire, son fils prit le titre de duc de la Romagne, il apprenait que le légat apostolique en Hongrie avait enfin conclu une ligue entre le souverain de ce royaume, la république de Venise et Sa Sainteté contre Bajazet. On l'informa aussi que les différens survenus entre le roi de Castille et celui de Portugal, au sujet de la navigation de l'Océan et de la possession des terres nouvellement découvertes, avaient été arrangés au moyen de cette ligne fameuse qu'en sa qualité d'arbitre choisi par les deux souverains, il avait fictivement tirée du nord au midi, en passant à trois cent milles des îles Gorgones, aujourd'hui nommées *du Cap Vert*.

A ces heureux évènemens, se joignit l'anniversaire de la fondation de Rome, que le peuple Romain avait coutume de célébrer depuis les jours de Pomponius Lætus, à ce qu'on dit. Aussi, par toute la ville, on ne vit que fêtes et feux de joie. Le prince de Squillaci et Charles Orsino étaient à la tête de ces réjouissances, qu'inspirait surtout le désir de flatter la vanité

du Pape. Ces deux seigneurs couraient les rues, suivis d'une jeunesse nombreuse, armée de torches, et faisaient crier tour à tour : *Vive Alexandre! vive César! vivent les Borgia! vivent les Ursins! vive le duc de la Romagne!*

L'ambition du duc n'était pourtant pas satisfaite. Il tourna ses pensées et ses armes sur Bologne et contre les Bentivogli, qui en étaient les maîtres, porté à cette invasion nouvelle par les Marescotti et par d'autres gentilshommes Bolonais. Mais il y trouva plus d'obstacles qu'il n'avait cru. Jean Bentivoglio et ses fils, que secondaient les bourgeois, s'étaient préparés à une défense vigoureuse; et à peine César fut-il arrivé devant la place, qu'un ordre exprès du roi de France lui enjoignit d'abandonner cette entreprise, formée à tort contre une ville et des seigneurs qui depuis long-temps étaient sous la protection de sa couronne. Il fallut obéir, malgré les vives plaintes de Sa Sainteté, qui crut son autorité souveraine lésée par cette intervention de la France.

A l'aide de Paul Orsino, César fit un accord avec Bentivoglio, au moyen duquel celui-ci accordait le passage par ses États, plus des vivres,

cent hommes d'armes, et deux mille hommes de pied. Ces troupes suivraient le duc en Toscane, où il voulait par la force changer le gouvernement de Florence. La terre de Castel-Bolognèse devait en outre appartenir au médiateur, Paul Orsino.

Cependant, pour semer des germes de discorde dans une cité sur laquelle il n'abandonnait pas ses prétentions, le duc de Valentinois fit connaître à Bentivoglio la correspondance qu'il avait eue avec ses ennemis. Ceux-ci dès lors se tinrent non-seulement en garde, mais songèrent à prévenir les coups dont leurs intrigues pouvaient être punies. De leur côté, les Bentivogli, qui avaient le pouvoir en main, s'en servirent pour satisfaire leur vengeance. Ils tombèrent sur les Marescotti, et eurent soin de les faire égorger par les jeunes gens des premières familles, à la tête desquels s'étaient mis Hermès Bentivoglio.

Au reste, le duc tenait beaucoup aux troupes de Bologne, parce que celles de France qui étaient avec lui avaient reçu l'ordre d'attendre l'armée du roi, qui marchait en ce moment sur Naples.

Louis XII, pour assurer mieux son entreprise, avait fait avec le roi d'Espagne un arrangement dont Charles VIII avait senti, mais trop tard, la nécessité.

La Sicile, depuis le roi Pierre, auteur des vêpres siciliennes, appartenait à la branche légitime d'Aragon; mais c'était une lignée bâtarde qui régnait à Naples. Pour favoriser les prétentions du roi Ferdinand d'Espagne, il fut convenu que la Calabre et la Pouille, plus voisines de la Sicile, seraient pour lui, tandis que l'Abruzze et la terre de Labour reviendraient à la France. Chacun des deux princes aurait à faire la conquête de la part qui devait être sienne. Ils n'étaient pas tenus à s'aider; mais la neutralité la plus rigoureuse était prescrite à l'un vis-à-vis de l'autre.

Ferdinand avait accédé d'autant plus volontiers à cet accord, que le peu d'aptitude des Français à garder ce qu'ils savaient si rapidement conquérir, lui faisait espérer de saisir le lot de ses co-partageans, aussitôt qu'il leur échapperait. Ce traité, au reste, ne devait être publié qu'au moment d'agir.

En attendant, les troupes d'Espagne, sous la conduite de Gonzalve, étaient entrées comme auxiliaires dans le royaume de Naples. En même temps, le roi Louis avait acheté de l'empereur une trève de plusieurs mois, accordée ainsi contre la parole expresse que le roi Frédéric de Naples avait reçue, et d'après laquelle le chef suprême de l'Allemagne devait non-seulement ménager les intérêts du prince italien dans les traités à venir, mais encore attaquer le Milanez, si une diversion était jugée nécessaire.

Le duc de Valentinois cependant s'était jeté sur la Toscane avec son armée, qui se composait de sept cents hommes d'armes et de cinq mille fantassins, les meilleurs qu'on pût alors trouver dans toute l'Italie ; à cette troupe d'élite, il fallait ajouter les deux cents hommes d'armes et les deux mille fantassins que Jean Bentivoglio s'était engagé à fournir, et qui devaient être sous la conduite de son fils.

Voici quel était le but de César : il voulait occuper, avant le passage des Français qui allaient à Naples, un pays qui tînt de l'une à l'autre mer. L'état de désordre et d'anarchie où se voyait réduite la république de Florence, état qui dé-

concertait d'avance les mesures protectrices de Louis XII, faisait espérer que des forces peu considérables réussiraient à soumettre le pays.

Avant de franchir la frontière, il fit demander aux Florentins le passage et des vivres. Ce n'était qu'un prétexte. Il n'attendit pas la réponse pour entrer sur leur territoire.

Ayant rencontré Pierre Soderini, Alamanno Salviati et Jacques Nerli, députés vers lui par la ville de Florence, il les amusa de paroles jusqu'à ce qu'il eût passé l'Apennin sans obstacle; mais, arrivé à Barbarino, il commença à se montrer exigeant : il voulait que les Florentins se confédérassent avec lui; il demandait des troupes convenablement soldées; il prétendait surtout qu'on s'occupât de réformer le gouvernement.

Bien qu'il ne déroulât pas toute sa pensée sur ce dernier article, on pouvait comprendre par quelques mots échappés çà et là qu'il songeait à rétablir Pierre de Médicis, qui, à son invitation et par son moyen, s'était réfugié à Lajano, terre de l'État de Bologne.

Ce n'était pas, on peut le croire, pour rendre

à une maison illustre toute son ancienne puissance; mais il avait besoin pour le moment de s'attacher les Ursins, parens des Médicis, et Vitellozzo Vitelli, autant ami de Pierre qu'implacable ennemi des Florentins, auxquels il avait à reprocher la mort de son frère Paul. D'un autre côté, le retour des Médicis était une sorte d'épouvantail, qui pouvait contraindre la république désespérée à se jeter dans ses bras.

Mais Louis XII se déclara contre cette intrigue, et donna ordre à d'Aubigni, qui était en Lombardie, de repousser par les armes, s'il était nécessaire, les prétentions de l'ambitieux Borgia ; ne se voyant pas assez fort pour résister aux volontés du roi, le fils d'Alexandre leva son camp, bien qu'il ne fût plus qu'à six milles de Florence. Il se retira en ennemi, brûlant et détruisant ce qu'il ne pouvait emporter, et alla décharger toute sa colère sur Jacques d'Appiano, prince de Piombino.

Après avoir occupé Serghereto, Scarlino, ainsi que les îles d'Elbe et de Pienza, il mit le siége devant Piombino, où Jacques Appiano s'était renfermé avec toutes ses forces. Les Pisans, à l'instigation de Vitellozzo, leur ami, four-

nirent l'artillerie nécessaire, et l'on se mit à battre la place.

Le Pape cependant, qui voyait l'armée du roi, son allié, marcher sur Naples, et fixer l'attention soucieuse de tous les princes italiens, se livrait à ces mouvemens effrénés d'orgueil et d'ambition que l'aspect de ses forces et de celles que lui apportaient ses adhérens, lui avaient toujours inspirés. Déjà se voyaient menacés dans leur vie ou dans leurs biens tous ceux qui lui donnaient quelque ombrage, ou dont les richesses allumaient sa convoitise.

Les Colonnes, par leur ancienne amitié avec les Sforzes et par leurs liaisons récentes avec les Aragonais de Naples, se trouvant exposés à la haine des rois de France et d'Espagne autant qu'à celle du Pape, et prévoyant une ruine inévitable, songèrent à sauver du moins leur vie en déposant leurs biens aux mains du sacré-collége.

Le Pontife, instruit de cette résolution, déclara qu'il ne reconnaîtrait de consignataire que lui-même, et menaça les Colonnes de la prison et même de la mort, si les clefs de toutes leurs

possessions ne lui étaient remises. Prenant conseil de la nécessité, les Colonnes remirent les clefs à l'évêque de Césène, auditeur général de la chambre apostolique, envoyé auprès d'eux à cet effet par le Pape.

Le cardinal Colonna, craignant pour ses jours, renonça spontanément à l'abbaye de Subiaco, dont il était commendataire perpétuel, ainsi qu'à toutes les terres qui en dépendaient, au nombre de dix-huit, et dont Sa Sainteté crut devoir former un majorat pour sa propre famille. Elle fit prendre possession en son nom de toutes les terres qui avaient appartenu aux Colonnes, et donna sa livrée aux gardiens. De plus, elle fit raser Marino, qui avait servi de place d'armes aux soldats et adhérens de cette maison.

Les Savelli eurent la même destinée. Il ne leur resta que la vie et l'espérance d'un changement de fortune.

Le grand nombre de cardinaux et de prélats riches qui mouraient, la promptitude avec laquelle on disposait de leurs dépouilles faisaient naître et propager les plus sinistres soupçons. Les testamens, faits en vertu du pouvoir de tester

accordé par les prédécesseurs d'Alexandre ou par lui-même, étaient regardés comme nuls.

Un cardinal ayant éprouvé une attaque violente, qui fit craindre pour ses jours, et ne voulant pas que le Pape eût son argent et ses effets, disposa, avant sa mort, en faveur des œuvres pies, et les fit mettre en possession sur-le-champ. Il guérit contre toute espérance, et se trouva ainsi dépouillé par ses propres mains.

C'était surtout au duc de Valentinois que revenaient ces spoliations fréquentes. Lucrèce avait obtenu quelques dépouilles assez considérables, entre autres celles de Pierre Carenza, camérier secret de son père; le duc s'en empara.

L'armée de France s'avançant vers Naples, Alexandre écrivit à son fils de venir à Rome avec une partie de ses troupes, tant pour se trouver au passage que pour suivre en qualité de lieutenant du roi. Peu de temps après l'arrivée de César, les Français entrèrent dans Rome, où ils s'arrêtèrent cinq à six jours. L'armée se composait de deux mille chevaux et de dix mille fan-

tassins Suisses, Gascons, et autres; elle traînait trente-six pièces d'artillerie.

Le Pape avait déjà, en plein consistoire, fulminé la déchéance de Frédéric, et donné l'investiture de ses États au roi de France, non plus avec le titre de roi des Deux-Siciles, mais avec celui de roi de Naples et de Jérusalem. Le roi Ferdinand d'Espagne fut investi de la Pouille et de la Calabre, à titre de duc. Le jour qui suivit le départ des Français, la ligue de Sa Sainteté avec les rois de France et d'Espagne, contre un prince chrétien, fut publiée avec autant de pompe que l'avait été, peu de temps auparavant, la croisade du roi de Hongrie et des Vénitiens contre les Turcs, dans laquelle le Pape était pareillement entré. On ne manqua pas de raisons pour motiver cette nouvelle ligue. L'Espagne surtout, dont la conduite excitait le plus de blâme, ne fut pas la plus stérile en protestations de justice, en expositions de griefs.

Le duc de Valentinois resta cinq jours à Rome, après le départ des Français, tant pour attendre sa troupe, que pour se concerter avec son père sur les moyens de faire tourner à leur profit l'expédition contre Naples.

Le seul avantage qui se présentait pour eux, en attendant les bienfaits du temps et la division du royaume, fut l'oppression totale des Colonnes. On se hâta de leur enlever Tagliacozzo, et d'en investir Jean Jordan Orsino, fils de Virginio.

En passant par Viterbe pour se rendre à Rome, où César les attendait, Jean-Paul Baglione et autres partisans des Ursins étaient tombés sur les habitans de cette première ville, favorables à la cause des Colonnes, et en avaient tué un grand nombre, surtout des plus marquans.

Le duc, étant parti de Rome, joignit l'armée du roi à Capoue, dont elle formait déjà le siége. Frédéric n'avait compté que sur la résistance de cette ville et sur celle de la capitale. Les Français battaient la place depuis plusieurs jours, non sans éprouver de grandes pertes; mais la terreur des citadins et des gens de la campagne, qui s'y étaient réfugiés, appelait le moment d'une capitulation.

Déjà même Fabrice Colonna, qui commandait un des bastions, était entré en pourparler, lorsque le duc de Valentinois, par l'intelligence

qu'il avait pratiquée avec un des habitans accoutumé aux trahisons, profita de la négligence que l'espoir d'un arrangement amène d'ordinaire, et pénétra dans la ville avec ses gens, qui furent aussitôt suivis des Français. La fureur de ceux-ci, excitée par les pertes qu'ils avaient éprouvées aux différentes attaques et par l'avidité du pillage, ne connut point de frein. Combattans ou bourgeois, sans distinction d'âge, d'état ni de sexe, tout ce qu'ils rencontrèrent fut passé au fil de l'épée. Le traître qui avait livré sa patrie périt lui-même. Les Églises, les couvents d'hommes, les monastères de femmes n'opposèrent aucune barrière aux cruautés, aux rapines, à la plus effrénée licence. On vit des femmes se précipiter dans les puits, dans la rivière, pour échapper au déshonneur. D'autres s'étaient renfermées dans une tour : le duc de Valentinois força cet asile, choisit quarante des plus belles, et laissa le reste en proie aux soldats.

On tient que le nombre des morts fut de six mille. Tous les officiers de marque furent faits prisonniers. On distinguait parmi eux Fabrice Colonna, Don Hugues de Cardona et Ranuccio de Marciano. Celui-ci, blessé dans les précé-

dentes affaires d'un coup d'arbalète, était tombé aux mains des soldats Italiens. Il mourut, deux jours après, par l'effet d'un poison que Vitellozzo fit mettre dans sa blessure, pour venger son frère Paul, dont les partisans de Ranuccio avaient demandé la mort aux Florentins.

De son côté, le duc voulait avoir à sa disposition Fabrice Colonna, dans le dessein de le faire mourir. Il le réclama au nom de Sa Sainteté; mais ce fut en vain. Jean-Jordan Orsino, bien qu'il appartînt à une faction contraire, intercéda pour cet illustre baron auprès des généraux Français.

Avec Capoue, tombèrent les dernières espérances du roi Frédéric. Se voyant hors d'état de garder Naples et les autres parties de son domaine, qui, suivant le projet de ses ennemis, devaient composer le lot des Français, il convint d'en faire la remise avant six jours, à condition qu'on lui permettrait, non-seulement de se retirer pour six mois dans l'île d'Ischia avec sa famille et ses richesses, à l'exception de l'artillerie que le roi Charles avait autrefois laissée, mais encore d'aller, après ce terme, où bon lui semblerait hors du royaume, et d'envoyer, dès

ce moment, une partie de son monde au secours de son jeune fils, le duc de Calabre, qui s'était renfermé dans Tarente, par suite de l'invasion que venait de faire Gonzalve dans les deux provinces réservées au roi d'Espagne, son maître.

Avant les six mois, Frédéric prit le parti de venir en France, et le duc de Calabre fut contraint d'aller en Espagne. On accueillit l'un et l'autre avec ces honneurs qui ne sauraient consoler de la perte, sans cesse présente, d'un trône.

Les Français, ayant pris possession de Naples avec tant de facilité, n'avaient plus besoin de toutes leurs forces. En conséquence, le duc de Valentinois envoya Jean-Paul Baglione et Vitellozzo Vitelli avec bonne partie de ses troupes au siége de Piombino. Le prince, ne voyant pas qu'il pût résister, laissa garnison dans la place, et vint en France implorer l'assistance du roi, dont la protection jusqu'alors lui avait été assurée. Mais Louis ne crut pas devoir s'opposer aux volontés du Pape et de César.

Piombino, privé ainsi de tout secours, attaqué même par des voisins qui auraient dû venir

à son aide, et entre autres par les Siennois et leur seigneur Pandolfe Petrucci, fut obligé de se rendre.

Le Pape cependant consacrait par des bulles ses différentes conquêtes, reprises ou usurpations, et visitait les lieux avec le plus grand faste. aux acclamations répétées de *Vive Alexandre! Vive Borgia!* Il érigea deux duchés : l'un de Népi, l'autre de Sermonéta; les terres des Colonnes en formèrent l'apanage. Jean Borgia, un de ses fils, qui n'avait pas eu pour mère la Vannozza, reçut le duché de Népi. Dans l'acte d'investiture, le titulaire est qualifié, mais à tort, fils de César. Le duché de Sermonéta fut donné à Don Roderigo, dit d'Aragon, fils de Lucrèce, né quelques mois avant la mort de Don Alphonse, et traité, comme on voit, bien autrement que son infortuné père.

Lucrèce, dont la rancune pour la mort imprévue d'Alphonse n'avait pas eu beaucoup de persistance, était en si grande faveur auprès d'Alexandre, que, durant les voyages du Pontife dans les États enlevés aux barons romains, elle n'avait pas d'autre logement à Rome que les propres appartemens de son père; elle prenait

soin du gouvernement de l'Église, envoyait les lettres, expédiait les affaires, et assemblait les cardinaux, quand la formalité de leur avis était nécessaire, quelquefois même par ostentation seulement.

On a dû s'apercevoir que, dans les divers projets du Pape pour l'élévation de sa famille, il songeait d'abord à débarrasser Lucrèce des maris qui ne pouvaient plus contribuer à la grandeur commune, et lui en cherchait d'autres, dont l'alliance fût utile aux vues du moment. Il était alors question de lui faire épouser, par les bons offices du roi de France, Don Alphonse d'Est, fils aîné du duc Hercule de Ferrare. Cette alliance paraissait propre à consolider les acquisitions nouvelles, et même pouvait en faciliter d'autres.

La maison d'Est écouta les propositions qu'on lui fit, et qu'en d'autres temps elle eût sans doute rejetées; mais elle craignait alors de déplaire à un puissant roi; et d'autre part, si l'amitié des Borgia ne comptait pour rien, leur haine était par contre assez redoutable; les Aragonais ayant connu par deux fois, à leurs dépens, de quoi cette perfide race était capable.

On ne saurait dire avec quelle joie de parvenus la conclusion de cet honorable et important mariage fut apprise par les Borgia. La publication eut lieu, au bruit de l'artillerie du château Saint-Ange, qui ne cessa de tirer depuis midi jusqu'à la nuit. Lucrèce alla rendre de solennelles actions de grâces à la Madonna del Popolo, en habits magnifiques de fiancée; toute la noblesse romaine des deux sexes formait son cortége ; des prélats et des évêques en grand nombre l'accompagnaient aussi. Les feux de joie et les illuminations durèrent plusieurs jours.

La nouvelle de la capitulation de Piombino et l'arrivée du duc de Valentinois à Rome ne purent qu'augmenter cette ivresse. On permit les mascarades, à partir du mois d'octobre, où l'on était alors, jusqu'au carême ; des courses nombreuses, dans plusieurs desquelles on vit des femmes se disputer le prix, furent ouvertes du pont à la place Saint-Pierre. On donna plusieurs combats de taureaux, à la manière espagnole; et tous les jours, tant au palais qu'au dehors sur la place, des pièces de théâtre furent représentées. Les histrions, habillés de drap d'or, par les soins de Lucrèce, parcouraient la ville,

les uns à cheval, les autres à pied, criant à tue-tête : *Vive la duchesse de Ferrare! Vive le Pape Alexandre!*

Des fêtes licencieuses eurent pour théâtre les appartemens même du Pontife; et c'est là que le duc de Valentinois donna ce scandaleux banquet où l'on eût dit qu'il prenait à tâche de surpasser, en fait de luxure, les empereurs romains les plus horriblement dissolus. Cinquante courtisanes nues dansèrent devant cette famille incestueuse, et des palmes furent décernées aux mouvemens les plus lascifs. Le crime affreux de la bestialité y reçut même des encouragemens.

Pour combler la joie délirante qui poussait à ces infâmes saturnales, le cardinal d'Est se rendit à Rome avec Don Ferdinand et Don Sigismond, ses frères. Ils amenaient une grande suite de prélats et de seigneurs. On remarquait parmi ces derniers le seigneur de Corrégio et son fils, ainsi qu'Annibal Bentivoglio; le nombre des simples gentilshommes était infini.

Sa Sainteté, voulant que le cardinal d'Est reçût l'accueil le plus magnifique, fit aller au-devant de lui le duc de Valentinois jusqu'à *Ponte Molle*,

avec les ambassadeurs séculiers des rois de France et d'Espagne. Tous les référendaires et les prélats attachés au palais, toute la maison du Pape, deux cents hommes à cheval et cent hallebardiers à pied, outre une foule innombrable d'autres serviteurs, et une multitude de trompettes, de timbaliers, de musiciens, tous richement vêtus et en grande livrée, se joignirent au cortége. Le duc se plaça à la gauche du cardinal, et l'accompagna ainsi au palais. Vingt cardinaux, qui étaient venus à la porte *del Popolo*, se mirent à chevaucher devant eux.

Il est à remarquer ici que, depuis son retour en Italie, César Borgia avait pris l'habitude de ne céder la préséance ni aux ambassadeurs des couronnes, ni aux princes de Germanie, ni à ceux du sang royal de France, comme il le fit voir en la personne de Louis de Bourbon, duc de Vendôme, venu pour l'année sainte, ni à tout autre grand ou dignitaire en faveur de qui ce droit n'eût pas été reconnu en chapelle sur quelqu'un des cardinaux. Il ne l'accorda pas en cette occasion aux deux frères du cardinal d'Est et à l'époux, bien qu'il se plût à leur prodiguer en particulier toutes les marques possibles d'attention et de courtoisie.

Des témoignages solennels d'amitié étaient en même temps donnés à leur illustre maison; voici les principaux : avec le consentement d'un consistoire, le cens que les ducs de Ferrare payaient à la chambre apostolique fut réduit de quatre mille écus à cent; dans un autre consistoire, le cardinal de Saint-Pierre-Ez-Liens, qui voulait en cela se prêter aux goûts du Pape, ayant renoncé librement, par l'organe du cardinal de Lisbonne, à l'Église de Bologne, dont il était commendataire et administrateur perpétuel, Sa Sainteté démembra de cette mense épiscopale la terre de Cento et le château de la Piève, qu'elle donna au duc de Ferrare pour la dot de Lucrèce, outre une somme de mille écus comptant.

Quoique la cérémonie des épousailles eût été faite à Ferrare, entre Don Alphonse et le procureur de Lucrèce, Alexandre désirait néanmoins qu'on réitérât à Rome cette solennité, sur laquelle la bénédiction d'un pontife répandrait tant d'éclat. Mais, quoique Sa Sainteté prétendît avoir là-dessus une opinion favorable émanée des principaux théologiens de sa cour, le cardinal de Sienne lui exposa franchement que le

mariage ne pouvait être administré deux fois au même couple.

Le Pape, ne voulant pas contrevenir aux rites de l'Église, ni perdre les préparatifs déjà faits, prit un moyen terme. Il fut convenu que l'avant-dernier jour du mois de décembre, après les mascarades, après les courses de la place Saint-Pierre, Donna Lucretia, au son des trompettes, des instrumens de musique, sortirait de son palais, peu éloigné du Vatican, et se rendrait, suivie d'un pompeux cortége de dames, de chevaliers, et marchant au milieu de ses deux beaux-frères, à la première salle Pauline, où Sa Sainteté l'attendrait avec un grand nombre de cardinaux et le duc de Valentinois.

Là était dressée une table dont le Pape occupa un des côtés; l'épouse se plaça devant lui, et Don Ferdinand, comme procureur de Don Alphonse, lui mit au doigt l'anneau nuptial; ensuite s'avança le cardinal d'Est, qui donna quatre autres anneaux, formés des pierres les plus précieuses. Après quoi, fut apportée sur la table une cassette d'où le cardinal tira une grande quantité de joyaux, de bijoux, de grosses perles, pour la valeur de cent mille écus; il les

offrit à l'épouse, et la pria de s'en servir jusqu'à ce que son époux lui en eût donné de plus beaux encore et qui fussent mieux proportionnés à son mérite.

Cette cérémonie terminée, Alexandre se retira dans une autre salle; de superbes feux d'artifice furent tirés sur la place, et les danses se prolongèrent jusqu'au milieu de la nuit dans la salle Pauline.

Le voyage de la princesse à Ferrare ne se fit pas avec moins d'appareil. Outre les deux beaux-frères et les gentilshommes venus avec eux, le Pape voulut que le sénat de Rome mît à la suite de sa fille tous les seigneurs romains qui, par leur fortune, pourraient étaler le plus de magnificence dans les habits et la livrée. On distinguait parmi ces gentilshommes Olivier Mattei et son frère, fils de Pierre, un des chanceliers de la cité, et petits-fils d'Alexandre par leur mère, laquelle devait sa naissance aux amours du Pape avec une autre femme encore que la Vannozza, et que la mère du petit duc de Népi, dont nous avons parlé. François Borgia, dit le cardinal de Cosenza, fut nommé légat *à Latere*, pour accompagner Lucrèce jusqu'aux frontières de l'État

ecclésiastique, où elle devait être remise à Élizabeth Gonzague, duchesse d'Urbin.

Il convenait que l'arrivée de la princesse à Ferrare fût suivie de fêtes; Sa Sainteté, par un indult, prolongea le carnaval jusqu'au dimanche de *Lætare*, avec dispense de maigre et d'abstinence.

Toutefois, le tumulte des réjouissances publiques n'étouffait pas à Rome les murmures et les cris des mécontens. Ceux qu'on avait persécutés, dépouillés, se livraient à des plaintes d'autant plus amères, qu'ils voyaient le public porté davantage à oublier leurs infortunes au milieu des fêtes et des plaisirs dont on le rassasiait. Les médisances secrètes étaient punies secrètement; on les noyait avec le détracteur dans le Tibre. Les traits lancés à la lumière du jour étaient aussitôt repoussés par des punitions exemplaires.

Un homme qui, sous le masque, avait osé adresser au duc de Valentinois des invectives mordantes, fut incontinent saisi, garrotté, conduit dans les prisons de la *Corte Savella;* ce malheureux eut, la nuit même, une main et la langue coupées. La langue fut attachée à l'un des doigts de la main, et l'on tint exposé pen-

dant deux jours ce trophée de vengeance à l'une des grilles extérieures de la prison.

Alexandre et son fils eurent connaissance que le frère d'un certain Jean Lorenzo, vénitien, assez fameux dans les lettres, avait traduit en latin et envoyé à Venise, dans le dessein de les faire imprimer, quelques pamphlets écrits en grec contre les deux Borgia, et trouvés dans les papiers dudit Jean Lorenzo, mort depuis peu de temps. Ils donnèrent des ordres aussi prompts que secrets pour qu'on l'arrêtât, et qu'on saisît tout ce qu'il y aurait dans sa maison, d'effets et de papiers tant à lui qu'à son frère.

La république, en apprenant l'exécution de cette mesure, se hâta d'enjoindre à son ambassadeur de réclamer instamment un de ses sujets, qu'elle appréciait beaucoup. L'ambassadeur s'acquitta de cette mission avec le plus grand zèle. « Je n'aurais jamais imaginé, dit Alexan-
» dre, l'intérêt si vif que la république prend à
» ce misérable : mais les démarches en sa faveur
» viennent trop tard, et j'éprouve le déplaisir de
» ne pouvoir y céder; l'homme en question ayant
» été depuis quelques jours étranglé et jeté dans
» le Tibre. »

Peu de temps après, parut imprimée une lettre en latin, sans signature, écrite du camp espagnol sous Tarente à Silvio Savello, qui était en Allemagne auprès de l'empereur. Un exemplaire en parvint au cardinal de Modène, qui le remit au Pape et à César Borgia. Cette lettre renfermait, entre autres inculpations, certains détails de débauches que la dignité de l'histoire repousse; ils se rapportent à la trop fameuse orgie qu'imagina le duc de Valentinois, dans le goût antique, et qui fut célébrée, la veille de la Toussaint, dans les appartemens pontificaux. La gravité de ces inculpations, où le cardinal de Modène lui-même n'était pas épargné, ne changea rien à la conduite du Pontife et de son fils. Ils poursuivirent avec la même assurance le cours de leurs monstrueuses débauches et de leur ambition effrénée.

Le roi Frédéric ayant fait procéder à la vente de toute l'artillerie et des armes qu'il avait emportées à Ischia, dans sa retraite, ils acquirent au prix de quatorze mille ducats ce qui valait bien quatorze fois davantage. Ce n'était point assez. Les Colonnes, avant d'abandonner leurs États, avaient fait enterrer, pour les soustraire aux recherches de leurs ennemis et les retrouver dans

un meilleur temps, les pièces d'artillerie et les autres armes qui garnissaient leurs châteaux. Alexandre se transporta lui-même sur les lieux avec les cardinaux d'Est, de Cosenza et Borgia. Par des emprisonnemens et des tortures, par des menaces de mort, il obtint la révélation de ces dépôts, et, tout triomphant, il fit porter à Rome ces divers instrumens de guerre rendus au jour.

Bientôt après, le père et le fils, avec ces armes nouvelles, se rendirent à Piombino et dans les autres terres enlevées à Jacques Appiano; ils avaient un double dessein : s'assurer la possession du pays et y former un arsenal à portée de la Toscane, objet de leur constante ambition.

Ce voyage se fit avec la pompe accoutumée. Sa Sainteté vint s'embarquer au port de Corneto, où l'attendaient six galères. Elle était accompagnée des cardinaux d'Est, Borgia, Pallavicino, Orsino, de Cosenza, et de Sanseverino, du duc de Valentinois et d'un grand nombre de prélats. Toute sa maison, celle du duc, celles des cardinaux étaient à la suite.

Arrivé à Piombino, Alexandre fit reconnaître son fils pour seigneur de cet État, portant ainsi une nouvelle atteinte aux droits de l'Église ; car, en admettant la réalité de ces droits sur les lieux envahis, le Pape ne devait pas oublier qu'il n'était qu'usufruitier, et par conséquent ne pouvait donner à sa propre famille ce qu'il réclamait au nom des apôtres.

Il visita les terres et en particulier l'île d'Elbe. Des ordres à donner pour de nouvelles fortifications, une grand'messe célébrée avec le plus grand faste, et des bals où les plus belles filles du pays étaient invitées, occupèrent ses momens. Les insulaires reçurent des marques nombreuses de libéralité. C'était une semence qu'il répandait avec soin pour des projets à venir. Déjà même un bruit se répandait que les Pisans appelaient le duc à leur tête ; mais cette nouvelle ne se confirma point.

Au retour, une tempête accueillit les voyageurs. César s'était fait débarquer un peu auparavant. Son père, resté à bord, ne partagea point, à ce qu'on dit, cet abandon de terreur que l'illustre cortége éprouvait ; il ne cessa d'in-

voquer avec calme et tranquillité le nom de Jésus et de faire des signes de croix.

Cependant une révolution s'était opérée à Arezzo en faveur de Pierre de Médicis. Vitellozzo, Jean-Paul Baglione, les Ursins et principalement Pandolphe Petrucci l'avaient provoquée; la Toscane entière paraissait y accéder. Les Borgia voyaient plus de chances en leur faveur dans le pouvoir sans cesse vacillant de la multitude que dans l'autorité ferme d'un seul; et le crédit nouveau des Orsini, des Baglioni, des Vitelli, présentait un obstacle de plus au dessein depuis long-temps conçu de les abattre un jour. Mais ils dissimulèrent, tant pour ne pas donner d'ombrage à ces capitaines, que par l'espoir de faire tourner à leur profit particulier les dissensions renaissantes des Florentins.

Le duc de Valentinois trouva même dans la circonstance un avantage présent. D'accord avec son père, il forma une entreprise que bien certainement Baglione et Vitelli auraient contrariée, s'ils ne se fussent pas jetés dans l'embarras des affaires de Florence. Cette entreprise était l'acquisition du duché d'Urbin, qui touchait aux possessions de ces deux capitaines.

L'antique affection des peuples pour la maison de Montefeltro, qui les avait si long-temps gouvernés, et surtout pour le duc Guid'Ubaldo, dont le mérite et la magnificence avaient fait de la cour d'Urbin l'école, si on peut le dire, de la politesse italienne; la protection du roi de France; des liens de parenté avec la maison de la Rovère, à qui la succession était dévolue; l'amitié constante de la république de Venise pour le duc et pour ses ancêtres, amitié fondée sur une continuité d'importans et réciproques services; les soupçons que non-seulement les princes voisins, mais l'Italie entière, allaient concevoir d'une acquisition qui ferait supposer des desseins plus vastes encore, toutes ces considérations ne permettaient pas une attaque ouverte : c'était à la fraude qu'il fallait recourir, et l'autorité du Pape ainsi que l'habileté connue du duc étaient là pour légitimer au besoin des moyens iniques.

Guid'Ubaldo s'était endormi au bruit flatteur des protestations amicales; quelques témoignages positifs avaient même été donnés; d'anciens différens, au sujet de redevances envers la chambre apostolique, venaient d'être arrangés à l'entière satisfaction de ce prince. Par ses instances,

il avait obtenu pour François-Marie de la Rovère, son neveu, la préfecture de Rome, vacante par la mort du père. On lui faisait espérer l'autorisation jugée nécessaire pour adopter comme fils et héritier ce même François-Marie, qui venait d'épouser une Borgia. Si les entreprises déjà mises à fin jetaient quelques soupçons dans son esprit, les brefs les plus caressans venaient aussitôt effacer des impressions fâcheuses.

Pour le tromper mieux, César envoya le duc de Gravina, qui était un Ursin, et Liverotto da Fermo, avec une partie de ses troupes, ravager l'État de Camérino et commencer le blocus de cette ville, tandis que, feignant de vouloir se rendre de sa personne à la même destination, il sortait de Rome, suivi du reste de ses gens, et marchait vers Pérouse.

Là, il fut joint par l'évêque d'Elva, commissaire-général de l'armée; et deux Espagnols portèrent au duc d'Urbin un bref où l'on disait que son attachement pour le Saint-Siége apostolique et pour la personne du Pape faisait croire qu'il concourrait volontiers à toutes les entreprises du duc de Valentinois, et se prêterait en conséquence aux mesures que l'évêque d'Elva, conformément

aux instructions reçues, aurait à lui proposer. Ces deux Espagnols demandèrent l'artillerie nécessaire pour le siége de Camérino, la réparation des chemins, les moyens de transport suffisans, puis le passage et les vivres pour quinze cents hommes de pied, qui seraient chargés de l'escorte.

Le duc promit tout ce qu'on lui demanda. Il envoya même à Spolète un de ses gentilshommes vers César, pour l'assurer de son attachement et lui offrir tous les services qui dépendraient de ses États et de sa personne. César se montra extrêmement sensible à ces marques d'amitié; il y répondit par des protestations extraordinaires de gratitude, et déclara qu'il ne voulait avoir d'autre frère en Italie que le duc d'Urbin. En même temps, il le pria d'envoyer mille hommes de pied à Vitellozzo en Toscane.

Le gentilhomme du duc ayant été congédié, César fit partir de Spolète deux mille hommes, qui s'acheminèrent à marches forcées vers l'État d'Urbin, sous le prétexte d'escorter l'artillerie promise; en ce même temps, du côté de la Romagne et de Fano, le reste des troupes s'ébranla; elles avaient ordre de tenir, en s'approchant des

frontières, tous les passages fermés, afin qu'il ne restât à Guid'Ubaldo aucune issue pour fuir, et que toute facilité fût laissée pour envahir le pays.

Ces dispositions faites, il se mit à la tête d'un bon corps de cavalerie, courut à Nocéra, qui était sur la route de Camérino, puis, se détournant vers Sigillo et la Schioggia, il fondit sur les terres du prince, saccageant tout sur son passage, et annonçant que, dans la matinée suivante, il voulait arriver à Urbin.

Le bon duc faisait ses dispositions pour envoyer des rafraîchissemens à Borgia, lorsqu'il apprit cette invasion subite; on lui dit aussi quelles manœuvres avaient été faites en même temps et de divers côtés pour lui fermer toute issue. Hors d'état de se préparer à une défense dont il n'avait pas prévu le besoin, il ne songea plus qu'à se sauver par la fuite avec le préfet de Rome, son neveu, après avoir commandé à ses sujets de ne pas irriter le tyran.

Arrivés à Santa-Agata, terre de Montefeltro, ils se travestirent l'un et l'autre en villageois, et prirent chacun une route différente avec deux

serviteurs pour toute escorte. Le duc se dirigea vers Mantoue ; son neveu prit la route de Savone. Ils arrivèrent, non sans avoir couru plusieurs dangers, en lieu d'asile.

Ainsi le triomphe inique du duc de Valentinois ne fut point complet. Il avait pris possession de l'État d'Urbin; mais les princes, dont la mort seule pouvait assurer sa conquête, n'étaient pas en son pouvoir, et il semblait pressentir que les maisons de Montefeltro et de la Rovère, en se relevant, feraient un jour tomber la sienne.

Avant son départ de Rome, il avait ourdi la plus abominable trame contre le cardinal de la Rovère, protecteur naturel des princes dont la perte était jurée. Le cardinal d'Albret, suivi de Troccies, son camérier intime, devait s'embarquer sur une galère pour aller, disait-on, au-devant du roi de France, qui venait en Italie; mais il y avait un ordre secret d'envoyer, par l'esquif, à Savone, dès qu'on serait en vue et à portée de cette ville, un serviteur, bien connu du cardinal de la Rovère, et qui, en annonçant que son maître était sur le vaisseau, allant à la rencontre du roi, engagerait par belles manières à venir le voir à bord : son Éminence n'y se-

rait pas plus tôt montrée qu'on aurait repris la route de Rome.

Il ne tint pas à eux que le cardinal ne donnât dans le piége ; mais ce prince de l'Église, dont le cœur était peu fait pour la fraude, avait un esprit très-capable de la découvrir. Il s'excusa poliment de ne pouvoir faire sa cour à ce beau-frère de Borgia, en qui probablement il avait déjà reconnu quelque penchant à s'infecter de la corruption d'autrui, et à contracter alliance avec le crime.

César passa quelques jours à Urbin dans une pénible hésitation, entre deux partis d'égale importance qui se présentaient à la fois. Devait-il effectuer le siége de Camérino, dont le blocus était commencé? fallait-il se joindre à Vitellozzo, dont l'armée, qui s'appelait ecclésiastique, après s'être emparée de la citadelle d'Arezzo, faisait en Toscane des progrès notables. Suivre le mouvement auquel poussait Vitellozzo, c'était le parti le plus avantageux; mais Louis XII, qui s'était opposé à une première invasion, en souffrirait-il une seconde? Cette considération prévalut dans l'esprit de César. Se bornant à faire passer en secret des secours à Vitellozzo, pour nourrir une

entreprise dont le temps, peut-être, lui apprendrait à profiter, il tourna toutes ses pensées et toutes ses forces vers le duché de Camérino.

Mais avant de quitter Urbin, pouvait-il ne pas dépouiller le palais ducal de toutes les richesses qu'avaient amassées tant de princes magnifiques et de glorieux capitaines! Il fit enlever particulièrement cette belle collection de livres que le duc Frédéric avait formée. Tout fut transféré au château de Forli, la plus forte place de ses nouveaux États.

Les Florentins, cependant, ne s'étaient pas mépris sur les intentions du fils d'Alexandre. Ils le présentèrent au roi Louis comme l'unique auteur de la guerre qu'on leur faisait, et surent rappeler tout ce qui annonçait en lui, comme chez son père, le projet formel d'asservir l'Italie entière. Charles d'Amboise, seigneur de Chaumont, lieutenant du roi dans le Milanez, appuya ces plaintes, et montra qu'on ne pouvait se fier aux Borgia, depuis, surtout, que le succès avait accru leur naturelle insolence.

L'indignation du roi fut vive; non-seulement il envoya aux Florentins de la cavalerie, trois

mille Suisses et une artillerie redoutable, mais il annonça de plus la résolution d'aller lui-même enlever au duc de Valentinois la Romagne et les autres États envahis, disant qu'une telle guerre contre les troupes du Pape serait plus profitable à la chrétienté, que toutes celles qui pourraient être dirigées contre les Ottomans.

Tandis que ces plaintes et ces propos avaient lieu, le duc de Valentinois, ayant serré de plus près la ville de Camérino, parut vouloir prêter l'oreille aux propositions d'accommodement qui lui avaient été faites par Jules-César de Varano, seigneur du pays, pendant un armistice de quelques jours. Mais, tandis que le possesseur de Camérino se reposait avec sécurité sur la parole donnée, le duc fit tout à coup attaquer cette ville avec toutes ses forces, s'en empara, et vit tomber en son pouvoir Jules-César avec ses deux fils, Venance et Annibal. Peu de temps après, suivant son usage, il les fit étrangler tous les trois. Jean-Marie, un autre fils, que son père avait auparavant envoyé à Venise, survécut à sa patrie et à sa famille, pour les rétablir un jour l'une et l'autre.

Ces deux opérations, d'Urbin et de Camérino,

terminées en peu de jours, étonnèrent les princes italiens et jetèrent partout l'alarme. C'était avec d'autant plus de raison, que l'adroit Borgia savait bien garder ce qu'il avait pris. Il parvenait même à rendre son gouvernement agréable aux peuples. Tous ces États de la Romagne n'avaient pas eu pour maîtres un Guid'Ubaldo, aimé de ses sujets comme un père, ni un Astor Manfredi, intéressant par sa jeunesse, ni une Catherine Sforza, qui sut inspirer tant de courage aux habitans de Forli. Borgia n'avait renversé presque partout que des tyrannies odieuses non-seulement en elles-mêmes, mais par les crimes qu'elles autorisaient. Ce n'était que vols, brigandages, querelles particulières et meurtres. Les seigneurs ne songeaient qu'à dépouiller leurs sujets; punir des malfaiteurs, quand surtout cette punition ne pouvait enrichir le fisc, c'était un soin qu'ils semblaient ne pas compter parmi leurs droits et leurs devoirs.

Pour établir la sûreté publique, César plaça l'autorité la plus absolue aux mains de messer Ramiro d'Orco, homme cruel et juge expéditif, à qui la Romagne dut bientôt une tranquillité depuis long-temps inconnue.

Quand ce premier bien eut été opéré, César vint à craindre que l'instrument dont il avait fait usage ne se rendît trop odieux; c'est pourquoi il créa, au centre de la province, sous la présidence d'un homme cher au peuple par ses vertus et son mérite, un tribunal civil auprès duquel chaque ville avait son avocat.

Mais le souvenir des rigueurs passées nourrissait contre lui quelques haînes, auxquelles il avait le temps de prendre garde, dans un pays qu'il n'avait plus besoin de soumettre par la force; il le savait, et, pour détruire tout germe de malveillance, pour gagner entièrement les esprits, il voulut montrer que la cruauté, dont on avait eu à se plaindre, ne venait pas de lui, mais du caractère féroce de son ministre. Profitant du premier prétexte qui s'offrit pour mettre les mains sur messer Ramiro d'Orco, il fit voir un beau matin, au retour de la lumière, cet homme si redoutable étendu sur la place de Cézène, la tête séparée du tronc, à côté d'un billot et d'un glaive ensanglantés. Borgia, comme on voit, savait parler à l'imagination du peuple.

Cependant, la révolte de Toscane, si chère à Borgia, par les conséquences qu'elle pouvait

avoir en sa faveur, s'arrêta au milieu de ses progrès. La déclaration du roi de France d'abord, puis les craintes de César, furent les obstacles qu'elle rencontra. Pour ne pas irriter un allié puissant, le duc de Valentinois fit intimer l'ordre à Vitellozzo de quitter volontairement Arezzo et les autres terres qu'il occupait en Toscane, s'il ne voulait pas y être contraint par les armes.

De leur côté les Orsini, Vitellozzo, Baglione et Pandolfo Petrucci, songèrent enfin qu'il valait mieux garder leurs forces pour s'opposer aux entreprises ambitieuses de Borgia.

Le cardinal Jean-Baptiste Orsino fut alors député vers le roi pour excuser le mouvement d'Arezzo, et porter plainte contre le Pontife et son fils. Il fit ce voyage sans l'autorisation du Pape ; Alexandre, à qui, en alléguant d'autres motifs, il en avait fait la demande, n'avait point voulu l'accorder.

Cette démarche devait lui coûter la vie, ainsi qu'à la plupart des siens ; elle devait faire tomber sa famille de la plus haute élévation où jamais elle fût arrivée. Le duc de Ferrare porta

des plaintes semblables au roi Louis; le duc d'Urbin, le marquis de Mantoue, le cardinal de la Rovère, Bentivoglio, la seigneurie de Venise et les Florentins les répétèrent.

Le roi était flatté qu'on le prît ainsi pour arbitre des intérêts de l'Italie; mais il écoutait en même temps les explications que le Pape et César lui faisaient passer par leurs ministres, et surtout par Troccies, le plus adroit de tous. Le père et le fils, toujours si habiles à choisir l'à-propos, surent offrir des secours considérables, dont la division, qui existait déjà entre les Espagnols et les Français, pouvait bientôt faire sentir le besoin. Ayant en outre prorogé de dix-huit mois la légation de France, ils avaient par là gagné le cardinal de Rohan, qui, du reste, à raison de ses prétentions à la chaire de saint Pierre, était porté à servir Rome envers et contre tous.

Des différens survenus avec les cantons suisses, pour la terre de Bellinzona, les vallées de la Valteline et de Schaffouse; les préparatifs menaçans d'un voyage de l'empereur en Italie, où il avait, disait-on, l'intention de se faire couronner; la connaissance de l'inquiétude avec la-

quelle Venise voyait aux mains du roi et l'État de Milan et le royaume de Naples, toutes ces circonstances déterminèrent Louis XII à resserrer ses liens avec les Borgia. Et ce même prince, qui trouvait naguère plus conforme à la religion de porter secours à des chrétiens, opprimés par un pontife, que de guerroyer contre les Turcs, déclara bientôt que sa confédération avec le Pape méritait de passer avant tout autre engagement; que la protection accordée à divers princes italiens ne devait porter aucun préjudice aux intérêts de l'Église; et qu'enfin, il n'avait ni la volonté ni le droit de s'opposer à ce que pourrait faire Alexandre des terres et domaines qui appartenaient au Saint-Siége.

Cette déclaration, si opposée aux sentimens naguère manifestés, ne se fit pas expressément tout de suite. Il laissa quelque temps ceux qui recouraient à lui se nourrir d'espérances vaines.

Le duc de Valentinois, instruit de ces dispositions favorables, se munit de bonnes sommes d'argent, acquises par ses moyens ordinaires, spécialement par la mort du cardinal de Modène, agent principal des rapines pontificales, dont la fin précipitée ne donna pas moins à parler que

sa vie, et résolut d'aller à Milan, où le roi venait d'arriver.

Pour tromper ses ennemis, César se mit en route, déguisé en chevalier de Malte, avec le cardinal Borgia, Troccies et un autre de ses familiers. A Ferrare, il prit avec lui son beau-frère, le prince Alphonse. Tandis qu'on le croyait dans la disgrâce du roi, et qu'on ne pouvait pas se persuader qu'il vînt se livrer ainsi, le prince lui fit un accueil plein de bienveillance, et lui donna toutes les marques d'affection et d'estime qui étaient en son pouvoir. Il n'eut pas de peine à recevoir comme bonne sa justification au sujet d'Arezzo et du val de Chiana. César réussit d'autant mieux à rejeter cette affaire sur les Orsini, sur Vitellozzo et Baglione, qu'il les présenta comme des partisans de l'Espagne.

Pour gage des bonnes volontés de Louis XII, il reçut l'offre de trois cents lances, qui l'aideraient d'abord à réprimer Jean-Paul Baglione et Vitellozzo, puis à prendre Bologne, au nom de l'Église; Bologne, dont il voulait faire la capitale de son duché de Romagne.

Mais cet arrangement ne fut pas divulgué tout

d'abord; et Louis XII, qui n'était pas inhabile en dissimulation, sut donner à entendre aux ennemis de César qu'il songeait à emmener en France, pour mieux garantir la sûreté commune, cet homme si dangereux. Il fit même au cardinal de la Rovère quelques promesses en faveur du duc d'Urbin, mais tout cela pour gagner du temps; enfin il repartit pour la France, et les adversaires de César Borgia, qui resta en Italie, purent alors comprendre à quel point on les avait joués.

Leur confusion et leur terreur s'accrurent bientôt : car le duc de Valentinois était à peine passé à Imola, où se rassemblait son armée, qu'on vit arriver à Bologne un homme venant de la part du roi, pour signifier à Jean Bentivoglio que cette ville étant du domaine de l'Église, sa majesté n'avait pu refuser à un Souverain Pontife les secours nécessaires pour la recouvrer; mais qu'en vertu de la protection royale, il serait permis aux Bentivogli d'y rester, comme simples particuliers, avec la jouissance de leurs revenus propres.

A cette nouvelle, tous ceux qui avaient à craindre le duc de Valentinois virent bien qu'il

était temps de songer à leur sûreté ; et, quoique les Orsini, Vitellozzo, Baglione et Liverotto da Fermo, eussent reçu depuis peu leur solde, comme capitaines de César, ainsi que de l'argent pour enrôler de nouvelles troupes, et les mener à l'entreprise de Bologne, qui n'était alors que projetée encore, ils crurent convenable de rester avec leurs soldats en des lieux sûrs, pour voir ensuite ce qu'il faudrait faire, dans l'intérêt général.

L'occasion de se décider se présenta bientôt. Nous avons vu comment la Romagne, long-temps agitée de désordres particuliers, avait recouvré la paix sous Borgia. Il n'en fut pas de même des États d'Urbin. Jadis heureux et tranquilles sous leur prince, ils montrèrent, par toutes sortes de résistances, le vif regret de l'avoir perdu, et leur haine profonde contre celui qui l'avait dépouillé. Les sujets fidèles de Guid'Ubaldo massacraient, selon qu'ils en trouvaient l'occasion, les gouverneurs de César, emprisonnaient ses magistrats et ses juges, attaquaient ses troupes.

Un important succès rendit l'insurrection complète. Le gouverneur de San-Léo, fortifiant cette place qu'il tenait pour César, y faisait entrer

quelques pièces de bois. Des conjurés, postés dans les environs, attendirent un moment où le pont-levis, embarrassé de grosses poutres, ne pourrait être levé par ceux de l'intérieur, et, sautant sur le pont, ils entrèrent dans le château, dont ils se rendirent maîtres.

Cette prise de San-Léo ne fut pas plus tôt connue, que tout l'État d'Urbin se déclara pour Guid'Ubaldo, l'ancien duc. Ce prince, au premier avis, passa de Venise à Sinigaglia, et, de cette dernière ville, à sa résidence ordinaire.

Tous ceux qui pressentaient leur perte prochaine, à la vue des progrès successifs de Borgia, progrès que l'occupation de Bologne allait rendre plus formidables encore, pensèrent que le moment d'agir était venu. En conséquence, ils s'assemblèrent à Magione, dans le Pérugin. C'étaient le cardinal Orsino, le duc de Gravina et Charles Orsino, au nom de toute leur maison; Vitellozzo Vitelli, Jean-Paul Baglione, tyran de Pérouse; Liverotto da Fermo; Annibal Bentivoglio, pour son père; Jean-Antoine de Venafro, ministre de Pandolfo Petrucci, chef de Sienne.

Dans cette assemblée, on forma une confédération, et l'engagement fut pris de mettre en

campagne sept cents hommes d'armes et neuf mille fantassins. Une partie de ces troupes devait servir à Bentivoglio, pour attaquer César, du côté d'Imola ; le reste chercherait à reprendre Pesaro, Rimini, et porterait secours au duc d'Urbin.

Dans la crainte que cette ligue n'irritât le roi, qui, pourtant, selon eux, ne pouvait voir avec déplaisir qu'on voulût détourner et restreindre les trop vastes desseins de César, les confédérés s'accordèrent à concourir, de leur personne et avec leur monde, à toute entreprise pour laquelle Louis XII réclamerait leur assistance.

Ce fut aussi par le même motif que les Colonnes, ennemis si déclarés et si puissans des Borgia, ne furent point appelés à faire partie de l'union. Ils auraient donné, par leur présence dans les rangs des confédérés, trop d'inquiétude à la France.

On parla beaucoup et diversement sur cette grande mesure. Chacun sentait le besoin d'opposer une digue à l'ambition violente des Borgia; mais, en même temps, on craignait que le résultat de l'entreprise ne répondît point à la jus-

tice des motifs, et que ce noble mouvement ne tournât à la ruine de ceux qui l'avaient conçu.

Une chose étonnait surtout : c'était la résolution des Ursins, qui s'exposaient à perdre en un moment le fruit de dix années de soins obséquieux auprès d'Alexandre et de César. D'autres personnes, qui jugeaient mieux l'état des choses, pensaient qu'une telle mesure était indispensable, César ayant arrêté, sans nul doute, dans son esprit, la perte des Vitelli, des Baglioni, des Ursins eux-mêmes. On va jusqu'à dire qu'ils furent secrètement avertis de pourvoir à leur sûreté ; et cet avis leur vint de la cour de France, où tout le monde ne ressemblait pas au cardinal de Rohan, qui approuvait et servait en toute rencontre l'élévation tyrannique des Borgia, et l'abaissement des princes italiens.

D'autres motifs encore purent concourir à déterminer les Ursins. Le duc de Valentinois voulait qu'ils fissent avec lui la guerre aux Bentivogli, devenus leurs proches parens, par le mariage d'une fille de Jules, nièce du cardinal Orsino, avec Hermès, fils de Jean Bentivoglio. D'un autre côté, quel espoir leur restait-il de contribuer au rétablissement des Médicis, qui

tenaient aussi à leur famille, tant qu'ils suivraient le parti et les intérêts de César, ennemi par ambition de cette maison puissante. De plus, en ôtant au duc de Valentinois ces condottieri, les plus renommés de l'Italie, et qui menaient à leur suite les plus vieux et meilleurs soldats, on devait, selon toute apparence, tellement l'affaiblir, que, loin d'avoir désormais à le craindre, on pourrait au contraire l'offenser impunément.

En effet, si l'uniformité des vues et la constance dans l'exécution eussent répondu à la sagesse du projet primitif, nul doute que les intérêts des Ursins et des autres n'eussent été pleinement garantis.

Les Vénitiens et les Florentins furent invités à faire partie de l'association ; mais la crainte du roi de France retint les premiers, bien qu'ils fussent particulièrement amis de tous les confédérés, et qu'ils eussent une extrême jalousie de Borgia ; quant à ceux de Florence, leur haine pour Vitellozzo et pour les Ursins leur suggéra l'idée de faire plutôt cause commune avec le duc de Valentinois.

L'illustre secrétaire de Florence, Nicolas Ma-

chiavel, que la république envoya vers César, pour lui offrir des secours, raconte qu'il le trouva dans un découragement profond ; car il se voyait presque sans troupes, bien qu'à la veille d'une guerre qui paraissait devoir être poussée avec la plus grande vigueur.

Les offres des Florentins relevèrent son courage. Il résolut de gagner du temps, avec le peu de troupes qui étaient autour de lui. Il en vint bientôt à penser que cette épreuve, quelque difficile qu'elle pût être, ouvrirait la voie à l'exécution de ses plus vastes desseins : ces nouveaux ennemis, une fois terrassés, il ne devait plus trouver d'obstacle pour arriver aux autres, et les abattre. C'est pourquoi il appliqua toutes les ressources de son esprit, aux apprêts de la guerre et au manége des négociations souvent plus efficaces que les armes.

D'abord il demanda de prompts et puissans secours au roi, qu'il ne manqua pas de prévenir contre les confédérés, et il envoya des officiers lever des hommes à tout prix. En même temps, il engagea le Pape à faire des propositions aux membres de la ligue, selon leurs intérêts divers, afin d'en détacher quelques-uns ou de les tenir

du moins en suspens jusqu'à ce qu'on pût les attaquer avec avantage.

Le Pape, faisant usage de tous les artifices qu'il possédait, chercha, par le moyen de Jules Orsino, à gagner le cardinal son frère, avec qui de longues et étroites liaisons d'amitié donnaient l'espoir d'un succès plus facile. Explications, excuses, promesses des plus grands honneurs, rien ne fut épargné.

Le duc de Valentinois, en pratiquant des menées semblables avec chacun des confédérés en particulier, eut soin d'y mettre pourtant ce qu'il fallait de publicité pour faire naître une méfiance mutuelle, et empêcher cette exécution prompte et soutenue qu'ils étaient en état de donner à leurs desseins, et qui probablement eût opéré sa ruine.

Cependant la troupe des Bentivogli ayant passé de Castel-San-Pietro à Coccia, lieu voisin d'Imola, l'avait pris et saccagé. Le duc de Gravina et Paul Orsino, qui, avec leurs gens et les six cents soldats de Vitellozzo, étaient entrés dans le duché d'Urbin, rencontrèrent, auprès de Cagli, don Michelotto et don Ugo de Car-

dona, qui avaient emporté et mis à sac Fossombrone et repris la Rigola, où le premier, plus adroit sicaire que brave capitaine, avait, de sa propre main, donné la mort à Jules César de Varano, qui y était détenu. Ces deux lieutenans de César Borgia furent complétement battus; Ugo de Cardona fut tué, avec un grand nombre des siens; presque tout le reste fut pris. Michelotto put à grand'peine se sauver à Fano, d'où le duc de Valentinois le fit aller à Pesaro, tant parce que cette dernière ville n'était pas aussi bien disposée en sa faveur, que pour porter la mort à Venance et à Annibal de Varano, qui, échappés de ses mains, avaient cherché en ce lieu un refuge, dans le même temps que le peuple de Camérino, ayant rappelé de Venise Jean-Marie, leur frère aîné, s'était révolté contre l'usurpateur.

Les circonstances se montraient favorables, comme on voit, pour enlever au duc tout ce qu'il avait pris; la fortune souriait aux confédérés; tant d'inventions criminelles, tant d'actes de perfidie, tant de lâches assassinats allaient être stériles, ce qui, pour un ambitieux, eût été la plus cruelle des punitions; mais les nouveaux ennemis de César laissèrent enchaîner

leur bras, et suspendre leur élan d'abord assez vigoureux, assez ferme, par des artifices qui causèrent leur perte et sauvèrent le fils habile et audacieux d'Alexandre.

Pendant ce temps, dont ils profitaient si mal, César avait assemblé de divers points un nombre considérable de troupes; Chaumont avait reçu du roi l'ordre d'envoyer promptement à son secours quatre cents lances, et de l'appuyer par tous les moyens qui seraient en son pouvoir.

Surpris et confondus, les confédérés se crurent bientôt réduits à écouter les propositions qui leur étaient faites. C'était où les attendait le duc; car, bien qu'il fût maintenant en forces, la fraude secondait mieux ses vues qu'une guerre ouverte.

Tandis que le Pape continuait son manége avec les Ursins, et ourdissait des trames nouvelles auprès des Bentivogli par l'entremise de Charles Degl'Ingrati, ambassadeur de Jean à Rome, César traitait aussi avec les mêmes Bentivogli et avec Pandolfo Petrucci, qui eut soin d'envoyer à Imola Antoine de Venafro, pour

suivre de plus près ses affaires : le fils d'Alexandre se ralliait plus étroitement à Paul Orsino, fils du cardinal.

Ce Paul n'était pas le moins considéré de sa maison ; sa valeur était grande ; et la réputation des soldats qui le suivaient égalait bien la sienne. Le duc, en l'appelant auprès de lui, avait envoyé comme ôtage le cardinal Borgia dans les terres des Ursins. « C'est moins la perte » de tant d'excellens capitaines qui m'a affligé, » disait César, que la crainte de passer pour un » homme insouciant des mérites d'autrui, et in» capable de s'attacher des amis. » En conséquence, il voulait entrer en accommodement avec eux, leur promettant toutes les satisfactions qu'ils pouvaient désirer, et cela dans un moment où les secours envoyés par le roi de France, joints aux forces qu'il avait rassemblées lui-même, ne pouvaient laisser croire qu'il eût besoin de la paix. Il offrait d'amener à bon terme, de la manière qui paraîtrait convenir le mieux, toute discussion existante avec les Bentivogli, pourvu que sa réputation politique n'en souffrît point. Quant à Paul, il sut lui prodiguer des protestations d'estime et d'amitié si persuasives ; il lui fit de si attrayantes promes-

ses, qu'après l'avoir fasciné, il s'en servit pour fasciner les autres.

C'est vraiment chose étonnante que cet homme, dont la perfidie avait immolé déjà tant de victimes, ait pu tromper si facilement les plus habiles capitaines d'Italie! Pour les gagner mieux, ce ne fut point assez de les reprendre à son service, il leur donna quatre mille ducats en présent; il leur promit de laisser en paix les Bentivogli, et contracta même avec Jean une alliance de famille; il laissait la faculté de ne se rendre auprès de lui que lorsqu'on le jugerait à propos. De leur côté, ces capitaines promirent de remettre en son pouvoir le duché d'Urbin et les autres terres dont ils s'étaient emparés; de le servir dans toutes ses entreprises, et de ne faire la guerre ou fournir des troupes à qui que ce fût sans son autorisation.

Guid'Ubaldo se vit de nouveau forcé d'aller à Venise; il fit ruiner auparavant toutes les places de son État, parce que mettant son appui sur les peuples, il ne voulait pas que des places, dont il ne pouvait assurer la défense, devinssent entre les mains de son ennemi un moyen d'inquiéter, d'opprimer ses amis.

Ceux des condottieri qui hésitèrent davantage, furent Baglione et Vitellozzo.

Le duc de Valentinois ayant ainsi recouvré les duchés d'Urbin et de Camérino, dont les maîtres s'étaient enfuis en voyant Vitellozzo et Baglione, qui avaient auparavant promis de les défendre, rester oisifs ou même songer à s'unir de nouveau, pour les attaquer, aux troupes d'un implacable adversaire, fit demander aux condottieri à quoi ils voulaient être occupés pour le moment? Il y eut plusieurs avis à ce sujet. La délibération fut longue. Liverotto da Fermo offrit enfin d'aller en Toscane ou d'attaquer Sinigaglia. César dit qu'il ne fallait pas songer à la Toscane, parce que les Florentins étaient ses amis, et il se décida pour Sinigaglia.

Jeanne de Montefeltro tenait cette place au nom de François-Marie de la Rovère, son fils, envoyé à Rome par le cardinal de Saint-Pierre-Ez-Liens, son oncle. Paul Orsino, le duc de Gravina, Vitellozzo, Liverotto da Fermo, se mirent en mesure d'enlever la ville; ce qui leur réussit promptement. Jeanne de Montefeltro, du moment qu'elle s'était vue abandonnée, avait pris la fuite, et s'était retirée dans les États qu'elle pos-

sédait au royaume de Naples, laissant le château à la garde d'André Doria.

Les alliés de César, en lui faisant savoir la prise de la ville, lui apprirent en même temps que le gouverneur du château ne voulait en remettre les clés qu'à lui-même, et l'engagèrent en conséquence à venir. Le duc vit que l'occasion était bonne, ceux qu'il avait dessein de perdre l'appelant eux-mêmes là où il avait dessein de les amener. Il congédia toutes les troupes françaises, qui retournèrent en Lombardie, à l'exception de cent lances, commandées par monseigneur de Candales, son beau-frère; et partant de Césène, vers la mi-décembre, il se rendit à Fano, d'où il engagea les condottieri, par toutes sortes de caresses, à l'attendre dans Sinigaglia.

De son côté, Alexandre ne négligeait rien pour surprendre toujours plus la confiance des anciens confédérés et surtout des Ursins; lettres, ambassades, protestations animées, marques quelconques d'amitié, tout fut mis en usage. Il avait soin de dire avec abandon, quand des gens qui paraissaient devoir rapporter ses paroles étaient là pour l'entendre, que la mai-

son Borgia ne pouvait subsister, ni à Rome, ni en Italie, sans l'appui des Ursins; que le duc de Valentinois ne s'étant élevé qu'à l'aide des Ursins, c'était par eux qu'il comptait se maintenir; « moi-même, ajoutait-il, je suis disposé à résigner la tiare entre les mains du cardinal Orsino, à cette seule condition que l'alliance la plus ferme, l'union la plus indissoluble soit formée entre nos deux maisons. »

Ces paroles emmiellées réussirent comme les enchantemens de Circé; elles ôtèrent le sens à ceux qu'on voulait perdre. On raconte que le cardinal Orsino, retournant à Rome peu de temps après l'accord, fut averti par plusieurs personnes de ne pas se livrer aux embûches des Borgia, mais qu'il se moqua pleinement des craintes qu'on voulait lui inspirer. « Je n'ai jamais été brouillé avec le Pape, répondit-il, et j'ai toujours retiré de grands avantages de cette bonne intelligence. »

Seul parmi les condottieri qui étaient à Sinigaglia, Vitellozzo semblait éprouver quelque méfiance. La mort de son frère lui avait appris à ne pas trop compter sur la foi des princes qu'on a offensés. Néanmoins Paul Orsino, que,

par ses dons et ses promesses, le duc avait le plus complétement séduit, persuada l'expérimenté capitaine ; il consentit à attendre.

César, avant le 30 décembre, jour fixé pour son départ de Fano, communiqua son dessein à huit de ses affidés, du nombre desquels furent Michelotto et un *monsignore*, fait depuis cardinal. Ils devaient, aussitôt que Vitellozzo, Paul Orsino, le duc de Gravina, et Liverotto da Fermo, seraient venus à sa rencontre, les mettre au milieu d'eux ; et, pour exécuter cet ordre avec plus de précision, chacun des quatre capitaines était désigné à deux des huit affidés. Quand on les aurait enfermés ainsi, on les entretiendrait jusqu'à Sinigaglia, sans y mettre pourtant aucune affectation, et on entrerait avec eux au logement du duc ; on ne devait pas les quitter qu'ils ne fussent pris.

Il fut ordonné ensuite que toute la troupe, consistant en deux mille chevaux et dix mille hommes de pied, se trouverait au point du jour sur le Métauro, rivière éloignée de Fano de cinq milles, et attendrait le duc en ce lieu.

César, ayant donc joint son armée sur le Mé-

tauro, le dernier jour de décembre, fit partir en avant deux cents chevaux, ensuite l'infanterie, puis se mit en marche avec sa suite et le reste de son monde.

Fano et Sinigaglia sont deux villes de la Marche situées sur le bord de la mer Adriatique, à la distance de quinze milles l'une de l'autre. En allant à Sinigaglia, on a constamment, sur la droite, des montagnes, dont quelques-unes s'avancent tellement vers la mer, qu'il reste à peine un passage entre leur base et les flots; la plus grande largeur ne dépasse pas deux milles. Sinigaglia n'est éloignée du pied des montagnes que de la portée d'un trait; un peu moins d'un mille d'intervalle la sépare de la mer. Une petite rivière cotoie et baigne la partie des murs qui regarde Fano, et qui est en face du chemin. Quand on approche de Sinigaglia, il faut longer quelque temps les montagnes; puis arrivé à la rivière, on tourne à gauche vers la mer, jusqu'à un pont, qui mène à la porte de la ville. Cette porte ne s'ouvre point à l'opposite du pont, mais elle est placée à quelque distance et transversalement. Avant la porte, est un faubourg avec une place qui borde un des côtés de la rivière.

Vitellozzo et les Ursins avaient envoyé leurs troupes dans certains châteaux éloignés d'environ six milles, afin que le duc pût loger les siennes dans Sinigaglia. Il n'était resté que la bande de Liverotto, composée de mille hommes de pied et de cent cinquante chevaux; elle était logée dans le faubourg.

Quand la tête de l'avant-garde de Borgia, formée de cavaliers, fut arrivée au pont, elle ne le passa point, mais, tournant les croupes des chevaux, d'un côté, vers la rivière, de l'autre, vers la campagne, elle laissa au milieu un chemin où l'infanterie défila pour entrer dans la ville, sans s'arrêter. Vitellozzo, Paul Orsino et le duc de Gravina, montés sur des mules et accompagnés d'un petit nombre de cavaliers, vinrent au-devant du duc.

Vitellozzo, sans armes, enveloppé d'un manteau fourré de vair, semblait, par sa tristesse, montrer quelque pressentiment de sa destinée. Cette contenance étonnait dans un homme qui avait donné, pendant sa vie, tant de preuves de courage et de résolution : y a-t-il donc des momens où l'homme croit ne pouvoir plus soutenir de lutte, et se jette au-devant de son sort,

comme l'oiseau timide dans la gueule ouverte du serpent? On raconte que Vitellozzo, en quittant sa troupe pour venir à Sinigaglia et aller au-devant du duc, fit en quelque sorte ses derniers adieux, recommanda sa maison et ses biens à son lieutenant, et avertit ses neveux de songer, non à la fortune qu'avaient eue leurs pères, mais à la vertu militaire dont ils avaient donné des preuves.

Les trois capitaines étant donc arrivés en présence du duc, le saluèrent fort poliment, et furent reçus de lui avec un excellent visage; mais ceux qui en avaient reçu l'ordre se rangèrent incontinent à leurs côtés.

César, ne voyant point Liverotto, en demanda des nouvelles. On lui répondit qu'il attendait sur la place du faubourg avec ses gens. Il fit alors à Michelotto, chargé de ce capitaine, un signe de l'œil qui fut bien compris. Michelotto, en conséquence de cet ordre muet, passa en avant et vint joindre Liverotto, qui commandait à sa bande quelques évolutions sur la place et lui fit observer qu'en la tenant ainsi hors du logement, c'était s'exposer à ce que les soldats, qui allaient entrer, s'en emparassent; il lui conseilla donc

de la loger, et de venir de sa personne au-devant du duc : c'est ce que fit Liverotto. César, l'ayant aperçu, l'appela. Liverotto le salua respectueusement, et le suivit comme les autres.

Entrés dans Sinigaglia, ils descendirent tous de cheval à la porte du logement destiné au duc, qui les pria fort gracieusement de venir faire collation avec lui. Paul Orsino, qui était le plus près de César, donna l'exemple, et ils se laissèrent enfermer.

Quand on fut arrivé dans l'appartement qui offrait le plus de facilité pour l'exécution des mesures concertées, César quitta ses hôtes : aussitôt, montant à cheval, il alla ordonner que les troupes de Liverotto et des autres condottieri fussent désarmées. On attaqua d'abord les gens de Liverotto, qui s'étaient logés dans le faubourg, et qui furent presque tous massacrés. Les troupes des Ursins et de Vitellozzo éloignées, comme nous l'avons dit, surent ou pressentirent la ruine de leurs chefs ; elles eurent le temps de se réunir, et parvinrent à se sauver, ainsi que le fils de Paul Fabio, qui n'était pas entré dans la ville.

On raconte ceci de César : Tandis qu'on pas-

sait au fil de l'épée les soldats de Liverotto, il aperçut un envoyé des Florentins : «Voilà la vengeance, lui dit-il, que je devais procurer à vos seigneurs, et que, dans Urbin, j'annonçai à monsignor de Volterra, sans lui découvrir pourtant mon secret; voilà comme j'ai su profiter de l'occasion, et servir votre république, en la délivrant de ses pires ennemis.» En même temps qu'on égorgeait dans le faubourg, les condottieri furent attaqués par Don Michelotto et les autres scélérats, ses compagnons, qui étaient restés constamment autour d'eux. A ces mots : «Vous êtes prisonniers! » les malheureux portèrent la main à leurs épées, hors Vitellozzo qui n'en avait point.

Mais les soldats du duc, après avoir pillé le quartier des gens de Liverotto, tombèrent sur la ville; il fallut que César en fît sur-le-champ punir de mort quelques-uns, sans quoi, Sinigaglia aurait été entièrement saccagée.

La nuit étant venue, c'était la dernière de l'an 1502, et le tumulte s'étant apaisé, Borgia fit étrangler Liverotto et Vitellozzo : ce dernier pria ses bourreaux de demander pour lui au Pape indulgence plénière de ses péchés. Live-

rotto, reconnaissant les torts dont il s'était rendu coupable envers le duc, les rejeta sur Vitellozzo, qui avait été son maître.

Paul Orsino et le duc de Gravina furent laissés en vie, jusqu'à ce qu'on eût reçu de Rome la nouvelle de ce que le Pape, à qui l'on se hâta d'écrire, aurait fait de son côté.

Au reste, Vitellozzo et Liverotto étaient deux scélérats, bien dignes d'un châtiment; mais il ne fallait pas qu'un duc de Valentinois se chargeât de l'infliger. Voici ce qu'avait fait Liverotto.

Resté orphelin dès l'enfance, il avait été recueilli et élevé par un oncle maternel, nommé Jean Fogliani, qui le confia, dans sa première jeunesse, à Paul Vitelli, pour apprendre, sous un tel maître, l'art de la guerre, et parvenir à quelque bon grade dans la milice. Après la mort de Paul, il servit sous Vitellozzo, son frère, et en peu de temps, par son esprit, sa force de corps et son courage, il devint un des premiers lieutenans de ce condottiere. Mais bientôt il regarda comme chose servile de ne commander que sous autrui; et, comptant sur quelques citoyens de Fermo à qui n'était point chère la li-

berté de leur patrie, ainsi que sur le crédit de ses compagnons et de son maître, il écrivit à son oncle, Jean Fogliani, qu'ayant passé déjà plusieurs années hors de son pays, il désirait venir voir son tuteur, visiter le lieu de sa naissance et reconnaître son patrimoine; il ajouta dans sa lettre que, n'ayant travaillé que pour acquérir de l'honneur, et voulant montrer à ses concitoyens qu'il n'avait pas perdu son temps, il paraîtrait avec une suite respectable et une escorte de cent chevaux : en conséquence, il priait son oncle de préparer les habitans de Fermo à le recevoir convenablement.

Jean Fogliani, sur qui la gloire de son pupille allait en quelque sorte rejaillir, dans cette belle réception qu'on lui ferait, ne négligea rien pour qu'elle fût des plus éclatantes; il le logea chez lui, et Liverotto passa quelques jours à préparer l'exécution de ses abominables desseins.

Jean Fogliani et les hommes les plus recommandables de Fermo furent invités à un banquet solennel, que Liverotto voulut donner en retour des politesses reçues. Vers la fin du repas, il fit, à dessein, tomber l'entretien sur le Pape Alexandre, sur César, son fils, et sur leurs entreprises.

Jean Fogliani et les autres convives n'en parlaient pas avec cette réserve qu'on peut bien garder ailleurs, mais non pas toujours à table, quand tout à coup Liverotto, se levant, se mit à dire qu'il fallait traiter ces choses-là en des lieux plus secrets; et il se retira dans une chambre où Jean, son oncle, et les autres citoyens le suivirent. A peine furent-ils tous entrés, que des soldats, cachés par lui, se jetèrent sur ces malheureux et les égorgèrent. Après quoi, teint du sang de son bienfaiteur et des personnes les plus respectables, Liverotto monta à cheval, parcourut la ville, rassembla les mauvais sujets sur lesquels il comptait, et assiégea dans leur palais les magistrats du pays, qui, cédant à la peur, consentirent à former un gouvernement à la tête duquel il fut placé. Cette trahison avait eu lieu un an avant celle de Sinigaglia. Liverotto était encore fort jeune.

Cependant le Pape, ayant reçu la lettre de son fils, ne voulut pas être surpassé en perfidie. Il fit annoncer au cardinal Orsino, vers le milieu de la nuit, que le duc de Valentinois avait réussi à s'emparer du château de Sinigaglia. Le cardinal s'empressa, le matin, de se rendre au palais avec sa suite ordinaire pour complimenter le

Pape. En son chemin, il fut joint par le gouverneur de Rome et ses gens : on parut l'avoir rencontré par hazard.

A peine était-il descendu de cheval, commençant à monter l'escalier, que tous les chevaux et mules de sa suite furent menés dans les écuries du Pape, et quand il fut à la salle du *Perroquet*, il se vit tout à coup, ainsi que les siens, au milieu d'une multitude d'hommes armés. A cette vue, il fut saisi de terreur ; mais les soldats le rassurèrent, et lui dirent de passer dans les appartemens du vicaire, qui étaient à la tour neuve, au-dessus du jardin. Ce qu'il fit. L'abbé d'Alviano, le protonotaire Orsino et Jacques Santa-Croce qu'on avait arrêtés avec lui, le suivirent.

Dans le même temps, Monsignor Adriano, secrétaire du Pape, manda Monsigner Rinaldo Orsino, archevêque de Florence, lequel s'étant rendu promptement auprès de lui, fut arrêté comme les autres et mis sous bonne garde. Ce Monsignor Adriano, qui, le premier, avait eu connaissance de la trahison de Sinigaglia, car il avait ouvert lui-même la lettre de César, n'avait pas voulu, depuis ce moment, sortir des

appartemens du Saint-Père, afin qu'on ne pût pas l'accuser d'avoir prévenu les Ursins, si, par cas, ils ne venaient point se jeter dans le piège où on les attendait.

Le gouverneur, étant parti avec son monde, alla occuper le palais de Monte-Giordano, dont tout le mobilier fut transporté au Vatican. On eut l'inhumanité de mettre dehors la mère du cardinal; cette pauvre femme, dans le moment et à cause de la terreur qu'inspirait le Pape, ne trouva point d'asile.

Ensuite, on saisit l'auditeur de la chambre et Monsignor Degli Spiriti, partisans des Ursins; avant de les faire mourir, on eut soin d'enlever leurs richesses, qui étaient fort considérables. Toutes les personnes arrêtées furent conduites par le gouverneur au château Saint-Ange. Le protonotaire et Jacques Santa-Croce n'y entrèrent pas tout de suite. Le prince de Squillaci, qui allait, au nom du Pontife, prendre possession des terres confisquées sur la maison dont ils géraient les affaires, les emmena avec lui, pour se faire remettre et consigner les biens de Paul Orsino et de ses parens emprisonnés, ainsi que l'abbaye de Farsa.

Le sacré-collége, à l'occasion de la chapelle tenue le jour de l'Épiphanie, crut devoir recommander au Saint-Père la personne et les intérêts du cardinal. Le Saint-Père, en réponse, fit une véhémente déclamation sur les complots des Ursins contre la personne et les États du duc de Valentinois, complots attentatoires, disait-il, au pouvoir souverain et au domaine de la chaire apostolique.

Cependant le duc s'était dirigé avec ses forces vers Città di Castello, traînant avec lui ses prisonniers. Cette ville venait d'être abandonnée par les Vitelli; en apprenant la mort de Vitellozzo, ils avaient cru devoir chercher leur salut dans la fuite. On n'eut besoin que d'y mettre garnison pour le Saint-Siége.

Avec la même célérité, César se rendit à Pérouse, où Jean-Paul Baglione ne se trouvait plus; il n'avait pas voulu confier sa vie aux fraudes d'un ennemi trop bien connu maintenant pour implacable. Son frère, qui depuis quelque temps avait obtenu un archevêché, au prix de cinq mille ducats, s'était enfui de même.

Après avoir mis garnison dans Pérouse, au

nom de l'Église, et y avoir rappelé Charles Baglione, les Oddi et autres ennemis de Jean-Paul, le duc prit la route de Sienne, pour se venger de Pandolfo Petrucci. Plusieurs exilés de cette ville, qui étaient auprès de lui, l'excitaient à cette entreprise.

Ayant appris, avant d'arriver, que le Pape était maître du cardinal et des Ursins de Rome, il jugea que le temps était venu de faire étrangler ceux qui étaient en son pouvoir, le duc de Gravina, Paul, et le chevalier Orsino; c'est ce que firent, par ses ordres, à Castel della Piève, Don Michelotto et un certain Marco, romain.

Quand il se vit sur la frontière de l'État de Sienne, des négociations furent tentées, soit avec les bourgeois, soit avec Petrucci lui-même, à qui le Pape avait déjà écrit plusieurs brefs affectueux; mais ce moyen n'ayant pas réussi, il fit entrer son armée dans le territoire Siennois, le fer et la flamme à la main. Elle répandit tant de terreur, que les habitans désertaient à force le pays, emportant avec eux ou cachant leurs richesses. La soldatesque, à qui le duc avait permis toute violence, ne trouvant que des vieillards ou de vieilles femmes dans les hameaux

et villages, les suspendait en l'air, et, allumant du feu sous leurs pieds, les forçait à déclarer ce qu'on avait caché : s'ils gardaient le silence, on les laissait périr misérablement.

C'est ainsi que le duc de Valentinois se rendit maître de Pérouse, de Chiusi et des autres terres voisines.

Les Siennois, effrayés, et sachant que l'armée du duc s'était grossie des secours que Bentivoglio avait promis, lors du raccommodement fatal où presque tous les autres confédérés avaient déjà trouvé leur perte, résolurent de donner satisfaction à César, en mettant dehors Petrucci, pourvu que le duc ne formât pas d'autres prétentions; ce dont il leur donna l'assurance, déterminé surtout par les difficultés que présentait cette ville, grande, forte, et bien munie. D'ailleurs le besoin d'aider le Pape à détruire totalement les Ursins le rappelait à Rome. Il était de plus informé que le roi de France, à qui la ruine de Vitellozzo et des autres n'avait pas déplu, ne montrait pas les mêmes sentimens au sujet de Sienne, qui n'appartenait point à l'Église, et dont la possession, non-seulement augmenterait trop la puissance des Borgia, mais

leur servirait encore de point d'appui pour de plus grandes entreprises en Toscane.

Ainsi l'accord fut conclu. Pandolfo Petrucci sortit de Sienne, accompagné du chancelier de César et d'une forte escorte de soldats siennois, avec un sauf-conduit des Florentins. Il prit le chemin de Lucques, où sa fin allait être la même que celle des autres confédérés. Mais les soldats à qui la commission avait été donnée furent arrêtés fortuitement à Cascina par un commissaire florentin ; et Petrucci se rendit à Pise.

Le duc de Valentinois se rendait auprès du Pape avec ses gens. Arrivé dans la campagne de Rome, il eut à réprimer la fureur de quelques Ursins, qui, unis aux Savelli, couraient le pays ; il les força de se retirer dans les lieux forts, où bientôt ils furent réduits aux extrémités. Ayant d'abord attaqué les États de Jean-Jordan Orsino, il ne tarda pas à s'emparer de Vicovaro, origine première, comme nous l'avons dit en commençant, de toutes ces convulsions. De là il entreprit la conquête de Bracciano, dont il fallut pourtant s'abstenir, par l'exprès commandement du roi de France, sous la protection duquel était Jean Jordan, qui faisait la

guerre à son service dans le royaume de Naples.

En vain le Pape et César offrirent-ils de donner en compensation la principauté de Squillaci, le roi ne voulut rien entendre, et décidément irrité contre le duc de Valentinois, dont l'ambition devenait trop alarmante, il fit, avec l'entremise de François de Narni, serrer les nœuds d'une ligue entre les Florentins, les Boulonais, les Siennois et les Luquois, pour leur défense commune.

Cependant le duc, obligé de respecter Bracciano, se porta au siége de Cera, château très-fort des Ursins, où se trouvaient, avec bon nombre de soldats, non-seulement Jean, seigneur du lieu, et Renzo, son fils, mais encore Jules, frère du cardinal, et Franciotto, qui fut élevé depuis à cette dignité. Après une longue et vigoureuse résistance, ils se virent réduits à capituler ; trop heureux que César tînt cette fois les conditions accordées, ils se sauvèrent à Pitigliano, qui, protégé par la république de Venise, en considération du comte de Pitigliano, un de leurs condottieri, était le seul lieu où les Ursins pussent trouver un refuge.

Dans le temps que César mettait à fin ces opérations, une seconde armée du Pontife enlevait Palombera, Lenzano et autres châteaux, qui, d'abord ôtés aux Savelli, pour être donnés aux Ursins, avaient été peu de temps auparavant repris par les anciens possesseurs, quand les Ursins s'étaient déclarés contre le duc de Valentinois, et maintenant se trouvaient à la fois défendus par les uns et par les autres contre les armes papales. Cerveti, où, avec Organtin Orsino et une forte suite, s'était réfugié ce Fabio, échappé à la trahison de Sinigaglia, fut obligé de se rendre ainsi que plusieurs autres lieux appartenant à cette famille, contre laquelle on montrait maintenant une animosité si grande, un acharnement si cupide.

Pour achever sa ruine, il ne restait plus qu'à poursuivre l'entreprise contre les États de Jean Jordan, qui, venu secrètement de Naples, était entré dans Bracciano. Les mauvais succès de l'armée française vers Naples, depuis la rupture avec les Espagnols, semblaient offrir une conjoncture favorable à ce dessein des Borgia comme à tous les autres. Aussi le Pape en avait-il déjà profité : d'abord, il fit condamner juridiquement les Ursins à perdre leurs possessions ; en-

suite, un ordre fut donné d'ôter secrètement de ce monde son ancien bon ami le cardinal, qui était encore au château Saint-Ange, ce qui fut pratiqué ainsi :

Le Pape jusqu'alors avait usé de quelques ménagemens envers cet illustre prisonnier, auquel s'intéressaient tant de personnes puissantes. Il lui avait permis de recevoir la nourriture que sa mère, accueillie enfin par les siens, lui faisait apprêter, et que lui portaient, avec toutes les choses dont il pouvait avoir besoin, un certain Antonio de Pistoie et un autre domestique. Mais les succès déjà obtenus contre les Ursins enhardirent Alexandre. Cette nourriture apportée du dehors était un obstacle à ses fins. Il s'agissait de la supprimer.

Alexandre savait que le cardinal avait reçu en dépôt une somme de deux mille écus, et qu'il avait acheté des héritiers de Virginio Orsino une perle fort grosse et fort belle, valant à peu près cette même somme. Ni le dépôt ni la perle ne s'étaient trouvés dans le palais. Il demanda rigoureusement qu'on les remît entre ses mains, et défendit d'apporter des vivres du dehors, jusqu'à ce que cette remise eût été faite. La mère

du cardinal et une amie vinrent à son secours ; l'une en payant les deux mille écus, l'autre en portant au Pape la perle en question, qu'elle devait à la générosité amoureuse du prisonnier. Mais ces marques d'affection furent inutiles : quand la faculté de recevoir une nourriture dont il n'eût point à se défier lui fut rendue, l'infortuné cardinal avait déjà le poison dans son sein.

Les effets en furent lents et prirent l'apparence d'une infirmité naturelle qui le menait à la mort. Il touchait à ses derniers momens lorsque le Pape, tenant un consistoire, représenta avec une feinte indignation comme quoi les Ursins, plus rebelles que jamais envers le Saint-Siége, formaient le projet d'entrer dans Rome en trahison et de mettre la ville à sac, sans respect pour la majesté pontificale et pour le sacré-collége ; en conséquence, il conseilla aux cardinaux de pourvoir à leur sûreté, en garnissant leurs demeures de soldats et d'artillerie, et se plaignit avec amertume du duc de Valentinois, qui, par considération pour le roi de France, n'exécutait point les ordres à lui donnés, et n'agissait point en vrai capitaine de l'Église, puisqu'il s'abstenait de soumettre Bracciano et au-

tres lieux où les rebelles étaient toujours sûrs de trouver un asile, dont il fallait absolument les priver. Il ajouta que le cardinal Orsino lui avait fait offrir vingt-cinq mille écus pour sa délivrance, et qu'en réponse il l'avait engagé à ne rien craindre, et à se faire guérir de sa maladie.

C'était un lundi que Sa Sainteté parlait en ces termes, et, le mercredi suivant, le cardinal céda à la violence du poison. Pour couvrir la cause de cette mort, et se soustraire à une infamie, dont, en d'autres occasions, il avait paru ne pas redouter les atteintes, le Pape ordonna de superbes funérailles.

Mais s'il avait essayé d'en imposer au sacré-collége, relativement au cardinal, il n'avait rien dit de contraire à sa pensée, au sujet de Bracciano; car il envoya incontinent à César beaucoup d'artillerie, avec ordre exprès d'enlever cette forteresse. Le Pape et son fils témoignaient déjà moins de respect pour Louis XII, depuis que ses mauvais succès dans le royaume de Naples avaient affaibli l'autorité de ses armes et laissé accroître d'autant l'autorité du Pontife. Peu jaloux de rester désormais dans son alliance, ils en étaient presque à se féliciter des traverses

qu'il avait opposées à l'entreprise de Bologne et à celle de la Toscane ; ils le remerciaient, en quelque sorte, de son adhésion à la dernière ligue, en vertu de laquelle Petrucci était rentré dans Sienne, sans rien perdre de son premier pouvoir. C'étaient là tout autant de griefs qui pouvaient justifier leur conduite.

Cependant, pour donner couleur à une attaque ainsi faite contre les expresses défenses du roi, le Pape lui fit savoir, par un bref, qu'il avait découvert, en lisant les papiers du cardinal Orsino, la part que Jean Jordan et les siens avaient prise à la conspiration de la Magione ; il déclarait, en conséquence, ne pouvoir pas le laisser dans le voisinage des terres papales ; mais, par égard pour la protection de Sa Majesté, il était disposé, comme auparavant, à lui donner quelque autre état en compensation.

Ce qu'il y eut de plus remarquable, c'est que les Florentins ayant marché contre les Pisans avec l'aide du roi et sous la conduite du bailli d'Occan, suivi de quelques lances françaises, non-seulement le duc de Valentinois secourut en secret ceux de Pise, mais il accueillit assez publiquement les propositions qu'ils lui firent

de le mettre à leur tête ; ce qu'auparavant il aurait rejeté sans nul doute, par égard pour le roi, et quel que fût d'ailleurs son désir de se donner en Toscane un point d'appui si avantageux. Des ambassadeurs pisans, chargés de terminer cette importante négociation, étaient même partis pour Rome ; mais la paix conclue à Blois, entre le roi de France et Philippe, duc d'Autriche, au nom de l'Espagne, relativement aux affaires d'Italie, quoique sans effet par la suite, servit pour le moment à arrêter les Borgia dans leurs manœuvres sur Pise, et suspendit les hostilités contre Jean Jordan, jusqu'à ce que le roi, arbitre choisi par les deux partis, malgré sa répugnance, eût fixé la compensation à donner pour l'État de Bracciano.

César n'ayant plus alors d'emploi à faire de ses armes, retourna à Rome, d'où le cardinal d'Est se mit en devoir de partir aussitôt. On raconte que ce prince de l'Église avait eu des relations suspectes avec dona Sancia, belle-sœur de César, dont elle était plus aimée que de don Geoffroi, son mari; et que, sachant de quelle manière le duc de Valentinois traitait ceux qui l'outrageaient dans ses amours, il avait cru prudent de se retirer à Ferrare. Il fut bien moins avisé

que lui le cardinal Jean Michel, à qui le sort du cardinal Orsino, son plus intime ami, et plus encore les grandes richesses qu'il avait acquises comme neveu du pape Paul II, auraient dû inspirer de justes méfiances. Sa destinée fut la même que celle de tous les cardinaux qui avaient donné leur suffrage à l'ingrat Alexandre; il fut empoisonné par les mains de son propre échanson, que la justice punit de ce crime, sous le pontificat de Jules II.

Cependant le roi Louis, ayant souffert dans le royaume de Naples, et tandis qu'on parlait de paix, la guerre la plus désastreuse, cherchait à réparer ses pertes par de vigoureux efforts, et faisait les plus considérables armemens de terre et de mer que jamais on eût vus en France. Il les dirigeait non-seulement contre l'Italie, mais contre l'Aragon et la Castille, par la Biscaye, le Roussillon, la côte de Catalogne.

Comme il avait besoin pour le passage de ses troupes et les occurrences possibles de la guerre, qu'un Pontife armé et d'un esprit inquiet, ombrageux, dévoré d'ambition, tel qu'Alexandre, ne fût pas contre lui, il faisait traiter secrètement avec Rome, et promettait de satisfaire aux

plaintes de cette cour, tant pour les États de Jean Jordan, qu'au sujet du rétablissement si odieux de Petrucci à Sienne. Ces démarches l'occupaient d'autant plus, que, par des lettres interceptées, il avait appris un accord passé entre le Pontife et Gonsalve, aux termes duquel Sa Sainteté promettait de suivre les intérêts de l'Espagne, pourvu qu'après avoir pris Gaëte, la seule place qui restait aux Français, Gonsalve unît ses armes à celles de César pour entrer en Toscane.

Ce changement ne devait point étonner dans les Borgia : depuis que leur alliance avec la France ne leur promettait plus rien d'avantageux, il fallait bien tenter des fortunes nouvelles avec de nouvelles amitiés. Mais comme l'armée du roi, commandée par La Trémouille, était déjà en Lombardie, ils crurent devoir temporiser, et de protestations en difficultés, de paroles éludées en d'autres promesses qui ne seraient pas moins vaines, laisser naître les circonstances favorables et ne pas se lier les mains avant de savoir ce qu'il adviendrait de cette troisième expédition française.

Pour tirer parti des circonstances à naître, il

fallait se tenir prêt à la guerre, et surtout avoir de l'argent. Le Pape et son fils jugèrent convenable de faire une promotion de cardinaux. De toutes les spéculations de finance, c'était la plus agréable à la cour de Rome; car ceux qu'on élevait ainsi à la pourpre, laissaient vaquer des fonctions et des charges qui faisaient encore des heureux.

Le jour de Saint-Pierre fut promulgué le nouveau choix. C'étaient les neuf prélats les plus riches de la cour. On remarqua dans le nombre cinq sujets de l'Espagne, parmi lesquels trois Valenciens.

Qui ne croirait l'avidité des Borgia satisfaite par le prix simoniaque imposé à ces prélats riches et vaniteux? et comment ceux-ci pouvaient-ils s'imaginer que des honneurs payés si chèrement étaient exposés à n'avoir d'autre durée que celle des cérémonies et des fêtes dont une promotion est accompagnée, et qui en forment pour ainsi dire le complément?

Le Pape et son fils se concertèrent pour empoisonner dans un souper la plupart des nou-

veaux princes de l'Église, et quelques-uns des plus riches parmi les anciens. Après la simonie, il fallait bien que vînt la confiscation. On choisit la villa du cardinal Adrien de Corneto, dans le voisinage du Vatican. Ce cardinal était un de ceux dont on avait décidé la mort. En conséquence, le duc de Valentinois envoya au bouteiller du Pape quelques flacons infectés, dit un chroniqueur, de cette poudre blanche semblable à du sucre, dont les Borgia s'étaient servis tant de fois ; il lui enjoignit de ne donner à boire de ce vin qu'aux personnes qu'il indiquerait lui-même.

Le Pape arriva sur le soir à la vigne avec son fils ; la chaleur avait été extrême ; on était au deuxième jour du mois d'août. Alexandre, dit-on, avait coutume de porter constamment sur lui, dans une boîte d'or, le sacrement de l'Eucharistie, parce qu'un astrologue lui avait prédit qu'avec cet objet sacré il ne serait point en danger de périr. Cette fois il s'aperçut, en arrivant, qu'il avait laissé la précieuse boîte dans sa chambre, et il ordonna à monsignor Caraffa, qui depuis fut pape sous le nom de Paul IV, d'aller bien vite la chercher. Monsignor Caraffa obéit.

Le Pape, échauffé par le désir et l'impatience du crime, altéré par l'excessive chaleur de la saison, demande, avant de se mettre à table, qu'on lui apporte à boire. Le hasard voulut que le bouteiller ne fût point là. Il avait oublié quelque part une assiette de belles pêches envoyées à Sa Sainteté, et qui lui avait été consignée, dans un moment où il examinait une race de chevaux. Le sous-bouteiller, ne connaissant pas l'ordre que César avait donné, ou croyant peut-être que le vin contenu dans les flacons mis à part était le plus précieux, en donna à l'échanson, et le Pape en but ainsi que le duc de Valentinois, qui venait d'arriver. Monsignor Caraffa fut de retour l'instant d'après avec la boîte d'or, et la remit au Pape; mais la mort avait déjà pénétré dans le sein d'Alexandre. A peine fut-il assis à table, qu'une attaque soudaine le laissa comme mort. Le duc de Valentinois ne tarda pas d'éprouver un semblable accident. On les porta tous les deux dans leurs appartemens, et ils ne se revirent plus.

Au bout de huit jours, Alexandre, qui avait repris quelque usage de ses sens, ce qui lui permit de recevoir les sacremens de l'Église, mais sans avoir pu, toutefois, nommer César ni Lu-

crèce, les deux objets pour lesquels il avait bouleversé le monde, mourut misérablement à l'âge de soixante-onze ans, et dans la onzième année de son pontificat.

Le duc de Valentinois ne mourut point; il devait survivre à sa fortune, à sa grandeur, ainsi qu'au rétablissement de ses plus mortels ennemis.

Pour s'assurer ses États après la mort d'Alexandre, il avait fait périr tous ceux qui tenaient le plus aux familles dépouillées; il avait gagné toute la moyenne gentilhommerie de Rome; les membres du sacré-collége avaient été réduits à ne faire que ses volontés; il avait tâché, en un mot, de se rendre si puissant avant la mort de son père, qu'il put résister par lui-même à une première attaque. La souveraineté de la Toscane était dans ses vœux; toutes ses pensées étaient dirigées sur ce point : déjà il possédait Pérouse et le Picentin; Pise était sous sa protection. Il n'avait pas à craindre les Français : ainsi qu'aux Espagnols, son amitié, son alliance leur était nécessaire. Il aurait fini par se rendre tout-à-fait maître de Pise; Lucques et Sienne se seraient soumises, soit par haine des Florentins, soit par

peur ; les Florentins eux-mêmes, toujours si divisés, si agités de passions turbulentes qui épuisaient leurs forces, n'auraient pu lui échapper.

Mais Alexandre mourut cinq ans après que son fils eut commencé à tirer l'épée. Il le laissa malade lui-même à mourir, au milieu de deux armées rivales, n'ayant pu affermir encore que son État de la Romagne, tous les autres étant à peu près en l'air et sans base. Les fondemens qu'il avait eu le temps de poser étaient bons, puisque la Romagne l'attendit plus d'un mois, et que dans Rome, bien qu'il fût mourant, dans Rome où rentrèrent, plus tôt ou plus tard, les Baglioni, les Vitelli, les Ursins et tant d'autres qui avaient des parens à venger, il ne courut aucun véritable risque. Il a dit lui-même à l'illustre secrétaire de Florence, dans le moment où Jules II venait de monter à la chaire de Saint-Pierre, qu'il avait pensé à toutes les circonstances dont la mort de son père pouvait être la cause, qu'il avait pourvu à tout, hors à ce point seul, d'être lui-même en danger de mort lorsqu'il aurait un si grand besoin d'agir.

Il ne se montra pas néanmoins abattu, et fit tète aux difficultés survenues dans sa position.

En apprenant la mort du Pape, et avant qu'on la connût publiquement, il prescrivit à Don Michelotto d'empêcher l'entrée et la sortie du palais à qui que ce fût, et d'enlever tout ce qu'il pourrait y avoir d'argent et d'effets précieux dans les appartemens du Pontife. Don Michelotto, aidé d'une forte suite, exécuta cette commission avec sa ponctualité ordinaire; il mit un poignard sur le sein au cardinal Casanova, pour qu'il livrât les clés du trésor d'Alexandre, dont il avait la garde. L'enlèvement opéré, on ouvrit les portes, et l'on publia la mort du Pape.

Une extrême joie se manifesta non-seulement à Rome, mais dans toute la chrétienté. Autant on avait craint Alexandre VI durant sa vie, autant les mépris publics lui furent prodigués à sa mort. La présence des troupes de César, qui entouraient le Vatican, empêcha seule qu'on outrageât ses restes, abandonnés comme le sont toujours les dépouilles mortelles des Papes, dont les parens et les amis se soucient fort peu, distraits qu'ils sont des devoirs funèbres, des soins d'affection et de respect, par bien d'autres soins.

A la nouvelle de cette mort, les Colonnes, qui, soutenus par les armes espagnoles, victo-

rieuses dans le royaume de Naples, avaient repris, au sein des Abruzzes, ceux de leurs domaines que le Pape avait autrefois donnés aux Ursins, leurs éternels rivaux, entrèrent avec précipitation sur le territoire de Rome, pour recouvrer les autres États dont ils s'étaient vus injustement dépouillés.

Dans cette pénible conjoncture, le duc de Valentinois estima d'abord qu'il serait trop désavantageux pour lui d'avoir à la fois sur les bras les Colonnes et les Ursins; puis reconnaissant, d'autre part, que ces derniers devaient être plus irrités, parce qu'en outre des biens on leur avait ôté du sang, il prit le parti de se réconcilier avec les Colonnes, en leur faisant restitution de leurs terres, que le Pontife avait fait tenir en bon état, et qui étaient même améliorées.

Non moins promptement, et selon les vœux des peuples, passèrent au recouvrement de leurs États les seigneurs de Pesaro, de Camérino, de Città di Castello, de Piombino, et le duc d'Urbin; celui-ci fit reprendre en même temps les domaines de François-Marie de la Rovère, qui était auprès du roi de France.

Malatesta voulut pareillement rentrer dans Rimini; mais, repoussé par le peuple, qui ne l'aimait point, et trouvant une forte résistance dans le château, qui tenait pour César, il se vit contraint de quitter ses États une seconde fois.

Uni à Louis Orsino, comte de Pitigliano, et au duc d'Alviano, de la même maison, qui, avec l'autorisation des Vénitiens et bon nombre de leurs troupes, était venu au secours de sa famille, Baglione, après avoir maltraité, à Viterbe et à Lodi, le parti contraire, et triomphé depuis dans un combat plus sanglant, se remit en possession de Pérouse, d'où furent chassés les gens du duc de Valentinois, et continua d'aider les autres Ursins à rentrer dans leurs biens.

C'était surtout à Rome que régnaient le trouble et la confusion. Aussi le sacré-collége, au lieu de s'occuper des obsèques du Pontife mort et de l'élection de son successeur, ne songeait qu'à prévenir les désordres. Le duc de Valentinois se maintenait puissamment armé au Vatican, et sa troupe, aux ordres de Don Michelotto, parcourait Rome, inspirant une grande terreur au peuple et aux cardinaux eux-mêmes. Le châ-

teau était sous la garde de l'évêque de Nicastro, à qui Alexandre l'avait confié.

Permettre au peuple de prendre les armes contre les gens de Borgia, c'était accroître le péril bien loin de l'écarter. On aurait pu solder un certain nombre de gens qui dépendissent du sacré-collége et fussent employés à sa défense, non moins qu'à celle de la ville; mais pour une telle mesure, il fallait beaucoup d'argent, et la pénurie d'espèces était si grande, qu'on n'avait pas même de quoi subvenir aux dépenses du jour.

Cependant, après plusieurs conférences, tenues soit à la Minerve soit au palais du cardinal Caraffa, on trouva le moyen de réunir deux mille hommes de pied, qu'on fit commander au nom du sacré-collége, par le despote Charles Tharno, polonais, que le gouverneur du château, ainsi que le duc de Valentinois, se montrèrent disposés à reconnaître, pourvu qu'on les laissât dans leurs charges et droits jusqu'à l'élection d'un nouveau Pontife.

Mais tandis qu'on s'imaginait avoir pris assez de soins pour ramener le calme, on vit s'élever

des occasions imprévues de plus grands troubles. Le sacré-collége avait cru devoir retenir, par une défense formelle, les Colonnes et les Ursins à plus de dix milles de Rome ; cependant Prosper Colonne y entra avec un grand nombre de soldats espagnols, tout en faisant faire, par l'évêque de Cortone, des protestations du plus grand respect. Le jour suivant, avec deux cents chevaux et plus de mille fantassins, le comte de Pitigliano et Fabio Orsino, brûlant de tirer vengeance, soit des Borgia, soit des courtisans espagnols, qui en dépendaient, et qui avaient, quelque temps auparavant, fait mettre le feu au palais de Monte-Giordano, exercèrent contre leurs personnes et leurs maisons les plus terribles représailles. Ce fut au point que Fabio, ayant tué un homme attaché à la maison Borgia, se lava les mains et la bouche avec son sang. La troupe du duc de Valentinois ne restait pourtant pas oisive.

Tandis que, d'un côté, l'armée de Gonzalve se montrait aux frontières de l'État ecclésiastique, de l'autre, celle de France, après avoir traversé la Toscane, était arrivée auprès de Népi. Tout portait dans les âmes le pressentiment des plus grands maux. Dans cette extrémité, le sa-

cré-collége convoqua les ambassadeurs de l'empereur, des rois de France et d'Espagne, ainsi que celui de la république de Venise, et les pria de faire en sorte que Rome fût délivrée des soldats de partis; que César Borgia surtout consentît à quitter la ville avec ses gens, sauf à le menacer, en cas de refus, de le faire mettre dehors par les troupes espagnoles et françaises qui n'étaient pas éloignées. Après quelques observations sur les difficultés que le duc de Valentinois pourrait opposer, les ambassadeurs promirent d'agir ensemble ou séparément dans les vues du sacré-collége.

Les Ursins sortirent les premiers. Prosper Colonne se proposait d'en faire autant; mais on le retint avec ses Espagnols jusqu'à ce qu'on eût vu quel parti César Borgia prendrait enfin. Il objectait sa maladie qui l'empêchait de sortir de Rome, invoquant là-dessus le témoignage des médecins qui le soignaient, et représentant aussi combien peu de sûreté il y aurait pour lui à sortir du palais, à congédier ses gens. On proposa de le faire entrer au château; mais il demanda des garanties que le sacré-collége n'entendait point lui accorder, son intention étant que le conclave se tînt au château, et que le

duc restât au palais, après avoir, toutefois, licencié sa troupe.

Les ambassadeurs parvinrent enfin à conclure un arrangement. Le sacré-collége promit d'accorder un libre passage, et par la ville et à travers les terres de l'Église, au duc de Valentinois, à ses soldats, à son artillerie, à ses bagages; et le Sénat ainsi que le peuple s'engagèrent, de leur côté, à ne pas souffrir qu'il lui fût fait aucun mal. Le duc prit l'engagement de quitter Rome dans trois jours; de ne porter aucun dommage aux Romains, soit en leurs personnes, soit en leurs propriétés, et de se tenir à plus de dix milles de Rome, pendant toute la vacance du Saint-Siége. Prosper Colonne et ses Espagnols prirent le même engagement; et, tant pour eux que pour César, les ministres de l'empereur et du roi d'Espagne donnèrent leur caution. Ceux de France et de Venise firent une semblable promesse au nom des Ursins et de la troupe française.

La convention arrêtée et les sermens proférés de part et d'autre, le duc parut vouloir se rendre à Tivoli; il envoya d'abord dans cette

direction seize pièces d'artillerie, escortées par quatre cents soldats du sacré-collége, auxquels il fit donner quatre cents ducats de son trésor ; après quoi, s'étant fait précéder de son avant-garde, qui devait attendre en dehors ses voitures, dont le nombre excédait cent, et qui se mettaient en marche, il sortit du palais par la porte du jardin, dans une litière portée par douze de ses hallebardiers, et sur laquelle était jeté un manteau d'écarlate. On voyait auprès de lui un superbe cheval de main, couvert d'une housse de velours noir, où les armes des Borgia étaient brodées. Ce cheval était monté par un de ses pages. Toutes ses troupes marchaient devant ou derrière lui.

Le cardinal Cazarino l'attendait au sortir de la porte, dans le dessein de lui parler ; mais il lui fut dit, avec les excuses convenables, que le duc n'était pas en état d'accorder audience. Prosper Colonne, voulant donner une marque de réconciliation, attendait aussi en ce lieu son ancien ennemi, pour l'accompagner jusqu'à Tivoli, dans l'idée qu'il passerait par Ponte-Molle. Le duc lui fit entendre qu'il ne devait point passer le pont. Prosper Colonne ne crut pas alors qu'il fût prudent d'aller plus loin, il craignit

que les troupes de Borgia, se trouvant au voisinage des Français, n'essayassent avec eux de l'arrêter au passage du Tibre.

César poursuivit cependant sa route vers Népi, et passa delà à Città-Castellana, ville à sa dévotion, et auprès de laquelle se tenait l'armée française, entre Népi et l'Isola, sous le commandement du marquis de Mantoue, lieutenant du roi en l'absence de La Trémouille, qui était resté malade en Lombardie. Ces troupes s'étaient ainsi rapprochées de Rome, sous prétexte de veiller à la liberté du conclave, qu'on supposait pouvoir être méconnue par les soldats espagnols de Prosper Colonne, et par ceux qui étaient en plus grand nombre à la disposition de Gonzalve, mais, dans le fait, pour favoriser les prétentions du cardinal de Rohan, depuis peu arrivé de France avec ses collègues, les cardinaux Ascagne et d'Aragon, qui ne pouvaient que lui donner leurs voix, auxquelles se joindraient incontestablement celles des cardinaux amis de César. Malgré les offres des Espagnols, César s'était rallié plus que jamais aux Français; car c'était d'eux qu'il pensait devoir attendre plus d'utilité ou de dommages, selon qu'il les aurait pour amis ou pour ennemis.

Presque tous les cardinaux étaient arrivés à Rome, et les obsèques du Pontife décédé ayant été célébrées à Saint-Pierre, on s'enferma pour procéder au choix d'un nouveau Pape. Contre l'attente commune, l'élection fut terminée au bout de cinq jours.

La fluctuation des divers partis avait fait craindre, il est vrai, que le conclave ne traînât en longueur; mais, d'un autre côté, la présence aux environs de Rome de tant de troupes diverses et opposées, qui semblaient vouloir se disputer une proie, inspirait les plus vives alarmes. On résolut, en conséquence, de nommer un Pape, comme par provision, et le choix tomba sur François Piccolomini, cardinal de Sienne, qui prit le nom de Pie III.

C'était un vieillard; il avait de plus à la jambe gauche un mal dangereux, qui devait bientôt lui faire donner un successeur.

Cette élection fut généralement approuvée. Pie III avait à peu près toutes les qualités qui peuvent rendre digne du souverain pontificat. Bien que les Français n'eussent pas trouvé en lui un ami, quand il était cardinal, ils ne crurent

pas cependant qu'il dût être leur ennemi en devenant Pape, soit parce que les affaires d'Italie avaient changé de face, soit parce qu'étant au déclin de l'âge, il ne laissait plus voir en lui que les pensées d'un père commun des chrétiens.

L'élection du cardinal de Sienne plut également au duc de Valentinois; car, si François Piccolomini n'était pas une créature d'Alexandre, il avait été néanmoins toujours son ami.

Cependant l'armée française, n'ayant plus aucun motif pour rester dans la campagne de Rome, s'acheminait vers Naples, en passant par Ponte-Molle, mais sans traverser la cité pontificale. Ce départ laissa le duc de Valentinois assez dépourvu de troupes; il en avait cédé une partie aux Français. Apprenant que Baglione et Alviano faisaient des levées d'hommes à Pérouse, pour passer à Rome, où ils comptaient se faire justice par eux-mêmes, il ne se crut pas en sûreté à Città-Castellana, d'autant plus qu'il éprouvait encore les atteintes de son mal. C'est pourquoi il demanda au Pape un sauf-conduit, qui lui fut aussitôt accordé, parce qu'on crut que les chefs des partis étant pré-

sens, il serait plus facile de les amener à paix et à composition.

César passa donc à Rome, et vint habiter son palais. Il aurait mieux fait cependant, pour la sûreté de sa personne, comme pour la conservation et le maintien de ses grandeurs, de préférer à Rome, où il ne pouvait plus rien, la Romagne, dont il était encore et pouvait rester le maître. En cela, il ne montra point sa prudence ordinaire; et quand il reconnut sa faute, il vit en même temps l'impossibilité d'y porter remède.

A peine était-il à Rome, que, par ordre de Gonzalve, fut publié à son de trompe, devant sa demeure et sur les principales places, un édit au nom des souverains espagnols, portant que leurs vassaux et que tous ceux qui dépendaient de leur juridiction, à quelque titre que ce fût, eussent à se rendre dans un terme fixé à l'armée dudit Gonzalve, sous les peines les plus graves, tant pour eux que pour leurs frères, fils ou neveux. Le duc de Valentinois, par ce moyen, allait se trouver privé de ses meilleurs capitaines et soldats, lesquels étaient sujets de la couronne d'Espagne.

Cependant, après la publication et pour éprouver la fidélité de ses troupes, il ordonna un jour tout à coup de se mettre en marche, notifiant aux capitaines qu'il voulait partir de Rome, parce que l'union des Colonnes et des Ursins, ainsi que l'adhérence des uns et des autres au parti espagnol, ne lui montrait point de sûreté dans la ville. Son dessein était, leur dit-il, de se retirer à Bracciano, dont le seigneur, Jean Jordan, étant le seul qui se montrât encore attaché aux Français, avait promis au cardinal de Rohan et aux ambassadeurs de Sa Majesté très-chrétienne de le recevoir. Ce mouvement lui réussit mal; car les Ursins et Baglione, qui étaient arrivés à Rome, à dessein de l'attaquer, ayant appris son départ, ressortirent par la porte de San-Pancracio, et, prenant un long détour, parvinrent à lui couper le chemin.

Le duc de Valentinois, surpris de cette rencontre, et se trouvant de beaucoup inférieur en nombre, parce que la plupart de ses Espagnols avaient cru devoir obtempérer à l'ordre de Gonzalve, prit le parti de rentrer dans Rome, et se retira au palais pontifical, dans les appartemens du cardinal de Rohan, où il croyait être plus en sûreté. Mais, voyant que ses enne-

mis ne cessaient pas de le poursuivre, et, qu'après avoir brûlé la porte *del Torione*, ils avaient attaqué ses gens avec quelque perte des deux côtés, il résolut de quitter des lieux qui ne lui offraient point assez de sûreté, et où, d'ailleurs, le Pape était moribond.

A cet effet, il obtint de Sa Sainteté la permission de passer par le corridor au château Saint-Ange, accompagné de quatre cardinaux ses amis, et suivi de deux filles qu'il avait, ainsi que des petits ducs de Sermonéta et de Népi.

Cette entrée de César au château Saint-Ange lui sauva la vie, mais lui fit perdre presqu'entièrement et sa troupe et ses États. Tous ceux qui étaient autour de lui, voyant leur chef se précipiter dans l'infortune au lieu de les conduire comme autrefois aux succès, l'abandonnèrent, à l'exception du petit nombre de gens qui étaient sous les ordres de Michelotto. Les cités de la Romagne, qui jusqu'alors étaient restées à sa dévotion, s'apercevant enfin que leur maître n'était plus en état de les garder, songèrent à prendre chacune le parti le plus convenable. Les unes rentrèrent sous la domination de leurs anciens seigneurs, les autres passèrent au pouvoir de la

république de Venise, qui, pour profiter de cette conjoncture, avait envoyé beaucoup de troupes à Vénieri, podestat de Ravenne; mais tous les châteaux forts furent conservés par leurs gouverneurs au duc de Valentinois.

Cependant le nouveau Pape mourut au bout de vingt-six jours. Son pontificat ne fut rempli que par les cérémonies du couronnement, par son ordination de prêtre et sa consécration comme évêque; il n'était que diacre lorsqu'on le choisit pour Pontife.

Cette fois encore, on différa quelques jours de plus qu'à l'ordinaire l'entrée au conclave, pour donner le temps aux troupes des Ursins et de Baglione, de quitter la ville. Mais, contre l'usage, l'élection était déjà faite quand on s'assembla. Le cardinal de Saint-Pierre-Ez-Liens avait attiré sur lui tous les vœux par la grandeur de sa maison, et par les preuves qu'il avait données de son expérience dans les affaires, tant sous le pontificat de son oncle, Innocent VIII, que dans les temps postérieurs. La magnificence de ses manières l'avait aussi recommandé.

Le duc de Valentinois et ses cardinaux espa-

gnols ne désapprouvaient point ce choix. Dans une entrevue au Vatican, le cardinal de Saint-Pierre-Ez-Liens s'était déclaré solennellement l'ami de César, et lui avait promis de faire épouser une de ses filles au préfet de Rome, François-Marie de la Rovère, de lui conserver le généralat de l'Église, et, ce qui était plus important encore, de l'aider, par les armes et l'autorité pontificales, à recouvrer ses États de la Romagne.

Ainsi, au premier tour de scrutin, et sans contestation, La Rovère, cardinal de Saint-Pierre-Ez-Liens, fut élevé au souverain pontificat. Il prit le nom de Jules II.

Le nouveau Pape, aussitôt qu'il fut en possession du Vatican, s'empressa d'y assigner une habitation au duc de Valentinois; il s'occupa même avec lui du rétablissement de ses affaires; trouvant plus convenable que les cités de la Romagne restassent à la dévotion de César, considéré comme vicaire de l'Église, que de les voir passer sous la domination de la république de Venise, qui n'en tiendrait aucun compte aux Souverains Pontifes, et se rendrait trop redoutable par cet accroissement d'États.

Cependant le Pape se trouvait alors trop dépourvu de troupes et d'argent, pour arracher aux Vénitiens ce qu'ils avaient déjà enlevé; d'un autre côté, le duc de Valentinois ne voyait autour de lui que peu de soldats; leur nombre aurait suffi peut-être pour garder toutes ces places, avant qu'elles ne se fussent déclarées; mais vouloir en ce moment les ramener par la force, c'eût été courir le risque de les faire tomber toutes aux mains de Venise.

Après de longues délibérations, il fut résolu que le Pape essaierait sur les Vénitiens l'ascendant de son autorité désarmée. A cet effet, il envoya auprès d'eux l'évêque de Tivoli pour les engager à se retirer de la Romagne, sur laquelle ils n'avaient aucun droit à prétendre, cette province étant sous la juridiction souveraine du Saint-Siége apostolique. Mais le Pape et César Borgia reconnurent bientôt que cette négociation n'amenait que de belles paroles, sans aucun fruit. Le fils d'Alexandre alors proposa à Sa Sainteté de recevoir en garde les places fortes, afin que le respect pour la juridiction pontificale en éloignât les Vénitiens; il demandait seulement qu'on promît de les lui rendre

aussitôt qu'on n'aurait plus à craindre pour elles aucune entreprise.

Le Pape n'accepta point cette offre, ne voulant pas, dit-il, s'exposer à manquer de foi et à violer l'amitié promise. Il se contenta de donner à César l'autorisation de passer à la Spezzia, et de là, par terre, dans les États du duc de Ferrare, puis dans la Romagne. En même temps devait s'avancer par la Toscane don Michelotto, avec quelques troupes pour s'unir aux soldats de Naldi, de Vaini, de Sassatelli, et d'autres chefs de son parti.

En exécution de ce traité, auquel s'étaient entremis le cardinal de Rohan ainsi que les cardinaux espagnols, et qui fut ratifié par tout le sacré-collége, le duc de Valentinois partit pour Ostie, accompagné de Barthélemy de la Rovère, neveu de Sa Sainteté, et d'un grand nombre d'autres personnes de la maison papale.

Mais, dans l'intervalle, on apprit à Rome que les Vénitiens, ayant acquis, par intelligence avec le gouverneur, la citadelle de Faënza, avaient enlevé de vive force cette cité à un autre Astor Manfredi que les habitans venaient de mettre

à leur tête, comme étant de la famille de leurs anciens maîtres, quoique bâtard ; on sut aussi que, par l'occupation de plusieurs autres terres, les Vénitiens paraissaient tendre à toute la conquête de la Romagne ; et le lendemain du départ de Borgia, le duc Guid'Ubaldo d'Urbin vint demander au Pape, avec instance, que la forteresse de Forli, où étaient déposées toutes les dépouilles de son riche palais, fût remise à Sa Sainteté.

Jules, par ces diverses considérations, voyant qu'il lui convenait de recevoir en dépôt les places qui tenaient encore pour le duc de Valentinois, et qu'il lui avait offertes, fit partir après lui les cardinaux de Sorrento et de Volterre, pour lui faire savoir qu'en conséquence des progrès toujours plus formidables des Vénitiens, il avait jugé à propos d'accepter, aux conditions proposées, la remise temporaire des places de la Romagne.

Ces cardinaux remplirent exactement leur commission, mais sans fruit, parce que César, ayant mieux senti, depuis la réponse du Pape, de quelle conséquence pouvait être la remise en question, refusa de la faire.

Le Pape, irrité de ce refus, et cédant à la violence de son caractère, ordonna d'arrêter César Borgia ; ce qui fut fait immédiatement sur les galères même où il s'était embarqué. Le duc de Valentinois, accoutumé qu'il était à prévenir avec les autres les effets d'une rupture ouverte et d'une offense grave, en se voyant arrêté, se crut mort. Mais il connaissait mal Jules, aussi facile à s'apaiser que prompt à s'irriter.

Le duc fut conduit à Rome, et traité, non en prisonnier, mais avec tous les honneurs ordinaires. Le Pape le reçut au palais, lui prodigua les caresses; toutefois, il le faisait garder avec soin.

Les négociations ayant été alors reprises avec douceur, César consentit à donner d'abord au Pape son contre-seing pour la reddition de Césène, comme d'une ville immédiatement retournée au Saint-Siége. Le Pape, en conséquence, expédia Pierre d'Oviédo, espagnol, au gouverneur de la place, Diégo Chignone, qui était de la même nation. Mais celui-ci, disant que ce serait une infamie d'obéir à un maître qui n'était pas libre, et qu'il fallait châtier ce-

lui qui venait tenter ainsi un serviteur fidèle, fit jeter Oviédo par-dessus les murs.

Ce que le Pape ayant su, il vit que, par les démarches commencées, on n'était pas entré dans la voie du succès; il en fit de nouvelles, et obtint, après plusieurs pourparlers, la convention suivante, qui fut validée par une bulle : savoir, que le duc de Valentinois serait tenu de consigner, dans le terme de quarante jours, les châteaux de Césène et de Bertinoro, de donner les contre-seings du château de Forli, avec garantie de banquiers à Rome pour quinze mille ducats à remettre au gouverneur, qui disait les avoir dépensés au service de la place; que, d'autre part, Sa Sainteté devait le faire accompagner à Ostie, où il resterait librement sous la garde du cardinal de Sainte-Croix; que, du moment où ses promesses seraient accomplies, il lui serait permis d'aller où il voudrait; mais que si l'exécution ne répondait pas aux paroles, il serait enfermé au château Saint-Ange.

En conséquence de ce traité, César descendit par le fleuve à Ostie; plusieurs de ses serviteurs et le trésorier du Pape étaient avec lui. Le cardinal de Sainte-Croix vint ensuite.

Mais parce que le duc de Valentinois craignait qu'une fois ses engagemens remplis, on ne voulût plus le laisser maître de ses actions, il fit demander à Gonzalve un sauf-conduit et deux galères pour se rendre à Naples. Cette demande fut faite avec le consentement du gardien qu'on lui avait donné, et par l'entremise des cardinaux Borgia et Ramolino, qui, étant ses parens, n'avaient pas cru voir beaucoup de sûreté pour eux à Rome, et s'étaient retirés déjà dans la ville où il comptait trouver un refuge.

Dès que le sauf-conduit fut arrivé, il n'attendit pas les galères, et se rendit secrètement à Nettuno; le cardinal de Sainte-Croix le lui permit : de là, sur une petite barque, il se dirigea vers Naples, où l'attendait le prix de ses anciennes trahisons. Car, après avoir été reçu par Gonzalve avec les plus éclatantes marques d'honneur, après qu'on l'eut encouragé à reprendre ses grands desseins, et autorisé à lever des hommes dans le royaume, ce en quoi il avait réussi à cause de la multitude de ses vieux partisans et soldats qui s'y trouvaient, après même qu'on lui eut donné des galères pour mener sa troupe au secours de Pise, qu'il devait mettre ensuite au pouvoir de Sa Majesté Catholique; au moment

de s'embarquer, et en sortant du château où il venait de dire adieu à Gonzalve, il fut arrêté par Nugnio Campejo, qui le déclara prisonnier du roi son maître.

A ces paroles, César poussa un profond soupir, maudit la fortune qui l'avait trompé si brusquement, se plaignit d'avoir été trahi sous la foi des traités, puis essaya de prendre la fuite; mais ce fut en vain; et, sans qu'aucun des siens pût venir à son aide, il fut conduit en prison.

Dès lors, cet homme, qui avait fait tant de bruit, ne fut plus rien absolument dans le monde; et le poète Sannazar put avec raison faire sur lui ce distique :

Omnia vincebas, sperabas omnia, Cæsar;
Omnia deficiunt, incipis esse nihil.

Gonzalve envoya aussitôt à la maison que son prisonnier avait habitée; c'était pour enlever et anéantir le sauf-conduit. Ne pouvant empêcher, toutefois, que le public eût connaissance de cet acte, il mit en avant et fit valoir pour se disculper plusieurs raisons, et surtout l'exprès com-

mandement du roi, qui devait l'emporter sur un sauf-conduit.

La vérité est qu'il avait demandé lui-même cet exprès commandement.

Le Pape lui avait adressé de si vives instances pour se rendre maître d'un homme si inquiet et si dangereux, bien que désarmé, qu'au lieu de porter le roi d'Espagne à le dégager de la parole donnée, ou de s'en dégager lui-même en faisant avertir secrètement César, il écrivit de manière à recevoir l'ordre de le retenir prisonnier; et jusqu'à la réception de cet ordre, il employa divers artifices pour empêcher César de partir.

Quand ce même Gonzalve fut tombé un jour dans la disgrâce de son maître, il confessa à ses amis que, pour le service de ce prince ingrat, il avait fait deux choses dont il se repentirait jusqu'à la fin de ses jours; c'étaient deux manquemens à la foi jurée; l'un envers Ferdinand, fils du roi Frédéric, et l'autre envers César Borgia.

L'ordre du roi portait non-seulement d'arrêter le duc, mais de l'envoyer en Espagne, pour plus

de sûreté. En conséquence, il fut embarqué sur la flotte de Liscano ; et Prosper Colonne l'accompagna avec plusieurs vaisseaux de guerre, dans la crainte qu'il ne fût enlevé par les Français, nonobstant la trêve faite entre les deux couronnes.

La flotte arriva heureusement en Espagne. César fut mené prisonnier d'abord à Concilia, ensuite au château de Medina del Campo.

Pour donner un prétexte à son emprisonnement, et pour répondre à Louis XII, qui aurait pu le réclamer comme capitaine de ses gardes et Pair de France, on s'avisa de mettre le fils du Pape Alexandre aux prises avec l'Inquisition. Ce tribunal, dans ses poursuites, l'accusa d'avoir proféré des blasphèmes hérétiques, et lui reprocha d'être athée et matérialiste.

Il resta en prison l'espace de deux ans. Mais, étant parvenu à s'évader au moyen d'une corde et de chevaux que lui fournit le comte de Bénavente, il se rendit en Navarre auprès du roi Jean, son beau-frère.

De là, il lui eût été bien agréable de passer

en France, pour tenter de remettre sur pied sa fortune; mais Louis XII ne voulut pas le lui permettre, parce qu'ayant déjà fait la paix et conclu une alliance de famille avec le roi d'Aragon, au moyen de quoi ces deux anciens rivaux s'étaient mutuellement engagés à opprimer, à perdre le roi de Navarre, il ne lui parut pas convenable de recevoir de nouveau sous sa protection un homme qui était parent de l'un et ennemi de l'autre; on le vit même, pour faire plaisir à Ferdinand, confisquer le duché de Valence et toutes les pensions précédemment assignées à César sur le trésor. Celui-ci fut donc contraint de rester en Navarre.

Quelque temps après, il suivit son beau-frère dans une guerre contre un vassal puissant qui s'était révolté; il combattit avec courage, et fut tué auprès de Viana, le 12 mars 1507, dans un fait d'armes où son parti resta vainqueur.

Ainsi périt cet homme, après avoir perdu tout ce qu'il avait acquis par tant de crimes et par une activité d'ambition si grande, si effrénée. Son corps, n'ayant pas été reconnu, fut dépouillé par les Navarrois eux-mêmes; mais un de ses écuyers, qui le retrouva, le mit sur un

cheval, de la même manière que son frère, le duc de Gandie, avait été placé autrefois, et le mena à Pampelune, où il fut enseveli dans la même église dont il avait été archevêque en son enfance.

Il laissa de son mariage Louise de Borgia, duchesse de Valentinois, mariée, en 1517, à Louis de La Trémouille, pair de France, et, en 1539, à Philippe de Bourbon-Busset, de la maison royale de France, et petit-fils de Louis de Bourbon, évêque de Liége.

Tel fut l'homme que Nicolas Machiavel ose présenter comme un modèle aux princes improvisés par la force ou la ruse, et qui ont à se maintenir en des États dont la possession leur pourrait être disputée. Mais tout ce qu'enseigne un pareil modèle se résumerait en ceci, que les morts ne reviennent point : maxime qui forma, de tout temps, nous le savons, la seule politique des scélérats.

Le duc de Valentinois n'en eut point d'autre;

et le secrétaire de Florence, historien si habile de sa patrie, commentateur si profond de la grandeur romaine, pouvait, sans rappeler tant d'actions criminelles de l'homme qu'il semble avoir plus expressément choisi pour son héros, établir, sous une formule à peu près ainsi réduite et simplifiée, les principes d'après lesquels le fils ambitieux d'Alexandre VI, inspiré, aidé par son père, agissait.

Nous n'avons pas vu, comme Voltaire, que César Borgia ait fait valoir, pour envahir huit ou dix petites villes et pour se défaire de quelques petits seigneurs, plus d'art et de talent que n'en mirent les Alexandre, les Gengis, les Tamerlan, les Mahomet à subjuguer une grande partie de la terre.

En appréciant à leur valeur véritable le mérite de tous ces fiers conquérans, on pourra seulement reconnaître que, si César Borgia les surpassa en quelque chose, c'est bien certainement en ceci : Il montra, de même que son père, la plus incroyable audace, la plus perverse aptitude à tout se permettre, qu'on eût encore vue.

En effet, jamais on ne se joua plus impunément des choses saintes; on ne profana jamais avec une impudence aussi marquée l'usage des pouvoirs confiés à l'Église; jamais on n'affecta plus de mépris pour tout ce qu'on appelle ici-bas vertus humaines; jamais le sang ne fut plus traîtreusement versé, jamais le poison ne se glissa avec plus de perfidie dans les veines de l'homme qui embarrassait par sa présence, qui entravait des pas ambitieux, et dont enfin la mort pouvait, n'importe en quoi, être utile.

Jamais, non plus, on ne vit les crimes les plus odieux, les plus atroces, avec autant d'indifférence que dans cet abominable siècle, par qui furent précédés les temps de la réforme, que dans cette cour papale, plus abominable encore, à laquelle donnaient le ton Alexandre et César Borgia, deux des hommes, sans contredit, qui ont le plus déshonoré notre espèce.

Mais comment donc était-il arrivé à une corruption si profonde et si étrange, ce siècle, dont les premières années avaient vu le clergé lui-même demander, poursuivre une réforme légale, qui aurait épargné de grands maux à l'Église? Quels funestes antécédens l'avaient fait

aboutir là? Par quels degrés de succession, des êtres tout-à-fait dénaturés avaient-ils donc pu recueillir l'héritage des saints Apôtres?

Ne serait-ce point qu'auparavant déjà, et bien auparavant, d'autres héritiers de Pierre n'avaient pu se contenter d'un simple patrimoine de prédications et de vertus, d'un touchant pouvoir de bénédictions et de prières, d'un empire de larmes versées pour les hommes coupables et avec eux?

Quand la capitale du monde était devenue un vaste gouffre, et, si l'on peut dire, un insatiable cloaque, où non moins que l'or des peuples affluaient de toutes parts les vices les plus infâmes ; quand, de leurs mains ensanglantées, les conquérans de l'univers ne savaient plus arracher des trésors que pour salarier des forfaits nouveaux, pour demander au génie des affranchis, des esclaves, l'invention de quelques voluptés monstrueuses, pour se vautrer avec raffinement dans les plus dégoûtantes, les plus avilissantes débauches; quand l'empire romain allait se noircissant de crimes, bien plus encore qu'il n'éclatait de gloire, de cette gloire, compagne souvent toute honteuse des triomphes

guerriers, parce que dans ces triomphes, pour l'ordinaire, vainqueurs et vaincus voient également se perdre leurs institutions et leur bonheur; quand Tibère épouvantait les peuples du bruit de ses sombres proscriptions, de ses fureurs si lâchement étudiées, et des infamies plutôt soupçonnées que connues de son séjour à Caprée; quand l'homme, ce semblable des puissans et des riches, était si peu respecté que, pour mettre sur leur table des chairs plus délicates, plus au gré de leur appétit, on engraissait publiquement des murènes avec ce quelque chose qui avait eu des membres, un visage, une pensée comme nous; alors, disons-nous, à cette même époque où, avec les derniers triomphes, était entrée à Rome la plus extrême corruption, ne vit-on pas naître et s'élever dans un coin de la Syrie une religion de mansuétude et de paix, qui brisa ce qu'il y avait de plus honteux dans l'esclavage des nations; qui réfréna les extravagances de ces grands parvenus, de ces généraux, de ces empereurs que la fortune, dans toute son ivresse, créait tout à coup et faisait apparaître, parmi la soldatesque émue, comme les rois des festins au milieu des orgies; qui, par des reproches tantôt pleins de douceur, tantôt âpres et sévères comme la vertu indignée, commença

d'apaiser les tempêtes de l'ambition, les bouillonnemens de cette fièvre du pouvoir si prompte à consumer, d'ordinaire, tout honneur, toute vertu; puis vint, par les exemples d'une charité infatigable et sans bornes, par l'exposition simple et touchante d'une morale pure, rappeler aux hommes qu'ils étaient tous frères, et les tira des voies d'ignominie et de désordre où ils étaient depuis si long-temps engagés?

En ces temps qui précédèrent la réforme, et dont nous avons essayé de retracer quelques années, cette même religion de mansuétude et de paix, ce culte d'ordre et d'amour avait-il été répudié par les hommes? L'Évangile avait-il perdu sa douce puissance? Avait-on abjuré ses préceptes si populaires et si sublimes?

Le divin fondateur du christianisme avait dit que son royaume n'était pas de ce monde; ceux qu'on vit successivement à la tête du troupeau chrétien ne se montrèrent-ils jamais oublieux de ces paroles expresses de renoncement, de ces promesses formelles de garantie adressées aux puissances de la terre, et par lesquelles la voix sainte qui les proféra avait bien certainement lié tous ceux qui seraient appelés un jour à con-

tinuer son œuvre, l'œuvre de la rédemption, pour qui seule un être céleste avait pu descendre au milieu des hommes, toutes les œuvres de la politique ayant été laissées, depuis l'origine des choses, à leur libre et pleine disposition.

En consultant les annales mêmes de l'Église, nous pourrons voir l'esprit de mansuétude et de paix n'aller pas plus loin que les persécutions dont un culte encore nouveau et des pratiques saintes d'égalité, des principes religieux de liberté plus ou moins visiblement hostiles envers l'empire avaient été atteints ; nous trouverons cette Église inquiète à son tour, et persécutrice dès l'instant qu'elle fut libre ; nous la suivrons aux pieds du pouvoir impérial, sollicitant son entremise pour punir, et se disposant de bonne heure à faire brûler dans ses triomphes ceux qui ne marchaient pas tout-à-fait avec elle, songeant ainsi à imiter, Néron qui, dans les jeux du cirque, ordonnait qu'on brûlât, en guise de flambeaux, quelques-uns de ces chrétiens humbles encore, dont la main n'avait point voulu jeter quelques grains d'encens aux dieux de l'empire ; dominée par un instinct irrésistible d'envahissement, elle nous apparaîtra, comme un fleuve turbulent et superbe, qui semble frémir le long

de ses rives naturelles et cherche à les déborder sans cesse ; nous apprendrons alors à distinguer l'Église de la religion qu'elle est appelée à servir, et dont trop souvent elle altère le principe; nous oserons ne pas la confondre avec cette religion toujours une, toujours uniforme dans ses vues, qui ne sont que pour le ciel, toujours liée par les paroles de celui qui l'a fondée.

Voilà comment, et l'on est bien forcé de le reconnaître plus d'une fois, deux choses ayant le même principe ne se ressemblent pas toujours; c'est ainsi, pour en citer un autre exemple, que, dans nos considérations, dans nos retours sur les choses d'ici-bas, sur les choses dont la conduite nous est livrée, nous sommes amenés par raison, par amour de l'ordre, à ne pas faire un seul bloc et des ministres qui doivent aider à la marche du gouvernement, et du roi qui les nomme, et de la nation qui les paie et qu'ils ne refusent pas toujours d'outrager.

Tant que l'Église, pour se rendre chère au peuple non moins qu'aux empereurs, s'était seulement glissée dans les fonctions municipales, dédaignées, redoutées depuis long-temps par les laïques, à qui les lois de l'empire les déférait,

et pour qui elles n'étaient plus qu'un assujettissement, un fardeau, on put, en la voyant ainsi embrasser une charge souvent peu légère, applaudir à ce zèle, qui, bien qu'au fond assez intéressé, était néanmoins utile aux populations, de plus en plus malheureuses, accablées.

Plus d'une fois l'antique clergé intervint dans la cause délaissée des peuples, dont il s'était établi le tuteur; plus d'une fois, il se mit à la tête du pays pour le défendre, et, s'armant de l'Évangile, arrêta, par ses supplications ou par ses menaces, les coups d'un pouvoir irrité; plus d'une fois, quand les barbares, entrés dans leur carrière d'invasion, et poussés par leur nature sombre et féroce, songeaient, envieux qu'ils étaient encore de la civilisation et de toutes les apparences d'un bonheur qu'ils ne pouvaient comprendre, à poursuivre sans repos et sans trêve les hommes plus policés, mais amollis, à leur donner la chasse comme aux animaux des forêts dont leurs bandes dévastatrices étaient naguère sorties, plus d'une fois, quand ils levaient leur framée pour détruire, égorger, anéantir tout ce qu'ils allaient trouver sur leurs pas, un vénérable prêtre se présentait à eux, dans toute la dignité de ses fonctions religieuses, leur

parlait au nom d'un Dieu qui leur était encore inconnu, mais qu'il promettait de leur faire connaître; jetait ainsi dans leur âme une de ces impressions mystérieuses si puissantes sur l'homme sauvage, et les voyait, à sa voix, se calmer, s'arrêter tout à coup, comme ces eaux bondissantes d'un torrent immense et soudain, qui menaçaient naguère d'engloutir toute une cité alarmée, mais qui, détournées à propos par un barrage, une digue, une saignée, vont se répandre en nappes tranquilles et majestueuses au sein d'un fleuve ou de la mer.

Dans cet exercice utile des fonctions municipales, adroitement partagées avec les chefs du peuple les moins paresseux, les moins atteints du dégoût politique, dans ce crédit que lui reconnaissaient les maîtres temporels du monde, dans cet empire que, par son aspect et par ses paroles, elle obtenait sur l'âme dure et revêche des barbares, l'Église put comprendre pleinement toute sa force, toute la capacité de pouvoir, toute la grandeur future qui était en elle.

Mais si un individu, par modestie, par bon sens, par insouciance et nonchaloir philosophi-

que, se résout quelquefois à ne pas faire tout ce qu'il peut, quel corps, quelle agrégation d'hommes, d'autant plus puissante qu'elle sera plus compacte, eut jamais dans les règles qui la dirigent et la maintiennent un tel principe de modération?

Quand on est en nombre et en force, peut-on se résigner à remettre bien loin, à ne tenter pas d'abord tout ce qu'on se croit appelé à faire? Peut-on laisser fuir ce qui vient à nous, ne pas prendre tout ce qu'on trouve sous sa main, ne pas user d'un droit, en un mot, qui, pour les forts, n'est circonscrit, limité que par le pouvoir?

Le pouvoir est tout pour la plupart des hommes; il est tout, et sans restriction, pour toutes les masses préalablement et suffisamment organisées.

Et comme l'Église, bien qu'instituée par le ciel, ne se compose que d'hommes vivant, agissant par les mêmes lois de mouvement qui agitent tout ce qui porte face humaine, il ne faut pas s'étonner sans doute de ce qu'elle a fait; il ne faut pas lui en vouloir, politiquement

parlant, car elle a obéi à sa nature terrestre, bien distincte des pouvoirs qu'elle tient d'en haut; mais il est bien permis toutefois de porter un œil impartial, quoique austère, sur les résultats où elle fut entraînée, du moment qu'elle franchit les limites de sa constitution primitive, si pure et si nette de tout engagement temporel.

L'Église, en suivant l'instinct de toutes les agrégations qui veulent durer, avait acquis déjà les deux conditions indispensables pour arriver à une grande puissance : l'unité et le nombre.

L'unité était dans son sein, toujours plus vaste, toujours soulevé, toujours tumultueux et bouillonnant, mais retenu sans cesse dans les transports, dans les élans qui pouvaient nuire. Toute dissension naissante était sur-le-champ réprimée; tous les germes de discorde étaient sévèrement étouffés; toutes les hérésies ou séparations de croyance les plus subtiles étaient anéanties aussitôt qu'elles venaient à poindre.

Quand la controverse et ses aigreurs irritantes et funestes ne suffisaient point, la persécution accourait, ralliant avec sa verge sévère, inflexi-

ble, les membres du troupeau qui auraient bien voulu s'écarter et suivre d'autres pasteurs.

Un centre d'influence, de pouvoir, s'était établi, s'était maintenu. La ville à bon droit éternelle, qui, de ses murs, vit s'élancer jadis ceux qui soumirent le monde par l'épée, devait être également le point de départ des hommes diversement saints qui aspiraient à le conquérir par la parole.

Mais l'empire romain tombait de toutes parts en dissolution, lentement, toutefois, et comme un chêne antique où quelque portion de feuillage se montre encore, non pour parer le tronc, mais par pudeur, si l'on peut dire, et pour ne pas cesser tout à coup d'opposer une couleur de vie au spectacle repoussant de ruines qui s'agrandissent chaque jour, se poussent et s'engendrent. Sur quelqu'un de ces débris d'empire venait s'asseoir violemment une domination nouvelle, fondée par des barbares, et que d'autres barbares renversaient à leur tour. Puis, du pur sentiment de l'indépendance personnelle, semé dans le monde par les hordes germaniques, et dont probablement plus d'un Gaulois, plus d'un Romain s'était imbu, on vit éclore ces milliers

de souverainetés isolées, solitaires, fragmens désormais complets d'une souveraineté plus vaste, qui n'avait trouvé qu'un Charlemagne pour la tenir dépendante, serrée, et dont les successeurs d'un grand homme avaient laissé le pouvoir de cohésion s'échapper de leurs mains. Peu à peu, tout ce qui possédait voulut être fort afin de n'avoir plus de compte à rendre; on s'abrita, on s'entoura de fossés, de murailles, et sur toutes les hauteurs qui dominaient les vallées ou les plaines, puis sur celles qui étaient à portée des chemins publics, des rivières navigables, des bords de la mer, d'innombrables châteaux s'élevèrent où quelques compagnons de fortune, que l'habitude, l'impuissance de se faire un sort par soi-même ou l'incurie soumettaient à un ami plutôt qu'à un chef, vivaient avec le maître et sa famille, et où ce maître, despote absolu, qui n'avait d'autre loi que sa volonté, se retranchait dans son petit empire exploité par des serfs, agens de culture, et, dans l'occasion, instrumens de guerre. Au souverain unique de l'ancienne Rome, aux souverainetés plus resserrées qui avaient été le prix des invasions successives, se trouvait substituée, qu'on nous permette cette expression, la petite monnaie des souverains féodaux; petite monnaie qui, dans les lieux où

elle avait cours, jouissait d'une valeur intrinsèque beaucoup plus forte, peut-être, que ne l'avait jamais été, dans ses plus beaux jours, l'autorité disparue des empereurs.

Eh bien! au milieu de tous ces brisemens, de toutes ces transformations, de toutes ces phases du pouvoir, l'Église, gardant son unité de croyance et d'action, l'Église, toujours fidèle à ses vœux d'agrandissement, à son besoin d'universalité, prenait place, autant qu'elle le pouvait, au banquet féodal, devenant elle-même suzeraine temporelle, au centre du vaste territoire qu'elle embrassait par le culte; puis, se montrant tout à la fois vassale et suzeraine dans mille cantons divers où des évêques, des abbés, des curés possédaient des serfs, rendaient ou exigeaient l'hommage; ainsi depuis, dans les terres du Nouveau-Monde, le clergé catholique a eu des esclaves et en a encore, ne dédaignant pas plus, quand l'occasion s'en présente, la possession des sueurs du fidèle que l'assujettissement de son esprit et de sa volonté.

Féodale à la campagne et dans certaines villes ou parties de ville, l'Église, au milieu des grandes associations bourgeoises où quelque ombre

de liberté s'étendait encore, dans celles même où éclatait un premier essor d'indépendance, trop souvent mal dirigé, se jetait avec ardeur sur autant de parcelles du pouvoir qu'elle pouvait en atteindre; car elles étaient toutes à sa convenance; c'était toujours un moyen de multiplier ses réseaux.

Elle les multipliait aussi par les missions qu'elle se faisait un devoir d'envoyer dans les pays encore payens, et où croissaient bientôt pour elle, avec des vertus privées qu'elle faisait naître, avec une foi, une soumission toute jeune, des instrumens nouveaux de puissance.

Elle nourrissait avec une persistance admirable et toujours encouragée le désir de se substituer un jour à cet empire romain, dont le démembrement était si long et témoignait d'une organisation si puissante; de cet empire qu'elle avait servi avec zèle et sincérité, du moment qu'il l'eut protégée, adoptée; de cet empire, qui avait été d'abord son ennemi, son persécuteur, mais qui ensuite l'avait aidée elle-même à persécuter.

C'était dans le moule impérial qu'elle avait

jeté ses pensées de domination, tout en se promettant d'être plus compacte encore et plus forte ; c'était d'après un modèle éprouvé jusqu'à certain point par les accidens même qui l'avaient enfin détruit qu'elle avait conçu l'art merveilleux qui s'occupe de rallier et d'unir, sous une même et unique volonté, des multitudes éparses.

L'Église, se donnant ainsi une hiérarchie analogue à la hiérarchie impériale, avait pu voir, chaque jour, s'étendre davantage les chaînons respectés et toujours plus fermes de son pouvoir.

Cependant un homme avait paru dans l'Asie, ce berceau de toutes les religions, de tous les grands mouvemens de l'intelligence humaine, hors, peut-être, celui d'où sort la liberté. Cet homme avait aussi fondé une religion sur le modèle des forces politiques qui se mouvaient en Asie depuis un temps immémorial : il avait fait davantage; sa religion était le gouvernement même ; Dieu gouvernait immédiatement les peuples, il n'était, lui, que l'intermédiaire de Dieu, son prophète, son vicaire. Ses successeurs furent, à son exemple, vicaires de Dieu. A ce titre, ils avaient obtenu un grand empire

sur la volonté des hommes; ils étendaient sur eux un double sceptre, ou plutôt le sacerdoce et la royauté s'étaient infusés l'un dans l'autre, et avaient formé cette verge de fer avec laquelle, suivant certain conseil, on doit gouverner les peuples (*).

Hildebrand se présenta en Italie pour répéter ce rôle audacieux, auquel l'Orient n'avait jamais été étranger. Hildebrand se développa comme l'expression naïve de la société ecclésiastique tout entière. Il se montra le plus capable, sans contredit, de fonder cette monarchie universelle vers laquelle s'étaient, depuis si long-temps, dirigés et les vœux et les pas du sacerdoce chrétien. Il fut un moment où l'Europe allait voir se fonder un autre Kalifat, rival de celui qui soumettait l'Orient à ses lois.

Mais, n'ayant pas en main le sabre de Mahomet, Grégoire VII ne put accomplir qu'une œuvre imparfaite. Pour régner matériellement sur les hommes, il faut autre chose que des homélies; Hildebrand, qui ne pouvait envahir et

(*) *Et reges eos in virgâ ferreâ.*

soumettre le monde que par des paroles, parla trop.

Les peuples tenaient à Rome, sans contestation ; ils étaient généralement si malheureux, ils avaient tant d'antipathie pour ce régime féodal, qui succédait au désordre précédent et n'était pas moins intolérable, que le pouvoir de l'Église apparaissait à leurs yeux comme un pouvoir de liberté.

D'autre part, les grands suzerains auraient aimé probablement à faire avec Rome une alliance plus étroite, au moyen de laquelle ils auraient cru asservir leurs vassaux, et qui les aurait asservis eux-mêmes.

Mais les suzerains intermédiaires, ces innombrables châtelains, qui tenaient de leurs aïeux, issus pour la plupart de la Germanie, cette fierté, cette ardeur d'indépendance personnelle, mise sous la garde et la protection de l'épée; ces orgueilleux seigneurs, qui, pour la plupart, n'auraient pas connu de prêtre, sans ce chapelain, espèce de commensal dépourvu de savoir et de dignité, qui, dans une petite chapelle, souvent inaperçue au milieu des tours du château, di-

sait la messe pour le despote et les sujets ; ces souverains, aussi superbes et plus absolus que les maîtres d'un grand empire, opposèrent de toutes parts, sans former d'association, et comme par une suite de leur manière d'être, une résistance sourde, mais constante, aux envahissemens nouveaux de la papauté.

La pensée impérieuse de Grégoire VII échoua donc en partie contre ces petites souverainetés temporelles, dont l'Europe se hérissait alors, et qui semblaient menacer déjà de fournir un jour à la réforme ces bras de guerre, ces épées qui doivent toujours seconder la parole et qui seuls peuvent la faire régner en même temps sur l'esprit et sur le corps.

Les successeurs d'Hildebrand, tout en dominant les peuples chrétiens, tout en voyant se prosterner à leurs pieds les princes de la terre, essayèrent en vain de reprendre l'œuvre hardie par laquelle il avait voulu effacer entièrement de cette liste toujours si bigarrée des pouvoirs établis en Europe ceux qui ne seraient point octroyés par des bulles. Les fils les plus importans de la trame que Grégoire avait achevé d'ourdir, s'étaient rompus dans ses mains.

En désespoir de cause, la papauté, forcée de renoncer au domaine sans partage de la terre, crut devoir ouvrir avec une libéralité nouvelle, ou du moins avec plus de complaisance et de facilité, les portes du Ciel. Le droit d'asile était un héritage de l'antique paganisme. Mais les indulgences furent une invention de l'Église. C'était un moyen trouvé pour gagner les peuples, des pierres d'attente pour cet avenir auquel est promis sans cesse l'édifice toujours renversé de la domination universelle.

Mais c'était en même temps un exemple de ces gouvernemens paternels, si indulgens pour les crimes privés, tant que le pouvoir public n'est pas mis en contestation; de ces gouvernemens tels que celui de Venise, de l'Espagne sous l'Inquisition, du royaume de Naples, gouvernemens très-iniques avec leur bonté, leur douceur apparente, et qui se rendent certainement coupables de tant de méfaits particuliers qu'ils ne punissent pas; gouvernemens qui semblent s'être mis plus spécialement sous l'égide de la catholicité, et qui sont au nombre des torts qu'une philosophie rigide lui attribue.

C'était en même temps une source de riches-

ses ajoutée à tant d'autres; et la papauté, à diverses époques, y puisa avec trop peu de mesure.

Maintenant, pour qui connaît la nature de l'homme, et cette force de contagion et d'entraînement qu'exercent dans leur atmosphère les actions hardiment criminelles; pour qui n'ignore point avec quelle facilité déplorable se prend l'habitude de verser du sang ou de le voir couler, il sera aisé de comprendre où devait aboutir cet abus des indulgences, des pardons, cette exemption des supplices de l'enfer achetée à prix d'or; il sera aisé de suivre, dans sa croissance et sa fureur, le torrent d'abomination qui déborde sur l'histoire, à la fin du moyen âge.

Sans doute, il est quelquefois bon et souverainement sage d'empêcher que la violence des remords n'entraîne au désespoir; le désespoir est un abîme sans fond; il ne faut pas s'y jeter, puisque nous avons à vivre, à remplir sur la terre notre carrière d'homme; mais, certes, il est bien différent de relever celui que la honte de ses actions a fait se prosterner à terre, ou de ramener vers le Ciel, sans autre transition que quelques paroles légèrement prononcées, les re-

gards audacieux d'un scélérat qui vient de commettre un crime, et qui, trop promptement absous et lavé, cherche déjà peut-être en sa pensée comment il pourra se souiller encore.

L'excès de la puissance terrestre, l'ivresse du pouvoir humain, avaient perverti l'antique Rome; l'abus des indulgences, des pardons, pervertit à son tour, n'en doutons pas, la Rome des Papes.

Vitellozzo Vitelli, ce *condottiere*, espèce de brigand comme tous ses confrères, qui fut étranglé à Sinigaglia, pria son bourreau de demander au Pontife, instigateur, peut-être, mais évidemment complice de l'infâme trahison dont il périssait victime, l'absolution de ses péchés. Si César Borgia avait empoisonné son père, ce qui n'eût pas été fort étranger à ses façons d'agir, il est probable qu'après avoir consommé son crime, il aurait osé lui en demander la rémission; et, en immolant le Pontife, il aurait eu bien humblement recours au pouvoir qu'il reconnaissait en lui de faire descendre du haut des cieux le pardon sur la terre.

Les peuples chez qui l'influence des clés a été

plus immédiate, plus active, plus prolongée, se montrent encore, de nos jours, les plus sanguinaires, les plus corrompus de débauche parmi tous les sectateurs du Christ, abstraction faite de ce qu'ils peuvent devoir à ce climat, à ce soleil qu'on amène sans cesse à tort ou à droit, quand il s'agit d'assigner des causes aux mœurs des nations, de ces nations sur qui tant de ressorts divers peuvent agir, et dont aucune, sur le même sol, sous les mêmes cieux, ne fut peut-être jamais la même dans tous les temps. Les rochers seuls sont immobiles, invariables; encore voit-on qu'un long âge les mine et les ronge.

C'est encore en Espagne et en Italie, dans ces pays de papauté exclusive, qu'il se donne le plus de coups de poignard, et que les plus ignobles habitudes de débauche sont le plus répandues.

Rome s'infecta donc elle-même des crimes qu'une indulgence trop souvent intempestive fécondait. Est-il étonnant que des absolutions prodiguées sans mesure, mais non pas sans profit, soient devenues pour elle de véritables poisons? Est-il étonnant que des poisons ainsi jetés sur le monde, nuisent à ceux-mêmes qui les

répandent? Le premier qui fit usage de l'antimoine ne fut-il pas, à ce qu'on raconte, un abbé qui s'empoisonna sans le vouloir, lui et tout son couvent?

Oui, disons-le sans détour, et sans qu'on nous puisse accuser d'injustice, puisqu'aussi-bien la multiplicité des crimes et la prodigalité des indulgences frappent simultanément nos yeux; cette Église, qui fut long-temps si sévère pour les mœurs, qui fit rentrer dans les âmes romaines ces idées de justice et d'honnêteté qui en étaient sorties, alors que les corruptions de la fortune y firent une si vaste et si profonde invasion; cette Église qui, dans ces temps de triomphes fondés sur la vertu, osa soumettre des princes de la terre à des punitions publiques, exemplaires; cette Église, qui inspira aux barbares des sentimens de modération et de paix, qui enchaîna plus ou moins leur turbulente existence, et fit passer sous le joug de l'Évangile leur fierté jusqu'alors indomptable; cette même Église, pour caresser les peuples sur qui elle se flatta toujours d'obtenir une autorité sans contrôle et sans partage, devint accommodante à ce point d'aliéner tout-à-fait du bien, par ses pardons, les hommes qu'elle au-

rait dû redresser, sinon par les châtimens du fer, par ceux au moins du remords.

A mesure qu'on la voit s'élancer vers ce trône, qui ne serait que terrestre, et dont pourtant elle est si jalouse, il semble que tout désir de guider les peuples vers les demeures célestes qu'elle leur montrait auparavant, lui échappe et s'évanouisse. Il ne s'agit plus guère, dans ses discours les plus solennels, de ce séjour d'un bonheur ineffable et sans fin qu'elle présentait comme le prix des vertus laborieuses, comme l'indemnité des souffrances passagères, contre lesquelles l'homme de bien a moins de ressources que le méchant. Mais on ne perd pas de vue l'enfer; car il convient plus que jamais d'en faire peur, de le rendre même plus formidable qu'auparavant, afin qu'elles soient plus précieuses encore et plus recherchées, les immunités qu'on offre aux hommes dépouillés du remords, les indulgences qui tiennent lieu des antiques expiations.

Il est certain que les images de l'enfer et du purgatoire étaient devenues plus familières, apparaissaient plus souvent dans les instructions religieuses, depuis que les mœurs étaient deve-

nues pires, et les facilités pour échapper aux peines à venir plus grandes et plus multipliées; car, au besoin de caresser les peuples pour se les mieux attacher, se joignit en même temps celui de les effrayer davantage pour en tirer plus d'argent; et ce besoin d'argent qui entraîne avec soi tant de dangers pour la vertu devenait plus impérieux, plus pressant chaque jour, depuis qu'on s'occupait plus sérieusement d'établir cette théocratie, qui n'était pas, sans doute, dans les idées de la primitive Église, simple légation spirituelle envoyée aux hommes pour redresser leur esprit et toucher leur cœur; depuis que, par la pompe des arts, on cherchait à effacer les splendeurs de la Rome païenne, et que la ville des Papes, le centre de la domination pontificale, paraissait faite pour acquérir dans l'imagination des peuples autant et plus d'importance et d'empire que la cité des Césars, que le centre de la monarchie romaine. C'était, hélas! trop souvent, qu'on nous pardonne cette comparaison, comme si l'insecte industrieux de Minerve, qui, avec tant d'art et de subtilité, étend ses innombrables et immenses réseaux, songeait à éclater de gloire au lieu même d'où il imprime tous ses mouvemens et veille à toutes ses conquêtes.

Tant que l'Église avait été le point d'appui d'une noble opposition contre les crimes des maîtres du monde, contre les excès de leur tyrannie ; tant que, de son sein généreux, était parti, comme un souffle de vertu qui allait frapper les vices du temps, les frivolités bâties sur le sang et la boue, elle avait répandu autour d'elle les bonnes mœurs, elle en avait été le respectable séminaire : du moment que son ambition se tourna vers les choses de ce monde, si corrompu dans ses voies, un souffle empesté s'étendit au contraire sur tout ce qui était autour d'elle ; songeant à autre chose qu'à corriger les peuples, elle contribua bien malheureusement à les corrompre.

Cette corruption ne fut jamais plus grande que sous le pontificat d'Alexandre VI. L'histoire de ce temps suscite plus d'une réflexion sérieuse dans l'esprit du philosophe qui, pour la suivre, peut un moment se détourner de la contemplation des choses actuelles, des évènemens contemporains.

Un des traits les plus remarquables de cette hideuse époque, et de quelques années moins si-

nistres sans doute, mais aussi étranges, qui n'en sont pas fort éloignées, c'est que les historiens à qui l'on doit d'en avoir une connaissance plus ou moins complète, rapportent tous ces crimes avec autant de sang-froid qu'ils furent commis. Et les peuples, qu'en pensaient-ils? Les peuples les ignoraient ou n'y prenaient point garde : tout cela était devenu si commun! Le moral des peuples avait été presque détruit par des pratiques minutieuses partout substituées aux sentimens religieux; l'abus des indulgences avait, comme nous l'avons déjà fait entendre, étouffé, anéanti le remords; les empoisonnemens, les meurtres n'étaient plus que des faits, qui pouvaient être utiles dans le monde, et qu'on avait l'espoir de se faire pardonner dans l'autre; la conscience était devenue fort légère, fort oublieuse; on se flattait que Dieu le serait autant.

Du reste, il n'y avait pas alors de police passablement faite; ce qu'on appelait, par gentillesse aristocratique, la canaille, était peu inquiété par l'autorité; et les grands, qui partout et toujours rencontrent beaucoup de liberté dans leurs actes, sans alarmes pour l'autre monde, n'avaient d'autre crainte que d'être prévenus dans celui-ci.

C'est dans un tel siècle qu'il faut se représenter César Borgia pour bien apprécier cet homme. Les trésors d'un pontife pervers, qui battait également monnaie avec des absolutions et avec des empoisonnemens, lui servirent à soudoyer des troupes bien meilleures que celles dont il avait à vaincre la résistance ; outre une élite d'Espagnols, scélérats autant que braves, il eut presque toujours auprès de lui, ou du moins à portée convenable, des troupes françaises que la complaisance ou la politique d'un roi, justement nommé par nous, et à cause de la rareté, *Père du peuple*, laissait au service lointain d'un pape et de son bâtard, jadis archevêque et cardinal, qui l'un et l'autre souillaient l'Italie de tous les crimes.

Il faut avouer pourtant que César ne manquait pas de bravoure, et qu'un ambitieux, avec cette qualité, et sans aucun sentiment de vertu, de cette vertu qui gêne et retient, peut aller loin, quand des adversaires, peut-être aussi braves que lui, sont un peu moins méchans, un peu moins adroits, et plus mal servis.

La terreur qu'il parvint à répandre ne fut pas non plus étrangère à ses succès. Il n'était pas,

dit le cardinal Bembo, de citoyen honnête dans une ville faisant partie du pays possédé par César Borgia, de petit particulier dans un bourg, dans un village, dans un hameau, de simple paysan dans les campagnes qui se fût présenté à lui sans y être forcé, et qui n'évitât sa rencontre comme celle de la bête la plus féroce. Ces hommes qui le craignaient ainsi ne lui résistaient point; car malheureusement la terreur est une grande puissance. Elle sert merveilleusement ceux qui la savent inspirer!

Pourquoi donc exhumer des gémonies de l'histoire cet homme que, malgré des succès à la guerre, on ne saurait appeler grand? Pourquoi? parce que ce n'est pas une médiocre leçon pour les peuples et pour ceux qui les gouvernent, que de soulever parfois ces ossemens qui jadis furent recouverts de la pourpre, ces débris de couronnes ensanglantées, de sceptres criminels que la foudre a brisés. On obtient par là que le peuple mêle à son respect cet utile discernement, qui exerce sur l'esprit des chefs une influence inévitable, et les empêche à leur tour de dépasser les bornes légitimes du pouvoir; on apprend aux princes, par d'effrayans exemples, le peu que valent en elles-mêmes

ces grandeurs dont ils sont si jaloux et si fiers ; quelques-uns d'entre eux peuvent même s'instruire à les estimer par le bien seulement qu'elles permettent de faire aux hommes.

Au reste, Voltaire ne pensait pas que la mort d'Alexandre VI, cette mort qui amena la ruine des grandeurs et des espérances de César Borgia, fût arrivée ainsi que nous l'avons dit d'après les historiens contemporains. Cet admirable narrateur, ce philosophe ingénieux, toujours plus malin que méchant, n'avait pas osé percer dans toutes les profondeurs de la perversité humaine ; il refusait d'ajouter foi aux grands crimes ; les accusations d'empoisonnement le trouvaient surtout incrédule. Ces dispositions de son esprit devraient peut-être lui servir d'excuse auprès de ceux qui signalent en lui, avec tant d'amertume, le tort réel d'avoir brisé trop légèrement quelques-uns de ces liens qui servent à retenir l'homme, à prévenir ses écarts.

Nous nous faisons un devoir de rappeler en cette occasion les propres paroles de cet écrivain supérieur, qui se montra presque toujours un appréciateur si habile du passé, un juge

plus consciencieux et plus intègre que ses habitudes malicieuses ne porteraient à le croire :

« Tous les historiens, dit-il, se plaisent à » transmettre à la postérité que ce pape mourut » du poison qu'il avait destiné dans un festin à » plusieurs cardinaux, trépas digne, en effet, de » sa vie ; mais le fait est bien peu vraisemblable. » On prétend que, dans un besoin pressant d'ar- » gent, il voulut hériter de ces cardinaux ; mais » il est prouvé que César Borgia emporta cent » mille ducats d'or du trésor de son père après » sa mort : le besoin n'était donc pas réel. D'ail- » leurs, comment se méprit-on à cette bouteille » de vin empoisonné, qui, dit-on, donna la » mort au Pape, et mit son fils au bord du tom- » beau ? Des hommes qui ont une si longue ex- » périence du crime, ne laissent pas lieu à une » telle méprise. On ne cite personne qui en ait » fait l'aveu ; il paraît bien difficile qu'on en fût » informé. Si, quand le Pape mourut, cette » cause de sa mort avait été sue, elle l'eût été » par ceux-là même qu'on avait voulu empoi- » sonner. Ils n'eussent point laissé un tel crime » impuni ; ils n'eussent point souffert que César » Borgia s'emparât paisiblement des trésors de » son père. Le peuple, qui hait souvent ses maî-

»tres, et qui a de tels maîtres en exécration, »tenu dans l'esclavage sous Alexandre, eût »éclaté à sa mort; il eût troublé la pompe fu»nèbre de ce monstre; il eût déchiré son abo»minable fils. Enfin, le journal de la maison de »Borgia porte que le Pape, âgé de soixante et »douze ans, fut attaqué d'une fièvre tierce qui »bientôt devint continue et mortelle. Ce n'est »pas là l'effet du poison. On ajoute que le duc »de Borgia se fit enfermer dans le ventre d'une »mule. Je voudrais bien savoir de quel venin le »ventre d'une mule est l'antidote? Et comment »ce Borgia, moribond, serait-il allé au Vatican »prendre cent mille ducats d'or?

» Il est vrai, qu'après la mort du pape, il y eut »du tumulte dans Rome. Les Colonnes et les »Ursins y rentrèrent en armes. Mais c'était dans »ce tumulte même qu'on eût dû accuser solennel»lement le père et le fils de ce crime. Enfin, le »pape Jules II, mortel ennemi de cette maison, »et qui eut long-temps le duc en sa puissance, »ne lui impute point ce que la voix publique lui »attribue.

»Mais, d'un autre côté, pourquoi le cardinal »Bembo, Guichardin, Paul Jove, Tomasi et

» tant de contemporains s'accordent-ils dans cette
» étrange accusation ? D'où viennent tant de cir-
» constances détaillées ? Pourquoi nomme-t-on
» l'espèce de poison dont on se servit, qui s'ap-
» pelait *Cantarella ?* On peut répondre qu'il n'est
» pas difficile d'inventer quand on accuse, et
» qu'il fallait colorer de quelques vraisemblances
» une accusation si horrible ; que ces écrivains
» ne se faisaient pas scrupule de charger Alexan-
» dre d'un forfait de plus, et qu'on pouvait soup-
» çonner cette dernière scélératesse, lorsque tant
» d'autres étaient avérées. »

On peut opposer plusieurs considérations d'importance diverse à ce scrupule historique ; nous sommes portés à le respecter ; nous essaierons toutefois de le combattre.

Et d'abord, ce besoin d'argent qu'on met en doute était réel ; de nouvelles entreprises se préparaient, pour lesquelles il en fallait beaucoup : les cent mille ducats d'or pouvaient bien être dans les coffres d'Alexandre, sans que cette somme parût suffire aux dépenses présumées.

César ne mourut point, il est vrai, du poison qui tua son père ; mais il alla au bord du tom-

beau ; et c'est justement parce qu'il était malade à la mort, que ne furent point prises par lui, dans un moment décisif, telles mesures qui auraient pu l'asseoir, le maintenir dans ses possessions.

D'un autre côté, cette maladie n'était pas un obstacle qui s'opposât à ce que, dans un instant lucide, il fît prendre le trésor de son père. On connaît de reste l'empressée et effrayante cupidité des familles papales. Il n'avait pas besoin d'aller lui-même au Vatican ; il y envoya son fidèle Michelotto, et la commission fut bien remplie.

Il y a sans doute quelque chose d'étonnant dans cette aventure d'Alexandre et de César qui s'empoisonnent eux-mêmes en voulant empoisonner ceux dont ils convoitent le bien ; mais n'arriva-t-il jamais de mécomptes semblables dans les combinaisons du crime, dans celles-mêmes qu'on était fondé à croire le mieux ourdies ? Quel scélérat a pu jamais tout prévoir dans ses spéculations infernales ? Quelque subtil projet qui nous occupe, si notre tête va, la tête de ceux qui nous entourent et qui peuvent nous contrecarrer, ne va-t-elle pas aussi ? et ne suffit-il pas quelquefois de l'acte le plus irréfléchi, le

plus sot même dans l'étranger qui l'exécute, et par conséquent le moins prévu par celui qui aurait à le redouter, pour renverser d'un seul coup le plus habile échafaudage, l'édifice de pensées dont on croyait avoir le plus solidement posé les assises?

Si personne ne fit l'aveu solennel de ce qui s'était passé à la vigne du cardinal Adrien, c'est qu'il n'y eut point d'enquête : et devait-il y en avoir? On ne devait pas s'attendre non plus à une accusation publique ; Jules II, tout ennemi qu'on le suppose des Borgia, eût-il osé soutenir une telle accusation ? N'avait-il pas à respecter la chaire de Saint Pierre, sur laquelle il venait de s'asseoir?

C'était ici un de ces crimes domestiques qu'on se garde bien de livrer à la justice, pour ne pas perdre l'honneur d'une maison. Il était bien convenu à la cour de Rome, comme il l'est à peu près dans toutes les cours, qu'on saurait ne point voir tout ce qui viendrait à frapper les yeux.

Jules II d'ailleurs, quelque ancien ressentiment qu'il pût avoir, sentait bien pourtant que les Borgia

avaient agi plus d'une fois avec fruit dans les intérêts temporels du Saint-Siége ; songeant dès l'abord à tirer parti de ce qu'ils avaient fait, il éprouvait à leur égard une sorte d'obligation politique, dont on aperçoit les marques dans la longanimité de ses premières dispositions envers le fils d'Alexandre; il se trahit pourtant à la fin, mais seulement quand il vit bien que le moment était venu.

On peut donc avoir été informé de cette pensée criminelle, si étrangement punie avant l'exécution, sans qu'une autorité quelconque ait songé à poursuivre le complice qui restait. Ce complice, d'ailleurs, était encore en forces; et c'est pour cela qu'il put faire prendre par son fidèle Michelotto le trésor de son père. Il avait pour lui toute la noblesse moyenne et petite de Rome ; probablement une grande partie de cette populace, que l'éclat des armes éblouit toujours, ne le haïssait pas non plus.

Il ne faut pas supposer, comme le fait Voltaire, que le peuple de Rome, sous Alexandre VI, fût malheureux et tenu en esclavage. Il circulait à Rome beaucoup d'argent, et le peuple avait par conséquent du pain : quant à l'escla-

vage, la supposition n'est pas moins gratuite. Dans un gouvernement tel que celui des papes, on laissait faire à peu près au peuple, comme nous l'avons dit, tout ce qu'il voulait, pourvu qu'il eût la foi. Il n'était donc pas à craindre pour César Borgia ; il ne devait point le déchirer, ni troubler la pompe funèbre de cet autre monstre qui était mort.

Tant que le peuple a du pain, il s'inquiète peu de ce que font les personnes qui gouvernent ; à ses yeux, gouverner c'est lui permettre de vivre. Ce n'est jamais de lui-même qu'il se porte à des actes nationaux de vengeance, qu'il inflige de ces punitions solennelles, qui retentissent dans la postérité. Il n'y a de révoltes spontanées qu'avec des hommes mourans de faim. Le peuple, toujours et partout, fut, à cause du nombre et des volontés nécessairement diverses, une masse non pas inerte, mais en équilibre : la faim seule ou des instigateurs peuvent l'ébranler, la faire mouvoir.

Si le journal de la maison Borgia porte qu'Alexandre fut attaqué d'une fièvre tierce qui, bientôt, devint continue et mortelle, cette ver-

version est assez naturelle pour un journal de famille, pour un journal de cour.

Nous ne savons pas plus que Voltaire de quel venin le ventre d'une mule est l'antidote; mais si véritablement César Borgia se fit mettre dans une couche si dégoûtante, qu'est-ce que cela prouve? qu'on avait alors en médecine de sottes idées comme on peut en avoir encore de nos jours. L'application d'un remède absurde ne veut point dire que la maladie le soit.

Il est possible, au reste, que le cardinal Bembo, Guichardin, Paul Jove, Tomasi et tant d'autres contemporains ne se soient accordés dans cette étrange accusation que par l'instinct d'une haine commune envers deux hommes abominables qui la méritaient si bien. On leur aura imputé tous les crimes qu'ils pouvaient commettre; on n'aura pas fait scrupule de les charger d'un forfait de plus; et l'on a bien pu soupçonner cette dernière scélératesse, lorsque tant d'autres étaient avérées. Mais cela n'empêche point que les raisons alléguées contre la possibilité du fait soient assez peu concluantes.

Nous reconnaissons aussi avec Voltaire qu'il

n'est pas difficile d'inventer, quand on accuse. Les faits auxquels on donne le plus de vraisemblance ne sont pas toujours les plus vrais. Il s'en trouve même dans l'histoire qui, après un certain temps, ne paraissent plus avoir d'explication. Ils étaient néanmoins certains pour les premiers chroniqueurs qui en parlèrent; mais, jetés dans l'avenir sans entourage, sans cette escorte de motifs qu'on ne manque pas de donner à ce qu'on invente, ils étonnent trop, et la brusquerie de leur apparition les fait paraître invraisemblables.

On aura vu, par exemple, dans le cours de notre récit, qu'une fille de Frédéric, roi de Naples, était à la cour de France. Les deux cours, ayant des prétentions rivales, pouvaient passer, même en temps de paix, pour mal disposées l'une envers l'autre. Comment donc et à quel titre cette princesse Charlotte était-elle auprès de Louis XII? Était-ce pour y recevoir une éducation plus brillante? Y était-elle venue après la conclusion de la paix? Y avait-il dans le père confiance chevaleresque? et si les Borgia crurent Louis XII capable de trahir cette confiance, de forcer la princesse napolitaine à accepter la main de César, quand le roi son père hésitait et crai-

gnait, ne faut-il voir dans la présomption du Pape et de son fils qu'une assurance de parvenus, qu'une de ces idées de prêtre moins imprégnées des délicatesses du monde?

Les auteurs que j'ai consultés ne m'ont rien appris à cet égard, et je n'ai rien dû imaginer, parce que je n'ai pas voulu faire de ceci un roman, ni une œuvre dramatique. Quelques autres circonstances non expliquées, et aussi peu importantes sans doute, auront peut-être frappé les lecteurs attentifs. Je ne m'inquiète point de cette nudité. L'histoire doit prendre les faits comme elle les trouve, avec de riches habits, avec des haillons, avec rien; elle doit discuter, quand les témoignages sont nombreux et divers; mais il lui est défendu d'imaginer. L'insignifiance même des détails qu'on ajoute ne saurait justifier le tort d'avoir paru les trouver où ils n'étaient pas.

Une question bien naturelle se présente à l'esprit, quand les actions d'un pontife tel qu'Alexandre VI viennent à passer devant nous, plus ou moins complètement retracées. Si l'athéisme épouvante, c'est surtout lorsqu'on voit la possibilité qu'il pénètre et s'établisse dans l'âme de

ceux qui mènent les peuples ou qui sont à la tête de la religion.

Mais Alexandre était-il athée? Il est permis d'en douter. Il ne l'était pas du moins à la manière de quelques personnages que le Dante, dans son terrible poème, a cru devoir punir comme n'ayant pas cru en Dieu, et qui pourtant ne passaient pas, même auprès du poète, pour les plus méprisables hommes et les plus méchans de leur siècle : mais peut-être l'était-il à la manière de Louis XI, toujours couvert de reliques, demandant pardon à sa Notre-Dame des actes de cruauté qu'il allait commettre et auxquels il prenait plaisir, donnant par contrat le comté de Boulogne à la Sainte-Vierge, et, par un caprice bisarre, qui n'était nullement de la piété, faisant de la reine des cieux une comtesse vassale ; il l'était peut-être comme cet Alphonse de Naples, qui avait pris part à tous les actes cruels de son père Ferdinand I[er], et qui, à l'approche des Français, alla se faire moine à Messine, chez les Olivetains; il l'était comme tant d'autres âmes perverses, dont la religion, toute matérielle, n'est que le manteau du plus hideux égoïsme, et qui, plus coupables encore que des athées de bonne foi, si de tels fous pouvaient

se rencontrer, renient bien certainement de toute la profondeur de leur scélératesse la divinité qu'en apparence elles adorent.

Alexandre VI probablement croyait comme ces pélerins du temps des guerres saintes, qui, pour avoir pris la route de Jérusalem avec une croix d'étoffe cousue à leurs habits, pensaient être autorisés à commettre tous les crimes, à se souiller d'horreurs que l'histoire n'oserait pas nommer, et qui, chargés de dépouilles arrachées aux pays, même chrétiens, qu'ils trouvaient sur leur passage, poursuivaient leur route en répétant ce proverbe de Salomon : « Le bien du pécheur » est réservé à l'homme juste » ; il croyait, comme croient encore de nos jours ces effrontés brigands des montagnes voisines de Rome, ces bandits des Abruzzes, de la Calabre, de la Sicile, qui consacrent à la Madone le poignard avec lequel doit être commis par vengeance ou par soif de l'or quelque notable assassinat; il croyait comme ces assassins à gages qu'on trouve en certaines localités d'Italie ou d'Espagne, qui d'avance se font absoudre d'un meurtre pour lequel on les a payés, et qu'ils regardent, en conséquence, comme une obligation, comme la condition d'un contrat qui sera ainsi exé-

cuté de leur part avec toute sécurité de conscience.

C'était pourtant à cette extrême dégradation des esprits qu'avait abouti la croyance populaire; ainsi était arrivée à son expression dernière cette foi imposée d'autorité et qui repoussait tout examen.

Une religion si pure dans son origine, une religion établie par les plus touchantes persuasions, par de simples ressorts moraux, après avoir tenu long-temps les esprits élevés vers le ciel s'était, à peu de chose près, perdue au milieu des intérêts et des besoins terrestres.

Depuis que l'Église avait voulu saisir la société civile tout entière; depuis qu'elle avait voulu régner sur les rois, au lieu d'aider les peuples à supporter les maux que la nature inflige, et ceux non moins grands, peut-être, qui sont l'œuvre des agrégations sociales, la croyance s'était matérialisée, pour ainsi dire.

Cette même religion, qui n'était plus pour ses chefs ambitieux qu'un moyen d'arriver au pouvoir temporel, à un pouvoir respectable dans

ceux qui s'en trouvent investis par le cours des choses humaines, mais qui ne peut se mêler aux choses saintes sans y porter le trouble et la confusion ; cette religion, qui doit semer la morale évangélique, et n'avoir pas d'autre source de fécondité, n'offrit plus au peuple qu'une voie tracée pour obtenir les faveurs de la Fortune, la réussite dans les affaires, dans les projets de vengeance, dans tout ce qui flattait les passions. On demandait, par des prières, la mort d'un ennemi comme la naissance d'un enfant, l'entrée en jouissance d'un héritage, et l'heureux résultat d'une tentative de vol.

Tout porte à croire qu'à cet égard Alexandre était peuple. Il priait le ciel de le favoriser dans ses perfidies, ainsi qu'un autre pontife aurait pu demander le succès d'une croisade contre les Sarrasins ou contre les Albigeois. Et ces perfidies se multipliaient, parce que son âme, à qui elles coûtaient peu, était continuellement excitée par le désir d'enlever de nouvelles dépouilles.

Une prérogative ancienne, qu'il sut faire revivre, lui donnait des droits sur les biens dé-

laissés en mourant par les cardinaux; une prérogative semblable apportait au domaine de l'évêque les successions des prêtres diocésains. Alexandre VI, comme les sultans de Constantinople, qui ne laissent pas de croire en Dieu et d'être dévots à leur manière, hâtait, quand la chose en valait la peine, le trépas de ceux dont il devait hériter; et, comme il craignait pour lui-même de mourir, il se croyait perdu si, par hasard, il avait oublié l'hostie consacrée, qui, suivant une prédiction, pouvait seule garantir ses jours.

En rappelant l'état d'épuisement où la religion chrétienne, d'abord si féconde en vertus, était malheureusement tombée, nous avons signalé à la douleur, au ressentiment de ceux à qui la foi est toujours chère, l'abus profondément corrupteur des indulgences et des pardons; nous avons trouvé dans ce fatal abus, sinon l'unique origine de ces perversités progressives où des peuples malheureux, tout en ne cessant pas de prendre à honneur le titre de chrétien, s'étaient laissés aller, du moins et sans aucun doute, le fait principal, la cause évidente autour de laquelle viennent se grouper bien des causes secondaires de dissolution et

de ruine, que le laps des siècles a mêlées, confondues, obscurcies.

Mais quand les peuples sont corrompus, les hommes qui sont à leur tête ne sauraient être sains, et nous avons laissé entrevoir que le clergé lui-même avait bien pu s'infecter de ce qui, entre ses mains, était devenu pour les autres un levain de contagion si puissant, un poison si sûr et si terrible.

Il y avait pour les scandales, si révoltans à nos yeux, que laissait échapper la conduite d'un trop grand nombre de prêtres en ces temps-là, un autre foyer principal d'infection qui se rencontre de nos jours au sein de notre clergé, de cette Église de France généralement si pure, il y a quarante ans, malgré les vices et les ridicules bien connus des prélats et abbés de cour.

Au moyen âge, on n'apportait aucun choix dans les ordinations. On élevait au sacerdoce quiconque se présentait. Le nombre des individus à qui les ordres sacrés étaient conférés inconsidérément, se multipliait de telle sorte, il dépassait tellement toute proportion avec les

besoins réels du culte, que, ne pouvant plus même s'entasser dans les couvens et monastères, une infinité de prêtres se mettaient à courir le pays, exerçant, pour ne pas mourir de faim, les plus vils métiers; tantôt mendians, devins, astrologues, ou marchands de reliques et faiseurs de miracles; allant à la suite des charlatans de foire pour faire tours et gambades; se joignant aux soldats congédiés pour avoir part à la maraude; aux chevaliers d'industrie pour vivre subtilement de la confiance et bénignité d'autrui. Les lieux de pélerinage les voyaient apparaître en disposition d'amuser grossièrement le peuple, non de l'instruire et de l'édifier; ils se présentaient en piteux équipage au pont-levis des châteaux, qu'embellissait la présence des nobles dames, et on les accueillait, comme on peut croire, avec bien moins de considération que les troubadours et les jongleurs.

Jean de Vitry, qui était prêtre lui-même, dit qu'on regardait comme vertueux ses confrères qui n'avaient que des concubines. L'autorité civile cherchait à repousser cette sorte de peste, cette contagion de mauvaises mœurs, communiquée aux peuples par une fraction si grande

de la classe d'hommes qu'on avait instituée autrefois pour donner de bons conseils et de salutaires exemples. La lutte entre la magistrature qui songeait à punir les crimes, sans considérer de quelle main ils étaient l'œuvre, et le clergé, qui se croyait en droit d'empêcher qu'on jugeât ses membres à raison de leurs impudicités ou violences, arrivait quelquefois à un tel degré d'exaspération, que dans la ville d'Augsbourg on eut la barbarie d'enfermer quatre prêtres coupables dans des cages de fer pour les y laisser mourir de faim.

Avant la révolution, le jeune aspirant à la prêtrise apportait une petite dot qui devait le mettre à l'abri des premiers besoins, et qui témoignait en même temps que le futur ministre des autels ne sortait pas d'une famille où la faim, *malesuada fames*, eût quelque habitude à donner de mauvaises inspirations. J'ignore pourtant si cet usage était général; car, dans notre Provence littorale, il nous venait du pays de montagnes une quantité d'ecclésiastiques dont l'extérieur n'annonçait guère qu'ils eussent jamais reçu de dot.

Ceux, par exemple, qui, tous les ans, le jour

des rois, se rendaient au lieu dit *Forcalqueiret*, espèce de marché aux prêtres où les curés, prébendiers et bénéficiers, venaient se pourvoir de vicaires économiquement rétribués, appartenaient sans doute à des familles qui avaient bien peu de ressources. On peut dire toutefois que, s'ils n'étaient pas en général très-doctes, ils ne démentaient pas du moins la bonne renommée qui suivait partout l'habitant des Alpes françaises, attaché à l'argent dont il ne vit jamais faire abus dans son pays, mais constamment probe et honnête.

Aujourd'hui les familles qui seraient en état de constituer une dot à ceux de leurs jeunes membres qui se destineraient à l'état ecclésiastique, n'envoient plus personne à l'autel du Seigneur; ou, si quelque exception a lieu, c'est toujours le moins capable, le plus débile des enfans de la maison qui en est ainsi détaché. Mais une infinité de familles obscures, généralement vicieuses, et que ronge et dévore surtout cette ambition de bas étage, cette envie du voisin qui, en d'autres temps, anima les clubs des voix les plus dangereuses, font tous leurs efforts, ont recours à toute sorte d'intrigues pour se donner un prêtre qui puisse les soute-

nir un jour et leur procurer une aisance que le travail ne leur fournit point, ou qu'elles répugnent à y chercher.

Les jeunes prêtres qui sortent de là, sont autant d'ambitieux démagogues, ou, pour mieux dire, de Jasons qui vont à la recherche d'une nouvelle toison d'or. Jaloux des riches comme le sont leurs pères, et, pour certains pauvres, quiconque ne meurt pas de faim est riche; fidèles à suivre les recommandations paternelles, plus que les préceptes de l'Évangile, ils ne portent que trop souvent dans l'exercice de leurs fonctions religieuses un esprit de rapacité, une morgue hautaine, qu'on pourrait à bon droit qualifier de révolutionnaires.

Eh! comment, à défaut même des recommandations domestiques, le désir d'amasser, qui est au reste si général dans notre siècle, ne leur viendrait-il pas? L'exemple des thésaurisations indécentes, déjà si dangereux quand il est donné par des égaux, n'est-il pas plus funeste encore, quand il part de ces hauteurs qui dominent la foule et qu'on doit considérer comme autant de phares par qui sa marche est éclairée? Depuis quelque temps, en France, on voit

tomber des successions énormes dans les bienheureuses familles d'où sont sortis des personnages éminens de l'Église. Les séminaires restent dans le besoin, ou sont à la charge du public, tandis qu'on met un prix exorbitant à tout ce que distribuent certaines mains, et qu'une bénédiction nuptiale, par exemple, est payée jusqu'à vingt-cinq louis par des gens riches, dont la vanité, adroitement excitée, ne compte plus ce qu'elle donne; tandis que, pour faire légaliser la signature d'un curé il faut débourser trente sous, lorsque celle d'un juge de paix, ou de tel autre fonctionnaire civil, n'occasione qu'une dépense de vingt-cinq centimes (*).

C'est pourtant ce clergé, qui, sur un tel point, marche bien évidemment avec le siècle, qu'on voit se livrer, dans ses mandemens et dans ses sermons, à de si virulentes objurgations contre nos façons d'être actuelles! On conçoit néanmoins qu'il y ait pour lui de fréquens sujets

(*) L'auteur ne parle ici que de ce qu'il sait; chaque lecteur peut avoir, à ce sujet, ses connaissances locales. Au reste, on est prié de ne pas trop s'effaroucher de tous ces petits détails; le goût de notre époque pour la statistique doit leur servir de passeport et d'excuse.

d'irritation. Les talens n'abondent pas dans son sein ; ses plus fameux prédicateurs n'ont qu'une éloquence de poumons, propre, si l'on veut, à remuer les masses, mais trop incohérente pour agir sur des esprits accoutumés à quelque exercice de la pensée. Quelques uns attirent la foule par des tableaux grotesques de mœurs auxquels les petites maîtresses de province ne peuvent pas manquer d'applaudir ; mais de la bonne et vieille morale, peu de chose ; rien, ou presque rien, contre les usuriers, dont la race incessamment pullule ; la plupart sont dévots ou font semblant de l'être : la charité, les devoirs des enfans, la modération dans les désirs, tout cela est fort légèrement traité ; mais on n'épargne pas les phrases, on n'épargne pas les peintures, même indiscrètes, lorsqu'il s'agit de commenter le sixième commandement ; on n'attaque le luxe qu'avec des ménagemens inouïs ; car, dit-on, chacun doit aller selon son rang, comme si, en fait de rang, chacun ne se donnait pas le sien. On s'abouche avec des marguilliers, ou tels autres habitués, pouvant donner des connaissances locales, d'après lesquelles on fera des allusions, dont les bonnes femmes seront enchantées, et qui les feront s'écrier que le saint homme sait tout, que c'est un prodige de lumiè-

res, un esprit sublime, un génie universel, et que messieurs tel et tel, qui passent pour les plus beaux esprits de l'endroit, ne sauraient aller jusque-là ! On se dépite contre ceux qui restent impassibles, quand la foule est entraînée, et qui, bien certains d'être désignés par un titre vague, dont on a fait une injure, se gardent de paraître à une audience où ils seraient le but d'attaques audacieuses, auxquelles il est interdit d'opposer aucune réplique. Puis on porte des défis solennels sur des matières de dogme ; on invite à venir faire des objections dans la solitude du cabinet ; et si quelque niais du pays, quelqu'un de ces demi-beaux esprits, sans étude et sans consistance, dont l'espèce s'est si fort multipliée de nos jours, est assez sot pour relever le gant, pour adresser quelque épître bien travaillée et bien mal faite, pour demander quelque entretien, où des hommes habitués à la parole doivent, à coup sûr, l'étouffer sous le poids des preuves, on se hâte de signaler, avec la plus singulière outrecuidance, ce facile triomphe, on en fait gloire, comme si l'on avait réduit au silence un d'Alembert, un Diderot, un Voltaire. Puis, quelquefois, on livre au jour perfide de la presse toutes ces improvisations, plus ou moins factices, avec les historiettes,

les allusions au pays, à des temps orageux, les paroles de mépris, les accens de triomphe, les preuves nouvelles, qu'on aurait pu généralement choisir mieux, et l'on fait vendre ces recueils à la porte des églises avec les autres objets de dévotion, sur lesquels, sans doute, les marchands spéculent tout seuls; mais les bonnes femmes même n'en veulent pas, tant il y a peu d'onction et de talent véritable dans les œuvres de ces hommes qui, s'il faut en juger par les éloges dont ils s'accablent réciproquement dans le même volume, ne donneraient peut-être pas leur réputation pour celle de Bourdaloue ou de Massillon.

Heureux encore les vrais fidèles, quand, au milieu des effervescences d'un zèle où ne se glisse que trop de personnalité, ils n'entendent pas ce que nous avons entendu : que le bonheur des peuples serait trop grand si les prêtres les gouvernaient; que, si l'on venait à rencontrer en même temps dans la rue un ange et un prêtre, il faudrait d'abord saluer celui-ci de préférence à l'autre; quand ils n'entendent pas ce que nous avons entendu : que les prêtres sont plus que Dieu, puisque Dieu descend sur la terre à leur voix!.... Et puis, quand toutes ces choses auxquelles ne nous avaient pas accoutumé

les vénérables ecclésiastiques dont les soins formèrent notre enfance viennent de frapper nos oreilles, nous apprenons coup sur coup d'épouvantables crimes, qui, dans ceux auxquels ils imposent une hideuse renommée, sont la punition d'un indicible orgueil, la conséquence de cette fièvre d'ambition, de ces prétentions à la puissance que l'Évangile, certes, n'inspire point, et nous faisons des vœux pour que les chefs se rappellent du moins les inévitables dangers des mauvais choix....

Et qu'on ne croie point que les journaux, dont certaines personnes blâment l'indiscrétion, dont elles accusent même la malice, disent tout. Sans faire de recherches, sans aller au-devant des bruits publics, il est venu à notre connaissance un nombre effrayant de crimes, constatés par jugemens et commis dans un ressort assez borné, par des hommes que leur caractère n'a point soustraits à une condamnation, s'il a contribué peut-être à leur faire éviter la peine. Dans la dernière sécheresse qui affligea la Provence, un recteur, fatigué du bruit que faisaient chaque jour les paysans du voisinage en venant prendre de l'eau pour eux et leurs bêtes à la seule source qui n'eût point tari, et

qui était à côté de son presbytère, l'empoisonna. Condamné à mort aux assises de Draguignan, où il a été vu sur la sellette, il n'a jamais paru sur l'échafaud, et le public ignore ce qu'il est devenu.....

Mais n'entrons pas dans une énumération trop odieuse ; nous n'avons été conduits à cette digression, trop longue peut-être, que par ces retours involontaires, irrésistibles auxquels entraînent des considérations prolongées sur le passé qui n'est point à nous, qu'on veut connaître quelquefois par consolation, et qui nous rejette toujours sur les temps qui nous appartiennent. Revenons à cette époque déplorable où des excès dont les causes éloignées n'ont pas cessé d'exister, quoique plus enveloppées, se présentèrent au monde avec une arrogance dont la postérité devait être plus épouvantée encore que ne le furent les contemporains.

Au milieu de ces saturnales de Rome chrétienne, pendant ces jours de lâche silence et d'affreuse dissolution, durant ce spectacle de mœurs impures et sanguinaires offert au monde par ceux-là même de qui les peuples ont à recevoir des conseils pour marcher dans la route

du bien, quelques évènemens survinrent, qui devaient opérer dans les esprits de grandes transformations : ce fut, d'une part, la prise de Constantinople par les Turcs ; de l'autre, la découverte de l'Amérique.

Déjà aux premiers rayons de cette lumière antique, dont les reflets inégaux, mais toujours purs, s'étaient portés sur le Dante, Pétrarque, Boccace et Rienzi, l'Italie avait senti dans ce qu'elle enfermait d'âmes plus nobles et plus généreuses je ne sais quel tressaillement d'indignation qui ne devait rien, ou peu de chose, aux arguties théologiques, ne fut point traité d'hérésie, et valut seulement à quelques-uns des hommes distingués qu'on voyait s'élancer en avant de leur siècle la qualification vague d'athées, dont on s'avisa, moins peut-être dans le pays des Papes que chez nous, de faire un titre de proscription, un arrêt de mort.

Ces athées, ou semi-philosophes, comme on voudra les appeler, se montraient à peu près tous dans les hauts rangs de la science, de la société, des charges et emplois. Tout ce qui s'élevait dans le sein de l'Italie avait une part

plus ou moins grande aux trésors que, par une foule d'abus, on extorquait aux diverses parties du monde chrétien. Aussi, lorsque Arnaud de Brescia, prêchant de ville en ville contre les immenses richesses des ecclésiastiques et contre leur luxe, voulut, l'Évangile à la main, ramener Rome si puissante et si riche aux temps de la primitive Église, réformer les Papes comme il l'entendait, et contribuer à une nouvelle liberté romaine, écouté d'abord avec avidité par cette multitude, dont les impressions sont plus généreuses ou que ses intérêts propres ne réveillent que plus tard, il eut bientôt la destinée ordinaire de ces réformateurs en qui se trouve plus d'indiscrétion que de puissance, et la promptitude avec laquelle, pour fruit de ses sermons, il fut brûlé à Rome, sous Adrien IV, l'acharnement qu'on mit à poursuivre ses adhérens et à les immoler aux craintes de tout ce qui était puissant et riche en Italie, quelle que fût, au reste, l'opinion qu'on eût du Pape, du pauvre Arnaud de Brescia et des *Fraticelli*, cette implacable promptitude, cette vigueur cruelle au milieu de tant de mollesse dut suffisamment annoncer au monde que le pays où les premières idées de réforme venaient de naître ne les verrait jamais s'étendre et se propager dans son sein.

Quand d'illustres Grecs, se dérobant au glaive des Osmanlis ou à leurs propositions humiliantes d'arrangement et de paix, se présentèrent sur les rives de l'Italie, apportant, pour prix de l'hospitalité qu'ils devaient recevoir, une connaissance plus intime de l'esprit et de la philosophie antiques, le nombre de ceux qu'on appelait athées augmenta; mais il n'y eut point d'hérétiques.

Des gens de lettres attachés aux Papes traçaient en vers assez libres des anecdotes licencieuses avec la même plume dont ils rédigeaient des brefs dans un latin recherché qui se piquait d'être tout cicéronien. Des cardinaux eux-mêmes s'associaient avec gloire à un mouvement littéraire, toujours plus étranger à la scolastique; et l'on vit même un de ces princes de l'Église marquer impunément le peu de compte qu'il faisait de la Bible, dont le style ne ressemblait point à celui des auteurs grecs et latins qu'il chérissait tant!

Il faut avouer que les hommes, dont la philosophie de Platon enchantait alors les esprits, avaient quelque raison de s'attacher par la pensée, par les liens de l'imagination, à un ordre

de choses qui les tirât un peu de la fange où croupissait le monde. C'était une grande consolation pour eux de pouvoir se jeter ainsi dans les rêves de la Grèce antique, de se glisser dans la conversation ingénieuse de ces sages pour qui la politique ne fut jamais qu'une partie, une dépendance de la morale, tandis que dans l'état présent de l'Europe chrétienne, et surtout en Italie, ce n'était plus qu'une ambition dépravée, sans mesure dans les espérances comme sans réserve dans les moyens. Ils admiraient, dans la *république* de Platon, ce qu'on pourrait appeler une sublime incarnation de la justice. Quelques idées bizarres ne pouvaient les dégoûter de leur douce contemplation. Qu'auraient-ils vu en détournant leurs yeux, en portant autour d'eux leurs regards?

A cette époque, le génie dominant de la cour de Rome était celui des extorsions diverses. Tous les moyens d'acquérir de l'argent, d'arriver aux honneurs, étaient bons et plausibles, pourvu que le succès vînt couvrir ce qu'ils pouvaient avoir d'ignoble ou de méchant. Aux yeux de Platon et même d'Aristote, mais toutefois avec plus de ménagement en celui-ci pour nos faiblesses, la politique n'était que le sommet de

l'édifice, dont la morale privée formait la base et disposait les ornemens ; et dans les actes publics de ce moyen âge qui finissait, dans ce qui émanait surtout de la cour papale, même quand on voulait bien prendre le soin d'y adapter ces formes religieuses, si propres à féconder les champs qu'elle ensemençait, quel juge assez facile aurait pu reconnaître l'application constante d'une morale pure et dégagée de tout limon d'intérêt!

Mais tous ces illustres platoniciens, que de hautes pensées faisaient planer ainsi au-dessus de leur temps, ne puisaient guère d'énergie dans ces spéculations qui les charmaient. Ils vivaient au contraire dans une incurie calculée, non-seulement sur le besoin du repos, mais encore sur la jouissance des avantages que, pour la plupart, ils avaient dans le monde.

On pouvait bien voir de ses propres yeux ce qui se passait à la cour de Rome, elle se gênait si peu; on pouvait bien même se mêler à ce qui paraissait être moins impur; mais il était convenu qu'on serait discret, et, comme dit Machiavel, on ne devait point oublier *come egli è male a dir*

male del male (*) ; ou si parfois on se hasardait à déchirer quelque peu le voile, il fallait bien se garder de toute indignation violente, qui eût été prise pour hérétique. C'était seulement avec une indifférence religieuse bien entière qu'on pouvait parler de la cour de Rome et de ses vices : autrement le bûcher d'Arnaud de Brescia, le stilet qui, plus tard, coupa la parole à Fra-Paolo Sarpi, vous attendait.

Il est à croire, au reste, que cette indifférence religieuse, qui faisait le caractère de presque tous les grands, soit séculiers, soit ecclésiastiques, aurait amené enfin quelque chose de semblable dans le peuple, malgré tout le soin qu'on prenait encore de l'attacher au culte par la pompe des fêtes et la profusion des indulgences, si deux milices nouvelles n'étaient venues quelques temps auparavant offrir leurs services. La religion était entièrement perdue, au dire de l'illustre secrétaire de Florence, lorsqu'elle fut ramenée à son principe par saint François et saint Dominique ; la pauvreté dont ils faisaient gloire, et l'exemple qu'ils présentaient de

(*) Combien il est mal de parler mal de ce qui est mal.

l'humble vie du Christ, surent ranimer la foi dans l'esprit des hommes où elle allait chaque jour s'éteignant davantage. Ces deux ordres furent si puissans, ajoute-t-il, que même aujourd'hui ils empêchent encore cette ruine totale de la religion, dont nous menacent sans cesse les mauvaises mœurs des prélats et des chefs de l'Église. Vivant toujours dans cette même pauvreté qui leur fut prescrite, ils ont, par la confession et par la prédication, assez de crédit sur le peuple pour lui persuader qu'il *ne faut point parler de ce qui est mal*, qu'il est bien de continuer à vivre sous l'obéissance de ces prélats, de ces chefs dissolus, et que, pour ce qui est de leurs torts, de leurs mœurs scandaleuses, on doit en laisser à Dieu le châtiment.

Toutefois ces mêmes milices se corrompirent à leur tour, ou devinrent ridicules; et dans certains pays éloignés de Rome, où les yeux étaient moins accoutumés au scandale, elles finirent par nuire à la cause qu'elles prétendaient servir. On vit même s'élever dans leur sein des esprits réformateurs qui voulaient infliger aux prélats altiers cette pauvreté qu'ils avaient choisie pour eux-mêmes, cette humilité

dont ils portaient avec ostentation les marques extérieures (*).

Cependant, tous les hommes de savoir et de sens, dans ceux des États italiens surtout où l'on se brouillait quelquefois avec la cour de Rome, ne gardaient pas cet absolu silence, qui aurait moins accusé, sans doute, leur lâcheté que le désir, assez naturel, de ne pas se voir arracher les jouissances d'une vie à laquelle, d'après le tour de leurs pensées, ils n'étaient pas habitués à donner un but religieux. Il se trouva des hommes assez peu favorisés des biens de la fortune, ou tombés dans la disgrâce, comme Guichardin et Machiavel, qui osèrent laisser connaître ce qu'ils avaient vu, et Bâcon dit de

(*) L'hérésie des *Fraticelli*, condamnée par le pape Jean XXI, avait pénétré en France. Le 7 mai 1518, à la poursuite du frère Michel le Moine, inquisiteur, quatre religieux de l'ordre de Saint-François furent brûlés à Marseille dans le cimetière de l'Église des Accoules, comme appartenant à cette classe réprouvée de religieux mendians qui voulaient qu'on fût conséquent aux préceptes les plus rigoureux de l'Évangile, préceptes qui, aux yeux de leurs adversaires, ne passaient que pour de simples conseils. L'évêque de Marseille les exhorta en vain à ne pas penser plus fortement que lui ; ils persistèrent avec une constance admirable dans leurs opinions exagérées.

ce dernier, qu'on lui devait des remercîmens pour avoir montré avec franchise, et sans détour, ce que les hommes font ordinairement, et non ce qu'ils doivent faire.

Les divers récits de ce qui se passait au centre de l'Église se répandirent en beau style dans le reste du monde chrétien, avec les connaissances qui étaient venues de l'Orient, et dont l'Italie ne garda pas le parfum pour elle seule. Ils contribuèrent aux progrès, sinon à la naissance, d'une réforme que la philosophie ne devait point opérer, et qui, en grande partie du moins, devait être l'œuvre de la Bible commentée par Luther. Député autrefois à Rome pour les affaires de son ordre, le professeur de Wittemberg avait probablement assez vu et entendu. Il put comme Machiavel, mais avec des intentions plus prononcées, dire aux peuples que les coupables excès de la *Babylone nouvelle* avaient détruit en Italie toute piété, toute religion; il put avancer que les Italiens avaient à l'Église et aux prêtres cette première obligation d'être devenus irréligieux et méchans; dans son éloignement pour Rome, il put se croire en droit d'alléguer que là n'était plus la religion pure et sublime du Christ.

Sans doute, il est dans notre nature de répugner à tous les jougs et principalement à celui qu'on voudrait imposer à notre pensée. Tant que l'homme ne s'aperçoit pas qu'on cherche à le dompter, qu'on est même déjà parvenu à changer son allure, il marche avec autant d'assurance que s'il jouissait encore de sa liberté pleine et entière; mais pour les peuples dont le sens moral n'est pas oblitéré, n'est pas perverti, quel moyen plus puissant et plus facile de reconnaître qu'on veut subjuguer leur pensée, que de suivre, quand il existe, le contraste de brillantes paroles et de sale conduite, présenté par ceux qui les endoctrinent et prétendent les mener.

Les peuples du midi s'étaient fait au milieu de la mobilité de leurs impressions qui, trop souvent, s'exagèrent aux dépens de la raison, toujours calme et réfléchie, une habitude sérieuse non des préceptes de la religion, mais des pompes du culte, de ces merveilles tout extérieures qu'un firmament pur et serein favorisait dans leur développement le plus majestueux. Chez les peuples du Nord, au contraire, les fêtes le plus solennellement préparées n'étaient pas les plus heureusement servies par le ciel, quand

le grand jour était venu. Aussi s'occupaient-ils beaucoup moins de tout ce qui n'était qu'extérieur; moins distraite par l'éclat des cérémonies, l'âme se pénétrait davantage des leçons qui lui étaient données; la vie intérieure devenait d'autant plus active qu'un dur climat, une nature âpre et peu expansive, contribuaient à la concentrer. On s'occupait avec réflexion des choses de Dieu; mais en même temps il y avait des dispositions fort grandes à s'occuper des hommes par qui leur venait la connaissance de ces choses.

Les peuples du Midi, avec une âme toujours entraînée, se prennent si facilement à tout ce qui les frappe, qu'en sachant les amuser on les tient. Leurs réflexions n'amènent tout au plus que des moqueries. Quand ils sont en colère, ils se porteront aux révoltes, aux séditions; faire une révolution systématique et durable, une révolution, dont la pensée soit la principale puissance, n'est guère en leur pouvoir. On pourra, chez eux, tourner les moines en ridicule; et qui l'a fait avec plus de verve que les conteurs italiens? On pourra y médire du curé, de l'évêque, des cardinaux et du Pape; les bons mots de Pasquin les plus acérés voleront de bouche en

bouche ; mais ces paroles, quelquefois plus sanglantes que les plus cruelles objurgations de Luther, ne réveilleront aucun désir d'innovation ; ces moines, dont on a ri le matin, donnent le soir des fêtes magnifiques, où l'opinion les absout ; ils multiplient dans leur couvent les madones et les saints, ouvrant ainsi la carrière aux arts, cette seconde existence des Italiens ; les curés, quelque esprit de complaisance qu'on remarque en eux pour les puissans et les riches, quelques torts secrets qu'on suppose à leur conduite, exercent une série de fonctions qui rassemblent le peuple, qui occupent beaucoup ses yeux et un peu son esprit : il ne lui en faut pas davantage. Il en est de lui comme de ces philosophes italiens dont nous avons parlé, qui laissaient faire, pourvu qu'on les laissât philosopher en tout repos et tranquillité d'esprit dans les jardins *Rucellaï*, ou dans telle autre réunion de sages.

Ainsi la grande renaissance des lettres, celle qui suivit les temps du Dante, de Boccace, de Pétrarque, et qui fut principalement l'œuvre de la transmigration grecque, n'opéra point la réforme, mais elle y contribua en répandant hors de l'Italie, avec les produits littéraires modernes,

avec les richesses de l'antiquité nouvellement acquises, certains tableaux de mœurs, étrangement dissolues, qui excitèrent des soupçons, des scrupules dans les âmes que la pureté simple de l'Évangile avait le plus intimement pénétrées, et que des novateurs hardis trouvèrent dans une émotion toute récente, et merveilleusement disposées à les écouter.

Mais de même que les frères de saint François et de saint Dominique étaient venus au secours de l'Église dans le moyen âge, une troisième milice s'offrit pour combattre la réforme. Ses institutions étaient un modèle d'habileté politique ; on avait tout prévu pour assurer le succès. Toutefois en se jetant dans la mêlée, en maniant leurs armes, en les étudiant, ces auxiliaires nouveaux ne pouvaient pas empêcher que leurs adversaires les étudiassent aussi ; ils employaient pour la défense tout ce qui était à leur portée, mais sans pouvoir dérober aux autres tout ce qui allait à l'attaque, et cette lutte, où les deux partis semblèrent d'abord garder leur terrain, ne pouvait pourtant que devenir funeste à celui des deux pour qui elle donnait lieu à des divulgations nouvelles, qu'il prenait pour des ressources.

Les Franciscains et les frères Prêcheurs avaient mieux réussi : ils ne furent pas tentés d'ouvrir une guerre de plume. Les foudres qu'ils lançaient du haut des chaires ne pouvaient point leur être renvoyées ; ils n'avaient qu'un auditoire, et les autres cherchaient des lecteurs. La différence est grande.

D'un autre côté, un monde nouveau avait tout à coup apparu, n'offrant aucune trace de tout ce qu'on croyait le plus nécessaire au monde qu'on habitait. Des hommes venaient de se montrer à l'Europe, qui faisaient encore leurs premiers pas dans la carrière du genre humain. Des nations, auparavant ignorées, après avoir d'abord étonné le monde par l'étrangeté de leurs habitudes, et quelques-unes même par celle de leurs arts, donnaient matière à penser par la similitude de leurs besoins avec les nôtres. Les combinaisons de la pensée humaine prirent un essor inattendu. Le monde qu'on venait de découvrir fit accroître les relations commerciales, même entre peuples voisins. La liberté d'esprit, que la réforme encouragea, s'étendit à tout ; des matières religieuses elle passa triomphante, et toujours plus hardie, à tous les objets que peut embrasser, explorer la raison.

Les sciences, qui naissaient, ne tardèrent pas à paraître redoutables. On crut un moment que ceux, dont les traits acérés, autant qu'ils pouvaient l'être, n'avaient pu cependant entamer la réforme, seraient plus heureux dans une autre entreprise, dont le besoin se faisait sentir, et parviendraient à diriger l'essor scientifique de manière à l'étouffer.

Les Jésuites, en s'occupant des sciences et des lettres, ne paraissent pas avoir eu d'autre but. La médiocrité constante des œuvres que les plus habiles d'entre eux nous ont laissées le prouverait au besoin.

Mais cette entreprise n'était pas moins insensée que celle de l'ardent Savonarole, lorsque, dans les fêtes du carnaval, entouré d'enfans dont il faisait les ministres de ses fureurs politiques et pieuses, il donnait pour spectacle aux *Piagnoni* ou *pleureurs*, ses partisans, des auto-da-fé solennels de livres rares, de tableaux et d'autres productions des arts, enlevés à leurs propriétaires, qu'il avait alors le plaisir si doux d'appeler *Arrabiati*, enragés.

Les conflagrations du fanatisme pourraient à

toute force devenir si violentes, que tout monument du génie disparût, qu'aucun modèle ne restât ; mais ne vouloir verser que goutte à goutte ces eaux de la science, qui, loin d'étancher la soif, ne font que la rendre inextinguible, c'est se montrer seulement capable de volonté ; avantage bien stérile ici ; car, que peut la volonté la plus forte contre le cours ordinaire des choses ? Que peut opposer une société d'hommes plus ou moins adroits à ce torrent de curiosité que les siècles enflent sans cesse et se transmettent toujours plus large et plus impétueux ?

On doit pourtant savoir quelque gré à ces hommes qui voulaient nous mesurer la science, et qui, par cela seul qu'ils l'ont mise dans leur petit vase, ont été cause qu'elle a versé à pleins bords.

Pour se consoler de ses efforts infructueux en Europe, on vit la même société envoyer une partie de ses membres à la conquête des âmes dans les terres nouvelles. Tandis que ses projets de civilisation n'aboutissaient qu'à faire des espèces de congréganistes, au milieu des déserts, la culture des sciences amenait dans

cette Europe, où la liberté d'esprit s'était accrue par les soins mêmes qu'on avait pris pour arrêter son essor, une philosophie bien plus frondeuse que celle des Italiens, au temps du cardinal Bembo, bien plus pénétrante et plus vaste dans le présent, mais non moins insouciante de l'avenir, et que la politique, qui est une de ses branches, devait prendre dans toute sa studieuse et nonchalante incurie, pour en faire un instrument actif de révolution.

La secousse que l'Église reçut en France fut terrible; on eût dit qu'elle ne pourrait plus se relever. Bientôt cependant on la vit se dégager des ruines entassées autour d'elle, semblable au papillon qui se dépouille peu à peu de sa chrysalide et s'envole; puis, quand elle se remontra aux yeux, belle des persécutions qui l'avaient épurée, toute resplendissante des blessures qui avaient ranimé ses forces loin de l'épuiser, qui, de caduque et de débile qu'elle était auparavant, l'avait rendue jeune et d'espérance et d'ardeur, des philosophes se surprirent applaudissant à son triomphe, et partageant de bon cœur toutes ses joies. A quoi a-t-il tenu que cette aurore nouvelle ait annoncé un jour moins nuageux et moins sombre? A quoi a-t-il tenu

que ce principe religieux, qui, à son réveil, pénétra tant de cœurs, n'ait traversé notre époque dans toute sa pureté native ? A quoi a-t-il tenu aussi que cet autre principe, si précieux pour les peuples, et qui, par une alliance sagement opérée, avait retrouvé tant de force et promis tant de bonheur, ait été rencontré, si non combattu, par tant d'intérêts ignobles, de cupidités éhontées, d'ambitions puériles, de grandeurs retentissantes, mais creuses, de petitesses politiques, de ridicules largement productifs, de bassesses étrangement heureuses ? par quelle double fatalité un siècle que bientôt nous n'oserons plus appeler *des lumières*, depuis que tant d'obscurités, réelles ou factices, s'y multiplient, depuis que tant de mensonges le défigurent, est-il devenu, par un inconcevable mélange d'hypocrites de toutes les couleurs, de niais de toutes les façons, d'exaltés sans force, de beaux parleurs sans génie, l'époque la plus bizarre peut-être qui ait jamais défié le burin de l'histoire ?

Il n'est pas probable que le troisième ban, levé au service de l'Église, obtienne des succès de quelque durée. Il n'y a là ni l'humilité extérieure des enfans de saint François, ni leur zèle pour les intérêts du petit peuple ; il n'y a pas

non plus l'ardeur théologique des disciples de saint Dominique, bien que le désir des auto-da-fé n'y manque pas, et qu'il y soit même assez vif. Quelque nom que se donne la milice nouvelle, on ne trouve pas même dans ses rangs des hommes qui rappellent de loin ceux dont l'ancienne société pouvait s'honorer. On y voit bien une certaine ardeur démocratique, nécessaire pour remuer les masses; ce principe serait assez puissant, si des idées de finance, idées toujours antipathiques au peuple, n'en affaiblissaient la force : trop imbu de l'esprit matériel du siècle, tout cela ne peut aller qu'avec lui : mais ce siècle, où ira-t-il? que deviendront et la religion et la liberté, ces deux cultes qui ont eu leur temps d'ineffable grandeur, devant cet autre culte si fervent, qui ne reconnaît au fond que le budget pour idole? Question immense, que chacun peut résoudre à sa manière, mais que le temps ne résoudra certes que d'une façon.

Quoi qu'il en puisse être, et en attendant que les actes divers dont nous sommes témoins deviennent de l'histoire à leur tour, occupons-nous un moment encore d'Alexandre VI, non pour rappeler quelques crimes oubliés, mais

pour combattre une de ces idées qu'on pourrait appeler criminelles, tant elles montrent dans ceux qui les conçoivent et les expriment un oubli profond des intérêts de l'humanité !

Quand un de ces méchans hommes, qui se montrent parfois à la tête des sociétés, parvient à ses mauvaises fins par des moyens qui, dans un pays de bonne justice, conduiraient droit à l'échafaud le simple particulier dont ils auraient fait la force, il se trouve toujours dans la suite des temps quelqu'un de ces rhéteurs, dont l'habitude est de s'échauffer à froid, et de donner à l'objet de leur caprice des proportions boursoufflées, pensant toujours qu'il leur en restera quelque chose à eux-mêmes ; il se trouve toujours, disons-nous, quelqu'un de ces plats amplificateurs qui appelle le prince pervers, mais heureux, une *forte tête*, un grand homme. Et le vulgaire insensé d'applaudir, de répéter cet extravagant éloge, cette infâme calomnie dirigée sur tout ce qui fut vraiment digne du nom de grand !

Si, pour arriver à cette grandeur qui étonne les hommes, il faut avoir fait quelque chose de

difficile et d'inaccoutumé, qu'y a-t-il donc de plus difficile, de plus inaccoutumé que le bien? Mille voies mènent au mal, mais la voie du bien est unique comme celle de la vérité; elle est unique et rude; des obstacles sans nombre s'y rencontrent, qui découragent dès l'abord les âmes communes. Gardons-nous donc d'appeler grand quiconque n'a pas fait au moins un peu de bien aux hommes, un peu de ce bien qui échappe et se dérobe quelquefois aux intentions les plus droites, quand elles ne sont pas appuyées de cette fermeté d'âme, par qui seule sont distingués les individus de notre espèce qu'on voit élever une *forte tête* au-dessus du troupeau. Mais réservons notre indignation pour tous ceux qui ont fait le mal, de quelque apparence de talent que ce mal ait été enveloppé; et qu'ils trouvent sans cesse un écho dans nos cœurs ces beaux vers d'un poète italien, qui, s'adressant à la cité de Florence, la félicite d'avoir donné le jour à Machiavel, à ce hardi révélateur des crimes du pouvoir, et s'écrie :

Te beata, gridai, ...
. . . . Quando il monumento
Vidi ove posa il corpo di quel grande
Che, temprando lo scettro a' regnatori,

Gli allôr ne sfronda, ed alle genti svela
Di che lagrime grondi, e di che sangue (*) !

(*) Foscolo, dans *Gli Sepolcri.*

Heureuse Florence, m'écriai-je, quand je vis le monument où repose ce puissant génie, qui, reforgeant le sceptre des rois, en arrache les lauriers, et montre aux peuples combien de larmes en découlent, et quels torrens de sang !

APPENDICE.

Malgré la dissertation de l'abbé Vertot sur le malheureux *Djem* (qu'il nomme Zizime, comme tous les auteurs contemporains de ce prince qui paraissent avoir confondu avec le nom de *Djem-schah*, ou prince *Djem*, le titre de *Djemdjeh* qui veut dire majestueux, et qu'on donnait au sultan *Bayazid* ou Bajazet), on ne pourrait éclaircir les doutes que font naître les contradictions de quelques chroniqueurs occidentaux, ni même décider de quel côté se trouve la vérité, sans les historiens ottomans, qui entrent dans un grand détail sur l'ambassade envoyée par *Djem* au grand-maître d'Aubusson, et sur le sauf-conduit qui lui fut donné comme sur la réception qu'on lui fit, après qu'un serment solennel lui eut offert des garanties suffisantes. Comme on a douté jusqu'ici du trait de perfidie dont se rendit coupable d'Aubusson, malgré l'exprès témoi-

gnage de Caoursin, qui était chancelier de l'ordre, on n'a pas non plus ajouté foi entière, si ce n'est au fait de l'emprisonnement du malheureux prince, du moins aux circonstances de son infortune et de sa mort. *Rovere*, après avoir cité les différentes autorités, n'ose point décider si Djem est mort à Capoue, à Butrinto, à Terracine ou à Naples; mais les historiens ottomans s'accordent à dire qu'il est mort à Naples, empoisonné par le barbier Mustapha, devenu dans la suite grand-visir. Au reste, voici comment *Saad-ed-din-effendi*, le plus distingué de ces historiens, raconte les aventures du prince Djem. Nous nous servirons de la traduction qu'a faite de ce récit un habile orientaliste, M. Garcin de Tassy, dont les connaissances et l'amitié nous sont également chères : nous avons pensé que ce morceau d'histoire intéressera non-seulement à cause du jeune prince dont les infortunes y sont retracées, mais par la manière dont un auteur si étranger rend compte de ce qui se passait alors au milieu des chrétiens.

« A la mort de Mahomet II, les grands de l'empire appelèrent au trône Bajazet II, son fils aîné.

Djem, frère de celui-ci, qui était roi du pays de Caramanie, n'eut aucune part au sultanat. Des malveillans firent alors entendre à ce prince que les richesses et la souveraineté de son père lui appartenaient autant qu'à son aîné Bajazet, et qu'il devait partager la couronne avec lui. Djem (que nous pouvons appeler Gem pour nous conformer davantage à la prononciation française) se laissa entraîner par ces discours; et sans penser aux droits de son frère, sans songer que Bajazet avait été reconnu sultan par les grands et par tout le peuple, il leva une armée formidable, s'avança vers la ville de Brousse, dont il se rendit maître, et vint jusqu'à Scutari. De là il envoya proposer à Bajazet, son frère, de se contenter de la Romélie, et de lui laisser l'Anatolie. Bajazet refusa d'y consentir. *Il n'y a pas de lien de parenté parmi les souverains*, dit à ce propos l'historien ottoman. Alors Gem disposa de nouveau ses troupes, et livra bataille à son frère, sur les bords de la rivière d'Icni-Tchéher. Après avoir vaincu Bajazet, il fut trahi par Yacoub-bey, fils d'Achtin, son gouverneur, et la plus grande partie de ses troupes passa du côté de son rival. Celle qui lui resta fidèle, étant trop faible pour résister à tant de forces réunies, plia et se débanda entièrement. Gem s'enfuit lui-

même, et revint à Cogni, où il résidait auparavant, et de là il se rendit avec sa famille en Égypte. Il y fut reçu avec de grands honneurs par le sultan Caïtba. Il fit ensuite le pélerinage de la Mecque et de Médine, et revint au Caire le 21 de Mouharram 887 (11 mars 1482); là, il trouva des lettres de plusieurs émirs qui l'engageaient à revenir en Turquie, lui promettant de se déclarer pour lui. Gem consulta le sultan d'Égypte, qui non-seulement lui conseilla de marcher *où la gloire l'appelait*, mais lui fournit même des troupes. Il partit donc, et les beys et les émirs qui lui avaient écrit l'ayant joint, il vint assiéger Cogny; mais découragé par quelques pertes, il prit la fuite une seconde fois en apprenant l'arrivée de l'armée commandée par son frère; et, prêtant l'oreille à des conseils perfides, au lieu de se désister de ses prétentions, et de faire ainsi cesser la guerre civile, il conçut le dessein de se sauver par mer et de se retirer ensuite en Romélie. A cet effet, il envoya à Rhodes Firenk Soliman, l'un de ses officiers, chargé d'offrir de sa part des présens au grand-maître (Pierre d'Aubusson), et de le prier de favoriser Gem dans l'exécution de ce projet. Celui-ci fit un traité par lequel il s'y engagea. Gem, trompé par les promesses de cet idolâtre, se

rendit à Rhodes, le 14 de joumazi ul-evel 887 (30 juin 1482). Le grand-maître, suivi des chevaliers, le reçut avec de grandes démonstrations de joie, et le fit loger dans un vaste palais. Aussitôt après son arrivée, le prince envoya Ali-bey, son oncle, pour aller prendre sa famille et son bagage : après être resté long-temps sans recevoir de ses nouvelles, impatienté d'une vaine attente, il tomba dans un grand chagrin. On lui dit alors qu'il fallait qu'il passât au royaume de France, et de là à celui de Hongrie, parce qu'il n'y avait pas d'autre moyen pour exécuter le dessein qu'il avait, et que, lorsqu'il serait parti, en cas qu'Ali-bey vînt avec sa famille et ses effets, on ne manquerait pas de le lui envoyer. Après l'avoir abusé par ces paroles, le grand-maître le confia à un commandeur de ses parens, nommé Blanchefort (Guy de Blanchefort), chargé de le conduire en France. Le prince fut embarqué avec ses gens au nombre de trente, et environ vingt musulmans (qu'il avait délivrés de l'esclavage), sur le même vaisseau qui l'avait conduit, et sur lequel le grand-maître eut soin de faire monter trois cents soldats francs. Les choses ainsi disposées, le prince fit voile pour la France. Un soir, après avoir doublé le détroit

de Sicile, on lui servit à souper sur le tillac du vaisseau avec des bougies allumées. Le roi de Pouille, le pape et les Vénitiens étaient alors en guerre : un vaisseau de la flotte de cette dernière nation vit de loin la lueur de ces lumières, et cingla vers ce côté. Le lendemain matin, les Rhodiens l'aperçurent et se préparèrent au combat; mais comme il faisait bonace et qu'on ne pouvait aborder, les Vénitiens envoyèrent une chaloupe pour aller reconnaître ce bâtiment. Les gens de la chaloupe ayant vu qu'il était de l'île de Rhodes s'avancèrent, et les infidèles se firent de part et d'autre beaucoup d'amitié. Cependant les Rhodiens avaient fait descendre Gem et ses gens à fond de cale pour les cacher. Les Vénitiens ayant demandé des nouvelles du prince, ceux-ci répondirent qu'ils l'avaient laissé à Rhodes : au reste, depuis cette aventure, ils n'allumèrent plus ni feu ni bougies durant la nuit.

Après avoir vu plusieurs choses extraordinaires, et entre autres de grands poissons semblables à des vaisseaux renversés dessus dessous qui, en respirant, jetaient de l'eau à la hauteur de deux piques, le prince aborda dans un port du pays de Savoie : de là il fut conduit le lende-

main à une ville appelée Nice, où il y avait beaucoup de belles femmes, et quantité de jardins fort agréables.

Malgré toutes les instances qu'il fit pour obtenir la permission de continuer sa route en chrétienté, il fut forcé de rentrer dans cette ville, qui pourtant ne lui déplaisait point, et qui lui inspira un couplet. C'est la seule ville chrétienne, selon toute apparence, qui ait été chantée par un poète musulman, par un fils de Mahomet II, conquérant de Constantinople, qui était poète aussi.

Les chevaliers de Rhodes, cherchant des prétextes pour l'amuser, répondirent long-temps à ses instances qu'ils ne pouvaient le laisser entrer dans le pays de France sans la permission du roi; ils l'engageaient à dépêcher quelqu'un pour la demander. Gem chargea Nassouh-Tchélébi de cette commission : celui-ci se mit en route avec des gens envoyés par les chevaliers, qui le laissèrent au bout de deux jours sous la garde de quelques infidèles. Gem l'attendit en vain quatre mois entiers, ce qui lui causa un chagrin inexprimable. On lui en occasiona un autre au

sujet de Firenk Soliman, qu'on voulait lui ôter parce qu'il savait la langue du pays, et que Gem connaissait tout ce qui se passait par son moyen. On lui supposa donc un crime pour avoir un prétexte de le faire mourir. Ce ne fut qu'avec beaucoup de peines que le prince parvint à le délivrer des mains des chevaliers, en promettant qu'il en ferait justice lui-même ; mais, bientôt après, il lui procura des habits d'infidèle, et lui donna le moyen de se sauver. Firenk en profita et se retira à Rome.

La peste commençait à exercer des ravages à Nice et dans les environs ; on fit quitter cette ville au prince Gem. Il s'arrêta d'abord à *Alchir* (Exiles) où on lui amena Nassouh Tchélébi. On le fit ensuite passer par quinze villes bien peuplées, et il arriva enfin à Saint-Jean (de Maurienne). Parmi les montagnes qui couvrent les environs, on lui en fit remarquer une au pied de laquelle est la source du Danube. Puis on le conduisit à Chambéry, capitale de la Savoie : mais le duc (Charles Ier) ne s'y trouvait point ; il était allé voir le roi de France, son oncle maternel. Ensuite Gem arriva le jeudi 13 mouharram 888 (20 février 1483) au château de Roud-

jilié (Roussillon ou mieux peut-être Rumilly en Savoie), qui appartenait aux chevaliers de Rhodes. Là, on lui fit entendre qu'il devait envoyer quelqu'un de ses gens au roi de Hongrie, pour s'assurer auparavant de sa bonne volonté. Gem fit ce qu'on voulut et chargea de ce soin Mustapha-bey et Achmed-bey, à qui l'on fit prendre des vêtemens d'infidèles pour n'être pas remarqués; mais il n'entendit plus parler d'eux en aucune manière, quoique l'on eût grand soin de le flatter de l'espoir qu'ils reviendraient bientôt. Cependant les petits seigneurs des environs lui faisaient visite, disant qu'ils venaient voir le fils du sultan qui avait pris Constantinople. Le duc de Savoie, qui n'avait encore que quatorze ans, vint aussi le visiter en retournant de la cour du roi de France son oncle. Gem lui fit présent d'une masse d'armes de Damas qui lui avait coûté cinquante florins. Ce duc, qui possédait quelques terres en Caramanie, prit de l'amitié pour le prince et chercha les moyens de le tirer des mains des chevaliers de Rhodes; mais ceux-ci, s'étant aperçus de son dessein enlevèrent Gem de là, le 21 de joumazi ul-evel de la même année (26 juin 1483), le firent embarquer sur la rivière de Grenoble (l'Isère), gagnèrent le fleuve du Rhône, qui passe par la ville de Lyon, et après

lui avoir fait traverser plusieurs villes, ils le menèrent au Puy, en Dauphiné (*).

Pendant que le prince y était retenu, on apprit que Hussein-bey, envoyé à Rhodes par Bajazet pour s'aboucher avec le prince, était arrivé en Savoie : toutefois, les chevaliers firent si bien qu'il l'empêchèrent de voir le fils de Mahomet. Sur ces entrefaites le roi de France (Louis XI) mourut le 18 du mois de rejeb de l'année ci-dessus (21 août 1483). Les chevaliers, craignant que cet évènement ne causât quelque désordre dans le royaume, jugèrent à propos d'éloigner les officiers du prince. Pour exécuter ce dessein ils firent venir environ huit cents cavaliers revêtus de cuirasses, qui lui ôtèrent de force vingt-neuf de ses gens. Gem se plaignit de cette violence ; mais on lui dit qu'on avait ordre de le faire et qu'on n'agissait ainsi que pour sa propre conservation. Du reste, on lui jura sur l'Évangile qu'il ne serait fait aucun mal aux personnes qu'on lui avait enlevées. Conduites par plusieurs villes jusqu'à Aigues-Mortes, elles y furent embarquées et abordèrent à un port voisin

(*) L'historien turc dit *Pouiat.* Quelle est cette ville? Celle du Puy est en Velay.

de la ville de Nice, où Hussein-bey, envoyé du sultan, fut amené aussi : ils firent voile ensemble, et, après la traversée la plus pénible, ils arrivèrent à l'île de Rhodes, d'où Hussein-bey fut renvoyé à Constantinople.

Lorsqu'on eut ainsi éloigné les officiers du frère de Bajazet on le garda encore environ deux mois dans le même château ; après on le transporta à celui de *Devchinon*, situé au haut d'un rocher où il resta le même laps de temps. De là on le conduisit à un autre château nommé Sassenage. Le gouverneur de ce château avait une fille extrêmement belle, qui devint amoureuse du prince. Gem répondit à son ardeur, et bientôt il y eut un commerce de lettres que suivirent des entrevues passionnées. Après qu'il eut séjourné en ce lieu deux autres mois, on le fit passer par plusieurs villes et on le mena enfin au château de *Borgolou* (Bourganeuf), patrie du grand-maître de Rhodes : on le fit passer ensuite à un autre château nommé *Monteil*, qui appartenait au frère du grand-maître, où l'on fit demeurer le prince deux mois; puis on le conduisit au château de Moretel, où il séjourna autant de temps, et de là à la forteresse de Bois-l'Amy, située au milieu d'un grand lac, où il fut

retenu environ deux ans en une grande contrainte. Dans cet espace de temps, il pensait sans cesse aux moyens de se délivrer. Il fit déguiser en habit d'infidèle Hussen-bey et Gelal-bey, et les envoya pour tâcher de faire quelques tentatives ; ils demeurèrent environ trois ans auprès du duc de Bourbon (Pierre II), et ils travaillèrent ensemble de tout leur pouvoir à procurer la liberté du prince.

D'un autre côté, le grand-maître de l'île de Rhodes, passionné pour l'argent, avait dépêché des personnes au sultan d'Égypte et à la mère de Gem, pour leur dire qu'il était prêt à leur envoyer le prince, mais il leur avait en même temps demandé de quoi construire des vaisseaux et acheter les provisions nécessaires. Le sultan et la mère de Gem avaient fait passer à cet idolâtre vingt mille florins, et avaient retenu quelques-uns de ses députés pour caution. Il est bon de savoir que le grand-maître avait eu pour de l'argent, du secrétaire du fils de Mahomet, plusieurs feuilles de papier blanc avec le seing de ce prince, où il faisait écrire ce qui lui plaisait, comme venant de sa part ; il envoyait même aux rois infidèles qui demandaient Gem pour l'avoir auprès d'eux des lettres par lesquelles il lui

faisait répondre mille mensonges, en leur mandant qu'il était libre, et que c'était de sa propre volonté qu'il restait avec les chevaliers.

Toutefois, le roi de Hongrie (Mathias Corvin), le Pape (Innocent VIII), le roi de Pouille (Ferdinand d'Aragon), et quelques autres princes francs, mandèrent au grand-maître, conjointement, qu'il fallait qu'il leur envoyât le fils de Mahomet, afin de le faire rentrer dans l'empire ottoman lorsque l'occasion s'en présenterait. Le grand-maître fut contraint d'accorder ce qu'on lui demandait; mais il ne le fit qu'à condition qu'on lui donnerait dix mille florins, et que l'on n'entreprendrait rien pour le rétablissement du prince, sans lui en faire part. Les mêmes souverains écrivirent au roi de France (Charles VIII) qu'il était déraisonnable de retenir en prison le fils du puissant Mahomet, qui s'était livré volontairement aux chrétiens; qu'ils le priaient de le remettre entre leurs mains, afin qu'ils pussent l'aider dans ses projets. Le roi de France écrivit en conséquence au grand-maître qu'il eût à se rendre de bonne grâce aux vœux des souverains, s'il ne voulait y être contraint.

Sur ces entrefaites, le fils du roi de Pouille,

qui était auprès du Pape, mourut. Innocent VIII fut soupçonné de l'avoir fait empoisonner, ce qui mit une grande division entre ces deux monarques, en sorte qu'il ne fut plus question de la liberté de Gem.

Cependant on tira le prince du château de Bois-l'Amy, où il était, pour le faire passer dans un autre nommé la *Grosse-Tour* à Bourganeuf, que le grand-maître avait fait bâtir exprès pour l'y recevoir. Quelque temps après, Hussein-bey, dont nous avons parlé plus haut, s'introduisit dans le château. Il fut convenu qu'à un jour fixé le prince, et les Musulmans de sa suite sortiraient pour aller à la promenade, comme de coutume, et qu'ensuite tout en jouant avec les douze gardes, qui ne les quittaient pas, ils leur prendraient leurs arbalètes, les tueraient, et se rendraient dans un lieu désigné, où ils trouveraient des chevaux et les choses qui leur seraient nécessaires, ce qu'Hussein-bey avait eu par le moyen du prince de Bourbon, qui avait avancé à cet effet vingt mille pièces de monnaie. Toutefois un officier de Gem révéla le secret à un des soldats avec qui il avait coutume de boire. Le capitaine des gardes ayant eu, par ce moyen, connaissance du complot, voulait faire passer

au fil de l'épée tous les gens du prince; mais un des gardes, qui savait le turc, lui représenta que jusqu'alors le roi de France avait cru que le frère de Bajazet demeurait volontairement dans cette retraite; que la fourberie ne manquerait pas d'être découverte, si l'on faisait mourir ses gens tous à la fois; qu'il valait donc mieux s'en défaire successivement. Le malheureux prince ne parvint qu'à force de supplications à sauver la vie à Sinan-bey, chef présumé de la conspiration. Depuis lors, on les surveilla tous de si près, que pas un d'eux n'avait la liberté de s'écarter seul. Le fils de Mahomet fut encore retenu environ deux ans dans cet endroit : pendant ce temps, il fit en vers le récit de ses misères; car il était bon poète.

Cependant, le Pape s'étant réconcilié avec le roi de Pouille, ils revinrent au dessein qu'ils avaient eu d'abord : ils dépêchèrent donc de nouveau au roi de France un exprès pour lui demander le prince Gem. Le roi de France tint la parole qu'il avait donnée auparavant. Il envoya un des seigneurs de sa cour, avec environ deux cents hommes, pour tirer le prince de la prison où il avait gémi si long-temps; ce qui fut exécuté le 5 de Zil-hijjet 893 (10 novembre 1487); après

quoi il le fit conduire aux États du Pape. Gem passa par divers pays et villes, de la description desquels nous ne chargerons point notre narration. On pourra prendre connaissance du détail circonstancié des aventures du prince, dans l'ouvrage écrit à cet effet. Nous remarquerons seulement qu'il traversa Marseille, l'un des ports les plus considérables du royaume de France, qu'il s'embarqua à Toulon, le 2 de Rebi-ul-evel 894 (12 février 1488) et aborda à Cività-Vecchia, qui est à quatre-vingts milles de Rome. Le pape ayant appris qu'il était arrivé sur ses terres envoya au-devant de lui son fils, suivi de quelques seigneurs, avec des chevaux pour le conduire jusqu'à Rome. Gem fut d'abord mené à un château du fils du pape, situé à vingt milles de Rome. Il fit ensuite le lendemain son entrée dans cette cité, où on le reçut avec de grands honneurs. Il fut logé dans le palais du Pape, qui lui donna le jour suivant une audience extraordinaire, où se trouvèrent tous les seigneurs de sa cour et les ambassadeurs de France, d'Espagne, de Portugal, de Gènes, de Venise, d'Allemagne, de Hongrie, de Pologne, de Bohême et de Russie. Le Pape était assis sur son trône, sa couronne, ornée de pierreries, sur la tête, et plusieurs bagues d'un grand prix aux doigts.

Gem étant entré, suivi de ses gens, et accompagné du seigneur français qui l'avait amené, et des chevaliers de Rhodes, s'avança jusqu'au trône du pape, qui l'embrassa, le baisa au cou des deux côtés, et lui fit beaucoup d'amitiés. Il le fit ensuite reconduire chez lui, où il lui donna de grands festins pendant trois jours. Le troisième jour, il le reçut en particulier, assis sur un fauteuil, et le prince sur un autre. Dans l'entretien, le Pape lui demanda par quel motif il était venu dans un pays d'une religion contraire à la sienne. « Mon intention, répondit Gem, n'avait jamais » été de venir dans les contrées des Francs, mais » de me rendre en Romélie; ayant demandé à » cet effet passage aux Rhodiens, j'avais abordé » à leur île, me confiant au traité que j'avais » préalablement conclu avec eux; mais ils y ont » manqué, et ils me retiennent prisonnier depuis » sept ans. Procurez-moi, je vous en supplie, » les moyens d'aller trouver en Égypte ma mère » et mes enfans, dont je suis séparé depuis si » long-temps ». Le Pape s'étant aperçu que le prince avait les larmes aux yeux en achevant de parler ne put retenir les siennes. Néanmoins, après être resté quelque temps en silence, comme s'il eût réfléchi à ce qu'il devait répondre: « Si vous ne songez plus à l'empire, lui dit-il,

» vous pouvez vous retirer en Égypte ; mais il » vous convient mieux d'aller au royaume de » Hongrie, où l'on désire votre présence, et où » vous pourrez mettre à exécution votre premier » dessein. »

Le prince avait eu le temps, durant ses longs malheurs, de se convaincre du néant des choses humaines ; il n'était plus sensible à l'ambition ni au désir de régner ; aussi insista-t-il à faire le voyage d'Égypte. Le prince et le Pape eurent encore plusieurs entretiens à ce sujet; mais Gem persista toujours dans la même résolution. Sur ces entrefaites, un ambassadeur du roi de Hongrie arriva à Rome, et demanda de nouveau le fils de Mahomet de la part de son maître. Alors le Pape revint à la charge, et pressa Gem d'aller en Hongrie ; mais le prince ne voulut jamais y consentir : « A Dieu ne plaise, s'écria-t-il, que » je me réunisse aux infidèles pour combattre » les vrais croyans ; ce serait renoncer à la religion » de mes pères, à laquelle je tiens bien plus qu'à » l'empire ottoman et qu'à celui du monde en- » tier. » Le Pape, irrité de cette réponse, détourna son visage, et témoigna dans sa langue toute l'indignation qu'il éprouvait. Gem, qui avait appris à parler, à lire et à écrire la langue

franque, comprit fort bien ce que le pape voulait dire, et lui repartit : « Vous avez bien raison » d'être indigné contre celui qui a eu la faiblesse » de se livrer à vous. » Le pape confus s'excusa, et lui assura que ces paroles lui étaient échappées, en le voyant refuser de suivre les bons conseils qu'il lui donnait.

Cependant on n'avait sur Gem, à Constantinople, que des nouvelles vagues et confuses ; mais Bajazet ayant appris qu'il était à Rome, y envoya, pour s'en assurer, un officier de sa cour, chargé d'une lettre pour son frère. Cet émir, nommé *Moustafa-aga*, qui fut depuis visir, arriva à Rome avec un ambassadeur des chevaliers de Rhodes, et il fut reçu avec honneur par le Pape. Il alla rendre ses devoirs à Gem, le salua de la part du Sultan, frère du prince, et lui remit de sa part une lettre cachetée et quantité de présens. Gem, ayant alors appris que le grand-maître de Rhodes avait, par fraude, tiré du sultan d'Égypte vingt mille florins, vint à bout, avec l'entremise de Moustafa-aga et du Pape, d'en avoir cinq mille par l'ambassadeur des chevaliers, qui avait accompagné Moustafa. Celui-ci, après avoir appris tout ce qui était arrivé au prince Gem, depuis qu'il était sorti hors des

terres de l'Empire ottoman, dit au Pape que, pour éloigner les troubles et les séditions, Bajazet désirait que son frère restât loin des contrées musulmanes. Le Pape, qui aurait donné sa vie pour acquérir l'amitié d'un officier du sultan, tel que Moustafa, n'eut pas de peine à sacrifier le prince à son intérêt particulier. Il répondit donc à l'ambassadeur du sultan : « Je suis le » serviteur soumis, l'humble esclave du fortuné » Bajazet ; la poussière de ses pieds est la cou- » ronne de ma tête ; obéir à ses ordres est toute » ma joie ; je m'estimerai heureux de faire ce » qu'il désire ; mais je le prie de n'entreprendre » jamais rien contre mes intérêts ni contre le repos » de mes États. » Moustafa-aga conclut donc un traité avec lui : le Pape l'observa avec attention, et fit garder le prince étroitement. Les choses restèrent en cet état pendant trois ans. Au bout de ce temps, Innocent VIII mourut, et son âme impure alla servir d'aliment au feu de l'enfer (*). Cependant le prince fut renfermé en un lieu de sûreté, de crainte qu'il n'arrivât quelques troubles pendant l'interrègne ; il y resta vingt jours, tandis que l'on exécuta les formalités commandées par l'ancien usage de la vaine religion des

(*) Il ne faut pas oublier que c'est un Musulman qui parle.

chrétiens, pour l'élection d'un nouveau Pape. On le reconduisit ensuite dans le lieu qu'il habitait antérieurement, où il resta encore quelques années dans le même état de contrainte qu'auparavant.

L'indifférence que le roi de France avait précédemment montrée pour Gem provenait de ce que les chevaliers de Rhodes donnaient de l'argent aux ministres de ce roi pour qu'ils le détournassent de penser à lui. Aussi, toutes les fois que ce souverain témoignait le désir de voir le prince, ses ministres ne manquaient pas de lui dire que c'était un emporté qui le maudissait, lui et sa religion, dès qu'il l'entendait nommer; que, bien loin de souhaiter de le voir, il protestait qu'il se tuerait lui-même, en cas qu'on voulût le présenter au monarque. D'un autre côté, lorsque le frère de Bajazet, ennuyé des mauvais traitemens qu'on lui faisait souffrir, demandait d'être conduit au roi de France, afin de lui représenter ses griefs, dans l'espoir qu'on le délivrerait enfin de la rude prison où il était détenu, les chevaliers lui disaient que le roi de France avait une si grande aversion pour les musulmans, qu'il ne voulait pas souffrir qu'un seul mît le pied dans sa capitale, et qu'ils craignaient

qu'il ne lui arrivât quelque malheur s'ils l'y conduisaient. Toute cette intrigue se découvrit par le seigneur français qui accompagnait Gem à Rome. Cet officier remarqua en ce prince des manières si honnêtes et si obligeantes, qu'il conçut pour lui une sincère affection, et lui en donna des marques fréquentes. Un jour qu'ils s'entretenaient ensemble, l'officier lui témoigna son étonnement de ce qu'ayant demeuré si longtemps en France il n'avait point vu le roi, et qu'il n'était point allé à Paris y contempler les beautés, filles des fées, qui s'y trouvent, et y jouir des productions des différentes contrées qui y sont rassemblées. « Le roi, ajouta-t-il, avait » le plus vif désir de vous connaître. — Eh! com- » ment, répondit le malheureux Gem, serais-je » allé à Paris me présenter devant le roi? L'on » me disait qu'il ne voulait souffrir aucun Turc » dans sa capitale.... Et, d'ailleurs, étranger, pri- » sonnier, sous la puissance de mes ennemis, » comment aurais-je pu le faire? »

A son retour, le seigneur français ne manqua pas de communiquer à son maître l'entretien qu'il avait eu avec Gem, et l'assura que ce prince était rempli de bonnes qualités. Le roi se repentit alors d'avoir ainsi abandonné le fils de

Mahomet; il chassa même les ministres qui l'avaient abusé par leurs mensonges, et écrivit au Pape (Alexandre VI), à plusieurs reprises, pour lui demander de laisser le prince libre de se retirer où il voudrait; mais le Pape s'excusait toujours sous différens prétextes. Alors le roi envoya à Rome un des principaux seigneurs de la cour, pour demander Gem en son nom, et le Pape s'excusa encore de se rendre aux désirs du monarque français. Ce seigneur lia amitié avec le prince musulman, et, de retour en France, il en parla avec tant d'enthousiasme au roi, qu'il lui inspira la plus vive affection pour lui; aussi Charles VIII leva-t-il une puissante armée pour aller délivrer l'infortuné Gem. Quoique, comme chrétien, il reçût sa couronne de la main du Pape, qui est le plus grand de tous les princes Francs, et qui tient le premier rang parmi les Nazaréens, néanmoins il était le plus puissant des rois infidèles, et avait conquis une partie des États voisins de son royaume. Il projetait même de pousser ses conquêtes jusque dans les pays musulmans; et c'est ce qui, lui faisant regarder le prince Gem comme un personnage qui pourrait lui être utile, le porta à venir, à la tête d'une armée redoutable, assiéger Rome pour obliger le Pape à lui remettre entre les mains le

fils de Mahomet. Le Pape, instruit de la marche du roi de France, fit enfermer Gem dans un château-fort (château Saint-Ange), qui était à la tête du pont qui traverse Rome (le Tibre), et où il avait son trésor. Le roi de France arriva assiégea Rome, et la prit. Le Pape s'enfuit dans le château dont nous avons parlé plus haut. Le roi l'assiégea encore, et, chaque nuit, il envoyait son oncle maternel (le comte de la Marche) traiter avec le Pape, et demander le prince. Le Pape n'ayant point voulu relâcher le malheureux Gem, le roi fit continuer le siége pendant vingt jours. Au bout de ce temps, les bastions ayant été renversés, le Pape fut contraint d'en venir à un accommodement. Le traité conclu, il sortit du château, et se retira en son palais. Une nuit, le roi de France alla chez le Pape, et ils firent venir le prince musulman. Ils s'assirent chacun sur un siége. Dans l'entretien, le Pape prenant la parole et s'adressant à Gem : « Monseigneur, lui dit-t-il, le roi de France veut vous emmener avec lui; que vous en semble-t-il? » Le prince, qui, jusqu'alors, ne s'était point entendu donner le titre de *Seigneur*, outré d'indignation, en se rappelant en cet instant les mauvais traitemens qu'on lui avait fait supporter, au lieu de lui avoir rendu les honneurs dus à un prince :

« Je n'appartiens ni au roi de France, répondit-» il, ni à vous ; je suis un esclave infortuné, privé » de la liberté ; il m'est fort indifférent que les Fran-» çais s'emparent de moi, ou que vous restiez maî-» tre de ma personne. » Le Pape, confus de ce discours, baissa la tête : « A Dieu ne plaise, s'écria-t-» il, que vous soyez esclave! Vous êtes, ainsi que le » roi de France, fils d'un puissant monarque, et » je ne suis entre vous deux qu'un interprète. »

Trois jours après, le 1er de joumazi-ul-evel 900 (28 janvier 1494), le roi de France alla de nouveau chez le Pape le sommer de lui remettre Gem. Le Pape fut alors forcé de le lui livrer. Le roi le confia de suite à un de ses seigneurs, nommé *maréchal*, et partit de Rome le lendemain, qui était un mercredi. Il prit la route de la Pouille, et passa la nuit dans la ville de Terracine. Cette nuit, le fils du Pape (César Borgia), qui accompagnait le prince Gem, se déguisa, sortit de la place et s'évada. Le roi de France resta cinq jours dans ce lieu ; puis, continuant sa marche, il alla se présenter devant la forteresse de Monteforte. Les gens qui la défendaient ayant refusé de la rendre, il la prit de force, et passa tous ceux qui s'y trouvaient au fil de l'épée. Le lendemain, il en fit de même à la forteresse de Monte-San-

Giovanni, après quoi les autres places épouvantées se rendirent sans nulle résistance. Quant à l'armée du roi de Pouille, elle fuyait toujours devant celle du roi de France.

Comme c'était une chose extraordinaire parmi les princes Francs de s'opposer aux volontés du Pape, Alexandre, se trouvant extrêmement offensé de la manière outrageante dont le roi de France venait de le traiter, résolut de s'en venger par la mort du prince Gem, qui était innocent. Pour cet effet, il envoya à la suite de l'armée de ce roi un barbier, muni d'un rasoir empoisonné, qui fit si bien qu'il parvint à raser le prince. Le rasoir ne laissa aucune trace; mais le visage et la tête de Gem s'enflèrent, et il tomba dans un état de malaise tel, qu'on fut obligé de le mettre dans une litière. Le roi de France fit appeler pour le traiter les médecins les plus habiles, et allait chaque jour le voir pour s'informer de sa santé. Lorsqu'on fut arrivé à la ville de Naples, capitale du royaume de Pouille, le mal augmenta si fort, que Gem avait de fréquentes défaillances. Sur ces entrefaites on lui apporta une lettre que la sultane sa mère lui écrivait du royaume d'Égypte; mais il n'était plus en état de la lire, ni d'en entendre le con-

tenu. Comme il avait toujours demandé à Dieu de ne point permettre qu'il fournît aux ennemis de la religion le prétexte d'attaquer les musulmans, mais de le retirer plutôt de ce monde, et de l'admettre au séjour de sa miséricorde, il obtint ce qu'il souhaitait, et mourut la nuit du mardi 29 de joumazi-ul-evel 900 (24 février 1494), en prononçant la profession de foi musulmane. Il était âgé de 34 ans, 2 mois et 7 jours. C'est ainsi qu'après avoir vidé la coupe du martyre il alla s'abreuver de la boisson de la vie éternelle, et, dans l'union avec Dieu, oublier pour toujours les malheurs auxquels il avait été en butte dans ce monde.

Le roi de France reçut cette nouvelle avec des marques sensibles de douleur : il fit embaumer le corps du prince, et le fit mettre dans un cercueil de fer.

Avant de mourir, Gem avait recommandé à ses officiers de faire tout leur possible pour transporter son corps à Constantinople, « de » peur, leur avait-il dit, que les infidèles, en » possession de mes dépouilles mortelles, n'at» taquent en mon nom les provinces musulma» nes, et n'y fassent des conquêtes. » Il avait

aussi écrit une lettre au sultan son frère, dans laquelle il le suppliait de faire venir sa mère et ses enfans du royaume d'Égypte, et d'avoir quelque considération pour les officiers qui ne l'avaient pas abandonné dans ses malheurs. Afin d'exécuter ses dernières volontés, Sinan-bey se déguisa, et se mit en chemin pour se rendre à Constantinople; mais il fut pris par des gens du roi de France, qui le retinrent dans les fers pendant deux mois environ. Toutefois, s'étant tiré de là avec l'aide de Dieu, il arriva à Constantinople, où il donna la nouvelle de la mort du prince, et rendit la lettre au sultan. Le divan envoya alors quelques personnes au roi de France pour lui demander les restes du prince Gem, afin de les déposer auprès de ceux de ses ancêtres; mais le roi avait prévenu l'intention de la cour ottomane, et avait déjà fait embarquer le cercueil avec de riches présens. Les envoyés ayant rencontré le bâtiment n'allèrent pas plus loin. Le cercueil fut débarqué à Gallipoli, par ordre de Bajazet, et transporté de là à Andrinople, où il fut placé près de la sépulture du sultan Mourad.

FIN.